The
Robert E. Gross
Collection

A Memorial to the Founder
of the
Lockheed Aircraft
Corporation

Business Administration Library
University of California
Los Angeles

The GIFT of
Thos. Theodyn Esq.r LL.D.
Obiit 7. Aug. 1785.

BRISTOL
EDUCATION
SOCIETY.

[illegible]

C.B/i.28

f26

Kress 68

McC. p. 347

C. 6. / c. 28

TRAITÉ
DE LA
CIRCULATION
ET DU
CRÉDIT.

Contenant une *Analyse raisonnée des Fonds d'Angleterre*, & de ce qu'on appelle Commerce ou Jeu d'Actions; un Examen critique de plusieurs Traités sur les Impôts, les Finances, l'Agriculture, la Population, le Commerce &c. précédé de l'Extrait, d'un Ouvrage intitulé *Bilan général & raisonné de l'Angleterre depuis* 1600 *jusqu'en* 1761; & suivi d'une *Lettre sur la Jalousie du Commerce*, où l'on prouve que l'intérêt des Puissances commerçantes ne se croise point, &c. avec un Tableau de ce qu'on appelle *Commerce*, ou plutôt *Jeu d'Actions*, en Hollande.

*Par l'Auteur de l'*ESSAI SUR LE LUXE, *& de la* LETTRE SUR LE JEU DES CARTES, *qu'on a ajoutés à la fin.*

A AMSTERDAM,
Chez MARC MICHEL REY.
MDCCLXXI.

LETTRE
DE L'EDITEUR
AU LIBRAIRE.

La Haie 1. Janvier 1771.

Voici, Monſieur, le Manuſcrit dont je vous ai parlé. Il nous ſeroit également impoſſible, à moi d'offrir à mon ancien ami une plus belle Etrenne, à vous de commencer une nouvelle année typographique ſous de meilleurs auſpices.

L'eſtimable Auteur n'eſt pas dans le cas de ceux à qui la prudence doit dicter de ſe tenir derriere le rideau juſqu'à ce que la Piece ait pris. Il ne ſe cache point crainte d'être connu; puiſqu'il ne peut manquer de l'être d'abord par ce qu'il y a de plus diſtingué dans les Cours de l'Europe. Cependant il exige que ſon nom ne figure point à la tête de ſon Livre: c'eſt que le moindre ſoupçon d'oſtentation allarme les ames ingénues, juſque de la part de celles qui ſont ſuſceptibles de cette petite vanité.

Cela m'engage à vous apprendre, comment je ſuis parvenu à ces papiers pour pouvoir en être l'éditeur. Je m'entretenois il y a quelque tems ſur la matiere dont il s'agit ici, avec une perſonne dont l'amitié & la confiance me ſont auſſi précieuſes qu'elles m'honorent; & je me plaignois de n'avoir pu parvenir encore à me former des idées nettes ſur ce ſujet. „ J'ai lu,

„ lui dis-je, *ce que des Philoſophes ont écrit*
„ *là-deſſus; mais je crains que leur imagina-*
„ *tion, toute de feu, n'ait commencé par bâtir*
„ *des ſyſtêmes en l'air, dont les fondemens ne*
„ *ſoient pas dans la nature; c'eſt ainſi que le*
„ *Rhéteur, qui, diſcourant ſur l'art militaire,*
„ *fit hauſſer les épaules à Annibal, charma le*
„ *reſte de l'auditoire. Dans d'autres Ecrits,*
„ *moins ornés, moins polis, moins ſéduiſants,*
„ *le préjugé, l'intérêt particulier, l'eſprit de par-*
„ *ti, ſe montrant à découvert, m'y rendent*
„ *tout ſuſpect. Ce que je n'ai point vu encore,*
„ *ce que je voudrois voir, ce ſont les enſeigne-*
„ *mens d'un homme impartial, conſommé ſur la*
„ *matiere dont il s'agit, auſſi expert dans la*
„ *pratique, que ſage & profond dans la théo-*
„ *rie; c'eſt le réſultat d'une longue expérience;*
„ *ſur laquelle ſeule peut ſe former le vrai ſyſ-*
„ *tême.*"

L'ami à qui je tins ce propos, me fit entendre qu'il y auroit moyen de me ſatisfaire; & quelques jours après il eut la bonté de me prêter ces papiers avec la permiſſion de leur Auteur. Je lus; je fus frappé: je regrettai de ne pouvoir répéter aſſez ſouvent à mon gré une lecture qui m'apprenoit des vérités nouvelles & importantes: j'euſſe voulu avoir copie de ces Ecrits: je ſus que d'autres partageoient mes deſirs à cet égard; mais qu'il ſeroit difficile de faire conſentir l'Auteur, envain ſollicité depuis pluſieurs années, à donner l'eſſor à ſon ouvrage. Il avoit écrit pour lui ſeul; & s'il communiqua ſes idées, ce ne fut que parce qu'elles avoient été

*jugées utiles dans une circonſtance des plus graves. On a donc fait valoir auprès de lui le puiſſant motif de l'utilité publique; on l'a convaincu, comme l'étoient ceux qui l'avoient lu, qu'il dépendoit de lui de faire un grand bien non ſeulement à l'Eu*rope *entiere, menacée d'une guerre, par les principes humains & ſalutaires qu'il inculque, mais auſſi à chaque Etat de l'Europe en particulier, par ſes idées auſſi neuves que bien développées ſur un objet qui leur eſt de la derniere importance. En effet, ſes notions peuvent toucher les conducteurs des nations irritées les unes contre les autres, en les convainquant, que leurs vrais intérêts ne ſe croiſent point, comme on paroît le croire; que le Commerce, dont toutes veulent ſe mêler aujourd'hui ne peut ſe faire bien par aucune, ſi ce n'eſt dans la plus profonde paix; que la jalouſie le mine, que la guerre le détruit; ſes maximes ſincérement adoptées, & conſtamment ſuivies, peuvent contribuer à raffermir le crédit dans les Etats où il vacille; en Angleterre, où le crédit public n'a jamais ſouffert d'atteinte, elles raſſureront les vrais patriotes ſur l'eſpece d'épouvantail qu'on leur fait de la dette nationale; les Anglois, toujours attentifs à leurs grands intérêts, verront avec plaiſir relever quelques abus aiſés à corriger, & indiquer divers moyens excellents, non pour éteindre entiérement la Dette publique (ce qui, comme on le démontre, produiroit un grand mal), mais pour l'éloigner d'un* Maximum *dangereux, en la réduiſant à un terme*

moyen qui rende toujours l'Etat opulent & respectable, les Manufactures floriſſantes, le ſujet content & deſireux de laiſſer après lui une nombreuſe poſtérité.

A toutes ces raiſons l'Auteur s'eſt rendu. Le motif de faire du bien aux hommes a été ſi puiſſant ſur un eſprit tel que le ſien, que non ſeulement il n'écoute plus la crainte (j'oſe le dire) mal fondée d'être taxé de vaine gloire s'il publioit ſon travail, mais qu'il ſouhaite même de le voir paroître au plutôt. Pour cet effet il m'a abandonné ſon manuſcrit. Il ne me reſte donc qu'à vous prier, Monſieur, de remplir par une prompte exécution les vues nobles de l'Auteur, l'attente de pluſieurs perſonnes reſpectables & la mienne: car je ſuis homme auſſi. Quoiqu'il y ait des copies de la plupart de ces pieces dans les Cabinets de divers grands perſonnages en France & en Angleterre, cela ne doit pas vous faire la moindre peine; au contraire. Ces Copies ſont des morceaux épars, imparfaits & défectueux à certains égards; & leurs illuſtres poſſeſſeurs les ont juſqu'ici ſoigneuſement gardés ſous la clef, pour leur uſage particulier. Ce que je vous envoie, fait un tout réuni, lié, retouché, rectifié, digéré aſſidument depuis huit années conſécutives, fort augmenté, comme vous allez voir de vos propres yeux par le nombre de corrections, de notes, & d'additions eſſentielles, dont vous trouverez ces cahiers chargés.

Je ne m'étendrai point ſur le ſtile ſage,

aimable, riant, qui regne ici. Liſez; imprimez: ſi jamais Livre a pu ſe paſſer d'être prôné, c'eſt celui-ci.

J'embraſſe avec joie l'occaſion de vous témoigner publiquement mon eſtime & mon amitié,

Monſieur,

Votre très humble & très obéiſſant ſerviteur

C. G. F. DUMAS.

PRÉFACE.

La premiere partie de cet Eſſai fut écrite en France en 1761. C'eſt pourquoi l'on eſt entré dans le détail de pluſieurs particularités qu'on ignoroit dans ce pays-là au ſujet des fonds d'Angleterre. On en a tiré beaucoup de copies à Paris; des Seigneurs Anglois, qui s'y ſont trouvés après la paix, m'ont fait cet honneur. Il y a donc apparence que cet écrit ſera un jour imprimé, & il ſeroit à craindre qu'il le fût d'une façon tronquée, d'autant plus que cet Eſſai n'ayant pas été fait dans l'intention d'être publié, on n'avoit pas d'abord donné aux preuves des nouvelles aſſertions qu'on y avance, l'extenſion & le degré de clarté qu'elles ſembloient exiger. J'ai même vu depuis peu dans des papiers Anglois, que mes idées commençoient à percer dans la Nation Angloiſe: ce qui n'eſt pas étonnant, y ayant eu depuis trois ans tant de copies manuſcrites de la premiere partie de cet Eſſai. Des Anglois très inſtruits m'avoient dit à Paris, que mon ſyſtême, quant à la Dette Nationale, étoit tout-à-fait nouveau.

J'apprens qu'on vient de publier d'après mes principes une brochure (*) où l'on

(*) *An Eſſay on the Conſtitution of England.*
L'Auteur attribue à l'oppoſition que Guillaume III. rencontra dans le Parlement au ſujet des Subſides, le degré de gloire, inconnu aux ſiecles précédens, auquel la Nation eſt parvenue; il explique cette aſſertion en faiſant ſentir, qu'avant le Regne du Roi Guillaume on ne connoiſſoit pas d'autre mé-

soutient, que l'opposition que le Roi Guillaume rencontra dans le Parlement d'Angleterre pour les Subsides, a été la cause de l'opulence de ce Royaume, parce que les contrariétés de la Nation obligerent le Mo-

thode de lever les subsides nécessaires pour les dépenses de l'année, qu'en mettant des taxes & des impositions équivalentes, qui étoient très fortes, comme il arrive nécessairement en tems de guerre. Ces impôts tomboient trop directement sur le peuple en général, sans qu'aucune partie de ce peuple gagnât à cette perte publique; si bien qu'on ne craignoit rien tant qu'une guerre au dehors. Mais alors on imagina, dit-il, une heureuse méthode de secourir la Couronne sans charger le peuple, & cela par le moyen de contributions volontaires de ceux qui étoient avides de fournir leur argent moyennant 7 ou 8 pour $\frac{0}{0}$ d'intérêt, pendant que le bon peuple Anglois se tenoit tranquille, étant bien aise de n'avoir d'autres taxes à fournir, que celles qui étoient uniquement nécessaires pour payer l'intérêt annuel des sommes avancées. Cette méthode fut d'abord essayée avec crainte, tant du côté du prêteur, que de celui de l'emprunteur. Les bons & salutaires effets de cette méthode ne furent pas sentis durant le Regne du Roi Guillaume, dont la vie fut toujours agitée par différentes factions. Mais nous pouvons datter de la découverte de ce projet le grand changement dans la constitution, qui porta la Grande Bretagne à ce degré de puissance où elle est arrivée depuis. Dès ce moment s'est développé l'habileté des Anglois pour soutenir la guerre au dehors, d'abord dans des disputes non profitables au sujet de ce qu'on appelloit l'équilibre de l'Europe, mais depuis dans des conquêtes utiles pour son propre compte, dans toutes les parties du globe. Dès ce moment la constitution d'Angleterre a été animée d'un esprit pareil à celui qui régnoit dans l'ancienne Rome, où les guerres au dehors ne manquoient jamais d'arrêter le cours des brouilleries & des séditions domestiques. La guerre, ajoute-t-il, devint avantageuse en Angleterre presqu'à toutes sortes de gens. Le pauvre la desire, parce qu'une plus grande demande des services augmente le prix du service. Le riche la desire, parce que plus la demande d'argent est forte, plus grand est l'avantage qu'en retirent ceux qui en ont. Ce qui a donné une grande aisance aux mesures du Gouvernement, attendu que cette approbation universelle lui donne une puissance illimitée. Il observe encore, que le crédit est augmenté à proportion de l'accroissement de la dette. Il y a beaucoup de vrai dans ces raisonnemens; mais ils pourroient égarer les esprits vifs dans la déduction des conséquences. Je les ai présentés d'une façon plus modérée dans mon Traité sur la Dette Nationale.

narque d'introduire en Angleterre les emprunts à l'inſtar de la Hollande ; ce qui a enrichi le Royaume. J'ai reconnu à ce trait l'adoption de mes principes. J'ai parcouru cette brochure, mais j'ai vu que l'Auteur ne prouvoit pas, comme moi, ce ſyſtême. Il en allegue d'autres raiſons, ainſi qu'on verra dans la note ci-jointe. Tout le monde a lu à Paris en 1761 mon écrit ſur cette matiere. On m'y fit appercevoir alors quelques obſcurités, qui échappent aiſément à ceux qui, pleins de leur ſujet, croient clair ce que le lecteur ne trouve pas également lumineux. J'ai tâché d'y remédier, & je me flatte d'avoir porté juſqu'à la démonſtration les principes qui en ſont la baſe. Les vérités qui en réſultent ne ſont pas des vérités ſtériles & de pure ſpéculation ; elles intéreſſent également le Public & les principales Puiſſances de l'Europe.

J'OSE aſſurer que pendant mon ſéjour à Paris, j'ai fait revenir bien des gens des préjugés qu'ils avoient au ſujet du crédit de l'Angleterre. On la croyoit ſans reſſource malgré ſes ſuccès; on ſe flattoit de moment à autre d'une Banqueroute Nationale qui bouleverſeroit le Royaume. J'ai fait voir que c'étoit une illuſion.

LES Anglois en général connoiſſent peu les reſſources immenſes de la France, & les François ignorent tout-à-fait celles de l'Angleterre. Ces deux Nations ſont faites pour s'eſtimer, & vivre en paix, & malheureu-

ſement elles ſe brouillent ſouvent pour du prétendus intérêts, qui peut-être ne ſont au fond que des mal-entendus.

La jalouſie du commerce, la rivalité de la Puiſſance, rend les Nations ennemies, comme des particuliers qui, courant la même carriere, deviennent par cette concurrence rivaux & ennemis. Si l'on pouvoit parvenir à perſuader aux Monarques, que le vrai intérêt des Puiſſances commerçantes ne ſe croiſe pas, comme je tâche de le prouver dans la lettre qu'on trouvera à la fin de cet écrit, la paix pourroit être plus ſtable, & le genre humain plus heureux.

Je préviens le Lecteur, que mon Syſtême ſur le crédit & la circulation demande à être lu poſément & plus d'une fois; la matiere eſt abſtraite, & il échappe toujours à la premiere lecture des choſes eſſentielles à l'intelligence du ſyſtême. Souvent on trouve à la ſuite & à la fin d'un diſcours les preuves qui fortifient & éclairciſſent les premieres aſſertions. Quelquefois il n'eſt pas poſſible de ſentir la vérité des dernieres propoſitions, ſi l'on n'a pas bien conçu les antécédentes.

On a obſervé plus d'une fois, qu'il eſt plus difficile de bien écouter que de bien parler; au moins il eſt ſûr qu'il y a encore plus de gens qui parlent bien, qu'il n'y en a qui écoutent bien; on entend avec diſtraction, avec prévention, plus occupé d'ordinaire de ce qu'on veut répondre, qu'atten-

tif à ce qu'un autre dit. La plupart des lecteurs ſont dans le même cas. Les diſtractions en liſant ſont ſouvent inévitables, mais auſſi on peut les réparer plus aiſément par une ſeconde ou troiſieme lecture, principalement des articles eſſentiels qui ne ſont pas longs & qui contiennent des vérités importantes.

L'IMPATIENCE & la vivacité font encore que le lecteur ſe prévient d'abord contre une propoſition nouvelle, par la foule d'objections qui ſe préſentent à ſon eſprit, & qu'il perd le flegme & le ſang froid néceſſaire pour ſuivre ſon Auteur & examiner les ſolutions qu'il en donne. On voudroit trouver dans une page ce qui fait la matiere d'un livre entier.

CEUX que ces objets n'intéreſſent pas, n'ont que faire de lire cet écrit; ce n'eſt pas pour eux qu'il eſt fait. Ceux qui y prennent un vrai intérêt ſeront bien-aiſes de le lire plus d'une fois, & je les prie de le faire avec attention. J. Jâques Rouſſeau dit quelque part, qu'il n'a pas l'art d'être clair pour ceux qui ne veulent pas être attentifs. Si ce peintre de nos idées tient ce langage, on doit à plus forte raiſon de l'indulgence à un écrivain ſans prétention, qui traite cependant d'une façon nouvelle des vérités importantes. Quant au ſtyle, je ne me ſuis attaché qu'aux choſes, & nullement aux mots.

J'AI eu des préjugés invétérés à détruire:

je parois ſouvent attaquer des vérités dont je conviens moi-même, mais dont l'application vicieuſe conduit à des erreurs dangereuſes: en paroiſſant ſouvent répéter ce que d'autres ont dit, je dis des choſes très différentes. Abſtractivement la vérité eſt indiviſible, ſimple & inaltérable; il n'y a pas de vérité plus grande l'une que l'autre. Mais les rapports infinis que les vérités ont entre elles ne ſont pas ſi faciles à diſtinguer; & je crois que c'eſt-là la principale ſource de nos erreurs, chacun croyant s'appuyer ſur des vérités dont il eſt parti.

On excuſera auſſi des répétitions ſouvent néceſſaires, toujours utiles, qui retracent des vérités fondamentales, & leur donnent un nouveau degré de clarté. Ce ſont moins des répétitions, que des réſultats qu'il eſt bon de rappeller de tems en tems. D'ailleurs il y a des idées qu'il faut, pour ainſi dire, tailler en facettes pour les bien concevoir. Si je prends quelquefois un ſtyle un peu figuré, c'eſt au moins ſans l'affecter; j'ai dû ſaiſir les moindres occaſions d'embellir une matiere naturellement ſeche & peu fertile en agrémens. Les figures qui n'ont rien de trop recherché, ſont des fleurs qu'on eſt bien aiſe de trouver ſur un ſol aride.

J'ai mis en notes les choſes qui auroient rendu le texte trop diffus, & embaraſſé les tranſitions.

Les moyens que j'indique dans la ſeconde

partie pour consolider le fonds d'amortissement (*Sinkingfond*) en Angleterre, & en créer un auxiliaire & permanent, qui fasse des extinctions & en tems de guerre & en tems de paix, ne sont que des idées vagues dont je fais sentir la nécessité, la possibilité & l'utilité. C'est à la Nation Angloise à les employer, si elle le juge à propos, dans la forme la plus convenable à sa constitution. Ce n'est pas que je craigne le ridicule qu'on a répandu sur les faiseurs de projets. Ce préjugé injuste est encore plus ridicule. D'un projet dépend souvent le salut d'un Etat; on ne doit pas mépriser les médecins parce qu'il y a un grand nombre de charlatans. Quand Colomb soupçonna l'existence du nouveau monde, dit M. de Voltaire, on lui soutint que la chose étoit impossible, on prit Colomb pour un visionnaire; quand il en eut fait la découverte, on dit que ce nouveau monde étoit connu longtemps auparavant. Le mépris où sont tombés les projets, pourroit empêcher bien des gens d'en produire de bons; mais ce n'est pas mon cas. J'indique des moyens connus & pratiqués ailleurs. Au surplus je ne fais qu'indiquer les matériaux, c'est à d'autres à en construire un édifice durable.

——— *Fungar vice cotis, acutum*
Reddere quae ferrum valet, exsors ipsa secandi.

Je me flatte qu'on trouvera dans les ré-

futations que je fais de la Théorie de l'Impôt par M. le Marquis de Mirabeau & du Bilan d'Angleterre, les élémens d'un code complet de Finances. J'invite les eſprits plus méthodiques & plus profonds, à en développer tous les principes, à les mettres dans un plus grand jour & dans un meilleur ordre. Je prie l'Auteur de la Théorie de l'Impôt, ouvrage qui contient d'ailleurs d'excellentes choſes, de me pardonner la liberté que j'ai priſe de critiquer ſon Syſtême. J'admire ſon eſprit, j'aime & reſpecte ſes ſentimens, parce qu'ils ſont ceux d'un honnête homme : mais ſon Syſtême ſur les impôts me paroît contraire au but qu'il ſe propoſe. J'ai joui une ſeule fois de l'aménité de ſa converſation à Paris chez Mylord Hertford, Ambaſſadeur d'Angleterre. J'en fus enchanté; une longue indiſpoſition m'a empêché de chercher, comme je me le propoſois, à cultiver ſa connoiſſance, & à en profiter pendant le reſte du temps que j'ai été à Paris. Je le crois trop philoſophe pour ſe fâcher contre moi, de ce que je ne ſuis pas entiérement de ſon avis. Je dis la même choſe à l'Auteur du Bilan d'Angleterre. M. Hume, que je réfute auſſi quelquefois, m'en a ſçu gré, & m'a donné plus d'une marque d'affection & d'amitié, dont je me ferai toujours gloire de lui témoigner ma reconnoiſſance; nous ne cherchons tous que le bien public, nous avons le même but. Il ne s'agit pas de faire aſſaut d'eſprit;

j'aurois perdu le mien, ſi je croyois pouvoir entrer en lice avec ces Meſſieurs ſur toute autre autre matiere que celle dont il s'agit. Ils ont ſur moi toutes ſortes d'avantages; mais j'ai celui d'avoir été à même, par ma propre expérience, & par une étude particuliere, d'approfondir de toute façon la matiere que je traite. Si j'avois les graces de leur ſtyle, & les autres avantages qu'ils ont ſur moi, ce Traité auroit un degré de perfection qui lui manque, & qu'il pourra acquérir un jour entre les mains d'une perſonne plus habile. Voilà tout ce que j'ai à dire pour moi; mon ouvrage dira le reſte.

EXTRAIT CRITIQUE

D'UN OUVRAGE INTITULÉ:

Bilan général & raiſonné de l'Angleterre depuis 1600 juſqu'à la fin de 1761.

L'AUTEUR du (1) Bilan général & raiſonné de l'Angleterre a voulu prouver, que tout le commerce & les richeſſes de l'Angleterre étoient compris dans la ſomme de 385 millions Tournois, qui ſont le produit net de 35 millions d'acres, à 11 livres par acre, & que tout ſon commerce eſt englobé dans ce produit territorial. On trouvera la réfutation de cette aſſertion dans la troiſieme partie de cet Ouvrage. Il ſoutient encore ſérieuſement, que l'Ecoſſe, l'Irlande, les Iſles, les Colonies, & tout le commerce, n'ont rien ajouté à cette ſomme; qu'au contraire, depuis la Révolution ou le Regne du Roi Guillaume, l'Angleterre a ſouffert des diminutions annuelles ſur tous ces articles. Il ajoute que c'eſt des nouveaux emprunts qu'elle paie les intérêts des anciens & les autres dépenſes faites au dehors, & que l'étranger a fourni un tiers (2) de ces

(1) Comme il eſt fréquemment parlé de ce Livre dans le Traité qui ſuit, on a cru devoir en donner préalablement ici le précis.

(2) Je ſai de ſcience certaine, d'après tous les Banquiers de Londres, que l'Etranger n'a pas au-delà d'un huitieme dans la dette nationale.

emprunts. Quant au paradoxe inouï, & j'oſe dire inſoutenable, que l'Angleterre, loin de gagner, a perdu dans ſon commerce par l'union de l'Ecoſſe, parce que ce Royaume eſt pauvre, & l'Angleterre riche, & que ce n'eſt pas, dit-il, la France qui peut gagner vis-à-vis la Savoie; c'eſt un vrai jeu de mots. Cette époque eſt ſans contredit celle de la grandeur de l'Angleterre, comme la priſe de la Rochelle eſt l'époque de la grandeur de la France.

Il ſuffit, pour réfuter l'Auteur, de ſe ſervir de ſes propres armes. Après avoir avancé que le revenu de l'Angleterre n'a pas augmenté, il dit que le ſeul avantage de l'Angleterre, par ſon commerce avec l'Ecoſſe, eſt 1°. d'en tirer des hommes qui lui fourniſſent leur induſtrie & leur travail à meilleur marché que ne font ſes propres habitans; d'où il réſulte encore pour elle moins de dépenſe. Je m'arrête ici. Je demande s'il eſt poſſible d'imaginer un avantage plus grand, plus eſſentiel, & qui influe plus immédiatement ſur le commerce. Comment un homme d'eſprit peut-il voir ce principe, ſans en ſentir les conſéquences?

2°. Il avoue que le ſecond avantage eſt, d'en tirer des hommes qui ſervent à l'Angleterre à remplacer ceux qu'elle perd continuellement par ſon luxe, par ſon commerce, par ſa navigation & par ſes guerres; elle eſt moins ſujette à ſe dépeupler: ce ſont ſes propres termes. On ne ſauroit en

vérité mettre dans un jour plus lumineux l'avantage immenſe de la réunion de l'Ecoſſe, que l'Auteur s'attache à déprimer dans le corps de ſon ouvrage. Je dois cependant ajouter que les Ecoſſois ſe plaignent, que l'Angleterre depuis leur réunion jouït & profite des dépenſes que les membres du Parlement faiſoient ci-devant à Edimbourg, quand le Parlement s'y tenoit; cela eſt inconteſtable. Edimbourg eſt moins riche, mais il eſt prouvé, d'un autre côté, que le reſte de l'Ecoſſe eſt moins pauvre qu'avant cette réunion; *vis unïta major.*

Pour ce qui eſt de l'Irlande, l'Auteur fait un tableau curieux pour mettre au jour la proſpérité de cette Iſle, qui devenue plus cultivatrice, en eſt naturellement devenue plus manufactrice des matieres de ſon propre crû; ainſi, continue-t-il, elle ne tire plus de l'Angleterre qu'une petite quantité de draps fins, quelques papiers, quelques charbons de terre, quelques quincailleries, & quelques marchandiſes qui ne ſont ni du crû, ni des manufactures de l'Angleterre, telles que celles des Iſles & des Indes.

Voila' encore un tableau qui eſt fidele, mais qui aſſurément n'annonce pas la ruïne du Royaume de la Grande Bretagne; ce qui eſt la theſe de l'Auteur. On riroit d'un homme qui voudroit prouver que la France ſe ruïne, parce que certaines provinces profitent beaucoup du luxe, & de la conſommation qui ſe fait dans celle où reſide la

Cour; il faut avouer que c'eſt une méthode nouvelle de raiſonner. Mais l'Auteur ajoute dans une note, que les loix fiſcales de l'Angleterre, pour empêcher la contrebande, ont aliéné l'eſprit des Irlandois, & que cela aura un jour des ſuites fatales. Comme je ne me mêle pas de commenter des prophéties, il ne m'appartient pas de les réfuter.

Le troiſieme point, qui regarde les Colonies, eſt plus problématique. J'ai toujours ſoupçonné qu'un commerce intérieur, provenant d'une population proportionnée à l'étendue du ſol, réſultant de l'induſtrie & de l'aiſance des habitans, eſt plus naturel, plus avantageux, que celui des Colonies éloignées qui emportent beaucoup de monde. La tolérance & la Religion Proteſtante mitigent, il eſt vrai, ce dommage chez les Anglois; la naturaliſation en ſeroit un remede plus efficace; mais, ſans entrer dans cette diſcuſſion, il eſt ſûr que notre luxe & nos objets de fantaiſie, ont rendu les Colonies néceſſaires; & c'eſt dans ce point de vue qu'on doit examiner la queſtion. Il en revient auſſi pluſieurs riches colons en Angleterre, après avoir fait leur fortune en Amérique. Les Colonies ſont le plus grand ſoutien des manufactures Angloiſes.

L'Auteur ne peut nier que le tabac ne ſoit un article qui enrichit l'Angleterre; mais il ajoute, que ſi l'Europe pouvoit ſe paſſer du tabac Anglois, la Virginie, & le Maryland ſeroient ruïnés de fond en com-

ble. Avec de pareilles ſuppoſitions on peut prouver tout ce qu'on veut; tout commerce eſt précaire ; mais ce n'eſt pas chez les Anglois qu'il paroit l'être le plus.

Il convient auſſi que la morue eſt un article conſidérable pour les Anglois. Cependant il prétend, que les denrées & marchandiſes que l'Angleterre achette pour les Colonies, ont une auſſi haute valeur que celles qu'elle en retire pour vendre à l'étranger. Je crois d'abord que cette aſſertion eſt non ſeulement haſardée, mais fauſſe; & quand elle ſeroit vraie, elle ne prouveroit rien: car les manufactures & les denrées du produit de l'Angleterre, ſont le réſultat du travail & de l'induſtrie; & tout le retour des colonies qu'on exporte à l'étranger, eſt un gain net. Sans compter le fret, les profits que font ceux par les mains de qui tout cela paſſe, & l'entretien de la marine ſi eſſentielle à ce Royaume. Voilà une vérité bien ſimple, qui a échappé à l'Auteur du Bilan.

Il prétend encore que le commerce de l'Inde ruïne l'Angleterre, comme il a ruïné les Romains. On trouvera la ſolution de ce problême dans le corps de cet ouvrage. Il avance en outre, que cette compagnie a introduit dans toute la nation le luxe ſtupide du thé, & d'autres pareilles inutilités exotiques, diſpendieuſes, & pernicieuſes; il ajoute encore une autre cauſe plus plauſible du luxe exceſſif des Anglois: " c'eſt

„ que depuis la Révolution, le Parlement „ s'aſſemblant annuellement, les femmes „ ſous la Reine Anne commencerent à ſui- „ vre leurs maris dans la Capitale, à ſe pro- „ duire fréquemment en public, & conſé- „ quemment à changer les mœurs, qui ne „ ſe changent pas, dit-il, en Eſpagne, par- „ ce que l'uſage n'y permet pas encore aux „ femmes de ſe répandre & de s'afficher „ dans le monde." Voilà ce qui a contribué le plus à rendre, ſelon lui, peu-à-peu la Nation moins œconome qu'elle n'avoit été ſous le Roi Guillaume.

Ces réflexions ſont auſſi judicieuſes qu'ingénieuſes & ſenſées; mais elles ne portent pas ſur toutes les cauſes du luxe. L'augmentation des richeſſes enfante toujours le luxe; mais l'auteur n'a garde de convenir de cette cauſe, qui détruit ſon ſyſtême, & eſt pourtant la principale. Au reſte la Nation Angloiſe pourroit profiter des obſervations de cet Auteur: il a raiſon de regarder le luxe d'oſtentation, de vanité, de parure & de frivolité, comme l'ennemi deſtructeur du luxe néceſſaire & ſolide.

L'obſervation de l'Auteur au ſujet du déſavantage du change, qu'il prétend que l'Angleterre a vis-à-vis de preſque toutes les places commerçantes de l'Europe, prouve trop. On en trouvera la ſolution dans le corps de cet ouvrage. Depuis la paix l'obſervation du change eſt contre le ſyſtême de l'Auteur.

L'AUTEUR du Bilan regarde le fameux acte de la Navigation comme un monopole que la Nation a élevé contre elle-même. Il me paroît inconcevable qu'une Nation auſſi ſage ſe trompe depuis plus d'un ſiecle ſur un point ſi important. Obſervez que cet Acte eſt l'ouvrage non d'un Miniſtre ou d'un Miniſtere, mais de la Chambre Haute, ſurtout de la Chambre des Communes, formée de l'élite des Négociants.

L'ÉPOQUE de l'avénement du Roi Guillaume au Trône d'Angleterre, que l'Auteur du Bilan affirme être celle de la décadence du Royaume, paroît, par l'hiſtoire & par les faits, préciſément celle de ſa grandeur, de ſa force & de ſon opulence. Les apparences peuvent être trompeuſes; mais il faut avouer qu'elles nous cachent donc bien des choſes que l'Auteur du Bilan a ſeul le bonheur d'appercevoir.

SES déclamations contre ceux qu'il appelle gens à porte-feuille, ſont ſans fondement, comme on le verra dans le corps de ce Traité. Les agioteurs ſont ſouvent de ſourdes pratiques très-illicites; mais quel commerce n'eſt pas ſujet à des friponneries? Heureux s'il n'y en avoit que dans celui des fonds! Le monopole pour renchérir les vivres, & certaines autres pratiques dans le commerce, ne ſont pas moins condamnables.

QUANT à la Dette Nationale, qu'il regarde comme la ruïne de la Nation, on a

prouvé & démontré le contraire dans ce Traité. Il exagere en disant que l'étranger en a un tiers. J'ai vu des gens très intelligens, qui m'ont assuré le contraire; j'ose affirmer d'après mes propres observations, que cela ne va pas à beaucoup plus d'un septieme, dont il faut défalquer, ou mettre dans l'autre côté de la balance, l'argent que les Anglois ont aussi placé dans les fonds étrangers, comme en France, où ils ont beaucoup de papiers Royaux, & jouïssent d'un intérêt presque double; ils en ont en billets de la Steur, Danzik, Sardaigne, Silésie. Quand on ne juge d'un tableau que par un seul trait, quand on ne voit qu'un côté de la médaille, on se trompe grossiérement.

Le grand but de l'Auteur dans des calculs, ou fautifs ou mal expliqués, c'est de prouver 1°. que la dépense générale de l'Angleterre, (il s'agit de la Nation & non pas du Gouvernement) est depuis quarante ans plus forte que la recette; que les achats augmentent & que les ventes diminuent; 2°. Que le commerce de l'Angleterre ne se fait qu'en diminution de son revenu: tous paradoxes contraires à l'aspect politique & visible de l'état de l'Angleterre. Il a suivi des Auteurs Anglois; mais l'expérience & le temps ont démontré la fausseté de ces principes & de ces calculs.

Notre ingénieux Auteur, pour pallier la foiblesse de son système, & en sauver en partie le paradoxe, établit, que l'exporta-

tion du grain eſt ce qui ſoutient encore l'état délabré de l'Angleterre, qu'il nous repréſente comme le coloſſe de Nabucodonoſor, dont les pieds étoient d'argile. J'ai écrit un an avant lui, que c'étoit une mine d'or que cette exportation; mais je ſuis bien éloigné de croire avec lui, qu'il ne dépend que de la France de fermer aux Anglois cette ſource de richeſſes. Un Pays où la Religion ne s'oppoſe pas à la propagation, où la liberté, la tolérance & le commerce favoriſent la population, aura toujours pour l'agriculture un avantage indeſtructible.

Je dirai ici par parentheſe une choſe qui me paroît très vraie. C'eſt qu'il y a pour l'Angleterre, & pour la France, un état de proſpérité ſupérieur à celui qui leur procureroit une grande exportation de grains: ce ſeroit celui de parvenir à mettre tout leur ſol en valeur, & que la conſommation ſe fît par les ſujets mêmes de ces deux Royaumes; ce qui ſeroit la marque d'une grande population, qui eſt la premiere manufacture, & la plus importante. D'ailleurs la France ne peut mettre tout ſon ſol en valeur, qu'à la faveur du tems, & d'une longue paix: avec cela il faut encore, avant que de rien exporter, augmenter conſidérablement la conſommation intérieure, en augmentant le nombre des laboureurs & cultivateurs de toute eſpece. Un laboureur, un artiſan, un gentilhomme François, mange plus de pain que quatre Anglois; ceux-ci deux fois plus de viande: or la con-

ſommation intérieure, utile & profitable au Royaume de France, fera que l'exportation ne pourra, au moins de longtems, être en proportion auſſi forte que celle que les Anglois ſont en état de faire.

La culture des grains n'eſt pas la ſeule qu'il importe à la France de protéger; les vignobles, les prés, les bois entrent dans ſon objet comme Etat agricole, & ces objets ne ſe cultivent pas aux dépens de la proſpérité des Anglois. La mineure partie des grains que l'Angleterre exporte, eſt deſtinée pour la France; il n'eſt pas facile de détourner le cours d'une branche de commerce. La France a de ſon propre crû les fruits & les denrées que l'Angleterre prend du Portugal & de l'Italie en troc pour ſes grains; ces pays ont donc un intérêt réciproque de préférer l'Angleterre pour ſe pourvoir de grains. Ce Royaume, quoiqu'avec moins d'étendue, doit encore être plus abondant en grain que la France, parce qu'avec un bon ſol toute ſa grande culture eſt en grain, au lieu qu'en France cela n'en fait qu'une partie. Les vignobles & les bois occupent un grand terrain.

Je doute auſſi que pour le grand labourage, le terrain en France ſurpaſſe celui de la grande Bretagne. L'Auteur prétend donc ſans fondement, qu'il eſt au pouvoir de la France d'ôter dans un inſtant à l'Angleterre cette riche exportation de ſes grains „ qu'elle ne tient, dit-il, que de ſa pure libé-

„ ralité, & qui depuis cent ans fait ſa prin-
„ cipale richeſſe & ſa principale force ;
„ qu'en la lui enlevant la France s'enrichi-
„ roit de plus en plus, & réduiroit l'An-
„ gleterre à ſa médiocrité naturelle, en re-
„ prenant ſur elle cette ſupériorité qui lui
„ eſt due dans l'ordre de la nature."

Que l'Auteur ſache 1°. que ce n'eſt pas là l'affaire d'un inſtant; on ſent cette vérité. Il n'eſt pas ſi facile que la France, dans la conſtitution de ſon Gouvernement, avec tant de célibataires, tant de luxe, trouve auſſi promptement des cultivateurs pour mettre tout ſon ſol en valeur ; c'eſt l'affaire du temps & d'une adminiſtration laborieuſe. 2°. Qu'il ſache encore, que la population eſt proportionnellement plus grande en Angleterre, ainſi que les cauſes qui lui procurent le débouché de ſes grains, tant en Europe qu'en Amérique ; 3°. que ces deux Puiſſances peuvent réciproquement augmenter leur culture, leur population, & leurs forces, ſans s'entrenuire, & que le vrai intérêt des Puiſſances agricoles & commerçantes ne ſe croiſe pas tant qu'il ſe l'imagine : ce qu'on verra plus en détail à la fin de cet ouvrage dans une lettre ſur cet objet. Rendons les Puiſſances amies & non rivales ; enſeignons leur à s'aimer autant par intérêt, que par humanité ; ne leur faiſons pas enviſager leur propre bien dans la ruïne & la deſtruction de leurs voiſins. Le premier eſt auſſi facile, auſſi juſte, auſſi utile, auſſi

humain, auſſi raiſonnable, que l'autre eſt difficile & injuſte.

A ces réflexions j'en ajouterai une qui me paroît importante. Thomas Morus dans le 1er. livre de ſon Utopie, & le Chancelier Bacon dans ſon hiſtoire de Henri VII, diſent qu'il eſt dangereux de mettre les terres labourables en pâturage. Reſte à ſavoir s'il ne doit pas y avoir une proportion entre ces deux objets, s'il n'eſt pas auſſi dangereux de mettre trop de pâturages en terres labourables, & ſi l'Angleterre ne pourroit pas tomber dans cet inconvénient en encourageant trop l'exportation par des primes. La France a un triple objet à ménager, les vignes, les pâturages & les terres labourables; l'équilibre de ces trois objets eſt plus compliqué, & très important. L'harmonie politique eſt plus difficile qu'on ne penſe; & cet objet n'eſt pas ſi facile qu'il le paroît dans le Bilan. Ces réflexions au ſujet de l'exportation des grains me paroiſſent dignes de l'attention des deux Nations.

RÉFLEXIONS SUR

Les Caractériſtiques de l'état politique du Royaume de la Grande Bretagne, & autres Ouvrages Anglois ſur le même ſujet.

On vient de voir le précis du Bilan général de l'Angleterre. J'ajouterai à cette occaſion, que tous les Anglois lettrés que j'ai conſultés à Paris ſur mon Eſſai, m'ont aſſuré que j'étois le premier qui eût ſoutenu que la Dette Nationale avoit enrichi la Nation Angloiſe. Mais on vient dans ce moment de me prêter un ouvrage curieux intitulé : *Characteriſtics of the preſent State of great Britain*, où j'ai trouvé légérement effleuré quelques points de ce Traité, & même quelque choſe qui paroît avoir trait à mon ſyſtême ſur les fonds. J'y ai vu avec plaiſir, que le Dr. Berkeley, Evêque de Cloyne, avoit ſoupçonné les vérités nouvelles que j'y développe au ſujet de la Dette Nationale. Ce Prélat s'eſt contenté de faire ſentir cette vérité en l'expoſant en forme de queſtion, ſans ſe mettre en devoir de démontrer l'affirmative. Voici ce qu'on trouve dans un de ſes Ouvrages nommé le *Queſtionneur* :

„ Si le crédit des fonds publics n'eſt pas „ une mine d'or pour l'Angleterre, & ſi

„ l'on ne doit pas redouter toute démarche
„ qui pourroit le diminuer?

„ Si le crédit n'eſt pas le principal avan-
„ tage qu'a l'Angleterre ſur la France, &
„ je puis ajouter ſur tous les pays de l'Eu-
„ rope?

„ Si par-là le public n'eſt pas devenu
„ poſſeſſeur des richeſſes des étrangers auſſi
„ bien que de celles des ſujets, & ſi l'An-
„ gleterre n'eſt pas en quelque maniere la
„ tréſoriere de la Chrétienté?"

Ce que ce Prélat dit au ſujet de la banque d'Amſterdam, n'a pas la même ſolidité. Il croit que cette banque eſt une mine d'or pour Amſterdam. Les étrangers penſent que c'eſt un des *arcana imperii*. Ils ſe trompent: tout l'argent ſe trouve effectivement & en eſpeces dans la banque; la ſomme n'eſt pas, je crois, auſſi forte qu'on ſe l'imagine; ce n'eſt pas le lieu d'examiner ſi l'argent qui y eſt renfermé n'eſt pas auſſi inutile à la circulation, que lorſqu'il étoit enfoui dans les mines. Je ſuis perſuadé qu'on pourroit, ſans altérer le crédit, ni violer la bonne foi, le faire circuler à l'avantage du commerce.

Je reviens aux Caractériſtiques de l'état général de la Grande Bretagne, ouvrage excellent; où l'Auteur combat d'une façon victorieuſe ce prétendu dépériſſement de l'Angleterre.

Le caractere d'une Nation opulente, dit-il, doit-etre viſible; ſi les ſymptômes ſont

décidés en ſa faveur, on doit conclure que la Nation eſt plus riche. Quels ſont ces ſymptômes? D'abord quand le ſol produit une plus ample moiſſon. L'Auteur du Bilan convient que l'Angleterre eſt dans ce cas. Les terres ſont, dit-il, mieux cultivées qu'avant la Révolution. Le nombre des habitans eſt aſſurément augmenté depuis l'union. Les beſtiaux ſont plus nombreux & mieux pâturés. Les maiſons, tant à Londres qu'en Province, & en Ecoſſe même, ſont plus magnifiques & mieux meublées. Le peuple eſt mieux habillé, mieux nourri, & ſurtout en Ecoſſe; les magazins & les boutiques à Londres ſont comme à Paris des tréſors immenſes de richeſſes; les tables plus abondantes & plus élégantes; le prix des terres a augmenté, l'intérêt de l'argent a diminué. L'Auteur des Caractériſtiques dit que la même choſe arrive en Ecoſſe, où il y a de nouvelles manufactures. On y apperçoit une amélioration générale dans tous ces articles. Le tableau que l'Auteur du Bilan trace de l'Irlande préſente la même proportion. Où eſt donc l'état détérioré de la Grande Bretagne ou de l'Angleterre, conſidéré collectivement?

Des écrivains Anglois, emportés par la paſſion, ont outré encore cette prétendue décadence. Voici comme s'exprime un de ces triſtes déclamateurs. Si le Roi Guillaume, dit-il, eût conquis la France, & qu'il en eût donné tous les biens meubles pour in-

demniſer le peuple Anglois, tout cela, quelque riche qu'il fût, n'auroit pas encore été ſuffiſant pour payer toutes nos dépenſes; ni la France, après une ſi grande dévaſtation, n'auroit pas été ſi mal que l'Angleterre. Ce viſionnaire n'avoit dans ſa tête que la Dette Nationale, qu'il croyoit perdue pour la Nation. D'un autre côté M. Andrew Hoeke dans ſon Eſſai publié en 1750 en réplique à cette aſſertion extravagante ſur la pauvreté de l'Angleterre, ſoutient que tous les fonds de l'Angleterre, y compris l'argent monnoyé, les terres de chaque individu, & toute la valeur du pays, ſe ſont accrus, pendant les ſoixante ans qui ont ſuivi la révolution, de cent millions Sterlings de plus que pendant les ſoixante ans qui l'ont précédée. L'an 1628 ce fonds étoit de 333 millions, l'an 1688 il étoit de 616 millions, & l'an 1748 il montoit à 1000 millions. Je ne garantis pas ce calcul, ni aucun autre arithmetico-métaphiſico-politique; mais, par aproximation, je ſuis perſuadé qu'il eſt plus vrai, plus juſte & plus d'accord avec les apparences ſenſibles, que le tableau qui nous repréſente l'Angleterre ſous un aſpect contraire à ce que l'œil, l'expérience & les faits conſtans nous prouvent.

L'Angleterre nous offre partout des ſignes viſibles d'un accroiſſement de richeſſes. Quand l'intérêt de l'argent eſt réduit chez une Nation, & quand cette Nation a une plus grande quantité de grains, de beſtiaux,

tiaux, de toutes ſortes de denrées, qu'autrefois, & que le prix cependant augmente au lieu de diminuer, il faut abſolument qu'il y ait plus d'acheteurs, ſoit pour ſa propre conſommation, ſoit pour l'exportation à l'étranger; dans l'un & l'autre cas, la Nation doit être plus riche. Voilà pour le général; cela n'empêche pas que ceux qui n'ont point augmenté le numéraire de leurs fonds pécuniaires, ne ſoient moins riches qu'ils n'étoient.

J'ai été bien-aiſe de trouver encore dans les Caractériſtiques une réflexion que j'avois ſouvent faite en liſant le Bilan. S'il étoit vrai, dit cet Auteur, que nous perdons par le commerce chez l'étranger, nous devrions graduellement perdre tout notre or & notre argent. Selon les principes de tous ces écrivains, & les calculs de nos négocians, continue-t-il, qui ont ſonné le tocſin ſur cette matiere depuis le commencement du ſiecle, il y a longtems que nous n'aurions plus un Schelling dans le pays; la balance du commerce étant toujours, ſelon eux, à notre déſavantage. Mais la grande quantité d'argent & de vaiſſelle que nous voyons, eſt une preuve infaillible qu'il y a erreur dans cette ſpéculation; & qu'à tout prendre l'Angleterre gagne encore dans ſon commerce avec l'étranger. Voilà ce que cet Auteur dit contre les rêves des Srs. Mathieu Deker, Davenant, & autres. Il eſt ſûr, ajoute-t-il, que c'eſt un vaſte Océan où l'on ſe

perd, & que de pareilles ſuppoſitions portent ſur des principes trompeurs.

On trouvera dans ce Traité la ſolution de cette prétendue rareté des eſpeces, qui ſont une matiere fluctuante, qui tantôt augmente, tantôt diminue, par des cauſes étrangeres à l'augmentation, ou à la décadence du commerce lucratif chez l'étranger. L'Auteur Anglois que j'ai cité donne encore d'autres ſolutions plauſibles, & démontre que la décadence de quelques branches ne prouve pas toujours une décadence totale.

Il prouve, ainſi que moi, que l'établiſſement des banques ſous les auſpices du crédit, augmente continuellement les eſpeces courantes, en répandant des billets qui circulent comme l'argent; plus cette circulation eſt grande, plus l'induſtrie & le commerce augmenteront. Il répond auſſi aux deux objections de M. Hume: l'une, que les papiers monnoyés empêchent l'acquiſition d'une plus grande quantité d'or & d'argent; l'autre qu'ils hauſſent le prix du travail, & par conſéquent nuiſent au commerce étranger. M. Hume croit que cette nouvelle invention des papiers circulans ferme l'entrée aux métaux. On peut ajouter aux raiſons de l'Auteur des Caractériſtiques, que l'expérience fait voir que c'eſt le moyen de les faire entrer & ſortir à propos. En 1763 il y eut un ſi grand diſcrédit à la bourſe d'Amſterdam, que les Négocians les plus riches n'avoient pas le moyen de ſe prévaloir

ſur aucune place, pour faire face à leurs affaires; la vente de leurs fonds en Angleterre leur fut d'un grand ſecours. Ce moyen fut trouvé le plus prompt & le plus facile pour avoir de fortes ſommes en eſpeces. Car le provenu de ces annuïtés fut envoyé en or & en argent. La bourſe d'Angleterre vend pareillement ſouvent pour de grandes ſommes d'annuïtés aux Hollandois.

Il eſt vrai que l'objection de M. Hume tombe ſur les banques de crédit plus que ſur les fonds publics, puiſqu'il ſuppoſe que, ſans les billets de banque, on auroit tiré la ſomme des billets circulants en argent de tous les Etats du monde.. Il met en fait qu'il y a douze millions Sterling en papiers qui circulent ſur la place à Londres. Si vous ôtez, dit-il, ces douze millions en papiers, l'argent dans cet Etat eſt au-deſſous du niveau relativement à ſes voiſins, & doit ſur le champ attirer l'argent de tous juſqu'à ce qu'il en ſoit rempli & ſoulé, pour-ainſi-dire, & qu'il n'en puiſſe pas contenir davantage.

Cette ſuppoſition pourroit à peine être poſſible ſur un objet de douze millions; mais je ne crois pas que M. Hume veuille l'étendre à la ſomme de la Dette Nationale. On ſent bien qu'il eſt abſolument impoſſible que les Anglois, qui ont prêté à différentes époques, depuis un ſiecle, 100 millions Sterlings au Gouvernement, les euſſent en eſpeces ſans ces emprunts. L'énoncé ſeul de cette propoſition en découvrira l'abſurdité.

Il n'y a pas tant d'argent en Europe; ainſi l'objection de M. Hume ne tombe donc pas directement ſur les fonds publics. On trouvera dans l'Auteur des Caractériſtiques, la ſolution par rapport au papier circulant par des banques de crédit. L'Autre objection de M. Hume eſt „ qu'en multipliant les „ eſpeces courantes on augmente le prix „ des travaux & des denrées; par conſé- „ quent nous mettons, dit-il, des Nations „ plus pauvres, chez qui le travail & les „ denrées ſont à plus bas prix, en état de „ travailler à meilleur marché que nous, & „ de vendre à plus bas prix dans le marché „ étranger. C'eſt même là une conſéquence „ néceſſaire d'un grand commerce, de quel- „ que maniere qu'on le faſſe; & c'eſt une „ ſuite inſéparable d'une grande abondance „ d'or & d'argent. C'eſt pourquoi le com- „ merce circule néceſſairement, & les Na- „ tions plus pauvres doivent l'enlever peu- „ à-peu aux plus riches. Cependant c'eſt „ une conſolation, dit-on, de perdre notre „ commerce par l'abondance & les richeſſes. „ Mais il eſt inſenſé de le perdre par une „ opulence imaginaire, & d'accroître artifi- „ ciellement les déſavantages naturels de „ l'abondance."

L'Auteur des Caractériſtiques trouve cette objection contre le crédit du papier ſpécieuſe. Elle ne peut avoir lieu par rapport à la Dette Nationale; je la réfute plus amplement & d'une façon nouvelle dans

mon Eſſai ; c'eſt au lecteur à en juger. Je fais voir, que c'eſt en augmentant l'induſtrie & la conſommation que le prix du travail augmente, & que les fonds publics ont favoriſé toutes les branches du commerce & de l'induſtrie. Il ne faut pas perdre de vue, que l'objection de M. Hume a moins de force ſur les fonds publics que ſur le papier de banque ou de crédit, quoique ces deux objets aient beaucoup d'analogie enſemble ; car il ſera toujours également vrai, que le papier de banque, ainſi que les fonds, eſt un effet du crédit, qu'il augmente la circulation, & que le commerce s'étend avec le crédit : c'eſt ſon élément ; il n'eſt pas poſſible qu'un commerce étendu ſe faſſe avec de l'argent comptant. L'abondance des eſpeces, & une circulation aiſée, protegent l'induſtrie ; & le papier circulant comme une monnoie, doit réellement être réputé eſpece, puiſqu'il en fait préciſément les fonctions. Tout ce qui ſert à rendre plus aiſé l'échange des denrées, & à fixer leurs différentes valeurs relatives, doit être conſidéré comme ſi c'étoit de l'argent, puiſqu'il ne ſert à d'autre uſage : ſauf à réaliſer un jour cette ſtrophe de l'Ode de Rouſſeau au Marquis de la Fare.

Ah ! Si d'une pauvreté dure
Nous cherchons à nous affranchir,
Rapprochons-nous de la Nature
Qui ſeule peut nous enrichir ;

Forçons de funeſtes obſtacles,
Réſervons pour nos tabernacles
Cet or, ces rubis, ces métaux;
Ou dans le ſein des mers avides
Jettons ces richeſſes perfides,
L'unique élément de nos maux.

L'AUTEUR a raiſon de dire qu'il n'eſt pas aiſé d'aſſigner des limites à l'uſage du crédit, & de décider combien une Nation peut emprunter. Ce ne ſera jamais une bonne politique d'aller auſſi loin qu'on le peut; il vaut beaucoup mieux ſe tenir bien en-deça du côté ſûr, & ne jamais tendre trop le crédit public. On verra ce que j'en dis dans le cours de cet ouvrage.

SI l'on exporte, dit notre Auteur, de l'argent pour acheter des denrées étrangeres, on gagne pour la valeur de cet argent des biens, qui dans les cours du commerce ramenent l'argent avec intéret. Cette aſſertion me paroît haſardée ou du moins problématique, elle devroit être plus développée.

TOUS les ſignes de l'opulence, répete encore le même Auteur, ſont évidemment augmentés; le haut prix des terres, la réduction de l'intérêt, le luxe même, montrent l'accroiſſement des richeſſes.

SELON M. Hume même, le bas prix de l'intérêt de l'argent eſt un ſigne preſqu'infaillible de la proſpérité d'un peuple; il prouve, dit-il, preſque démonſtrativement, l'accroiſſement de l'induſtrie, & la prompte

circulation de l'argent dans tout Etat; or l'augmentation des ſignes repréſentatifs contribue infailliblement au bas prix de l'intérêt de l'argent: comment ces ſignes peuvent-ils donc cauſer les mauvais effets que M. Hume leur attribue ailleurs?

Notre Auteur prétend encore, qu'il eſt plus utile de fertiliſer des terres ſtériles pour la valeur d'un million, que de gagner ſeulement un demi-million par le commerce extérieur. La queſtion la plus importante n'eſt pas, ſi l'on gagne ou ſi l'on perd par le commerce étranger, mais ſi on devient plus riche, ou plus pauvre ſur le tout.

Le projet d'éteindre la Dette Nationale avec la vaiſſelle d'argent, en ſubſtituant la porcelaine, n'eſt pas un moyen digne d'un écrivain auſſi ſenſé que l'eſt l'Auteur des Caractériſtiques. On trouvera dans cet ouvrage, comment les billets de crédit produiſent & entretiennent une grande induſtrie; ce qui fait plus de bien en augmentant les richeſſes d'une Nation, qu'il ne peut faire de mal en hauſſant le prix de la main-d'œuvre. De plus, ce n'eſt pas ſeulement de la quantité des eſpeces courantes que dépendent les prix; ils dépendent plutôt de la proportion qu'il y a entre le nombre des acheteurs & celui des vendeurs. Tout cela eſt très bien détaillé dans l'état politique de l'Angleterre par l'Auteur des Caractériſtiques. Il prétend auſſi qu'il y a des endroits dans la Grande Bretagne, &

dans l'Irlande, où les denrées ſont à auſſi bon marché qu'en France. C'eſt un article eſſentiel pour les manufactures, dont nous allons dire un mot.

On ne ſauroit nier, qu'il n'y ait des manufactures qui tombent en Angleterre. Toutes les branches de l'opulence ne peuvent pas également fleurir. C'eſt un mal que la décadence des fabriques de ſoies & de laines, ſi elle eſt réelle; le trop grand luxe doit faire tomber les dernieres, la cherté de la main d'œuvre & des premiers élémens peut préjudicier aux premieres. Avec cela les manufactures ſe ſont trop multipliées en Europe, & la France aura toujours pour les manufactures un avantage ſur l'Angleterre. On ſe plaint auſſi qu'on a mis trop de terres labourables en pâturage; ce qui nuit aux manufactures en laines par un effet des cauſes ſecondes. Je doute cependant que la décadence des fabriques ſoit auſſi grande qu'elle paroît ſouvent l'être. Trop de Manufacturiers dans un certain tems donné, deviennent des gâte-metiers; il arrive pour-lors, que les fabriques languiſſent par trop de matiere manufacturée à la fois: ce qui rend pour un tems un grand nombre d'artiſans oiſifs, qui crient miſere, & exagerent une décadence dont ils ſont eux-memes la cauſe.

Deux mille artiſans oiſifs, ce qui eſt un petit objet ſur la totalité, font un vacarme épouvantable. Il ne s'agit pas de ſavoir combien il y a d'artiſans oiſifs; il faudroit

vérifier combien il y en a qui ont encore de l'occupation, & ſi la maſſe totale de la vente des étoffes de laine & de ſoie eſt diminuée, ainſi que le profit ſur le total. C'eſt-là la pierre de touche.

Pour ce qui eſt des particuliers, ils peuvent, par des accidens, s'être ruinés dans une branche de commerce utile à l'Etat, & d'autres peuvent avoir fait fortune dans un commerce dont l'Etat ne profite pas. Les Anglois portent ſans contredit beaucoup plus de ſoieries qu'autrefois; le débouché en Amérique doit être plus conſidérable; on les paie plus cher; ce qui vient de l'étranger n'eſt pas ſi important: il faut donc qu'on en débite plus de la fabrique du pays. Si on les a trop multipliées, il n'eſt pas étonnant que la partie qui excede la conſommation tombe. On porte, il eſt vrai, en Angleterre beaucoup d'étoffes en ſoie de l'Inde; mais aucune Nation d'Europe n'a un ſi grand débouché de ſes Manufactures en Amérique, & dans l'Inde même, que les Anglois. Je ne nie pas pour cela, que les manufactures n'aient ſouffert en Angleterre par les impôts. On ne ſauroit accorder trop d'immunités aux premiers élémens; on ne ſauroit trop apporter de ſoin à établir les manufactures dans les endroits où la main-d'œuvre eſt à meilleur marché. La France doit en partie cet avantage à ce que l'argent y eſt plus cher: ce qui paroît d'abord un paradoxe. Un Auteur intelligent & ſenſé m'a fait faire

cette obſervation : plus l'argent eſt cher, plus la main d'œuvre eſt à bas prix. Ainſi ſont compenſés les avantages & les déſavantages réciproques des grands Etats.

Avec cela les manufactures Angloiſes ſont trop étoffées, trop riches, leurs étoffes durent trop longtems, on les trouve trop cheres. Le luxe & la mode veulent du changement. On a trouvé le ſecret en France de faire des étoffes de ſoie à grand marché; il eſt vrai qu'elles n'ont point de corps, elles s'uſent dans peu de temps, mais on n'en veut preſque que pour une ſaiſon; la mode change, & pour le même argent on eſt bien-aiſe d'avoir deux robes ou deux habits neufs: ce qui favoriſe beaucoup plus les manufactures Françoiſes. Voilà de petites réflexions qui me paroiſſent eſſentielles. Je ſoupçonne que l'objet des manufactures en Angleterre eſt ſuſceptible de bien des améliorations. Pour le débit, on devroit ſurtout y fabriquer des étoffes plus voyantes & moins cheres.

J'ai encore trouvé dans les mêmes Caractériſtiques mon principe favori, ſavoir qu'une Nation, poſſédant un grand territoire, peut être grande & floriſſante, & acquérir une augmentation de puiſſance, par l'induſtrie & le commerce domeſtique, ſans un commerce étranger fort étendu; puiſque les terres peuvent être beaucoup mieux cultivées, ainſi que les manufactures, pour entretenir le double & peut-être le triple de

nombre actuel de ſes habitans.

Mais l'Auteur ſe laiſſe à la fin entraîner au torrent des préjugés au ſujet des dettes publiques, & n'a pas aſſez ſenti l'analogie de ces deux objets. Les dettes publiques ne peuvent jamais être utiles, dit-il, par elles-mêmes, quoiqu'elles puiſſent être quelquefois néceſſaires, & accompagnées d'avantages accidentels. Je me flatte que ſi jamais il daigne lire mon Eſſai, il penſera comme moi, en partant des principes-mêmes qu'il a établis, & en les combinant avec ceux qui lui ſont d'abord échapés.

Il ajoute dans une note: " Il n'eſt donc „ pas vrai généralement, qu'une Nation ne „ doit jamais emprunter, mais qu'elle doit „ toujours lever dans l'année le néceſſaire „ pour le ſervice courant." C'eſt une bonne regle générale; peut-être ne doit-on s'en départir que rarement; mais il peut y avoir pluſieurs cas où cela ne ſeroit ni poſſible ni expédient. On verra dans ce Traité, que de la façon dont on fait la guerre actuellement, & ſelon nos conſtitutions, il eſt preſque impoſſible de ſe paſſer des emprunts; & ils ſont toujours expédients, quand on les fait avec ordre, & avec jugement.

L'Auteur en queſtion avance encore au ſujet de la Dette Nationale une propoſition, qui me paroît plus ingénieuſe que ſolide. „ Suppoſons, dit-il, que nous devions 80 „ millions; cette ſomme n'excede pas, ou „ n'excede que de bien peu, peut-être n'é-

„ gale-t-elle pas, les revenus du peuple de
„ la Grande Bretagne & de l'Irlande. Suivant
„ le calcul de Davenant pour l'année 1688,
„ continue-t-il, il y avoit en Angleterre
„ plus de cinq millions & demi d'ames, dont
„ chacune, l'une portant l'autre (3) dépen-
„ soit 7 l. 9 s. 3 d. Sterling par an. Soit
„ que nous considérions le nombre du peu-
„ ple, ou la dépense qu'il suppose, ce cal-
„ cul n'étoit pas trop haut. On compte
„ qu'il y a dix millions d'habitans aujourd'hui
„ dans la Grande Bretagne, & dans l'Irlan-
„ de; & comme on se plaint si fort de no-
„ tre luxe, nous pouvons compter que la
„ dépense de chacun monte à 8 l. 10 sch.
„ ou 85 millions pour la dépense de tout le
„ peuple. Supposant de plus, que la qua-
„ trieme partie, ou 20 des 80 millions sont
„ dûs aux étrangers, & que nous exportons
„ tous les ans un million pour payer l'inté-
„ rêt à 5 pour $\frac{o}{o}$ (il est à présent à 3), à ce
„ compte, le revenu du peuple de la Gran-
„ de Bretagne, après avoir payé ce qui est
„ dû à l'étranger, ne monte pas à moins de
„ 84 millions Sterling. Avec un tel fonds
„ de richesses pouvons-nous être embarras-
„ sés à trouver des moyens convenables d'ac-
„ quitter, en tout ou en partie, la dette pu-
„ blique, autant que nous le trouverons né-
„ cessaire? Un homme qui ne doit, conti-
„ nue l'Auteur, qu'une année de son reve-

(3) La dépense d'une Nation n'est pas le revenu d'une Nation.

„ nu, ne peut pas être conſidéré comme un „ homme ruïné."

L'APPLICATION de ce Calcul, pour prouver la facilité de payer la Dette Nationale, eſt illuſoire, parce que cette ſomme n'exiſte pas collectivement. Il n'y a que la circulation & le crédit qui lui donnent une exiſtence rapide, momentanée, vivifiante, régénérante, pendant que le crédit & la circulation exiſtent. Mais il confirme tous mes principes à d'autres égards. Je crois même que la dépenſe actuelle de tous les individus Anglois va beaucoup au-delà de cette ſomme. On trouvera le mot de l'énigme dans le corps de cet ouvrage.

TRAITÉ

DE LA

CIRCULATION

ET DU

CRÉDIT,

Avec une *Analyſe raiſonnée des Fonds d'Angleterre*, & de ce qu'on appelle Commerce ou Jeu d'Actions; ſuivi d'un Examen critique de pluſieurs Traités ſur les Impôts, les Finances, l'Agriculture, la Population, le Commerce, & autres objets politiques.

PREMIERE PARTIE.

Des grands avantages de la Dette Nationale portée juſqu'à un certain point. Combien le commerce ou Jeu d'Actions contribue au crédit & à la circulation des fonds publics, & quels avantages l'Angleterre en a retirés.

LA DETTE Nationale en Angleterre, & les fonds qui la compoſent, connus ſous le nom d'Annuïtés, (4) l'eſpece de Commerce & de jeu qu'on en fait, ſont devenus depuis quelque tems l'objet de l'attention des Puiſ-

(4) LES Annuïtés en Angleterre ſont d'une nature différente de celles de France, quoique ſous la même dénomination. Celles de France ſe trouvent éteintes au bout de quelques années par le rembourſement d'une partie du Capital qu'on fait tous les ans en payant les intérêts: au lieu que pour celles d'Angleterre, il n'eſt queſtion que du paiement de l'intérêt. Le rembourſement dépend de la volonté du Gouvernement. Le Capital n'eſt jamais exigible, mais auſſi les intérêts ne peuvent jamais être réduits qu'en préſentant le rembourſement du Capital. C'eſt pourquoi dans les derniers emprunts, les prêteurs ont exigé du Gouvernement au commencement de la guerre d'abord l'intérêt de $3\frac{1}{2}$ pour $\frac{0}{0}$ pour un certain nombre d'années. C'eſt-à-dire, que le Gouvernement ne pourra pas propoſer de rembourſement dans un terme ſtipulé, au bout duquel les dites Annuïtés ſeront d'abord réduites à 3 pour $\frac{0}{0}$ d'intérêt, & pour lors le Gouvernement eſt le maître de les rembourſer. Il eſt bon d'avertir, que toutes les Annuïtés créées avant la guerre derniere ont été réduites en 1750 à 3 pour $\frac{0}{0}$, en préſentant le rembourſement à ceux qui s'y ſont réfuſés, & il n'y a d'Annuïtés de $3\frac{1}{2}$ & de 4, que les emprunts faits depuis 1755, & cela pour un certain nombre d'années. Admirons l'effet du crédit: les prêteurs mettent dans leur marché de ne pas être rembourſés de longtems; ils veulent avoir de la marge pour joüir d'un intérêt de $3\frac{1}{2}$ & de 4 pour $\frac{0}{0}$, qu'ils conſiderent pouvoir être rembourſé, & par conſéquent réduit en tems de paix. Il faut encore obſerver, que quoique les Annuïtés ne ſoient point des actions, on appelle génériquement tout le commerce qu'on fait dans les fonds, jeu d'Actions.

ſances, & celui de la ſpéculation des particuliers. Nombre de perſonnes, tant en France qu'ailleurs, s'en ſont mêlées ſans connoître au fond la nature de ce commerce, ni ſon objet; s'en rapportant à leurs correſpondans. On m'a ſouvent conſulté là-deſſus, & j'ai vu avec étonnement, que les gens qui ont le plus d'eſprit, ont le plus de peine à concevoir le détail de ce commerce, que les eſprits les plus dénués de ſagacité, entendent parfaitement en Hollande & en Angleterre. On a déja obſervé, que dans la geſtion d'une place ſubalterne, ſouvent les hommes nés pour le grand ſont inférieurs aux eſprits les plus communs. D'ailleurs il y a des choſes qu'on ne conçoit jamais bien dans la Théorie. La pratique ſeule enſeigne le fond des affaires. Il faut être nourri dans le Serrail pour en connoître les détours. Mais pourvu qu'on veuille captiver ſon attention, j'eſpere me rendre aſſez clair pour me faire entendre. J'ai moi-même été ſurpris du détail que cet objet exige, & combien il paroît abſtrait à ceux-mêmes qui ſont accoutumés à des études qui le ſont infiniment davantage. Un eſtomac robuſte accoutumé à digérer les alimens les plus ſolides, ſe trouve ſouvent affadi par une nourriture légere & qui paroît de facile digeſtion. Un autre inconvénient, ce ſont les termes conſacrés à ce commerce, dont quelques-uns ne ſont pas connus, & dont quelques-autres doivent être pris dans une acception différente de celle qu'ils préſentent d'abord,

bord, ce qui demande beaucoup d'attention. L'expoſé donc du tableau de ce commerce ou jeu d'actions, m'a engagé dans une diſcuſſion plus importante ſur le crédit & la circulation. Au ſurplus je ſerai flatté ſi l'on trouve ici les lumieres qu'on cherche ſur cet important objet, & ſi mes idées touchant le crédit en général, & la circulation, peuvent être de quelque utilité. Si je me trompe dans mes idées, c'eſt avec la meilleure intention du monde; mais je ne me trompe pas ſur les faits, dont je n'avance aucun qui ne ſoit conſtant, & preſque de notoriété publique.

Il n'y a, à proprement parler, que les métaux, l'or, l'argent & le cuivre, réduits en monnoie, qui ſoient réellement, par une convention unanime, la méſure commune & l'échangeur général & univerſel. C'eſt la clef & l'inſtrument pour ſe procurer tous ſes beſoins. La circulation réelle de la monnoie eſt prodigieuſe dans la dépenſe journaliere & domeſtique qu'on appelle négoce; le même écu peut *caſcader* (5) en 24 heures, par cinquante mains différentes, & aura repréſenté cinquante choſes par la circulation qu'il a eſſuyée; (6) ſi donc ces cinquante perſonnes

(5) *Caſcader* n'eſt pas François, mais il eſt plus énergique que circuler.

(6) Citons un exemple. Paul a payé lundi matin un écu qu'il devoit à ſon boulanger; le boulanger achette pour un écu de fagots; le fagotier va payer un écu qu'il devoit au Cabaret; le Cabaretier le donne à ſa femme, qui en achette un éventail; l'éventailliſte paie quelque choſe avec le même écu, & il peut ſe retrouver le ſoir dans la poche de Paul qui l'aura gagné au Quinze, & ainſi du reſte.

Une perſonne de condition très éclairée m'a fourni un fait

s'aſſembloient la nuit, elles trouveroient avoir dépenſé & payé 50 écus, & il n'y en a eu cependant qu'un d'effectif, qui par la circulation en repréſente cinquante. On n'a qu'à obſerver, qu'il n'y a pas dans tout l'univers la moitié de l'argent à quoi ſe monte la dépenſe qu'on fait en un an dans la ſeule Ville de Paris, ſi l'on comptoit tout l'état de dépenſe qu'on fait, & qui ſe paie en argent, depuis le 1. Janvier juſqu'au dernier Décembre, dans tous les Ordres de l'Etat, depuis la Maiſon du Roi, juſqu'aux mendians qui conſomment un ſol de pain par jour.

Cette circulation eſt immenſe par la multiplicité des opérations ſimultanées & répétées partout & à chaque moment; mais il y a une autre circulation en gros, qu'on fait à la faveur du crédit, & du papier, qui repréſente l'argent, comme l'argent repréſente les choſes. L'exemple de l'écu fait voir qu'un négociant particulier, qui a du crédit, peut, indépendamment des termes qu'on lui accorde pour les paiemens de ſes achats, faire circuler ſon papier & ſe prévaloir de celui des autres, & multiplier par-là les reſſorts de ſon commerce, en facilitant la cir-

de pratique qui confirme ce principe, le voici. Pendant le ſiege de Tournay en 1745, & quelque temps auparavant, la communication étant coupée, on étoit embarraſſé, faute d'argent, de payer le prêt à la Garniſon. On s'aviſa d'emprunter des Cantines la ſomme de 7000 florins. C'étoit tout ce qu'il y avoit. Au bout de la ſemaine les 7000 florins étoient revenus aux Cantines, où la même ſomme fut empruntée encore une fois. Cela fut répété enſuite juſqu'à la reddition pendant ſept ſemaines, de ſorte que les mêmes 7000 florins firent l'effet de 49000 florins.

culation. Une lettre de change a ſouvent dix endoſſemens, & repréſente ſouvent la même valeur à dix perſonnes différentes. Voilà des choſes importantes : quoi qu'aſſez connues, elles ne méritent pas le nom de triviales.

Mais ce qui eſt moins connu, & peut-être ce qui n'a jamais été bien examiné, c'eſt l'analyſe des fonds publics & des actions des Compagnies, enviſagés dans des vues politiques & en homme d'Etat.

Je voudrois examiner combien ces fonds augmentent la circulation, & les richeſſes numéraires, peſer le pour & le contre de leur création pour l'intérêt de l'Etat, ſavoir s'il eſt bon qu'un Etat ait des dettes, & enſuite examiner l'uſage & l'abus que l'on en fait dans le commerce qu'on appelle jeu d'actions.

Je ſais qu'il y a eu de grands hommes qui ont parlé vaguement là-deſſus &, j'oſe, dire, ſans connoiſſance de cauſe. Milord Bolingbroke & le Préſident de Monteſquieu ont enviſagé les rentiers, qu'ils ſuppoſoient vivre de ces fonds dans l'oiſiveté aux dépens des gens laborieux, comme des membres nuiſibles à l'Etat, qui, obéré d'ailleurs par la facilité de contracter des dettes, s'énerve & s'affoiblit. Quoi qu'il en ſoit de ces réflexions, je démontrerai qu'il eſt réſulté de grands avantages de la création de ces emprunts, & même du commerce ou jeu qu'on fait dans les fonds, quand on en connoît la nature & qu'on approfondit la matiere, en combinant tous les

réſultats; mais les idées vagues & imparfaites qu'on a ſur cet objet, ont donné occaſion à pluſieurs ouvrages dont les Auteurs ont pris le change au ſujet des fonds d'Angleterre, de leur nature, de leur circulation & de leur crédit, & ont par-là rendu un mauvais ſervice à la France, en l'induiſant en erreur ſur une matiere qu'il lui eſt très important de connoître. On a cru légérement ce qu'on ſouhaitoit avec ardeur; & quand on part d'un faux principe, tout le ſyſtême s'en reſſent.

Qui ne ſeroit ſéduit en trouvant dans un livre eſtimé & très bien écrit (7), & cela avancé comme un fait conſtant, que la Banque d'Angleterre a réuni en elle, comme dans un point, tout le crédit de la Nation & toute la confiance des Particuliers? La Banque d'Angleterre n'a rien de commun avec la Dette Nationale. C'eſt une Banque de circulation, qui eſt dans le Gouvernement ce qu'un particulier riche eſt dans l'Etat. Un mont de piété, un lombard bien établi pourroit peut-être avec le tems, & une bonne direction, faire en France à peu près ce que la Banque d'Angleterre fait dans ce Royaume. Le Gouvernement ménage ſi peu cette Banque, qu'au commençement de la derniere guerre, il s'en eſt paſſé entiérement; les Billets de l'Echiquier en faiſoient la fonction. L'exagération que le même Auteur fait des

(7) Rem. ſur les avantages & les déſavantages de la France & de la Grande Bretagne.

allarmes & de la détreſſe où elle ſe trouva en 1745, n'eſt pas plus fondée.

On croit communément, que lorſque les fonds baiſſent, c'eſt par diſcrédit ; c'eſt une erreur, il ſeroit abſurde & ridicule de dire que le crédit manque, lorſqu'on eſt en état de faire des emprunts de pluſieurs millions Sterlings. Mais il eſt tout ſimple que les fonds baiſſent dans le moment qu'on exige par de nouveaux emprunts des ſommes très conſidérables, & qu'il paroît que cela ſera encore répété pluſieurs années par la continuation d'une guerre. L'argent devenant plus rare, & plus précieux, il augmente de prix, comme toute denrée dont il y a beaucoup de demande. L'état donc qui en a beſoin, eſt obligé de donner plus d'intérêt ; ce qui fait que pour le moment tous les anciens fonds baiſſent, chacun trouvant ſon compte à en vendre, pour les placer dans le nouvel emprunt (ou ſouſcription), dont le taux de l'intérêt eſt plus avantageux.

Il y a encore d'autres accidens qui rendent l'argent rare pour quelque tems, & cauſent une baiſſe dans les fonds, ſans que cela ſoit aucunement une marque de diſcrédit. Quand le crédit manque, on ne trouve pas à emprunter de groſſes ſommes, à quelque intérêt que ce ſoit ; & pour lors, plus on offre, moins on trouve. L'Angleterre ne s'eſt jamais trouvée dans ce cas, ni dans cette derniere guerre, ni dans la précédente. Un demi pour cent, plus ou moins, d'intérêt faiſoit

toute la différence. Jamais le crédit, c'eſt-à-dire la faculté de trouver des fonds, quoique exorbitans, pour la dépenſe de la campagne, n'a vacillé, ni chancelé un moment, ni en 1744 ni en dernier lieu.

D'AILLEURS la Banque avoit autrefois la précaution de donner de petites primes à des gens pécunieux, qui s'obligeoient à fournir dans les occaſions preſſantes les eſpeces qu'elle faiſoit circuler ailleurs. La Banque étoit donc toujours ſure de trouver les fonds pour le paiement des billets dont on la bombardoit; & quand la Banque auroit coulé à fond, ce qui eſt impoſſible, cela n'a rien de commun avec la Dette Nationale, qui eſt inexigible, & qu'on ne peut jamais réclamer, comme toute la France, & pluſieurs Auteurs qui en ont écrit, l'ont cru abuſivement. Quand on paie les intérêts, tout eſt dit.

AU reſte les actions de la Banque ſont très différentes des billets de Banque; les actions des Indes, & celles du Sud, ſont encore d'une autre nature; quoique ces trois corporations, (c'eſt le nom conſacré en Angleterre à ces établiſſemens) aient toutes des créances ſur le Gouvernement, qui leur doit en annuïtés pluſieurs millions Sterlings, dont le fonds n'eſt pas exigible; ce qui fait partie de la Dette Nationale.

AINSI cette prétendue Banqueroute d'Angleterre a toujours été illuſoire, puiſque les dettes n'ayant point d'échéance, elles ſont comme non exiſtantes, n'ayant point de mo-

ment critique. L'objet des intérêts peut devenir un fardeau pour l'Etat, mais jamais un embarras du moment.

De plus, il y a pour chaque emprunt des Hypotheques ſolides, ſéparées & diſtinctes pour le paiement des intérêts, dont toute la Nation en corps répond & eſt garante, tout étant fait avec la ſanction du Parlement; tous les différens Ordres de l'Etat étant très intéreſſés dans ces fonds, qui, faiſant une partie de leur bien, font valoir l'autre. La Nobleſſe, qui a beaucoup de terres, a auſſi des annuïtés; les poſſeſſeurs des terres ſont même très-intéreſſés dans les annuïtés; les Négocians ont des annuïtés, les Marchands ont des annuïtés, l'artiſan même en a. C'eſt une pure déclamation que de repréſenter les poſſeſſeurs des fonds publics „ comme des „ gens à porte-feuille (8), comme des frê„ lons qui dévorent le miel des abeilles, ra„ ce ennemie de la charrue, des propriétai„ res en fonds de terre, race enfin qui dans „ un Etat eſt toujours une peſte publique, „ où, parce que vivant dans une avarice ſor„ dide, elle ne cherche nuit & jour qu'à „ accumuler ſon or pour en groſſir ſon por„ te-feuille, & augmenter le fardeau de „ l'Etat (9)."

(8) Voyez le Bilan général & raiſonné de l'Angleterre.

(9) Quand l'Auteur du Bilan traite ces prétendues gens à porte-feuille de mauvais citoyens, il oublie le texte de l'Evangile, qui dit que, où l'on a ſon tréſor, c'eſt-là qu'on a ſon cœur: or un tréſor de plus de cent millions Sterling attache bien des cœurs à la Patrie: d'autant plus que tout cet or ſe convertiroit en fumée ſi l'Etat étoit renverſé; ce qui n'arrive

Tout ce tableau n'eſt pas ſeulement chargé, mais tout-à-fait chimérique & abuſif. S'il exiſtoit une pareille race ſéparée du reſte de la Nation, qui pût donner à l'Etat une année après l'autre douze millions Sterling, d'abord à 4 pour $\frac{0}{0}$ d'intérêt, puis à quelque choſe de plus, elle mériteroit plutôt des ménagemens que des inſultes; mais c'eſt toute la Nation Angloiſe en corps, ſecondée par ſon crédit chez l'étranger, & par un petit nombre d'Actioniſtes (10) qui contribuent beaucoup à entretenir la circulation & le crédit de ce volume immenſe d'annuïtés. C'eſt ce que je développerai dans la ſuite. Je n'examinerai dans ce Traité que les annuïtés d'Angleterre, comme la maſſe la plus volumineuſe, dans laquelle il y a plus de commerce, & dont l'objet a été depuis peu une matiere de grande ſpéculation, tant pour l'intérêt des particuliers que pour celui des Nations.

Je commencerai par expliquer plus particuliérement ce que ſont les annuïtés. Preſ-

pas aux fonds de terre; le ſol ne s'anéantit pas. Un intérêt dans les fonds publics eſt donc plus capable d'entretenir une eſpece de patriotiſme, que de l'éteindre; il attache même les intéreſſés étrangers à la conſervation d'un pays où ils ont de gros intérêts; à plus forte raiſon les naturels du pays, dont l'intérêt particulier eſt ſi intimement uni à la cauſe publique. Cette prétendue Claſſe de gens, qui doit être bien nombreuſe, bien riche, & bien puiſſante, ne reſſemble donc en rien au portrait qu'en fait l'Auteur du Bilan.

(10) Des *Actioniſtes* ne ſont point des *Actionaires*. Les derniers poſſedent les actions pour jouir des rentes, au lieu que les Actioniſtes ſont ceux qui en font un commerce de jeu par des achats & des ventes à terme, & par des primes.

que (11) toute la Dette Nationale en Angleterre eſt, comme je viens de le dire, compoſée d'annuïtés provenant des emprunts divers que le Gouvernement a faits. On a vu que cette dette n'eſt pas exigible; que le Gouvernement n'a jamais fixé aucun terme pour le rembourſement; qu'il a hypothéqué un fonds ſolide & permanent, pour payer les intérêts d'une façon imperturbable au moment de l'échéance; que le tout s'eſt fait avec la ſanction du Parlement, ſi bien que toute la Nation a pour-ainſi-dire concouru à la création de ces Annuïtés, & en a garanti & cautionné l'intérêt. On ne doit point perdre de vue, que l'Etat eſt le maître de rembourſer quand bon lui ſemble, excepté les derniers emprunts, qui ne ſauroient être rembourſés de quelques années. L'on ne peut donc jamais ſe trouver dans l'embarras d'être obligé de rien payer ou rembourſer, comme bien des étrangers l'ont abuſivement imaginé. L'exactitude ſcrupuleuſe & inviolable avec laquelle ces intérêts ont toujours été payés, & l'idée qu'on a de l'aſſurance Parlementaire, ont établi le crédit de l'Angleterre, au

(11) Je dis *preſque*, parce qu'il ſe trouve dans la Dette Nationale quelques fragmens de rentes viageres, de tailles & d'annuïtés, dans le goût de celles de France, qui ont été créées du vivant de Guillaume III. & de la Reine Anne. Mais comme tout cela ne ſe monte qu'à quelques millions, & ne forme que la très mineure partie de la Dette Nationale, cela ne mérite aucun détail, & n'entre guere dans le commerce qu'on appelle jeu d'actions. Toutes ces anciennes dettes s'éteignent graduellement, & augmentent le *Sinkingfond* ou Caiſſe d'amortiſſement.

point de faire des emprunts qui ont surpris & étonné l'Europe. La caisse d'Amortissement ou *Sinkingfond* contribue beaucoup au crédit (12): mais le crédit seul n'auroit pu opérer ce miracle, s'il n'y avoit pas un ressort & une puissance *facultative* & contributive pour fournir à ce crédit. C'est cette puissance facultative, c'est ce ressort que je vais développer: ce développement répandra, si je ne me trompe, un jour nouveau sur cette matiere, & rectifiera bien des idées confuses que les gens les plus éclairés ont sur cet important objet.

Ce ne sont pas les étrangers seuls qui ignorent la nature de la Dette Nationale d'Angleterre; les Anglois eux-mêmes prennent le change là-dessus: il y en a parmi eux, comme parmi les étrangers, qui envisagent cette dette comme un contrepoids de tous leurs succès. Appuyés de l'autorité de Mylord Bolingbroke, de M. Walpole, du Chev. Jean Bernard & d'autres grands hommes, ils regardent la Dette Nationale comme un fardeau accablant, qui écrase le Royaume, & énerve les forces de l'Etat. Voici, je crois, les principes sur lesquels on a fondé ces craintes.

Plus le Gouvernement est endetté par

(12) Le *Sinkingfond*, ou Caisse d'amortissement en Angleterre, provient des excédens des revenus des taxes & des impositions qu'on a hypothéquées pour les paiemens des intérêts des divers emprunts. Cette Caisse est devenue très considérable par quelques remboursemens & par plusieurs réductions volontaires, qu'on a faites en présentant toujours le remboursement du Capital à ceux qui ne vouloient pas acquiescer à la réduction. Le *Sinkingfond* rapporte environ deux millions Sterling.

pluſieurs emprunts, plus on eſt obligé de charger la Nation d'impôts, pour en payer ſeulement les intérêts. Voilà déja, dit-on, un grand inconvénient. Le ſecond, qui en réſulte, c'eſt que l'augmentation des impôts enchérit la main d'œuvre, & porte préjudice aux manufactures. Le troiſieme, c'eſt le tribut qu'on paie à l'étranger intéreſſé dans ces fonds. Le quatrieme, ſur lequel on a beaucoup & longtems inſiſté, c'eſt l'eſprit de pareſſe, de jeu & d'agiotage, que le commerce qui ſe fait dans les fonds publics, a introduit dans la Nation Angloiſe. Ces quatre objets paroiſſent d'abord juſtifier toutes les déclamations qu'on a faites contre la Dette Nationale: cependant je crois pouvoir démontrer, par la ſpéculation & par l'expérience, que tout ce qu'on a dit à ce ſujet eſt plus ſpécieux que ſolide; on en a parlé ſans approfondir la matiere.

Je démontrerai préalablement, que la Dette Nationale a augmenté de beaucoup le numéraire de la Nation; qu'elle eſt néceſſaire à la circulation qui l'a produite, & au commerce excentrique que l'Europe, & principalement à celui que l'Angleterre fait dans les autres parties du monde; en un mot, qu'elle eſt très utile juſqu'à un certain point; que les impôts rentrent en grande partie dans la main dont ils ſortent, & favoriſent l'induſtrie plus qu'ils ne lui nuiſent, que le bien que l'agiotage produit, l'emporte de beaucoup ſur le mal qu'il cauſe; que ſans le

jeu d'actions, jamais l'Angleterre n'auroit eu le moyen de faire les efforts qu'elle a faits; que cet objet n'a jamais été bien entendu par ceux qui s'en ſont mêlés: on a vu les effets, on a toujours ignoré les cauſes. Je les développerai. L'Angleterre ſe trouve dans l'état d'un homme qui ſe porte bien, qui jouït d'une ſanté brillante, qui a la reſpiration libre, mais qui ne connoît pas aſſez l'anatomie pour ſentir quels ſont les principes de la ſanté dont il jouït; ſi quelqu'un lui dit que ſon embonpoint pourroit bien être le principe maſqué d'une maladie, il craint, il s'allarme, il ſe trouble, l'inquiétude le gagne.

Venons au fait: je dis que la Dette Nationale a enrichi la Nation; voici comme je le démontre. A chaque emprunt le Gouvernement d'Angleterre, en cédant une parcelle des taxes qu'on hypotheque pour en payer les intérêts, crée un Capital artificiel & nouveau, qui n'exiſtoit pas auparavant, qui devient permanent, fixe & ſolide, & qui, au moyen du crédit, circule à l'avantage du public, comme ſi c'étoit un tréſor effectif en argent dont le Royaume ſe fût enrichi. Prenons pour exemple les douze millions que l'Angleterre emprunta en 1760; voyons ce qu'ils ſont devenus: n'eſt-il pas vrai qu'ils ont été dépenſés en grande partie dans la Nation même? Il n'y a que les Subſides, & une partie de ce qui a été dépenſé en Allemagne, qui ſoient à pure perte. Je dis une

partie: car même pour la guerre du Continent la Nation Angloiſe profite par divers fourniſſemens, & par les Anglois qui y ſont employés; & quand ils arroſent l'Allemagne, ils ne font que fertiliſer un terrain dont ils profitent par le commerce. Les richeſſes de l'Allemagne tournent toujours au profit des Nations commerçantes. Mais je me borne ſeulement à obſerver, qu'il eſt inconteſtable qu'une grande partie de cet emprunt a été employée & a circulé dans la Nation même. L'Angleterre aura donc conſervé une grande partie de ces douze millions qui ſe trouvent répandus & abſorbés dans la Nation même; & les richeſſes numéraires de ſes créanciers qui ſont, pour la plus grande partie, des Anglois, ſeront encore augmentées de douze millions qui n'exiſtoient pas (13).

Si l'on veut encore une preuve plus ſenſible, que le numéraire d'environ 130 millions Sterling que la Nation Angloiſe a en Annuïtés & autres fonds fictifs, n'exiſteroit pas en

(13) Il eſt donc clair qu'en 1762 il doit forcément ſe trouver, dans la Nation Angloiſe, quantité de perſonnes, qui ont fait fortune, & qui ſe ſont enrichies par la dépenſe que le Gouvernement a fait des 12 millions qu'il a empruntés en 1761, & qui par conſéquent, ſont en état de prêter à leur tour à ce même Gouvernement qui les a enrichis; ce qui arrive effectivement. Ils lui rendent les mêmes eſpeces qu'ils en ont reçu; & les Prêteurs de l'année précédente ont un Fonds nouveau de Crédit, à la faveur duquel ils peuvent encore trouver de nouvelles Eſpeces, ſoit de l'Etranger, ſoit chez les Nationaux, pour s'intéreſſer derechef dans les nouveaux Fonds; ce qui prouve 1°. l'Augmentation du numéraire par les emprunts; 2°. que les emprunts ſe ſont toujours preſque avec les mêmes eſpeces; 3°. que les anciens emprunts favoriſent les nouveaux, & 4°. qu'ils ont enrichi la Nation.

grande partie ſans la création de ces fonds, on n'a qu'à imaginer où ce grand numéraire exiſteroit, en cas que ces fonds n'exiſtaſſent pas. Seroit-ce en argent? y a-t-il tant d'argent dans toute l'Europe, j'en excepte la vaiſſelle? Seroit-ce en terres? On ne ſauroit reculer les bornes de la grande Bretagne; le prix des terres a déjà beaucoup augmenté; & ſans une augmentation de population, elles ne ſauroient être améliorées. Seroit-ce en Vaiſſeaux & dans le commerce? ces deux objets ont auſſi des limites relatives aux habitans: on ne ſauroit amaſſer plus de denrées que la conſommation n'en exige; & trop de commerçans nuit ſouvent au commerce. Quand il eſt une fois ſoulé de l'argent dont il a beſoin, le reſte lui devient inutile; il n'eſt pas dans la nature des choſes que le commerce d'une Nation augmente continuellement, & qu'il porte toujours des ſommes plus grandes dans une gradation perpétuelle. Où exiſteroient donc ces millions, qui font une grande partie de la richeſſe de la Nation? Ils devroient forcément exiſter chez l'étranger. Cela ſeroit dangereux, s'il étoit poſſible. Mais perſonne n'avancera une pareille propoſition; d'autant plus qu'il eſt démontré que les eſpeces qui ont produit ces fonds, ſont reſtées en partie dans le Royaume, & qu'elles ont ſervi ſucceſſivement à chaque emprunt.

S'IL étoit poſſible d'ajouter ces cent millions Sterling, qui n'exiſtent que par ces

mêmes emprunts, aux eſpeces actuelles, l'Etat ſouffriroit une vraie réplétion d'eſpeces, qui renverſeroit ſon œconomie. Car cet argent, s'il étoit poſſible qu'il exiſtât, ſe trouveroit éparpillé dans la Nation & non pas dans le Fiſc. C'eſt alors qu'il perdroit tout-à-fait ſa qualité de ſigne ; les denrées enchériroient au triple du prix actuel, & toute proportion de commerce ſeroit détruite. Mais cette ſuppoſition eſt abſurde ; & on ne trouve la ſolution que dans mes principes.

L'ÉNORME ſomme qui compoſe la Dette Nationale, n'a jamais exiſté à la fois; la magie du crédit & de la circulation a produit cette maſſe de richeſſes ſucceſſivement avec les mêmes eſpeces. Voilà ce qui ſauve les inconvéniens qui réſulteroient d'une pareille ſomme en eſpeces. La portion qui exiſte réellement en eſpeces, ſuffit pour donner tour-à-tour à chaque portion des fonds publics, la valeur intrinſeque, ſans excéder les bornes d'une circulation aiſée & utile. Les fonds publics ſont encore les magnétiques de l'argent: ce que je dis eſt à la lettre. Voici comment les poſſeſſeurs des fonds anciens firent quand ils s'engagerent à en fournir de nouveaux au Gouvernement: non ſeulement ils trouverent de l'argent dans la Nation en vendant quelques pour $\frac{o}{o}$ plus bas des Annuïtés conſolidées ; mais en hypothéquant de ces Annuïtés aux étrangers, ils furent en état de ſe prévaloir par traites pour de plus fortes ſommes que le crédit particulier ne compor-

toit; au moyen de quoi ils balayerent dans le beſoin pour quelque tems preſque tout l'argent de l'étranger, juſqu'à ce que la circulation eût eu le tems de regagner l'équilibre, & que les nouveaux emprunts eurent celui de ſe partager en plus de mains. Voilà la ſolution de ce grand problême ou phénomene de Finance. Tout le monde a été ſurpris, & même étonné, de voir pluſieurs années conſécutives faire des emprunts de 12 millions Sterling; ils ſe ſont faits uniquement à la faveur des anciens fonds, par leur moyen, ſous les auſpices du crédit & de la circulation.

Les eſpeces n'augmentent pas, elles communiquent leurs qualités aux fonds, par la rente qui y eſt attachée. Le numéraire ſe trouve doublé, les fonds acquérant une conſiſtance, & ſi j'oſe me ſervir de ce terme, une *fixité* que l'argent n'a pas; l'argent roule, il ſe diſſipe, il paſſe d'une main à l'autre; il eſt le Protée des richeſſes, ou plutôt les richeſſes en ſont le Protée. Mais les fonds une fois créés, le numéraire reſte, la faculté contributive augmente, ainſi que la circulation, ſans trop augmenter les eſpeces. L'argent courant eſt univerſellement un objet pour la dépenſe; c'eſt quand il communique ſa qualité à un bien fonds, que ſon numéraire double & ſe conſerve. Cette augmentation eſt produite par la création du crédit, en hypothéquant une parcelle du revenu de l'État provenant d'une légere impoſition qu'il tire de

de la Nation, & le rend pour-ainſi-dire à la Nation même, pour les intérêts de la Nation en général.

Je prie le lecteur de bien digérer ce principe. C'eſt une vérité démontrée, ſenſible, inconteſtable, quoiqu'au premier abord difficile à concevoir. Il eſt auſſi évident, & de la même nature, que le principe que j'ai établi ci-deſſus, qu'un même écu peut dans un ſeul jour circuler en vingt mains différentes, & repréſenter vingt fois de ſuite la valeur numéraire du ſigne. C'eſt ſur ces deux principes que roule tout mon raiſonnement, & d'où découlent les vérités importantes que j'avance, & qui ſont ſi peu conformes aux préjugés reçus que je combats.

Pour rendre cette vérité encore plus lumineuſe par un autre exemple, on n'a qu'à enviſager toute l'Europe collectivement; on trouvera que l'argent réel qu'on dépenſe dans les guerres que les Puiſſances ſe font, y reſte & ne s'anéantit aſſurément pas, & que les emprunts que les mêmes Puiſſances font ſur leur crédit, ſont un ſurcroît de numéraire qui n'exiſtoit pas: ſurcroît qui, créé par le crédit, acquiert par lui & par l'opinion une valeur réelle & artificielle, intrinſeque & de convention, circulante pendant que le crédit ſubſiſte, & opérant partiellement les mêmes fonctions que les eſpeces réelles, quelque chimérique & impoſſible que ſoit la réaliſation de la totalité. Qui ſait ſi ce n'eſt pas-là la raiſon pourquoi les ravages & les

dévaſtations que les guerres cauſent, ſont quelquefois ſitôt réparées?

Encore un exemple. Il eſt conſtant qu'une centaine de Seigneurs en France & en Angleterre poſſedent un numéraire en bien qui forme leur état, lequel excede l'argent comptant qu'il y a dans le Royaume. La circulation le fait pourtant valoir, & le bien de chaque particulier eſt abſtractivement réel & ſolide, quoique l'enſemble, c'eſt-à-dire l'équivalent en argent, paroiſſe ne pas exiſter. Les emprunts ſucceſſifs ſe font donc toujours avec les mêmes eſpeces, identiquement les mêmes, qui, par ces mêmes emprunts, communiquent leur valeur aux nouveaux fonds, ou papiers créés par le crédit, & en circulant de nouveau dans le public, augmentent la puiſſance de faire d'autres emprunts.

Tous les millions qu'on paie en France au Monarque, ſont verſés derechef dans le gouffre de la Nation; l'Océan d'où ils ſont ſortis les reçoit à ſon tour, quoiqu'il puiſſe y avoir des baſſins dans la caſcade, qui ne ſoient pas à leur place, & qui détournent un arroſement plus utile. Mais en croupiſſant dans leur ſource ils circuleroient encore moins à l'avantage de la Nation. Le cultivateur eſt celui qui ſouffre réellement par les taxes; les corvées détruiſent en France une des ſources de ſon opulence; car cette partie de la Nation eſt celle qui nourrit réellement toutes les autres, & qui mettant les terres en valeur, augmente auſſi le numé-

raire. La population eſt la richeſſe réelle de l'Etat. Les autres ordres de l'Etat ſont dédommagés des taxes qu'ils paient. Le luxe rend ce que le luxe ôte. D'ailleurs le vice eſt né tributaire, & c'eſt un hommage qu'il doit à la vertu.

Qu'on médite donc ces principes, ainſi que la nature, l'eſſence & les effets des emprunts quand on les fait & qu'on les emploie à propos; on trouvera qu'ils enrichiſſent effectivement l'Etat au lieu de l'appauvrir, qu'ils doublent le numéraire, & par conſéquent la puiſſance de les augmenter. Les impôts rentrent pour la plûpart dans la main d'où ils ſortent. Ce ſont toujours les gens riches, & qui font de la dépenſe, qui paient les impôts en dernier reſſort, tant par celle qu'ils font, que parce qu'ils mettent les autres en état d'en faire. L'induſtrie & les ordres ſubalternes leur font payer plus cher & leurs ſervices & leur travail; & c'eſt ſouvent un prétexte pour profiter davantage. Cette circulation tourne donc néceſſairement en faveur de l'induſtrie, qui ſe trouve toujours dédommagée de cette prétendue charge. En voici la preuve & la démonſtration (14). Quatre millions Sterling par an,

(14) Quand les impôts ne ſont pas trop violents, & qu'ils ne deſſechent pas les mains qui les fourniſſent, pour lors leur collection momentanée au Fiſc, & leur débouché, par la diſtribution des rentes, penſions & autres dépenſes, forme des valeurs nouvelles qui n'exiſtoient pas; ces valeurs créées cauſent auſſi une circulation nouvelle, en faveur, & au profit de ceux qui les ont payées; car chaque parcelle d'impôt, avant d'être levée, eſt diviſée & éparpillée ſur tant de millions de

qu'on leve en impôts pour payer les rentes des fonds appartenants aux Anglois, produiſent au moins quinze ou vingt millions dans la circulation, qu'on dépenſe au profit de l'induſtrie. On concevra aiſément cette vérité par le même exemple de l'écu que je viens de citer, dont j'ai démontré que la circulation pouvoit ſe faire vingt fois dans en ſeul jour; elle peut donc ſe répéter 365 fois l'an dans la même proportion; ainſi il y a de la marge pour la partie non circulante, en faveur de celle qui circule continuel-

Sujets qu'à peine apperçoit-on ſon exiſtence; ſi bien que la partie qui tombe ſur chaque particulier (*) reſteroit probablement dans ſa poche ou dans ſa caiſſe; la partie réſultante de l'induſtrie n'exiſteroit pas-du-tout, preſque rien n'entreroit dans la circulation. En voici un exemple. Si ſur un million d'ames qu'il y a à Paris, on faiſoit payer, un ſeul jour, deux ſols à chacun, les aiſés payant pour les indigens, il eſt ſûr que perſonne ne s'appercevroit ſeulement pas de cette Collecte, qui rendue à une ſeule perſonne induſtrieuſe feroit ſa fortune, & la mettroit en état d'augmenter beaucoup plus la circulation, la conſommation & l'induſtrie, que l'extraction de ces deux ſols ne diminue ces objets ſur les individus qui les ont fournis. Un autre exemple. Si ſur toute la ſurface de la terre il venoit à tomber 20, ou 30 gouttes d'eau, cet arroſement inſenſible ſe deſſécheroit d'abord, & ne pourroit rien fertiliſer, ni déſaltérer perſonne; mais ſi ces 20 ou 30 gouttes étoient toutes reçues dans un entonnoir, en ſe réuniſſant, elles formeroient un torrent capable des opérations les plus vivifiantes; il faut des foyers pour concentrer & réunir les êtres, qui ſéparés ne peuvent rien, & raſſemblés deviennent très-actifs. Je crois que cet exemple ne ſera pas trouvé indifférent, par ceux principalement qui ont un tact néceſſaire pour la méditation de ces ſortes d'objets; il ſatisfait parfaitement à la ſubtile objection qu'on pourroit faire à mon aſſertion; & on concevra plus aiſément le bénéfice & le progrès du réjailliſſement des impôts dans le public, en faveur de l'induſtrie, après la conſiſtance que les ſommes provenantes ont reçues dans leurs foyers reſpectifs.

(*) Il faut toujours mitiger ce principe par rapport au laboureur.

lement. Les rentes que les riches dépenſent, mettent ſans contredit pluſieurs ordres ſubalternes en état de faire d'autres dépenſes moins conſidérables avec les mêmes eſpeces; en ſupprimant donc un million de rente, on en ôteroit la circulation de pluſieurs; & la puiſſance contributive des ordres ſubalternes diminueroit au moins de vingt dans le cours d'une année. Obſervez que je mets un an pour la totalité, quoique l'exemple que j'ai cité & démontré, ſe trouve poſſible & actuel dans un ſeul jour, & peut-être davantage; cela me paroît donc inconteſtable & à l'abri de toute objection. Mais ceux qui n'auront pas bien conçu ce principe, ne ſauroient me ſuivre dans mon ſyſtême.

Je paſſe au ſecond inconvénient; il nous menera à des réflexions qui pulvériſeront encore davantage le premier, & donneront une nouvelle force à mon ſyſtême. Je dis d'abord, que l'enchériſſement de la main d'œuvre, & des denrées de premiere néceſſité, a d'autres cauſes que les impôts. Cette cherté, les impôts-mêmes, ſont une ſuite néceſſaire d'un amas d'hommes raſſemblés en fourmilliere dans les grandes villes par le commerce, par le luxe & par l'opulence; c'eſt la nature du commerce immenſe qu'a produit la découverte de l'Amérique, qui en eſt la véritable cauſe. L'or qu'on en a apporté, entretient néceſſairement cet inconvénient prétendu, qui ſeroit encore plus grand, ſi l'augmentation du numéraire & la

circulation de la Dette Nationale n'y remédioient.

D'UN côté l'aviliſſement des métaux en qualité de ſignes, & de l'autre le tribut immenſe de denrées que l'Amérique exige de l'Europe, ont produit des effets qu'on a attribués à d'autres cauſes. Les mines du Pérou ont eu deux effets oppoſés, qui paroiſſent contradictoires au premier abord. L'or & l'argent devenant ſi abondans, & par conſéquent avilis en qualité de ſignes, ont donné d'abord naiſſance à tant de nouveaux beſoins & à un commerce ſi étendu, que par l'aviliſſement même de l'argent il en a fallu prodigieuſement pour ſuffire aux objets qu'il avoit produits. Il a donc eu beſoin à ſon tour de nouveaux ſignes repréſentatifs pour accélérer ſa circulation; & la multiplicité des ſignes a de plus grands avantages que l'aviliſſement du métal n'a d'inconvéniens.

JE ſoutiens que la puiſſance facultative, ou les richeſſes métalliques de la Nation Angloiſe, ne pourroient ſuffire aux objets que la découverte de l'Amérique a produits graduellement; & que le Gouvernement Anglois n'auroit jamais pu faire des emprunts auſſi immenſes, ſans la circulation que la création de ces mêmes fonds produit. Le crédit protege le crédit, la circulation favoriſe la circulation, & les fonds publics & le papier ſoutiennent le papier & les fonds publics, en fourniſſant par les reſſorts de la

circulation, & par le jeu qu'il y a dans les fonds, preſque toujours les mêmes eſpeces ſucceſſivement pour les divers emprunts; & le numéraire ſe trouvant toujours multiplié, la Dette Nationale eſt devenue un aliment du commerce, le ſoutien & le remede du luxe, qu'elle enfante quelquefois. Elle a enrichi la Nation, & elle la met en état de payer les impôts. Il réſulte de ces principes, que ce ſont les dettes antécédentes qui ont mis la Nation en état de les augmenter encore. L'effet de la puiſſance en eſt devenu la cauſe. Ce ſont l'or & l'argent, avilis en qualité de ſignes, qui ont triplé le prix de toutes les denrées; & quand nous diſons que tout eſt plus cher, nous voulons dire que l'argent eſt moins précieux; il eſt moins précieux, parce qu'il y en a beaucoup plus.

On dira qu'un homme, avec trois mille écus de rente, n'eſt pas plus riche qu'on ne l'étoit autrefois avec mille. Mais il y a en Europe vingt perſonnes qui ont trois mille écus de rente, contre un qui en avoit mille il y a deux cent cinquante ans.

Voila ce qui a d'abord enchéri la main d'œuvre & les denrées de premiere néceſſité : mais d'un autre côté l'or & l'argent, quoique prodigieuſement augmentés, & devenus plus communs en Europe, ont eu cependant beſoin de nouveaux ſignes pour les repréſenter par une circulation artificielle, afin de faire face à tant d'objets que l'abon-

dance des eſpeces a enfantés. Telle eſt probablement la véritable origine de l'exiſtence & de la facilité qu'on a trouvée à créer des Banques, des actions, des papiers de crédit, des fonds publics: tous moyens qui, en augmentant le numéraire, fixent & arrêtent les richeſſes des particuliers, leſquelles n'exiſteroient pas en grande partie ſans la création des fonds qui forment la Dette Nationale, ainſi que les actions de Banque, en un mot tout ce qu'on appelle fonds publics. Je dis qu'ils fixent & arrêtent les richeſſes des particuliers. En effet l'argent en eſpeces ſe diſſipe & ſe perd; mais ayant communiqué ſa propriété à ſes ſignes, il va faire ſa fonction ailleurs, & à la faveur du crédit il conſerve toujours cette qualité communicative ſi ſouvent répétée en Angleterre, ſans que la ſomme des eſpeces monnoyées augmente à proportion pour cela, quoique les richeſſes, ou leurs repréſentans, y aient prodigieuſement augmenté.

Pour concevoir la liaiſon de toutes ces vérités, il faut remonter un peu plus haut, & obſerver attentivement les révolutions qui ſont graduellement arrivées en Europe, depuis que la Bouſſole accrut l'univers par la découverte de l'Amérique. Les matieres d'or & d'argent ſont ſi fort augmentées depuis cette époque, qu'elles ſe ſont d'abord avilies en qualité de ſignes. L'induſtrie a trouvé à s'employer de tous côtés. Le luxe extérieur de l'Amérique a dédommagé les

Nations commerçantes de l'Europe du luxe intérieur devenu exceſſif; il a enrichi la main d'œuvre par deux moyens, d'abord par l'aviliſſement de l'argent, & enſuite par la quantité des matieres manufacturées qu'on a envoyées en Amérique; ce commerce excentrique a rendu en même tems cet enchériſſement moins funeſte.

Il ſeroit à ſouhaiter qu'il y eût une pareille compenſation pour les mœurs, qui depuis cette époque ont peut-être plus perdu que gagné. On prétend qu'il y a moins de ſimplicité, moins de vérité dans chaque ſociété particuliere, quoique la ſociété générale ſoit plus perfectionnée. La vertu politique peut-elle s'accroître de l'extenſion du vice moral? Quoi qu'il en ſoit de cette réflexion, il eſt conſtant que la découverte du nouveau monde a cauſé dans l'ancien une révolution notoire dans le phyſique & dans le moral. De nouveaux alimens, de nouvelles maladies, de nouveaux remedes, de nouveaux intérêts, ont donné, pour-ainſi-dire, une nouvelle forme aux paſſions. Le goût du Commerce, des Colonies, de la Marine, de la Navigation, des nouvelles découvertes, eſt devenu le ſyſtême univerſel. La culture des Arts & des Sciences s'eſt alliée au goût du Commerce, & a ajouté un nouveau vernis à la politeſſe de l'Europe. La facilité de faire fortune a établi une eſpece de liberté & d'égalité, qui rapproche les différentes conditions, &

a fait disparoître l'esclavage & l'avilissement où paroissoit être plongé tout un peuple pauvre, vis-à-vis d'un très petit nombre de riches. C'est peut-être le plus grand bien que la découverte de l'Amérique ait apporté en Europe. La fortune des Médicis étoit exclusive & immense; de particuliers qu'ils étoient, ils devinrent Souverains, & asservirent leur propre Patrie. Les sujets de Charles V. & de Philippe II, au contraire, puisèrent dans les ressources du commerce les moyens de devenir plus libres. L'Univers, qui sembloit s'étendre sous la puissance du Monarque Espagnol, changea de forme à plusieurs égards. L'opulence devenue plus universelle par l'or & l'argent du nouveau monde, (15) tant de bras occupés à pourvoir aux nouveaux besoins & au luxe de l'Amérique, ont fourni de nouveaux moyens.

Les machines politiques, ainsi que les élémens du commerce, devenues par-là plus étendues, plus vastes, plus compliquées, les ressorts ont dû être plus forts & plus nombreux. Il a fallu multiplier la circulation du papier par le crédit, en augmentant le numéraire; cela s'est fait, pour-ainsi-dire, par instinct, mais avec crainte, presque en tremblant, sans trop savoir ce qu'on faisoit,

(15) Le nombre des riches & des aisés s'est augmenté considérablement en Europe depuis la découverte de l'Amérique. Il y a plus de moyens de gagner sa vie. Je n'examine pas à présent si les nécessiteux, les pauvres, les indigens, le sont davantage. Abstractivement le nécessaire physique est en quelque façon plus difficile à acquérir; la misère est plus sensible, & contraste davantage avec l'opulence bourfoufflée.

ni pourquoi on le faiſoit. L'or & l'argent ayant perdu les $\frac{3}{4}$ de leur valeur, il en a fallu beaucoup pour repréſenter tant de choſes, & faire mouvoir tant de machines qu'ils ont miſes en jeu. Tous les moyens ont eu beſoin d'être triplés, & ſans l'augmentation des ſignes de valeur, qui forment une richeſſe artificielle, le commerce ni le luxe n'auroient pu ſubſiſter; c'eſt la découverte de l'Amérique, qui, en augmentant prodigieuſement la maſſe de l'or & de l'argent, a encore augmenté davantage le commerce, le luxe, la navigation & les manufactures; la circulation avoit beſoin de plus de rapidité; & par un paradoxe ſingulier, l'argent a auſſi eu beſoin de plus de repréſentants, à meſure qu'il ſe multiplioit ou devenoit plus commun; & les fonds publics, papiers & actions ſont devenus néceſſaires, tantôt pour abſorber les excédens des eſpeces, tantôt pour les exprimer à leur tour comme des éponges qu'on preſſe. Cela fixe, augmente, arrête l'accroiſſement numéraire des eſpeces chez l'un, tandis qu'elles circulent ailleurs. La Nation ſe trouve réellement plus riche, parce qu'elle paroît telle, & l'Etat en tire les plus grands ſecours dans les momens eſſentiels & déciſifs; ſauf à chercher enſuite des expédiens pour remédier à l'embarras qui réſulte de la Dette Nationale, quand elle eſt trop enflée.

J'AI prouvé ci-deſſus, qu'à chaque emprunt le numéraire des eſpeces augmentoit;

c'eſt toujours avec le même argent qu'on a payé les différens emprunts, en doublant le numéraire par la création d'un bien artificiel; & l'État ſe trouvoit plus riche. Le Gouvernement d'Angleterre, en cédant à pluſieurs repriſes quatre millions Sterling par an à ſes ſujets & à l'étranger, pour des ſecours eſſentiels, a enrichi le Royaume de plus de cent millions Sterling, dont le numéraire de la dixieme partie n'exiſteroit pas ſans la création des fonds. Les impôts qu'on tire du public pour payer les intérêts, ſont derechef verſés avec uſure dans le même public, puiſque ces impôts ſont affectés & hypothéqués pour les paiemens des intérêts ou rentes. C'eſt à juſte titre qu'on dit que c'eſt la main droite qui donne à la main gauche; c'eſt préciſément comme ſi l'Etat remettoit une partie des impôts levés ſur la Nation, à la Nation même; & l'inégalité de la diſtribution n'altere pas l'avantage qu'elle tire en bloc (16). Cette inégalité ſe répare encore par la dépenſe que font & font faire ceux qui ont les fonds, dont une grande partie des revenus eſt employée en faveur de l'induſtrie. Ainſi tout eſt compenſé; le phantôme numéraire de la richeſſe artificielle ſubſiſtant toujours, opere ſon ef-

(16) Les poſſeſſeurs des fonds ſont, je l'avoue, devenus en France, en Hollande & en Angleterre, les co-uſufruitiers de leur revenu territorial, & en quelque ſorte les co-propriétaires de leur ſol; mais loin que ce ſoit un mal, je le regarde comme un bien, qui exténue ce que les impôts & les taxes pourroient avoir d'onéreux.

fet, ſoutient ſes poſſeſſeurs, favoriſe les autres; & cette maſſe de ſignes repréſentatifs tient lieu d'un bien ſolide & réel, que chaque particulier convertit en eſpeces dans le beſoin, quoiqu'il ſeroit impoſſible que tous le fiſſent à la fois, ce cas-là n'exiſtant jamais. On pourroit en dire autant des terres, des maiſons & de tous les mobiliers, qui n'ont pas, à beaucoup près, une circulation auſſi prompte & auſſi rapide que les fonds publics.

Parmi les peuples commerçants, dit Mr. de Monteſquieu, ce n'eſt pas celui qui a le plus d'argent qui eſt le plus riche & le plus fort, mais celui qui a le plus d'argent circulant par des effets & des denrées réelles, au moyen des ſignes repréſentatifs. L'argent réel étant repréſenté par quelque choſe qui ne l'eſt pas, ſon numéraire augmente; cette ſurabondance, favoriſée par la circulation, cauſe une eſpece de débordement, & eſt bientôt repompée par le magnétiſme du commerce & du crédit, & rentre dans les mêmes mains avec un accroiſſement de puiſſance, pour répéter tous les ans le même ſecours. La faculté diſtributive ne s'uſe pas; elle acquiert de nouveaux accroiſſemens, au lieu de s'énerver. Il eſt donc très probable, & je ſuis perſuadé & convaincu, que ſans l'ancienne dette qui circuloit, jamais le Gouvernement d'Angleterre n'eût pu faire d'auſſi forts emprunts que ceux qu'il a faits en dernier lieu. Plus on

méditera ces principes, plus on en ſentira la vérité (17).

Passons au troiſieme inconvénient, qui eſt le plus grand. Il eſt conſtant que les Puiſſances débitrices deviennent tributaires de l'Etranger à qui elles doivent; mais cet inconvénient, très réel, n'eſt pourtant rien en comparaiſon des avantages dont nous venons de parler. Tout a des inconvéniens. Mais celui-ci, inférieur en lui-même aux avantages qui en réſultent d'un autre côté, eſt encore exténué par ceux que l'étranger procure en fourniſſant, à point nommé, l'argent dont on a beſoin, & dont une partie eſt ſouvent dépenſée dans le Royaume. Mais ce qui mérite plus d'attention, c'eſt que ſans le ſupplément de l'Etranger, qui fait le complément de la puiſſance, & contribue beaucoup au jeu, & par conſéquent à la circulation, l'Angleterre n'auroit pas

(17) Il réſulte de tout ce raiſonnement, au ſujet de l'Amérique & des Révolutions que ſa découverte a cauſées, que la cherté de la main d'œuvre eſt une ſuite néceſſaire des richeſſes, du luxe, du commerce, de l'opulence, & de la grande conſommation produite par une augmentation de beſoin (*) & de population, dans une Nation induſtrieuſe. Les Taxes & les Impôts y contribuent; mais comme ils ſont auſſi une ſuite de l'opulence, de l'aiſance & de la liberté, leur dommage eſt plus que compenſé par d'autres avantages. Le nombre des riches étant augmenté par la création des Fonds factices, en enfante de nouvelles valeurs, on redouble les moyens de favoriſer l'induſtrie, les Arts, les Manufactures, l'Agriculture & le Commerce. Les quatre millions Sterl., qu'on leve en Impôts, & qui d'un côté embarraſſent l'induſtrie, font, par leur circulation, employer vingt millions en faveur de cette même induſtrie, comme je l'ai prouvé & démontré.

(*) La population de l'Amérique s'identifie ici avec celle de l'Europe.

trouvé d'auſſi grands moyens, & le manque de ces ſupplémens auroit peut-être empêché & affoibli tous ces efforts ; c'eſt ce que je vais développer dans la réponſe à la quatrieme objection touchant l'eſprit d'agiotage & le jeu d'actions : la ſolution de ces deux objections eſt la même.

J'ai déja obſervé, qu'on regarde aſſez communément les poſſeſſeurs des fonds comme des gens à porte-feuille, vivants dans l'oiſiveté aux dépens des gens laborieux (18). Cette idée eſt erronée : car la Dette Nationale eſt ſi volumineuſe, qu'elle eſt éparpillée par toute la Nation. Tous les Ordres de l'Etat y participent, & il n'y a pas de Claſſe ſéparée qui faſſe ce qu'on appelle dans un autre Pays la finance. Loin que cela faſſe de mauvais Citoyens, on a fait voir que c'eſt un intérêt de plus qui les attache à la Patrie ; tout le monde eſt obligé de ſoutenir & de favoriſer ce crédit. Et pour ce qui eſt des agioteurs, il eſt conſtant qu'ils ſont les leviers qui font mouvoir la machine. La circulation ne pourroit ſe faire ſans eux ; & ſans

(18) Il ſe peut bien qu'à la fin du ſiecle paſſé, quand le crédit de l'Angleterre n'étoit pas encore à ce degré prodigieux, les gros intérêts des fonds publics aient détourné quelques particuliers du commerce & du travail, & les aient jettés dans la pareſſe du rentier oiſif. Cela eſt effectivement arrivé ; mais depuis que les fonds ne rapportent qu'un intérêt modique, cela n'a plus lieu. Il eſt encore vrai que la facilité de placer ſon argent dans les fonds, d'acheter à terme, de donner des primes, de gagner gros en peu de tems, a cauſé la ruïne de pluſieurs particuliers. Cela a renverſé bien des fortunes, mais en a rétabli bien d'autres ; outre qu'on auroit pu également ſe ruïner dans un autre commerce.

le jeu d'actions jamais le Gouvernement n'auroit pu faire d'auſſi forts emprunts. Le goût univerſel du jeu, que les actioniſtes ont introduit, favoriſe beaucoup la facilité des emprunts. En Hollande, la Compagnie Orientale a des actions dans des chambres ou départemens où il n'y a point de commerce d'actions, ou plutôt de jeu d'actions. Les actions de cette chambre, qui ſont de la même nature que celles de la chambre d'Amſterdam, valent beaucoup moins. La même choſe arrive à un fonds nommé *Million's Bank* à Londres; c'eſt un fait inconteſtable. Les actioniſtes ou agioteurs font ſortir tout l'argent qu'il y a dans les coffres, & le font circuler pour le ſervice du Gouvernement de l'Angleterre lors des nouveaux emprunts. Voici comment. 1°. La facilité de vendre ſon fonds à terme, & de donner & prendre des primes ſur ce même fonds, engage d'abord beaucoup de gens à placer leur argent, qui ne le placeroient pas ſans ces avantages. 2°. Il y a un grand nombre de gens pécunieux, tant en Angleterre qu'en Hollande, qui ne veulent pas placer définitivement leur argent dans les nouveaux fonds pour ne point en courir les riſques pendant la guerre. Mais que font-ils? Ils placent cependant pour 10, 15 ou 20 milles livres Sterling en annuïtés, qu'ils vendent à terme aux agioteurs, au moyen de quoi ils tirent un gros intérêt de leur argent, ſans être ſujets aux variantes, qui ſont pour le compte de l'agioteur;

ce

ce manege se continue pour des années, & cela s'est fait pour des millions ; c'est à la faveur de cette pratique que le Gouvernement d'Angleterre a pu faire d'aussi grands emprunts, qui, sans le jeu d'actions & les moyens ingénieux que les agioteurs ont mis en usage, auroient été absolument impossibles. De sorte que le Gouvernement d'Angleterre a par ce jeu-là, balayé non seulement l'argent de ceux qui vouloient de ces fonds, mais encore tout l'argent de ceux-mêmes qui n'en vouloient pas. Je crois que c'est un secret qu'il ignoroit lui-même, & que je suis bien-aise de lui révéler.

L'AVANTAGE que le Gouvernement d'Angleterre a tiré des actionistes, est donc sans contredit immense. Si l'on me demande après cela, ce que je pense de ce métier ; j'avouerai franchement que je détournerai mes enfans, mes proches & mes amis de s'en mêler, parce que c'est un métier très dangereux & dont on a prodigieusement abusé depuis peu. Il demande un homme très intelligent dans cette partie, & qui ne s'occupe uniquement que de ce seul objet ; quand on s'en mêle, comme il arrive souvent, pour corriger la fortune, ou pour la faire rapidement, il devient un jeu encore plus dangereux qu'aucun autre. Il accélere la ruïne, qu'on tâche d'éviter par son moyen ; tel qu'on croit ruïné par le jeu d'actions, n'y a eu recours que parce qu'il commençoit à l'être par d'autres causes, & qu'on auroit souvent pu éviter, si

au lieu d'employer ce moyen séduisant & dangereux, on avoit d'abord tranché dans le vif par une sage œconomie en changeant son état, en domptant l'opinion, & en régnant sur elle. Ce point pourroit fournir matiere à un ample raisonnement & à un autre traité.

Le Commerce d'Actions a plusieurs branches, c'est un objet très compliqué; on peut le faire avec prudence & avec un avantage sûr, en faisant valoir ses fonds sans presque courir les hazards du jeu. Quand les spéculations dans les fonds se font dans la sphere de la puissance du Spéculateur, & qu'il ne se laisse pas dominer par les agioteurs, pour lors il est moins risquable que tout autre. J'ai effleuré cette matiere dans le tableau qu'on trouvera à la fin de cet ouvrage au sujet du jeu d'actions.

Si sans le jeu d'actions, la puissance de l'Angleterre pour les emprunts n'eût monté qu'à $\frac{2}{3}$, elle auroit perdu probablement ces $\frac{1}{3}$; les avantages des Anglois n'auroient donc pas eu lieu, & ils auroient souffert autant de pertes qu'ils ont eu de succès. Quand on a besoin d'une puissance égale à dix, & qu'on n'a que cinq, la proportion n'est pas comme de deux à un, mais souvent comme de dix à Zero: car on perd tout ce qu'on emploie, parce que les efforts foibles deviennent inutiles, même pernicieux, & se tournent contre leur agent. La lenteur cause une plus grande lenteur, & la foiblesse une plus grande foiblesse. Si les Anglois avoient envoyé un tiers

moins de vaiſſeaux & de troupes pour faire la conquête de la Havane, ils auroient échoué, & toute la dépenſe auroit non ſeulement été perdue, mais cette perte leur en auroit cauſé pluſieurs autres, & au lieu des tréſors & des autres avantages qui ont été le fruit de ces ſuccès, tout eût été en raiſon inverſe pour eux. Je n'exagere donc pas dans ce que j'avance de l'inégalité de la proportion. Qu'on puiſſe tout ce qu'il faut, ou qu'on puiſſe ſeulement $\frac{2}{3}$ de ce qu'il faut, les effets en politique, au lieu d'être comme 3 ſont à 2, ſont quelquefois comme le tout eſt à Zero. C'eſt donc d'un petit ſupplément que dépend le ſuccès du tout; & ſi le jeu d'actions & l'étranger y contribuent, & ſont même néceſſaires pour l'obtenir, on ne ſauroit trop en faire cas & les encourager. Or il eſt démontré, que ſans la circulation que le jeu procure chez l'étranger & dans le Royaume, jamais les gens pécunieux n'oſeroient prendre d'auſſi forts engagemens lors d'un nouvel emprunt, ou ne trouveroient pas les fonds avec cette célérité requiſe & étonnante dans le moment où l'on en a beſoin. C'eſt ce débouché prompt qui encourage les entrepriſes & favoriſe la circulation; celle que le jeu procure eſt prodigieuſe; on ne peut imaginer combien il facilite les moyens de ſe défaire à tout moment & à toute heure de ſes fonds, & cela pour des ſommes conſidérables. C'eſt à cette facilité que les particuliers ont à ſe défaire de ces fonds, que l'Angleterre eſt redevable en

partie de celle qu'elle a eu de faire ces énormes emprunts, qui lui ont procuré de si grands succès. L'avantage donc qui résulte des agioteurs & des créanciers étrangers, l'emporte de beaucoup sur les inconvéniens. Les uns & les autres ont été essentiels, & d'une grande utilité à l'Angleterre, & n'ont pas peu contribué aux succès des entreprises militaires. Ce qu'il falloit prouver.

On voit par tout ce qu'on vient de dire, que la Dette Nationale, loin d'être un fardeau écrasant, a enrichi le Royaume & favorisé le Commerce; & que le préjudice des impôts & des taxes est en partie illusoire. On a vu les véritables causes de l'enchérissement de la main-d'œuvre & des denrées de premiere nécessité. On a démontré, combien l'intérêt que les étrangers ont dans les fonds, & le jeu d'actions, sont nécessaires au crédit & à la circulation. Les inconvéniens particuliers qui en résultent, & dont on convient sans peine, ne sauroient jamais balancer de si grands avantages.

Cependant on ne doit pas aller au-delà de mes principes, en les étendant trop loin: on pourroit accumuler trop la Dette Nationale, & par-là jetter le Royaume dans un grand embarras. Il y a deux especes de *maximum* qu'on doit éviter: l'un regarde l'objet des intérêts fondé sur les impôts; le second regarde la masse du papier circulant. Je crois qu'on est plus éloigné du premier que du second. On verra dans le

corps de cet Ouvrage, que l'Angleterre n'a pas épuiſé ſes reſſources du côté des impôts. Quant au ſecond, on a cru que les ſignes repréſentatifs en papier ne pourroient circuler qu'en raiſon de ſa proportion avec les eſpeces courantes ; des calculateurs ſpéculatifs l'avoient borné comme 3 à 1. L'expérience conſtante a prouvé & démontré en Angleterre, que cette proportion s'étendoit beaucoup plus loin. Mais elle doit avoir des bornes.

Un inconvénient qu'on a déja éprouvé à cauſe de ſa maſſe énorme, c'eſt que le prix des annuïtés varie plus ſenſiblement qu'autrefois à la moindre crainte des événemens politiques ; ces convulſions ſont plus grandes, & toujours nuiſibles au public. Ce n'eſt pas manque de crédit, mais la maſſe étant ſi grande, & en tant de mains, il ſe préſente plus de vendeurs qui ſpéculent ſur le même événement. C'eſt un des plus grands inconvéniens du volume de la Dette Nationale. Il y a un *maximum* de force pour la circulation, qu'on ne ſauroit paſſer. Les fonds publics ſont une alchimie réaliſée, mais on ne doit pas enfoncer le creuſet. Tout a des bornes, tout a beſoin de limites, mais je ne connois pas celles qu'on doit donner à la Dette Nationale en Angleterre ; peut-être touchons nous à la liſiere, peut-être en ſommes-nous encore éloignés. On voudroit cependant ſavoir quel eſt ce *maximum*, le point qu'il ſeroit dangereux de paſſer ;

je crois que c'eſt un probleme difficile à réſoudre : voici cependant les principes qui peuvent conduire à ſa ſolution.

Il faudroit combiner exactement pluſieurs principes, & en obſerver les réſultats. Je ne parle que de l'Angleterre ; chacun peut après cela en faire les applications à d'autres puiſſances. Il faut premiérement comparer la maſſe de l'or & de l'argent dont l'Amérique enrichit annuellement l'Europe, avec celle qui va ſe perdre en Aſie : ſi la balance penche du côté de l'Europe par une augmentation d'eſpeces, on s'éloigne du *maximum*. La ſeconde combinaiſon, c'eſt l'accroiſſement du Commerce, & nommément de celui de l'Amérique pour le débouché des manufactures, & des denrées de l'Europe. Plus les Anglois augmentent cette branche, moins leur Dette Nationale leur eſt à charge. Le troiſieme point eſſentiel, c'eſt la population & l'agriculture, qui forment toujours la puiſſance naturelle d'un Etat quelconque. Tout le monde connoît les avantages phyſiques & moraux que les Anglois ont pour entretenir la population (19). Le réſultat de toutes ces combinai-

(19) Les cauſes phyſiques proviennent du Climat plus froid que tempéré de l'Angleterre, qui fait que les femmes y ſont plus fécondes, & le ſont plus longtems que dans des pays plus chauds : du ſol, qui produit des nourritures plus ſubſtantielles, & rend les hommes plus robuſtes : on n'a qu'à obſerver les chevaux & le bétail de ce pays-là, l'agilité d'un cheval Anglois, la matérialité du bétail en Irlande, ainſi que la charpente du corps humain. Un Irlandois, un Ecoſſois, un Anglois, ſans avoir la figure Coloſſale des Allemands, a une

fons nous découvre, ſi l'Angleterre eſt encore ſuſceptible d'une augmentation du re-

ſtature avantageuſe. Pour les cauſes morales, elles pourroient m'entraîner dans une longue diſſertation ; les plus ſenſibles ſont celles qui réſultent de la Religion dominante du pays, & de la conſtitution du Gouvernement. Il y a une grande diſproportion entre le nombre des célibataires des pays Proteſtans, & celui des pays Catholiques. M. de Monteſquieu appelle les Couvens de filles, des gouffres où ſont enſevelies les races futures ; & je ne ſais quel Auteur moderne regarde tous les moines comme un corps fainéant & vorace, qui conſomme toujours, ſans jamais reproduire. L'état Militaire, autre corps qui dévore ſes propres membres, n'eſt pas exceſſif en Angleterre. La tolérance a auſſi réparé chez eux les ravages que le nouveau monde cauſe à la population de l'ancien. A toutes ces cauſes morales on peut ajouter, que le culte des femmes ou l'idolâtrie du Sexe n'étant pas chez les Anglois au point où elle eſt chez une puiſſante Nation voiſine, cette aimable moitié du genre humain remplit plus exactement l'objet auquel la Nature l'a deſtinée. Les femmes n'y craignent pas la multiplicité des enfans aux dépens de la beauté. Elles n'ont point encore tourné contre la propagation, l'attrait donné pour la favoriſer : les hommes ne croyant pas non plus dégrader leurs enfans en les jettant dans le commerce, ne ſont pas embaraſſés d'une famille nombreuſe. Un luxe exceſſif pourroit les écarter de mœurs auſſi favorables à la propagation. Le payſan & le laboureur ſont dans l'aiſance ; & n'étant point vexés, ils multiplient, & fourniſſent à l'Etat des Cultivateurs, des marins, des artiſans & des manouvriers. On pourroit avoir par-tout le même avantage. Depuis que l'Europe s'eſt aviſée de ſe dépeupler pour peupler l'Amérique, qu'elle a dévaſtée, on ne ſauroit trop encourager la propagation. Les Colonies & les Corps célibataires, autrefois utiles & néceſſaires pour le ſyſtême politique, ſont devenus nuiſibles. Un trop grand entaſſement de monde néceſſiteux, pauvre & mal propre, devenoit dangereux chez nos ancêtres, & cauſoit des révolutions, des émeutes, des tumultes, des épidémies & des peſtes. Les hommes ne ſont pas faits pour être entaſſés en fourmilliere, dit un Auteur moderne, mais pour être épars ſur la terre, qu'ils doivent cultiver. Ainſi, malgré le grand nombre de Religieux célibataires, la population étoit trop grande avant la découverte de l'Amérique ; les Croiſades firent alors ce que les Colonies ſont à préſent. Ajoutez à cela les guerres civiles en France ſous les Valois ; celles des maiſons d'Yorck & de Lancaſtre en Angleterre, connues ſous les noms de Roſe-blanche & Roſe-rouge. Joignons-y les guerres de puiſſance à puiſſance, celles d'Italie, ce Cimetiere & ce vaſte charnier de l'Europe ; & nous verrons que l'Europe étoit plus peuplée autrefois qu'elle ne l'eſt préſentement. Enviſageons la maſſe, ou plutôt le volume du

venu de l'Etat par les taxes & les impôts, ſans accabler la Nation, ni aller au-delà de la puiſſance intrinſeque, afin que l'harmonie du crédit & de la circulation ſubſiſte. Cet équilibre n'eſt pas ſi rigoureux, qu'il ne comporte une aſſez grande charge avant que de rompre ; quelques déclamations qu'on faſſe au ſujet des impôts en France & en Angleterre, on paie bien da-

genre humain, dans des tems donnés, comparons-le au tems préſent, & nous ſerons étonnés de la brèche que l'Amérique, les nombreuſes armées, le luxe & les Colonies y ont faite. On objectera qu'on ne voit pas non plus ces eſſaims de Goths & de Vandales qui ſortoient du Nord pour inonder tant de pays ; & que cependant ils ne ſont pas dans le cas de s'être dépeuplés pour paſſer en Amérique. A cela je réponds que ces peuples ſe ſont d'abord établis dans les pays qu'ils ont conquis & dévaſtés, que la polygamie étoit d'uſage chez eux, & que le Nord a toujours été & eſt encore le magazin des Nations. Les Anglois ni les Hollandois n'auroient jamais pu ſoutenir leur marine, ſans leurs recrues de matelots du Nord. Ces pays ſont peut-être encore aujourd'hui plus peuplés à proportion qu'aucun autre. Je crois qu'on pourroit encore trouver des raiſons, tirées de la phyſique & de la médecine, qui contribuent à la déchéance du genre humain, ou au moins au progrès de la dépopulation. Mais on trouvera toujours que l'origine vient en partie de l'Amérique & des nombreuſes armées qu'on a entretenues depuis la fin du ſiecle paſſé. Une maladie nouvelle qui attaque la ſource de notre exiſtence, influe ſur la poſtérité. L'uſage immodéré & journalier des boiſſons chaudes, qui affoiblit le Sexe, lui donne des vapeurs qui uſent encore plus le tempérament que les infirmités, oblige à faire toujours des remedes, corrompt le ſang, & produit ſouvent des enfans déjà pétris d'un levain morbifique. Les excès des enfans ſe joignent à ceux des peres ; l'uſage des liqueurs fortes & diſtillées que les Arabes ont inventé les premiers, & qui s'eſt graduellement introduit en Europe depuis qu'ils ont envahi l'Eſpagne, a beaucoup affoibli le genre humain ; ces poiſons ſucrés ôtent la vigueur & la force, & détruiſent les conſtitutions les plus robuſtes ; ils dévaſtent le monde plus que le fer & le feu. Je crois qu'une grande partie du genre humain eſt affoiblie, & que ſi l'on n'y prend pas garde, il pourroit y avoir une décrépitude dans l'eſpece, comme il y en a dans l'individu.

vantage en Hollande; & ſans compter les autres articles, le pain, qui eſt l'objet de premiere néceſſité, & de la conſommation la plus univerſelle, paie un impôt exorbitant. Cependant cela n'a pas beaucoup dérangé les reſſorts du Commerce & des manufactures. Je ne conſeillerai jamais à aucune Puiſſance d'avoir recours à cette reſſource; mais je veux ſeulement faire voir que le *maximum*, auquel nous paroiſſons quelquefois toucher, peut encore être enviſagé dans une perſpective très-éloignée, puiſque l'Angleterre, avec cette ſeule taxe, à l'*inſtar* de la Hollande, pourroit emprunter pluſieurs millions Sterling, c'eſt-à-dire qu'elle auroit de quoi en payer les intérêts. Il eſt encore conſtant, qu'une partie des rentes, ou intérêts des fonds, eſt annuellement replacée dans les mêmes fonds; d'où il réſulte, que l'augmentation de la maſſe abſolue de la Dette Nationale en étaie plutôt le prix relatif, qu'elle ne lui porte préjudice, comme on le croit vulgairement (20). Perſonne ne théſauriſe plus dans ſes coffres forts, comme au tems jadis; tout l'argent circule. L'avare eſt auſſi utile à l'Etat que celui qui fait de la dépenſe; il n'y a que les prodigues, ou plutôt le luxe exceſſif, qui ſoient nuiſibles; le fruit qu'on en retire eſt momentané; c'eſt préciſément couper l'arbre par le tronc. L'avare, ainſi

(20) Cet avantage diminue tous les jours par le luxe exceſſif.

que l'œconome, en ſemant pour la poſtérité, fait circuler ſon bien, en ſoutenant le crédit public, les fonds & les papiers; car l'excédent des eſpeces néceſſaires à la dépenſe journaliere, au trafic & au commerce, reflue ſur les fonds publics; & cet arroſement ſe perpétue par la circulation des mêmes eſpeces, qui reviennent encore périodiquement avec l'accroiſſement des tréſors du nouveau monde. C'eſt pourquoi il eſt à préſumer que le taux de l'intérêt diminuera encore en Hollande & en Angleterre; & le luxe des particuliers ne s'accomodant pas univerſellement d'un intérêt ſi modique, on tâchera de placer ailleurs ces excédens des tréſors de l'Amérique, de l'épargne des rentes, & du ſurplus du commerce; & la France auroit pu en tirer parti, pour peu qu'elle eût ſoutenu ſon crédit dans les opérations de ſes Finances.

Je crois néanmoins très eſſentiel pour l'Angleterre, ainſi que pour tout autre Etat, de profiter de la paix, & de faire un bon uſage du *Sinking fond* pour libérer un tiers de la Dette Nationale, & *exonérer* la Nation d'une partie des impôts. Le fond d'amortiſſement s'accroît à meſure qu'on en fait uſage, & les intérêts joints par accroiſſemens multipliés quelques années, produiſent une grande puiſſance pour faire des rembourſemens. Mais l'équité exige une époque pour faire ceſſer des taxes, qui n'ont eu lieu que pour payer les intérêts des

fonds qu'on rembourſe. C'eſt un objet auquel je ne ſais pas ſi l'on a jamais fait aſſez d'attention en Angleterre, & qui mérite cependant celle de toute puiſſance débitrice vis-à-vis de ſes ſujets. Le fond d'amortiſſement en Angleterre, n'étant formé que des excédens des impôts hypothéqués pour payer les intérêts de divers emprunts par pluſieurs réductions, n'a pu exonérer la Nation des impôts relatifs; mais ſi l'objet du rembourſement eſt rempli, l'aboliſſement de la taxe créée lors de l'emprunt eſt juſte & néceſſaire; il y auroit même de l'injuſtice à la continuer.

Je ſoutiens donc que par la dure néceſſité où l'on eſt quelquefois d'entrer en guerre, il eſt abſolument indiſpenſable de libérer pendant la paix, autant qu'on peut, les dettes de l'Etat; quoiqu'une libération trop forte ſeroit inutile & même dangereuſe, nommément quand le crédit eſt appuyé ſur des fondemens ſolides. La ſtabilité inébranlable du crédit en Angleterre, prouve la ſolidité de ces principes. Trois guerres ſoutenues depuis le commencement du ſiecle avec éclat & avec vigueur, en ſont la preuve. Ce n'eſt pas une clarté éphémere, qu'un inſtant a vu naître & s'anéantir. Ce crédit a toujours été en croiſſant; il paroît être comme le feu; s'il n'augmente, il diminue; tout peut conſpirer à l'entretenir, à l'augmenter, dans des Etats riches & pleins de reſſources, comme

la France & l'Angleterre; mais auſſi, comme des riens le ſoutiennent, un rien le renverſe; c'eſt pourquoi on ne doit pas négliger ces petits riens, dont le mépris devient de la plus grande conſéquence. Un rien eſt ſouvent la cauſe des plus grands événemens; des Actioniſtes, des Agioteurs, des Joueurs, peuvent contribuer quelquefois aux ſuccès des plus grandes opérations de finance, qui décident ſouvent du ſort des Nations. Ce n'eſt pas le chargement d'un vaiſſeau qui le fait couler à fond, c'eſt quelquefois un petit défaut d'équilibre, un petit excédent de poids dont il eſt ſurchargé. On peut auſſi peu conſtruire un grand bâtiment ſans cloux que ſans poutres. Nous ne connoiſſons pas toujours quels ſont les cloux dont on a beſoin, on les mépriſe & on les néglige, on ne ſoupçonne pas même qu'ils ſoient néceſſaires.

L'expérience, la combinaiſon des faits, en un mot toutes les choſes que les Anglois ont opérées depuis le commencement du ſiecle, & les moyens qu'ils ont employés, prouvent d'une façon inconteſtable toutes les idées ſpéculatives qu'on vient d'avancer. Les obſervations du Bilan au ſujet de cette Nation, ſont tout au plus des paradoxes dont on doit chercher la ſolution: car les réſultats ſont contraires aux faits exiſtans. Jamais la ſpéculation & les conjectures théoriques ne ſauroient détruire des faits manifeſtes, & une pratique viſible. Je dois en-

core obſerver, que l'Auteur du Bilan & autres qui ont écrit d'après des Auteurs Anglois, croient mal-à-propos s'appuyer de leur autorité ; les frondeurs en Angleterre ſont plus outrés, plus paſſionnés que ceux des autres Nations. Leur partialité donne dans les excès les plus ridicules ; & c'eſt une autorité très équivoque que la leur, pour s'inſtruire des forces & des revenus du Royaume. Je conviens qu'il y a des vices dans l'adminiſtration Angloiſe. Tout ce qui reluit n'eſt pas or. Leurs avantages ne ſont pas peut-être auſſi conſidérables qu'ils le paroiſſent ; mais vouloir repréſenter l'Angleterre dans ce moment-ci, comme un Etat qui eſt en décadence, affoibli & ſur le penchant de ſa ruïne, c'eſt un paradoxe inſoutenable, & dont l'abſurdité ſaute aux yeux.

Je ne dois pas omettre un point eſſentiel, abſolument néceſſaire & indiſpenſable pour favoriſer la circulation des fonds, en ſoutenir le prix, & par conſéquent entretenir le taux de l'intérêt à un prix plus modique ; ce qui eſt le but de la finance, & le ſymptôme d'un crédit floriſſant. Nous avons développé le parti que l'Angleterre tire du jeu qu'il y a dans les fonds. Or ce jeu ne pourroit ſe faire, ſi on ne pouvoit pas engager ſes fonds avec facilité. Cela paroît défendu en France par l'extenſion de la Loi qui défend de prêter ſur gages. Il faudroit donc expliquer & reſtreindre cette loi,

dont l'esprit ne sauroit jamais s'étendre sur cet objet. Je n'examine pas à présent, si un Mont de piété, un Lombard, ne seroient pas très utiles à la France, & le moyen le plus efficace de prévenir les usures criantes qui ruïnent tant de particuliers. Il me suffit de faire sentir, que les inconvéniens que la législation suppose, ne se rencontrent pas dans l'engagement que je propose des fonds publics: car ni les vols domestiques, ni le désordre, qui peuvent régner dans les familles par la facilité de prêter sur gages, n'ont lieu ici. Les Catons en Hollande; les plus riches Magistrats, sont ceux qui prêtent de plus grandes sommes sur des fonds, à un intérêt modique; ce qui contribue autant à en soutenir le prix que s'ils achetoient pour leur compte. Tout le monde sait que quand on est forcé de vendre à l'instant même un fond quelconque; l'acheteur s'en prévaut & le prix baisse: or par le moyen de l'engagement on prévient des ventes forcées; ceux qui ont des fonds peuvent se retourner, ne sont guere ou rarement obligés de vendre dans le moment, renversant le prix souvent avec un chétif & mince objet. (21). D'un autre côté il

(21) Cette ressource d'hypothéquer les Fonds, qui autrefois favorisoit la circulation, est devenue funeste depuis quelque tems en Angleterre par l'abus qu'on en a fait. Voici le cas. Plusieurs de ceux qui donnoient de l'argent sur les fonds, se sont avisés de vendre d'abord à terme à de hauts prix pour leur compte; & puis à la faveur des hausses nouvelles, dont il y a à Londres des manufactures inépuisables, ils ont intimidé le public, & vendu les fonds, qu'ils avoient en hypo-

y a nombre de perſonnes, qui, ſur une ſpéculation, voudroient acheter de grandes parties dans les fonds, mais qui, leur argent n'étant pas rentré, ou ne pouvant pas l'employer dans cet objet, renoncent aux fonds de France. Au lieu que dans ceux de Hollande, ou d'Angleterre, il ſuffit d'avoir en argent comptant 20000 Liv. pour achetter 100000 Liv., attendu qu'on trouve toujours à l'engager à un modique intérêt; ſi bien qu'au lieu de payer des uſures, on en retire du fond même, c'eſt-à-dire du ſurplus de 20 pour ℅ qu'on a au-delà de ce qu'on a emprunté. Il y en a qui engagent des fonds pour un tems, ayant beſoin de leur argent ailleurs, d'autres pour jouïr purement & ſimplement d'un grand intérêt du ſurplus, ſans aucun riſque, en vendant leur fond à terme. Ce ſont trois claſſes nombreuſes, qui attirent dans les fonds beaucoup d'argent qui n'y rentreroit pas ſans cela. Ainſi par les engagemens on empêche beaucoup de papier de ſe préſenter ſur

theque, 5 pour cent, & puis 10, au-deſſous du cours; la frayeur gagnant, ils ont continué le même manege, juſqu'à obliger ceux, qui avoient engagé ces fonds, à des ventes forcées au prix le plus bas. C'eſt ce qu'on a fait depuis un an & demi dans les Indes & dans la Banque, en détruiſant le crédit public & la fortune des particuliers. Procédé indigne & deſtructif. Il y a des moyens pour prévenir cette mauvaiſe manigance, ſans gêner la circulation. Cet objet mérite l'attention du Gouvernement; & le Parlement vient, à ce que j'apprends, de condamner de pareils procédés dans un cas où l'on s'en eſt plaint: mais cela ne ſuffit pas pour les prévenir dans la ſuite; on doit, ſans embarraſſer la circulation, employer des moyens plus efficaces, que l'on ſe réſerve d'indiquer en tems & lieu.

la place ; ce qui prévient un grand inconvénient, & procure un grand avantage. Le nombre des acheteurs augmente prodigieuſement, & celui des vendeurs diminue. Qu'on juge de ſon utilité ; on ne ſauroit pour le bien public, pour le bien du commerce, du crédit & de la circulation, trop mitiger en France les loix au ſujet des prêts ſur gages.

Diſons un mot ſur les Fonds de Hollande.

Il faut obſerver d'abord, qu'on confond en France tous les fonds ſous le nom de papier. On dit communément : Le papier en Angleterre a baiſſé ou augmenté. Cette expreſſion eſt vicieuſe ; les fonds en Angleterre ne ſont pas en papier, non plus que les actions en Hollande ; c'eſt pourquoi on ne peut pas perdre des actions en Hollande, ni aucun fonds public en Angleterre, comme on perd en France des actions des Fermes ou des Indes ; mais on peut en Hollande perdre des obligations ou contrats à la charge de l'Etat, qui ſont des papiers, quelques-uns au porteur, mais le plus grand nombre au dernier poſſeſſeur, avec des actes annexés pour prouver les titres. Il y a des obligations à la charge de la Généralité, c'eſt-à-dire des ſept Provinces Unies, qui rapportent 3 pour $\frac{2}{3}$ d'intérêt. Les autres provinces ont fait des emprunts à un intérêt plus haut, mais elles n'ont pas grand crédit, excepté la Hollan-

lande. C'eſt la Province de Hollande qui a le plus grand nombre d'obligations à ſa charge, même pour pluſieurs centaines de millions de florins; & cependant ce papier vaut le pair, & au delà, quoiqu'il ne rapporte que deux & demi pour cent. Pluſieurs choſes concourent à ce crédit énorme.

La premiere c'eſt, que les grandes richeſſes des Hollandois ſont en argent; & c'eſt le pays du monde, après l'Angleterre, où il y a la plus forte circulation d'argent, tant en eſpeces qu'en papier. Ils en ont plus que le commerce le plus étendu ne peut abſorber; avec cela les épiceries, qu'ils fourniſſent ſeuls à toute l'Europe, à l'Amérique & à l'Afrique, entretiennent & augmentent périodiquement cette abondante circulation. Il n'y a point de Nation qui ait tant prêté à l'Angleterre, à la France, à la Saxe, & à d'autres puiſſances, que la Nation Hollandoiſe.

La ſeconde cauſe qui fait que le papier appellé obligation eſt ſi recherché, c'eſt qu'il y a une Loi en Hollande, qu'un Tuteur ou Adminiſtrateur des biens des Mineurs ne peut employer ſes fonds qu'en obligations à la charge de l'Etat. Il y a à Amſterdam & dans les autres villes de la Hollande une chambre qu'on appelle d'Orphelins, à la tête de laquelle ſont les principaux Magiſtrats; & dès que quelqu'un meurt *ab inteſtat*, ils s'emparent de la direction de cette ſucceſſion, dont tous les biens ſont

placés en obligations; cette pratique a beaucoup de bon, & beaucoup de mauvais: mais c'eſt toujours un levain qui contribue à ſoutenir le prix & le crédit de ce papier.

Il y a auſſi des Hollandois de l'ancienne roche, qui n'ont pas de foi à des fonds qu'ils ne voient pas, & qui veulent avoir dans leurs coffres tout leur bien en papier à la charge de l'Etat, qu'ils croient bonnement être tout ce qu'il y a de plus ſolide dans l'Univers. Les Notaires & les Courtiers font encore une eſpece d'agiotage au ſujet des titres en divers tranſports. Mais ceci eſt trop compliqué pour le détailler.

Les actions de la Compagnie Orientale & de l'Occidentale en Hollande, & tous les fonds Royaux d'Angleterre, ainſi que les actions, ſont transférables dans les bureaux reſpectifs, ſur le nom & ſur le compte de ceux qui en font l'acquiſition; ſi bien qu'on n'a pas de papier à garder. Ce ſont les livres du Bureau qui conſtituent la propriété. Un étranger ne ſie rien à ſon correſpondant; il y a même en Angleterre des liſtes imprimées où les noms de tous les intéreſſés dans les actions de la Banque, de la Compagnie des Indes & du Sud, ſont marqués avec une étoile, s'ils ont 500 Liv. Sterlings de Capital; deux étoiles s'ils ont 1000 Liv. Sterlings, trois s'ils ont 1500 Liv.; & pas davantage. On ſait que c'eſt encore un aiguillon à certaines gens pour s'intéreſſer dans ces fonds, qu'on appelle corporations en An-

gleterre. Toutes ces pratiques, qui ne paroiſſent rien enviſagées chacune à part, contribuent plus qu'on ne penſe, par leur enſemble, à la circulation, & par conſéquent à la grandeur & à la ſplendeur d'un Etat. Ce qui y contribue encore davantage, c'eſt l'exactitude à payer les intérêts à l'échéance; même les rentes viageres. Le retard qu'on eſſuie en France, ſous prétexte de paiement par ordre Alphabétique, a cauſé beaucoup de désagrément chez l'étranger au préjudice du crédit. Je ne ſais ſi cette méthode eſt abſolument néceſſaire en France, mais elle ne ſe pratique pas à Londres; & je ne vois pas qu'il ſoit impoſſible de faire aux bords de la Seine, ce qu'on fait ſi facilement aux bords de la Tamiſe, dans des circonſtances égales: car on ſait, à n'en pouvoir douter, qu'on fait les fonds à point nommé, auſſi ſcrupuleuſement qu'à Londres; & il n'y a que les commis des payeurs qui apportent ce retard ſi préjudiciable au crédit. Revenons aux actions.

Une action de la Compagnie de Hollande a été originairement de 500 Liv. de gros; ſavoir 3000 florins de Banque valent cent pour cent, c'eſt-à-dire 100 fois 30 florins de Banque. Les dividendes ſe reçoivent toujours ſur le 1er. Cent. Ainſi quand on dit que la Compagnie a décrété quinze pour ℅ de dividende, on entend quinze fois trente florins, dont on paie 190 à l'Etat. Le dividend eſt arbitraire & ſujet à des variations. On a donné ſix années de ſuite 40 pour ℅;

& plusieurs années 12½, 15 & 25. Cependant on paie toujours le même droit à l'Etat. Les actions qui ont valu au-delà de mille, & longtems roulé entre 21 & 24 mille florins, ne valent à présent (en 1761) que 380 ; en 1752 elles étoient encore aux environs de 600. La baisse du prix de ces actions a dérangé bien des fortunes de plusieurs particuliers, & diminué celles de bien d'autres. Chaque cent pour cent fait un objet de 64 tonnes d'or, dont le bien des intéressés dans la Compagnie, qui sont presque tous Hollandois, se trouve diminué. Les Portugais ont été les plus forts intéressés, & par conséquent ont beaucoup souffert de la décadence de la Compagnie. Il faut encore observer, que quand on dit que les actions des Indes d'Angleterre valent 160, c'est-à-dire 1600 Liv. Sterling, chaque pour ⁰/₀ des fonds d'Angleterre est de 10 Liv. Sterlings; ainsi chaque pour ⁰/₀ des actions Orientales d'Amsterdam est de 30 florins de Banque ; de sorte que quand on dit que les actions de cette chambre valent 400, cela veut dire 400 fois 30 florins de Banque ; & quant aux actions de la Compagnie Occidentale, chaque pour ⁰/₀ est de 60 florins de Banque ; ainsi lorsqu'on dit qu'elles valent 34, cela veut dire 34 fois 60 florins de Banque. Il y a mille gens qui ignorent cela. J'ai lu il y a quelque tems dans la gazette d'Utrecht : *les souscriptions en Angleterre sont à 96 Sterling* ; c'est une erreur : les souscriptions cottées à 96, cela signifie 960 Liv.

Sterling, qui font 96 pour $\frac{0}{0}$, chaque pour $\frac{0}{0}$ étant de 10 Liv. Sterlings; par conſéquent cela valoit 960 Liv., & non pas 96, comme il paroît par les gazettes. J'ai trouvé auſſi nombre d'abſurdités dans les écrits qu'on a faits au ſujet du commerce des Indes.

La Compagnie des Indes d'Angleterre, ni aucune autre, n'envoie en tems de paix vingt millions tournois toutes les années en eſpeces d'or & d'argent aux Indes, comme le ſuppoſe l'Auteur du Bilan; en 1762 la Compagnie Angloiſe n'a point envoyé d'eſpeces dans l'Inde; cela peut être arrivé pendant qu'elle a eu la guerre à la côte de Coromandel & au Bengale; encore ne puis-je me perſuader qu'elle ait envoyé une auſſi forte ſomme: cela eſt exagéré au moins de la moitié, & l'on trouvera qu'en tems de paix, la Compagnie n'envoie pas, une année portant l'autre, 6 millions tournois en argent aux Indes. Tout ce qu'on a dit depuis les Romains juſqu'à nos jours ſur cet article, prouve trop. Je doute fort que le commerce de l'Inde ait ruïné les Romains, comme le ſuppoſe l'auteur du Bilan; M. le Préſident de Monteſquieu, dans ſon excellent traité ſur les cauſes de la grandeur des Romains & de leur décadence, n'aſſigne celle-là que très légérement, & comme acceſſoire à d'autres bien plus importantes.

Il me ſuffit d'obſerver, 1°. que ſelon M. de Monteſquieu même les Romains ne tiroient pas tant de maſſes d'or & d'argent de

leurs mines que nous en tirons de l'Amérique. Ce métal eſt chez nous denrée & ſigne ; nous devons en exporter comme denrée, pour lui conſerver ſa valeur en qualité de ſigne. 2°. Les Romains n'avoient pas des établiſſemens dans l'Inde, où des particuliers font des fortunes immenſes, qu'ils rapportent en Europe. 3°. Les Romains théſauriſoient, & tout conſpiroit à engorger la circulation dont ils n'avoient pas la moindre notion. Ils ne connoiſſoient ni Lettres de changes, ni annuïtés, ni papiers Royaux qui portent intérêts. Tout ſe faiſoit avec des eſpeces ; les impôts ne rentroient que difficilement dans les mains d'où ils ſortoient ; c'eſt pourquoi avec tant de reſſources ils en manquoient au beſoin. Les emprunts dans les momens critiques étoient inconnus & devenoient impraticables ; les Barbares les rançonnoient ou les ſaccageoient. Point d'expédiens de crédit pour faire face aux accidens imprévus. Voilà les raiſons de leur décadence, qui viennent encore à l'appui de mon Syſtême.

Je ne nie pas que le commerce de l'Inde ne ſoit réellement un commerce de luxe pour certaines Puiſſances ; mais il eſt demontré que c'eſt une ſource de richeſſes pour l'Angleterre, & le plus beau fleuron de ſa couronne. Il faut d'abord réduire à moins de la moitié l'exportation ruïneuſe des eſpeces ; ajoutez à cela, que la Compagnie Angloiſe repompe de l'étranger infiniment

plus que l'Auteur du Bilan ne dit ; & il y a une troiſieme choſe à laquelle il ne fait pas attention, & qui bonifie une partie de la perte que la Nation peut faire par l'envoi de ſon argent aux Indes ; ce ſont les fortunes immenſes que divers particuliers, & tous les employés de la Compagnie font dans ce pays-là. Ces éponges Aſiatiques, *per fas & nefas*, apportent périodiquement dans la patrie une partie des tréſors des Indes, ſans quoi, depuis les Romains juſqu'à nos jours, l'Aſie auroit déja épuiſé non ſeulement tout l'argent de l'Europe & de l'Afrique, mais même celui de l'Amérique.

L'ÉNONCÉ de cette propoſition en fait ſentir l'évidence. Si l'aſſertion de l'Auteur du Bilan étoit vraie, l'Aſie auroit déja l'argent de tout l'Univers. Tout ſyſtême qui mene à l'abſurde, eſt faux. Or ce ſyſtéme mene à l'abſurde. La Compagnie des Indes en Hollande enrichit encore l'Etat-même, en appauvriſſant les actionnaires ; & ce paradoxe ne peut ſe concilier que par le principe que je viens de développer. Les fortunes prodigieuſes & rapides que les particuliers font aux Indes, bouchent les trous que ce commerce, d'ailleurs deſtructif par l'envoi de l'argent, peut cauſer à l'Etat, & même à l'Europe, qui ſeroit peut-être plus heureuſe, s'il étoit poſſible de ſe paſſer de thé & d'autres drogues exotiques de ce pays-là, ainſi que des toiles & d'autres inutilités d'un luxe exceſſif & dangereux ; mais ce luxe une fois

établi, il ſeroit encore plus ruïneux d'en aller chercher les élémens chez l'étranger. Je crois que l'Europe, tôt ou tard, retirera une partie de l'argent qu'elle a prodigué en Aſie, après l'avoir avec tant de peine arraché de l'Amérique par des mains Afriquaines. En attendant ce grand événement, je ſoutiens que les particuliers établis dans l'Inde ont de tout tems glané une partie de ce que les commerçans d'Europe y ont envoyé. Il eſt encore vrai que les Compagnies des Indes s'étant multipliées en Europe, il en eſt réſulté pluſieurs inconvéniens. Le premier, c'eſt qu'il en ſort plus d'argent qu'il n'en faut pour entretenir ſa valeur en qualité de ſigne, qui ſeroit trop avili ſans le débouché de l'Aſie; le ſecond eſt, que la concurrence des achats des manufactures Indiennes & autres denrées exotiques, les enchériſſent en Aſie, c'eſt-à-dire qu'il faut plus d'argent pour une même quantité de marchandiſes; & la même concurrence militant dans les ventes en Europe, fait baiſſer le prix de ce qui a couté ſi cher à ſa ſource; c'eſt pourquoi les Compagnies ne font plus les profits d'autrefois, & les Employés dans les Compagnies, qui écrément le commerce, y font plus de progrès.

L'Auteur du Bilan prétend, que la Nation Angloiſe achete plus qu'elle ne vend, & cela depuis aſſez longtems. Si cela étoit vrai, le Gouvernement ne ſeroit pas en état de faire face à un commerce auſſi étendu,

qui ſe ſoutient avec une aiſance admirable. La célérité des équipemens des Anglois, le nombre de leurs vaiſſeaux, la rapidité avec laquelle ils font les trajets, & l'opulence de leurs chargemens, donnent le démenti à tout ce que l'Auteur avance d'après certains Anglois paſſionnés ou mal inſtruits: je crois voir un homme robuſte, à qui l'on veut perſuader qu'il eſt malade.

L'Auteur du Bilan fonde ſes aſſertions ſur le change, qui paroît déſavantageux au commerce des Anglois (22); mais pour que le change fût le barometre du Bilan du commerce des Nations, il faudroit que toutes les denrées fuſſent échangées ou troquées l'une pour l'autre, & qu'après cette opération le quotient fût remis à la partie gagnante. Mais c'eſt une chimere, & cela ne s'exécute qu'en théorie. Il y a cent incidens & accidens momentanés qui rendent ce ſigne équivoque; & la plus grande preuve qu'il l'eſt, ſeroit la fauſſeté des réſultats que l'Auteur avance, dans le cas même où ces obſervations ſeroient ſuppoſées avérées. Tout le monde ſent, par la plus légere connoiſſance politique de l'Europe, que l'Auteur prend le change. La métaphyſique, qui s'appuie ſur le calcul, eſt plus illuſoire & plus ſpécieuſe que toute autre. Nous perdons l'eſprit à force d'en avoir, & nous ne ſavons

(22) Depuis la paix le change, ſelon les principes-mêmes de l'Auteur du Bilan, montre que la balance du commerce eſt du côté des Anglois.

plus rien à force de ſavoir trop de choſes. Il faut encore obſerver que le commerce eſt un jeu, qu'on ne ſauroit faire qu'avec ceux qui ont auſſi à perdre. Il n'eſt pas poſſible de faire toujours ſon profit excluſivement à celui des autres; c'eſt pourquoi le commerce univerſel eſt une chimere. Il y a un taux qui fait le partage des Nations induſtrieuſes, ſituées d'une façon avantageuſe pour le commerce. Leur opulence n'eſt pas plus durable que la chance du joueur, à moins que les richeſſes du ſol, & l'adminiſtration politique, ne contribuent à favoriſer l'induſtrie & à ſoutenir le commerce de la Nation. L'avantage, dans l'ordre naturel des choſes, peut être du côté de la France; mais comme la nature de l'or & de l'argent eſt de circuler, les richeſſes qui enfantent un luxe, ſe tournent ſouvent au profit des Nations pauvres, & toujours au profit des Nations commerçantes. Ce fils de la richeſſe eſt le pere de la pauvreté; l'excès des richeſſes en Angleterre en fera peut-être un jour négliger les ſources, & en pervertira l'uſage. Cela pourra devenir la cauſe de ſa chûte; mais le moment actuel ne paroît pas encore être celui de ſa décadence.

(23) La rareté des eſpeces ſur la place

(23) Il y a de grands abus en Angleterre au ſujet de la monnoie: preſque toute la monnoie va au creuſet, à cauſe du gain qu'on y trouve; mais ce ſeroit l'objet d'un Traité ſéparé. Le plus grand inconvénient paroît provenir de la diſproportion qu'il y a entre l'argent monnoyé & la matiere métallique. Cette diſproportion provient, ſelon Mr. Karſte-

de Londres, dont parle encore l'Auteur du Bilan, vient ſouvent d'accidens momentanés, qui ſont bientôt réparés. Comme la monnoie eſt plus forte & de meilleur alloi, on en fait ſortir par toutes ſortes de moyens. Les Anglois faiſant venir une grande quantité de piaſtres d'Eſpagne, & les exportant avec une petite rétribution, cela influe ſur le change. Mais tout comme un particulier immenſement riche, peut, même à cauſe des entrepriſes lucratives, ſe trouver court d'argent, ſa caiſſe étant épuiſée, il arrive la même choſe à une Nation commerçante; mais l'embarras ne dure guere; on y remedie par les reſſources du change, en ſe prévalant ſur des effets; il arrive ordinairement qu'une grande abondance d'eſpeces ſuccede à cette rareté. C'eſt ce

boom, de ce qu'on ſe tient toujours religieuſement attaché à la proportion établie par Acte de Parlement la 43me. année du Regne de la Reine Elizabeth. Locke, tout grand homme qu'il étoit, paroît avoir pris le change là-deſſus; Louwndes la réfuté. Le chevalier Bernard, M. Schirtz, ont traité amplement la matiere; il paroît eſſentiel de redreſſer l'ancienne proportion établie, qui fait profiter environ 10 pour Ct. à mettre l'argent au creuſet, ſource de la diſette d'argent, diſette illuſoire, qui ne diminue en aucune façon les richeſſes du Royaume. Il eſt vrai que cela eſt onéreux au Gouvernement, a qui cet abus coûte de grandes ſommes. On pourroit y remédier, en employant des moyens qui préviendroient cette diſette apparente en entretenant toujours une abondance d'eſpeces courantes dans la circulation. On pourroit encore multiplier davantage la petite monnoie, à l'exemple du Portugal; mais tout dépend de la proportion; depuis Charles le hardi & Marie de Bourgogne l'argent a baiſſé 30 à 40 pour Ct., de ſa valeur relative avec l'or. Des gens très intelligens croient que les défenſes d'exporter la matiere métallique ſont infructueuſes & inutiles, & qu'il en eſt de l'argent comme des grains: la diſette eſt l'effet naturel de pareilles défenſes.

qu'on a toujours obſervé. Ecoutons le Préſident de Monteſquieu ſur cette matiere.

„ Dans le pays de commerce, l'argent „ qui s'eſt tout-à-coup évanouï, revient, „ parce que les Etats qui l'ont reçu le doi- „ vent. Cette rareté, ou cette abondance, „ d'où réſulte la mutation du change, n'eſt „ pas la rareté ou l'abondance réelle; c'eſt „ une rareté, ou une abondance relative. „ Par exemple, quand la France a plus be- „ ſoin d'avoir des fonds en Hollande, que „ les Hollandois n'ont beſoin d'en avoir „ en France; l'argent eſt appellé commun „ en France & rare en Hollande, & *vice* „ *verſa.*"

Le même Auteur dit plus haut „ que „ l'argent eſt une marchandiſe de plus, „ que l'Europe reçoit en troc de l'Amérique & qu'elle envoie aux Indes. Une „ plus grande quantité d'or & d'argent eſt „ donc favorable, lorſqu'on regarde les métaux comme marchandiſes. Elle ne l'eſt „ point, lorſqu'on les regarde comme ſignes, parce que leur abondance change „ leur qualité de ſignes qui eſt beaucoup „ fondée ſur leur rareté" —— „ Le change, dit-il dans un autre endroit, ayant „ donné aux hommes une facilité ſinguliere „ de tranſporter l'argent d'un pays dans un „ autre; l'argent n'a pu être rare dans un „ lieu, qu'il n'en vînt de tous côtés, de „ ceux où il étoit commun: la fixation du „ prix ſe forme en raiſon compoſée du to-

„ tal des choſes avec le total des ſignes, „ & qui varie, ſelon que les accidens du „ commerce font pancher la balance d'un „ côté ou de l'autre." Selon lui les effets mobiliers, comme l'argent, les billets, les lettres de change, les actions ſur les Compagnies, les vaiſſeaux, &c. toutes ces marchandiſes appartiennent au monde entier. Le peuple qui poſſede le plus de ces effets mobiliers, eſt le plus riche &c. Ce grand homme a connu ce principe, mais il n'en a pas ſenti les conſéquences. Quand il a parlé des fonds publics, il a pris le change ſur leur nature ; cet objet étoit au-deſſous de lui, il lui eſt échappé. Il dit encore ailleurs „ De-même que l'argent eſt un ſigne „ d'une choſe, & la repréſente ; chaque „ choſe eſt un ſigne de l'argent & le re- „ préſente ; & l'Etat eſt dans la proſpérité, „ ſelon que d'un côté l'argent repréſente „ bien toutes choſes, & que d'un autre côté „ toutes les choſes repréſentent bien l'ar- „ gent, & qu'ils ſont ſignes les uns des au- „ tres : c'eſt-à-dire, que dans leur valeur „ relative, on peut avoir l'un ſitôt qu'on a „ l'autre." C'eſt préciſément le cas des dettes publiques, dont il parle ſi différemment dans pluſieurs endroits de ſes Ouvrages (24).

Si le produit du commerce étoit tout englobé dans le montant du revenu territorial, comme le ſuppoſe encore l'Auteur du Bi-

(24) Voyez l'Eſprit des Loix Liv. II. Ch. 5. 6. 10. Liv. XXII. Ch. 2 & 17.

lan (25), que deviendroit la Hollande, dont le revenu territorial eſt preſque abſorbé par l'entretien du territoire? L'entretien des digues & des grands chemins coûte plus à l'Etat, que les terres ne lui rapportent. Cependant le produit du commerce & de la conſommation eſt immenſe, malgré la meſquinerie des artiſans, qui fait paroli à la ſobriété françoiſe, ſans avoir les mêmes avantages; car la main d'œuvre y eſt beaucoup plus chere qu'en France. La Hollande eſt encore une preuve, qu'en Commerce l'avantage excluſif eſt une chimere. Elle ne trouve ſon profit que dans l'opulence de ſes voiſins; leſquels ſouffriroient à leur tour, ſi, par une malheureuſe révolution, cette République venoit à être anéantie. C'eſt un pont de communication, une eſpece d'entrepôt, dont l'entretien eſt eſſentiel au commerce des autres Puiſſances. Celui qui a des actions, des obligations à la charge de l'Etat, des annuïtés ou autres fonds en Angleterre, les convertit en argent à un pour %, plus ou moins, ſelon le cours de la place, ſoit à Amſterdam, ſoit à Londres; & c'eſt un grand avantage pour l'Angleterre, que ſes fonds aient cours ſur les deux places; & il ſeroit à ſouhaiter qu'on établît ce commerce pour les fonds en France: ce qui ne ſeroit pas impoſſible (26).

(25) On trouvera la réfutation de ce principe dans la troiſieme partie de ce Traité.

(26) Ce Traité a été écrit dans un tems où les fonds de France avoient plus de cours.

Je me ſuis un peu écarté de mon objet, pour relever quelques erreurs où l'ingénieux Auteur du Bilan eſt tombé d'après des Auteurs Anglois, & autres, que je ne vénere pas moins, quoiqu'ils ſe ſoient trompés. On ne doit pas rougir d'errer dans une route, où M. de Monteſquieu a ſi ſouvent bronché. Ces incurſions excentriques ne m'ont pas paru tout-à-fait étrangeres à mon ſujet, & je reviens ſur mes pas, pour faire un corollaire des réſultats de mon Syſtême.

Je crois avoir prouvé, d'un côté, que l'or & l'argent, qui ont inondé l'Europe par la découverte de l'Amérique, & de l'autre côté que l'augmentation du Commerce pour apporter dans le nouveau monde tant de manufactures & de denrées de l'ancien, ont cauſé une révolution dans le ſyſtême politique, civil & moral de l'Europe: que ces mêmes métaux ont eu beſoin, à leur tour, de nouveaux repréſentans en qualité de ſignes, parce que leur abondance a encore multiplié les choſes qu'ils repréſentent: que les fonds publics concourent à cette fin, en doublant les richeſſes qu'ils repréſentent: qu'il n'y a rien qui contribue davantage à la circulation, que la Dette Nationale des Anglois; elle a augmenté le numéraire & a coopéré à la fixation des richeſſes: que ſans la création de ces fonds, les trois puiſſances commerçantes ne ſeroient pas ſi riches numérairement, & ne pourroient pas faire cir-

culer l'argent néceſſaire au triple objet du commerce, de la finance & du luxe: que les impôts rentrent en partie dans la main dont ils ſortent, & qu'ils circulent au grand avantage du public: que par conſéquent ils ne ſont pas ſi nuiſibles que l'on prétend: que les dettes de l'Etat ſont très utiles juſqu'à un certain point: qu'elles ont des bornes, paſſé leſquelles elles deviendroient très dangereuſes: qu'un fonds d'amortiſſement eſt eſſentiel au crédit, & néceſſaire à l'Etat: qu'en tems de paix on ne ſauroit, avec trop de ſoin, libérer une partie des Dettes de l'Etat, mais qu'une libération entiere ſeroit dangereuſe; je crois qu'on doit toujours conſerver une maſſe proportionnée de papier circulant, aux taux les moins onéreux pour l'Etat: que du crédit dépendent les plus grandes opérations, & que s'il n'eſt pas très floriſſant, il eſt tout-à-fait inutile, & qu'on ne fait que puiſer avec le ſeau des Danaïdes (L'expérience fait voir que le jeu d'actions contribue beaucoup au crédit, & à la circulation des fonds publics, & que ſans ce jeu, l'Angleterre n'auroit pu faire les emprunts conſidérables qui lui ont procuré des ſuccès ſi étonnants): que pour parvenir au même but, il faudroit, autant qu'il ſeroit poſſible, ſe modeler ſur eux pour les imiter, en ſubordonnant cependant les opérations aux principes du Gouvernement. J'ai fait ſentir que ſans le commerce des Indes, l'argent ſeroit encore plus avi-

avili en qualité de ſignes : qu'on en repompe une grande partie par les particuliers, qui s'y enrichiſſent, & rapportent leurs richeſſes en Europe : que les obſervations de l'Auteur du Bilan ſur le change, ne ſont pas ſures : que c'eſt un thermometre abuſif, une bouſſole trompeuſe, quand on ne fait pas attention à toutes les circonſtances obſervées par le Préſident de Monteſquieu : & qu'en un mot la Dette Nationale a enrichi le Royaume, augmenté ſon numéraire, favoriſé la circulation, le commerce & l'induſtrie, procuré les plus grands ſuccès dans la guerre, & qu'il n'y a que ſon excès qui puiſſe détruire & anéantir tous ces avantages : qu'on peut prévenir cet excès par les moyens du *Sinking-fond* ; ce qu'on détaillera plus particuliérement dans le ſeconde partie.

FIN DE LA PREMIERE PARTIE.

SECONDE PARTIE.

Nouveaux Moyens d'augmenter le fonds d'Amortiſſement de l'Angleterre, & de libérer une partie de la Dette Nationale.

DEPUIS que les lumieres ſe ſont ſi généralement répandues, depuis que tout le monde ſe mêle de Commerce, depuis que les principes des Finances ne ſont plus des myſteres, ni des ſecrets d'adeptes, on peut réduire tout au calcul. Le crédit, qui autrefois n'étoit qu'un être de raiſon, une idole qu'on encenſoit par habitude, eſt devenu un être réel, qu'on peut acquérir par ſyſtême, perdre par accident, & rétablir par principe. Mais il y a des préjugés en tous nos jugemens, il paroît qu'ils ſont comme l'alliage de la raiſon, il faut les reſpecter ou les détruire.

L'ANGLETERRE, avec moins de reſſources apparentes que la France, a un crédit plus brillant: la forme de ſon Gouvernement y contribue. Mais ſi la France avoit ſuivi les mêmes principes dans les opérations de ſes Finances, ces préjugés ſe ſeroient en partie effacés. Au commencement de la derniere guerre en 1755, les fonds en France firent meilleure contenance que ceux d'Angleterre: loin de fléchir & de baiſſer, tout le papier ſe ſoutint à merveille. La ſeule création d'une caiſſe d'amortiſſement avoit

donné une consistance & un coloris au papier, & avoit subjugué tous les anciens préjugés qui avoient détruit le crédit; mais le plan n'étoit pas assez réfléchi, les principes n'étoient pas assez combinés, l'on n'avoit pas assez prévu les accidens. Je suis persuadé que le crédit se seroit soutenu plus longtems, si, en créant la caisse d'Amortissement, l'on avoit eu la précaution de prévenir le public qu'on devoit suspendre les extinctions en tems de guerre, en spécifiant que ce fonds serviroit pour lors comme d'un surcroît d'hypotheque, pour assurer le paiement des intérêts, dont l'exactitude & la bonne foi doivent être inviolables comme en Angleterre. Le tout auroit dû se faire avec la concurrence & la sanction du Parlement. Le manque de ces formalités, & de ces précautions, a été cause qu'on a été, pour ainsi dire, arrêté par des ruisseaux, quand on avoit des fleuves à franchir.

En Angleterre le fonds d'amortissement a eu un usage plus étendu. Cette machine de cire plioit au gré du Gouvernement, & étoit employée aux dépenses de la guerre; les hypotheques pour les intérêts de la Dette Nationale alloient leur cours, étoient imperturbables, solides, suffisantes & sacrées: point de dettes exigibles; on couloit sur une riviere tranquille au milieu de l'orage, tandis qu'en France on étoit entraîné par un torrent.

La Caisse d'amortissement en France a disparu comme un phantôme, & le crédit

s'eſt anéanti quand on en avoit le plus grand beſoin. Cela ne ſeroit pas arrivé ſi l'on avoit aſſigné des hypotheques ſolides & inviolables, pour payer ſéparément les intérêts de chaque emprunt ſur une taxe ou ſur un impôt ſéparé, & créé, comme on fait en Angleterre, lors de l'emprunt. En France tous les intérêts des emprunts ſont confondus & aſſignés ſur les aides & les gabelles & les cinq groſſes fermes, qu'on enviſage comme une mer ſans rivage, dont on ne voit point de port.

Dira-t-on, après les faits que je viens d'expoſer, que le fonds d'amortiſſement doit toujours être ſuſpendu en tems de guerre, comme une opération contradictoire & incompatible avec les nouveaux emprunts qu'on doit faire? Point du tout; au moins je ne le crois pas. On peut mitiger ce principe, & en tirer de plus grands avantages; il n'y a que la forme qui ait été vicieuſe en France, & ce vice régnoit dans toutes les opérations de ſes finances. J'ai beaucoup prêché en France l'utilité d'un fonds d'amortiſſement permanent en tems de paix comme en tems de guerre, & l'on n'a pas tout-à-fait rejetté mes principes, on en a même fait uſage. Mais on ne les a pas tous ſuivis; on s'en eſt même beaucoup écarté en d'autres points. Je préſume qu'on auroit pu ſauver en France toutes les apparences, en faiſant d'auſſi fortes extinctions par des réductions d'intérêts ſoi-diſant li-

bres, en préſentant le Capital.

En 1750 l'Angleterre, à la faveur de la paix, de l'abondance d'argent, du crédit, & d'une bonne adminiſtration, parvint à réduire à 3 pour $\frac{0}{0}$ toutes les annuïtés de 4 pour $\frac{0}{0}$, dont il y avoit immenſément, & cela en préſentant de rembourſer le Capital à ceux qui ne voudroient pas ſe prêter à cet arrangement. Le Gouvernement a même, pour-ainſi-dire, puni ceux qui s'y ſont refuſés, ou qui ont héſité, déclarant que ceux qui ne s'y conformeroient pas dans un terme aſſez court ſeroient d'abord rembourſés, au lieu que les ſouſcrivants jouïroient encore de $3\frac{1}{2}$ pour cent d'intérêts pendant ſept ans. Au moyen de quoi, il y en a eu peu qui aient demandé le rembourſement. Le moment étoit favorable, les meſures étoient bien priſes, & on avoit quelques millions en Caiſſe; avec cela les trois corporations, ſavoir la Banque, la Compagnie des Indes, & celle du Sud, étoient prévenues & gagnées par le Gouvernement, ainſi que quelques gens pécunieux, qui ne ſavoient que faire de leur argent; de ſorte que cette opération, qui dans la théorie paroiſſoit impoſſible, ou au moins difficile, fut faite avec une grande aiſance & un ſuccès prodigieux.

Il y a donc des choſes plus faciles à exécuter qu'à concevoir. Il eſt conſtant qu'on peut, avec cinq millions ſeulement, quand le crédit eſt bien ménagé, opérer la réduc-

tion des intérêts de cinquante, ſans pourtant forcer perſonne, en offrant des rembourſemens, & en en faiſant quelques-uns : tout dépend du moment & de la façon de s'y prendre. La France a été à la veille de pouvoir ſaiſir ce moment; on l'a négligé, & l'on a été obligé enſuite de ſubſtituer des moyens moins plauſibles ou moins glorieux. L'exemple que je cite eſt un fait éclatant, connu de tout le monde, & dont on auroit pu profiter. Mais le moment eſt paſſé, on ne ſauroit le rappeller.

Venons à l'Angleterre, où le feu de Veſta ne s'eſt encore jamais éteint. La bonne foi n'y a encore jamais été violée, & n'y a ſouffert aucune atteinte ſur l'article du crédit des fonds publics. J'ai fait voir les moyens par où le crédit a été ſoutenu longtems; j'ai prouvé que la Dette Nationale avoit enrichi la Nation, en augmentant ſon numéraire. J'ai développé les principes de la circulation, l'utilité & la néceſſité de ces fonds; mais j'ai reconnu qu'il y avoit un *maximum* qu'il falloit prévenir, & que ſi les guerres ſe ſuccédoient, ſans que dans l'intervalle de la paix on libérât une grande partie de ces dettes, la machine croule-roit, & pourroit entraîner la ruïne du Royaume. C'eſt pourquoi je ſoutiens que l'Angleterre a beſoin d'un *Sinking fond* auxiliaire & permanent, qui ait lieu en tems de guerre comme en tems de paix. Il en réſulteroit de grands avantages pour le public & pour le Gouvernement.

Supposons pour un moment, qu'après quelques années de paix on fût parvenu à diminuer de plusieurs millions la masse de la Dette Nationale, & qu'étant réduite par exemple à 70 ou 80 millions seulement, ce qui est très possible, une guerre survînt, & que pendant cette guerre on continuât de rembourser au prorata toutes les années un million & demi des anciennes annuïtés de 3 pour ℅ au pair, ou Capital ; n'est-il pas clair comme le jour, que cela étayeroit le taux de l'intérêt, qui ne pourroit pas enchérir ? Cette opération donnant une grande élasticité à la circulation, tous les ressorts du crédit conserveroient leur activité, & les nouveaux emprunts se feroient encore avec plus de facilité, & à un intérêt moins onéreux.

Je prie le lecteur de faire bien attention, que le provenu du *Sinkingfond* n'étant pas suffisant pour les subsides extraordinaires dont on a besoin en tems de guerre, & ne pouvant pas prévenir un nouvel emprunt, il est beaucoup plus utile de l'employer à sa véritable destination, par laquelle il étaie forcément le prix des anciens fonds ; & qu'en conséquence l'intérêt de l'argent reste à un taux plus bas, & favorise beaucoup plus par ce moyen les nouveaux emprunts, qu'en les faisant d'un million de moins par l'emploi du *Sinkingfond*. C'est une réflexion, pour ne pas dire une vérité, que je soumets aux lumieres de tous ceux qui connoissent la magie

de la circulation & du crédit ; & je leur laiſſe à développer les avantages infinis qui en réſulteroient pour la Nation Angloiſe. Mais peut-être eſt-ce une chimere de théorie ; voyons ſi elle ne pourroit pas ſe réaliſer dans la pratique.

Pour procéder avec méthode, enviſageons encore une fois d'une façon plus analytique la Dette Nationale & le *Sinkingfond;* peſons ces deux objets, réduiſons-les à leurs juſtes dimenſions. Nous avons démontré qu'il n'y avoit, à proprement parler, que l'objet des intérêts qui fût à charge au Gouvernement, attendu que le Capital n'étant pas exigible, il eſt preſque comme non exiſtant pour le Gouvernement, mais d'ailleurs très utile au public, qui s'en eſt enrichi. Si pourtant on abuſoit de ce principe, les impôts deviendroient éternels, ſe multiplieroient encore dans la ſuite, la maſſe des fonds pourroit avec le tems fauſſer les reſſorts de la circulation, le crédit pourroit venir à manquer, & tout l'édifice tomberoit en ruïne. Je ſoutiens que cette époque eſt encore éloignée ; ſi elle étoit prochaine, le mal ſeroit peut-être ſans remede : ainſi, en partant du point actuel, il faut encore obſerver, qu'il eſt évident que les 130 millions Sterlings que la Nation doit dans ce moment-ci, ne lui ſont pas beaucoup plus onéreux que les 80 millions qu'elle devoit à la mort de la Reine Anne, ou à la fin de la guerre de la ſucceſſion, attendu que les intérêts étoient beau-

coup plus forts ; & il eſt conſtant, que les arrérages de ces 130 millions ſe montent à peu près à la même ſomme que les 80 en 1714.

Il eſt encore à propos de faire remarquer ici, que depuis 1728 juſqu'à 1738 que commença la guerre d'Eſpagne, le *Sinking-fond* créé des excédens des hypotheques pour les intérêts, & des réductions volontaires en préſentant le Capital, avoit déja diminué la Dette Nationale, ſi je ne me trompe, de plus de 20 millions Sterling. Le *Sinking fond* augmente à meſure qu'on l'emploie ; par la progreſſion des intérêts annuels accumulés par de nouvelles extinctions, & joints par accroiſſement au Capital, il produit en peu d'années un fond prodigieux, quelque foible qu'en ſoit le commencement, c'eſt-à-dire le provenu des premieres extinctions. Cette progreſſion géométrique qui en réſulte, eſt immenſe & étonne l'imagination ; c'eſt un foible ruiſſeau, qui devient un fleuve dans ſa courſe. Il eſt encore vrai que pour jouïr de cette progreſſion, les Anglois ont été obligés de conſerver toujours les impôts affectés pour ſervir d'hypotheque aux intérêts des anciens emprunts déja éteints & rembourſés ; c'eſt un inconvénient. Je parlerai ci-deſſous des moyens de le mitiger.

Il faut obſerver de plus, que le *Sinking-fond* étoit beaucoup plus conſidérable, & alloit à plus de 3 millions Sterling ; mais

il a été chargé de 700 mille livres de la liſte civile, & de toutes les non-valeurs des hypotheques, ainſi que des intérêts & extinctions des dettes courantes appellées *unfounded debts;* ce qui eſt juſte. Je laiſſe aux Anglois à calculer, à combien ſe monteroit le *Sinkingfond* actuel clair & net; il eſt conſtant que, ſi, après la premiere année, il étoit augmenté des intérêts des fonds éteints, & ainſi ſucceſſivement, conformément à la nature de ſa création, on verroit au bout de douze ans un accroiſſement prodigieux de ſa puiſſance. Si pour-lors (je parle toujours hypothétiquement) on continuoit toujours le rembourſement au prorata des anciens fonds, le prix n'en pourroit jamais tomber, vu que la maſſe ſeroit déja très diminuée & en moins de mains, & qu'on auroit une chance d'un prochain rembourſement au pair, ce qui ne pourroit que faciliter prodigieuſement tout autre emprunt à un taux modique, avec le moindre petit avantage pour les prêteurs. Mais cette opération ſeroit trop longue par le moyen du *Sinkingfond* actuel, déja trop affoibli. L'incertitude de la durée de la paix, les propos des frondeurs, la maſſe énorme de la Dette Nationale, préſentée ſans ceſſe comme un épouvantail, font des impreſſions trop vives pour s'accommoder de tant de lenteur: il faudroit, ce me ſemble, une opération d'éclat, d'un effet rapide, comme celle de 1750, pour mettre en fuite tous

les phantômes qui minent le crédit & donnent de l'inquiétude.

VOICI, par exemple, une opération par laquelle on pourroit, ce me ſemble, effacer d'abord 12 millions & demi de la maſſe de la Dette Nationale, c'eſt-à-dire les convertir en un fonds propre à s'éteindre de lui-même, & cela en employant ſeulement 425 mille livres Sterling par an du *Sinking fond*, pour un certain nombre d'années, & dont on récupéreroit ſucceſſivement une partie tous les ans. Voici le moyen : on n'auroit qu'à ouvrir une ſouſcription en Angleterre pour créer des rentes viageres à $7\frac{1}{2}$ pour $\frac{0}{0}$, & recevoir indiſtinctement de l'argent, ou des annuïtés de 4 pour $\frac{0}{0}$ rembourſables de 1761, & des annuïtés de 3 pour $\frac{0}{0}$ (27). Or les annuïtés de 3 pour $\frac{0}{0}$ étant encore à 10 pour $\frac{0}{0}$ (28) au deſſous du pair, le viager devient plus avantageux : la confiance qu'on a dans le Gouvernement, & l'aſſurance Parlementaire, le grand luxe qui porte preſque tout le monde à augmenter ſes revenus, la grande maſſe des annuïtés, l'idée où pluſieurs peres de famille ſont d'aſſurer un petit viager à leurs enfans comme une poire pour la ſoif; tout cela feroit en peu de tems, ſi je ne me trompe, convertir d'abord $12\frac{1}{2}$ mil-

(27) Cette ſeconde partie ayant été écrite en 1763, où ces Annuïtés de 1761 n'étoient pas encore rembourſées; on pouſroit appliquer le projet à un autre fonds analogue à celui-ci.

(28) Elles étoient aux environs de 90 en 1763.

lions Sterlings des annuïtés dans ce viager à fond perdu, & effaceroit beaucoup le phantôme de la Dette Nationale; l'intérêt de ces 12 millions d'annuïtés éteint, en conservant les hypotheques, augmente le *Sinking fond* de 410 mille livres par an; donc avec 425 mille seulement du *Sinking fond*, sans nouvelle taxe, ou nouvel impôt, on payeroit les $7\frac{1}{2}$ pour $\frac{0}{0}$ de viager (29). Et le *Sinking fond* resteroit encore assez fort pour continuer d'autres extinctions tous les ans, acquérant chaque année de nouvelles forces par l'accroissement des intérêts des extinctions ordinaires, & des viagers qui s'éteignent par la mort de ceux qui en jouïssent. Ce surcroît d'intérêt versé dans le public, entre au bout de l'année dans les anciens fonds où les rentiers placent leur argent; la masse diminuant, le prix des anciens fonds se soutient, le crédit acquiert une nouvelle force, & sa circulation devient moins sujette à être embarrassée par le moindre volume de l'ancienne dette qu'on craint tant.

On pourroit répéter cette opération, je m'imagine, avec succès, une année ou deux après la premiere conversion à fonds perdu, & parvenir à convaincre les plus obstinés, qu'on peut venir à bout de dompter

(29) 3 Millions & demi de 1761 à 4 pourcent coûtent £ 140 mille. 9 millions de 3 p. C. coûtent 270, ensemble 410. $12\frac{3}{4}$ millions à $7\frac{1}{2}$ font 835; manque 425, que le fonds d'amortissement doit fournir pour quelques années.

le coloſſe de la Dette Nationale, & de le réduire au terme qu'il ſeroit imprudent & dangereux de ne pas conſerver, puisque j'ai démontré qu'il falloit abſolument une circulation ſuffiſante de ces richeſſes factices, que le crédit a créées, que le crédit ſoutient, & dont le crédit a un ſi grand beſoin.

Voilà donc un moyen poſſible que je viens d'indiquer, pour éteindre avec une partie du *Sinking fond* 25 millions, qu'on convertit en viager, qui s'éteint de lui-même; & l'on conſerve des racines du même *Sinking-fond*, qui ſe reproduit de nouveau d'année en année, & ſe rétablit dans ſon ancien état par l'extinction des viagers. Il faut encore obſerver, que dès que la maſſe du viager eſt éteinte, les 425 mille livres du *Sinking-fond* ſe trouvent récupérées: récupération très ſenſible dès les premieres années, par le grand nombre de ſujets ſur leſquels elle roule, attendu que la maſſe eſt grande. On ne doit pas craindre qu'elle le ſoit trop, tant par les raiſons que je viens de dire, que parce qu'elle n'eſt d'abord que 10 pour $\frac{0}{0}$ de la Dette Nationale; ce qui ne fait pas aſſûrément, à beaucoup près, un dixieme des biens des particuliers, dont on eſt toujours bien-aiſe de mettre une petite parcelle en viager. L'opération pourra vraiſemblablement ſe répéter deux ou trois fois après la premiere converſion. L'empreſſement pour placer des viagers en France dans des cir-

conſtances épineuſes, confirme mes conjectures.

Ces opérations étant faites, on pourroit chercher des moyens pour augmenter le *Sinkingfond* & le ſéparer en deux, en affecter une partie à des extinctions perpétuelles & permanentes, qui ne fuſſent pas interrompues en tems de guerre: l'autre partie, incorporée avec les accroiſſemens des viagers qui viendroient à s'éteindre, n'auroit lieu & ne ſubſiſteroit qu'autant qu'il ſeroit néceſſaire au rembourſement d'un certain nombre de millions; après leur extinction on devroit *exonérer* la Nation de l'impôt mis lors de leur création. Il y auroit ainſi des époques pour diminuer les taxes; ce qui eſt un point eſſentiel, & à quoi l'on n'a jamais ſongé en Angleterre. C'eſt au profond génie des Anglois à couver ces principes, pour les rendre plus praticables.

Rien ne ſeroit encore à mon avis plus efficace & moins onéreux, pour créer un fond d'amortiſſement auxiliaire & permanent, qu'un droit ſur les ſucceſſions collatérales: on pourroit objecter que ce ſeroit manquer à la foi publique en chargeant les fonds. Il me paroit que cette objection n'eſt pas fondée. Ce droit collatéral 1°. eſt adopté univerſellement depuis les Romains; 2°. il eſt le plus doux & le moins injuſte: 3°. dès qu'il ſe fait avec le concours & le conſentement de la Nation par la Sanction du Parlement, il n'y a rien à dire: 4°. on doit

le mitiger, & il ne doit abſolument point avoir lieu pour les étrangers qui ont des fonds publics, parce que cela pourroit donner atteinte au crédit, & que d'ailleurs ce ſeroit une injuſtice. Un droit ſur les ſucceſſions collatérales, employé uniquement à l'uſage du *Sinkingfond*, diminueroit conſidérablement le Coloſſe de la Dette Nationale. On pourroit encore limiter la durée du droit ſur les ſucceſſions collatérales juſqu'à la réduction de la dette à 70 millions Sterling, ou le conſerver perpétuellement en aboliſſant les taxes reſpectives qu'on a créées pour les intérêts des fonds éteints; ce qui feroit grand plaiſir à la Nation, ſoulageroit tous les ordres ſubalternes de l'Etat, & favoriſeroit les manufactures. Cette perſpective ſeroit des plus riantes (30).

(30) Il y a un impôt plus juſte qu'aucun autre, dont l'Angleterre pourroit faire uſage, & qui ſeroit d'une grande utilité pour le Royaume. C'eſt une taxe ſur chaque domeſtique à l'inſtar de la Hollande. Le luxe exceſſif qui multiplie le nombre des domeſtiques oiſifs, fainéans & inutiles, eſt préjudiciable à tout le corps de l'Etat. C'eſt une armée inſolente, qui fait continuellement la guerre à la vertu & aux mœurs; les domeſtiques ſont les inſtrumens & les fauteurs du vice, du libertinage & de la débauche; c'eſt un tas d'inutiles enlevé à la culture des terres, aux manufactures, à la marine, & au Militaire. Or donc ceux qui par faſte, oſtentation & vanité, veulent nourrir & habiller ces déſerteurs de l'ordre, doivent dédommager l'Etat de cette perte par un eſpece d'équivalent. Je voudrois donc que ceux qui n'auroient que deux ou trois domeſtiques, ce qui eſt honnête & néceſſaire, ne payaſſent que dix ſchellings par tête; mais ceux qui en auroient quatre, payeroient une livre Sterling par tête; ceux qui en auroient cinq, deux livres Sterling par tête; ceux qui en auroient ſix, trois livres Sterling; & ainſi de ſuite doubler toujours la taxe ſur chaque individu qui excede le nombre donné. Il réſulteroit de grands avantages de la création de cette taxe. Les grands, les gens très riches augmenteroient

Je n'ignore pas qu'il y auroit un moyen encore plus ſimple pour créer un nouveau fonds d'amortiſſement, ou pour augmenter conſidérablement celui qui exiſte; ce ſeroit de taxer les terres ſur un pied égal. Il paſſe pour conſtant en Angleterre, que ſi la taxe ſur les terres étoit ſur un pied juſte & égal, elle rapporteroit le double. Mais y a-t-il aſſez de Patriotiſme pour en venir là? J'en doute; au moins la néceſſité, la crainte, la politique, pourroient y amener les cœurs les moins patriotiques. Il me ſuffit de faire voir, pour appuyer la force de mes aſſertions, que les reſſources ne manquent point, & qu'avec une bonne adminiſtration, un ſyſtême réfléchi, & une bonne œconomie, qui eſt le plus grand article, quoique très négligé en Angleterre, cette Dette Nationale, contre laquelle on clabaude tant, peut être conſidérablement diminuée, & qu'elle eſt d'une nature très différente de ce qu'on la repréſente; qu'il ne tient qu'à la Nation Angloiſe, non ſeulement d'en prévenir les mauvaiſes ſuites, mais de la rendre encore plus utile à la circula-

conſidérablement le revenu du fiſc, qui recevroit des ſommes immenſes des mains de Plutus, de l'orgueil, & de la vanité. C'eſt puiſer dans la véritable ſource des impôts; les ordres ſubalternes feroient des réflexions, reviendroient de la folie de multiplier des ennemis domeſtiques, & rendroient à l'Etat un grand nombre de ſujets, que la néceſſité emploieroit plus utilement, ſoit dans l'agriculture, ſoit dans l'induſtrie. Cet impôt devroit auſſi être conſacré inviolablement au *Sinkingfond*.

culation & au crédit, en empêchant un excès d'accroiſſement qui avec le tems pourroit lui devenir funeſte.

Les fortes remontrances que les Parlemens en France ont fait au ſujet des impôts pendant la guerre, quoique remplies de choſes ſublimes & dignes de ces vénérables Corps, ont cependant contribué au diſcrédit public, & au prix abject où ſont tombés tous les papiers Royaux; ce qui ne pouvoit pas manquer de gêner beaucoup la Finance & les opérations du Miniſtere dans les expéditions militaires.

Les écrits des frondeurs en Angleterre au ſujet de la Dette Nationale, ſont cauſe actuellement que leurs fonds publics ſont à 10 pour $\frac{0}{0}$ plus-bas qu'ils ne ſeroient autrement, & gênent auſſi par-là les opérations de Finances. Ces écrits ſont cependant d'une toute autre nature que les remontrances des Parlemens. Ce ſont pour la plupart des Apôtres ſans miſſion; & pour un qui écrit de bonne foi, pour éclairer la Nation & l'avertir charitablement du danger où elle ſe trouve, dix écrivent par humeur. Les premiers ſont aſſurément excuſables, & même dignes de louanges. Les autres ne ſe plaiſent qu'à découvrir la prétendue foibleſſe de leur patrie, & ne ſe font point ſcrupule de proſtituer inutilement, & de gaieté de cœur, cette Patrie qui eſt leur mere commune.

Les frondeurs anti-miniſtériaux ont beau-

coup crié ſur ce qu'on avoit dénaturé le *Sinking fond*, & que dans ces dernieres années on s'étoit quelquefois écarté de la marche invariable d'aſſigner les hypotheques ſéparées pour les intérêts des nouveaux fonds, en les aſſignant ſur le *Sinking fond*, ce qu'ils appellent *intereſt of the unfounded debt*. Ce reproche n'eſt pas tout-à-fait ſans fondement; mais les objets n'étant pas encore bien conſidérables, les conſéquences en ſont exagérées par la malice de ceux qui en parlent. Les arrérages de la guerre ſe montoient à une ſomme aſſez forte lors de la paix: le dernier emprunt de 1761, qui n'étoit pas ſuffiſant pour les éteindre, a rencontré néanmoins tant de contradiction dans la taxe du cidre, le parti de l'oppoſition a été ſi puiſſant, que le Miniſtre a cru que le *Sinking fond*, à la faveur de la paix, devoit éteindre inſenſiblement cet *unfounded debt*, comme effectivement cela arrive d'année en année (31).

(31) On a répété mille fois, & il y a beaucoup de gens qui croient, que l'Angleterre, depuis la paix, a toujours emprunté de nouveaux fonds pour payer les Intérêts des anciens. Rien n'eſt plus faux. Le Gouvernement a négocié; ou emprunté preſque tous les ans à 3 pour cent, pour convertir les billets de Marine de la Dette non fondée & d'autres annuïtés de 4 à 3 pour cent, à la faveur d'une Lotterie. Indépendamment de cette converſion, le Gouvernement a encore chaque année rembourſé, amorti & éteint une partie de cette Dette; tellement que, depuis la Paix de Fontainebleau juſqu'en 1770 inclusivement, la Dette Nationale a diminué d'environ 11 millions Sterling, qu'on a effectivement rembourſés, ſans compter les réductions. Cette année courante (1770) on a rembourſé 1 million & $\frac{1}{2}$ d'annuïtés de $3\frac{1}{2}$ pour $\frac{0}{0}$ créées en 1756, & encore cent mille Livres St. d'un autre objet,

On trouve encore mauvais qu'on ait chargé ce *Sinking fond* de la liſte civile & des *deficit* ou non-valeurs: ce qui ne me paroît pas fondé dans le ſyſtême actuel; d'autant plus que d'un autre côté on a conſolidé ce fonds d'amortiſſement avec des articles qu'on y a incorporés, & qui dans peu de tems le rendront encore plus conſidérable.

Malgré tout cela les clameurs des frondeurs ſemblent mériter quelque attention, parce qu'on ne doit rien négliger pour rendre le *Sinking fond* plus efficace, en le conſolidant par tous les moyens poſſibles. Ceux que j'indique ne me paroiſſent pas à rejetter. J'inſiſte ſur la néceſſité de créer un fonds d'amortiſſement auxiliaire & permanent, qui ſorte ſon effet tant en paix qu'en guerre.

Un fonds d'amortiſſement permanent, qui prend de nouveaux accroiſſemens par les extinctions courantes, le droit ſur les ſucceſſions collatérales, un droit de mutation, des époques pour le ſoulagement des impôts ſont des moyens efficaces.

Mon ſyſtême n'a pas été bien ſuivi en France où je l'ai indiqué: les réductions des intérêts auroient dû ſe faire ſans toucher formellement aux Capitaux, en paroiſſant libres & faites du conſentement des intéreſſés. Cela étoit poſſible après la paix, ſi l'on s'y fût pris avec méthode. Mais les

ſans compter la converſion d'un nombre d'annuïtés de 4 en 3 pour $\frac{0}{0}$. *On trouvera a la page* 128 le Tableau authentique de ces opérations. C'eſt un fait conſtant, que preſque tout le monde ignore.

premieres infractions aux contrats primitifs étant faites, on n'y pouvoit plus remédier. Je dois cependant dire, que les droits de mutation qu'on a tentés en France auroient pu être utiles, ſi l'on avoit pris des précautions pour ne point géner la circulation. Ces droits ſont trop forts, & ils rapportent moins que ne rapporteroit un droit modique par la multiplication des mutations. Perſonne ne s'arrête pour 1 pour cent plus ou moins, mais 5 pour cent ſont un objet qui mettra des entraves au Commerce (32).

(32) Je ne puis diſſimuler une idée que j'ai au ſujet du droit de mutation ſur les biens fonds. J'ai vu en France toutes les répugnances ſur cet article, & je prévois ce qui arriveroit en Angleterre ſi jamais on y touchoit à cette corde. Mais je prie tout Anglois ſenſé de me ſuivre un peu dans mes réflexions. Suppoſé que le premier financier qui a introduit les emprunts en annuités, eût imaginé la méthode ſuivante; je demande, ſi perſonne eût trouvé à redire, & ſi le crédit & la circulation ne ſe feroient pas ſoutenus avec encore plus d'aiſance. Voici ma propoſition: Je ſuppoſe que le Gouvernement n'eût exigé d'abord que 99 p. C. des prêteurs, pour donner cependant l'intérêt ſur cent, à condition que lorſqu'on vendroit ces fonds on ne pourroit non plus tranſporter que 99, & l'intérêt du ſecond acquéreur ne ſeroit que ſur 99, avec la même charge de perdre encore un pour cent à la mutation du tranſport; perſonne n'auroit fait la moindre attention à ce miſérable p. C. qu'on auroit regardé comme eſſentiel à la nature du fonds, & comme un moyen infaillible d'en aſſurer le crédit. Une pareille inſtitution attacheroit l'amortiſſement à l'eſſence du fonds, qui inſenſiblement ſe trouveroit éteint & anéanti par les fréquentes mutations ou tranſports. La Dette Nationale n'auroit jamais pu parvenir à l'excès de volume où elle eſt actuellement, les inquiétudes pour la poſtérité ſe diſſiperoient, tous les autres moyens auxiliaires & analogues à cet objet deviendroient plus faciles & plus efficaces. Voila, je crois, une vérité palpable, ſimple, & à la portée de tout le monde. Mais dira-t-on, voilà des regrets ſur le paſſé; dequoi cela nous guérit-il? je laiſſe la réponſe au lecteur. On ſent aſſez l'importance & l'utilité du moyen. Un tems peut venir, où la néceſſité engagera la Nation à ſacrifier une petite partie à la conſervation du tout. Tôt ou tard on en viendra là, c'eſt ſur la ſor-

Le droit des ſucceſſions collatérales pourroit être plus fort, à proportion des degrés plus ou moins éloignés de parenté des familles: mais par des raiſons très-puiſſantes, les étrangers n'y devroient pas être ſujets; les mêmes raiſons n'y militent pas pour l'objet des mutations.

On auroit bien fait en France de laiſſer les Tontines exemptes du dixieme, parce que l'objet des viagers & tontines a toujours été regardé comme inviolable, tellement que quand le crédit a manqué, & qu'à aucun prix on ne pouvoit trouver de l'argent, tout le monde donnoit dans les viagers & tontines, & abandonnoit ſon Capital à fonds perdu, preſque au même taux d'intérêt où les fonds publics étoient ſur la place, ſur leſquels il y avoit encore l'eſpérance de gagner conſidérablement à la paix, comme il

me qu'on doit travailler; en attendant on peut aſſurer que ſi, pendant dix ans de paix, un petit droit de mutation ſur les biens fonds du Royaume étoit employé au paiement de la Dette Nationale, cette dette ſeroit réduite au point qu'il y auroit de la témérité à la diminuer davantage; & pour lors on pourroit à ſon aiſe aſſurer la paix au dehors & diminuer les impôts, & les taxes qui ſont le plus à charge à la Nation. Mais j'avertis que, ſi jamais la néceſſité ou le Patriotiſme propoſent un pareil moyen, il eſt eſſentiel, à mon avis, de ne jamais faire payer ce p. C. ſur les annuïtés comme un droit pour le tranſport du Capital à 100; cet argent pourroit pour lors être employé à d'autres objets; le remede devient empirique: il faut tranſporter au poſſeſſeur ſucceſſif de l'annuïté 1 p. C. moins, & cela à chaque mutation; ce qui eſt plus eſſentiel qu'on ne penſe. S'il étoit poſſible de faire gouter à la Nation ce moyen, ainſi que le droit ſur les ſucceſſions Collatérales, & la converſion d'une partie des annuïtés en viager; je me fais fort que la paix pourroit être rendue plus ſtable par la ſageſſe du Gouvernement, & qu'avant dix ans on ſeroit en état de diminuer ſenſiblement les impôts.

eſt effectivement arrivé. On auroit dû reſpecter & entretenir ces préjugés pour un cas extraordinaire. L'exiſtence d'un Etat n'eſt pas pour le moment; il faut ſonger à la poſtérité. Ce n'eſt pas un ſymptôme qu'il faut guérir, il faut aller à la ſource du mal, & tâcher de conſerver les principes de la vie. L'empiriſme eſt auſſi dangereux en politique qu'en médecine.

Dans les édits de 1763 on a, avec la meilleure intention du monde, inſinué en France, que le ſyſtême de libérer les dettes de l'Etat étoit ſi ſérieux, qu'on vouloit l'étendre même aux viagers & aux tontines. Cela a fait un effet contraire. Les viagers ne ſont pas d'une nature à être rembourſés. Ce rembourſement eſt 1°. contre l'intérêt de l'Etat: 2°. contre l'intention & l'intérêt de ceux qui en jouïſſent; ce qui paroît paradoxe, & ne l'eſt pas. Il eſt contre l'intérêt de l'Etat, parce que c'eſt une charge qui diminue tous les ans; & les Parques ſont des financieres inexorables. C'eſt encore le pot au feu de Paris, me diſoit une perſonne reſpectable; & une partie de ces rentes circulent au profit des Finances. De plus l'Etat, en touchant cette corde, renonce à la ſeule reſſource à laquelle il a recours en tems de diſcrédit & de détreſſe. Ce rembourſement eſt en même tems contre l'intérêt & l'intention de ceux qui ont abandonné leur capital à fonds perdu. Ils ont placé leur argent à fonds perdu dans le

fort de la guerre, quand ils pouvoient le placer à un intéret plus fort du double qu'en tems de paix, avec de grandes chances de profiter à la paix; ce qu'ils ne pourroient plus faire à préſent ſi on les rembourſoit. Ils n'ont abandonné leur Capital que pour avoir un revenu inviolable dont ils avoient beſoin, & ſur lequel ils ont réglé leur dépenſe, & pluſieurs leur exiſtence. D'autres ont voulu prudemment aſſurer à leurs enfans une poire pour la ſoif. Un rembourſement de ces rentes viageres renverſeroit le principe de leur création, altéreroit prodigieuſement les facultés de pluſieurs, & le public s'en reſſentiroit. Je n'ignore pas tout ce qu'on dit ſur le préjugé des viagers, qu'on prétend être préjudiciables à la poſtérité (33). Il y a beaucoup de ſpécieux dans ces raiſonnemens. Tout a ſes inçon-

(33) Ceux qui placent leur argent à fonds perdu par les motifs que je viens de citer, font une bonne affaire pour eux & pour leurs ſucceſſeurs; cela peut réuſſir bien ou mal, ſelon la chance de ceux ſur qui ſont les viagers. On ne ſauroit jamais dire que ces gens-là ſacrifient les biens de leur poſtérité à leur aiſance. C'eſt un objet de ſpéculation & de convenance, comme toute autre façon de placer ſon argent. Les autres Célibataires, ou libertins, perdroient également leur bien ſans jouïr de cette reſſource; il n'en ſeroit ni plus ni moins; c'eſt encore un de ces objets de théorie & de ſpéculation que la pratique dément. Les remontrances du Parlement contre les viagers ſont des chefs-d'œuvres d'éloquence & de Patriotiſme. Cependant les viagers ſoutiennent dix familles contre une à qui ils préjudicient fonciérement. Au moins le bien que leur création a produit ſur le général de la Nation, eſt beaucoup plus grand que le dommage que quelques particuliers en ont eſſuyé. La grande maſſe ſe forme de gens qui placent leur argent pour l'intérêt de leur famille & de leur poſtérité; & c'eſt la mineure partie qui fait la claſſe réprouvée, & que le Parlement blâme avec raiſon.

véniens, tout eſt mêlé de bien & de mal. Mais le monde tel qu'il eſt, le ton du ſiecle où nous vivons, notre luxe, nos uſages & nos coutumes, rendent tous ces maux inévitables. Devenons Spartiates, allons à Lacédémone, refondons nos mœurs, adoptons celles des anciens Grecs; & pour lors je conviendrai de la réalité de certains principes contraires à ceux que j'établis.

Je reviens aux Anglois: il me ſuffit de faire obſerver pour le préſent, que ſi en Angleterre le beſoin devenoit preſſant, avant que de venir à cette Banqueroute Nationale dont on menace ſans fondement le public, on auroit aſſurément recours aux moyens que j'indique, le *Sinking fond* actuel, un redreſſement des taxes ſur les terres, un droit ſur les ſucceſſions collatérales, un léger droit de mutation, une capitation, une petite taxe ſur les matieres de conſommation, ſur les charges & emplois, une opération de Finances à la faveur du *Sinking-fond* pour convertir une partie des rentes foncieres en viagers. Tous ces moyens, dis-je, qu'on n'a pas encore entamés, doivent probablement être épuiſés avant qu'on ſe trouve dans le cas qu'on a pronoſtiqué à la mort du Roi Guillaume, quand le Royaume ne devoit que 20 millions Sterlings. Diogene, pour prouver le mouvement, contre les ſophiſmes de Zénon qui le nioit, ſe mit à marcher. On n'a qu'à ſuivre l'hiſtoire des faits, pour réfuter, par l'expérience,

tout ce qu'on a dit depuis le commencement du Siecle au ſujet de la Dette Nationale. Tout concourt à prouver mon ſyſtême par des faits conſtans, & à démontrer l'erreur de ceux à qui la terreur panique a fait enfanter des phantômes. Si mon Traité de la circulation avoit été écrit au commencement du ſiecle, chaque année eût amené une preuve de pratique pour confirmer ma Théorie; l'expérience, d'accord avec la ſpéculation, démontre l'évidence de mes principes.

De tous ceux qui ont pris le change ſur la Dette Nationale d'Angleterre, aucun ne m'a ſurpris davantage que le célebre M. Hume. J'ai eu l'honneur de le connoître à Paris, & j'ai reconnu avec un plaiſir infini, que ſon caractere étoit encore ſupérieur à ſon eſprit; c'eſt à la vérité qu'il doit cet éloge (34). Ce grand homme a écrit, avant la derniere paix, un *Eſſai ſur le crédit public*, que je n'avois pas lu lorſque je compoſai la premiere partie de mon *Eſſai ſur la circulation.* On me l'a indiqué depuis, & j'ai été d'abord fâché de trouver que mon Ecrit parût préciſément une réfutation du ſien. Il vint quelque tems après à Paris; il fut très content de mon Eſſai, & la modeſtie ne me permet pas de répéter ce qu'il m'en a dit, ainſi que ſur la lettre qui ſe trouve à la fin de cet ouvrage pour

(34) Des ſervices eſſentiels qu'il m'a rendus depuis à Londres, lui donnent ſur ma reconnoiſſance les droits les plus légitimes.

prouver que la jalouſie du commerce eſt mal entendue, & que les vrais intérêts des Puiſſances ne ſe croiſent pas. Ce ſublime génie a auſſi effleuré le ſujet de la jalouſie du commerce; s'il en avoit plus développé les principes j'aurois ſupprimé ma lettre; mais l'eſpérance qu'il le fera un jour, & les éloges dont il a honoré ce petit écrit, m'ont décidé à le publier. Je me flatte que M. Hume rectifiera auſſi quelques-unes de ſes idées ſur la circulation & le crédit public. Il peut avoir raiſon dans un certain ſens, quand il annonce que la Nation détruira le crédit, ou le crédit la Nation. Cela arriveroit ſans doute ſi l'on n'y prenoit garde. Je crois l'avoir tranquilliſé là-deſſus; mais je ne ſaurois m'empêcher de lui faire ſentir encore, avec toute la ſoumiſſion que je dois à ſes lumieres, qu'il avance une autre aſſertion, dont les conſéquences pourroient être auſſi dangereuſes que les principes m'en paroiſſent haſardés: la voici.

M. Hume dit, que ſi l'on paſſoit l'éponge ſur la Dette Nationale, on ſacrifieroit quelques centaines au ſalut de pluſieurs milliers. Je n'examine pas à préſent ſi l'on doit dans aucun cas ſacrifier l'honnête à l'utile; je ſoutiens ſeulement, que des milliers ſe reſſentiroient très longtems du ſacrifice de ces centaines. M. Hume n'a pas fait attention que, ſi l'on ſupprimoit trois millions Sterling de rentes qu'on paie dans le Royaume, ces trois millions ſupprimés

arrêteroient la circulation repréſentative de 30 millions de dépenſe; que tous les ordres de l'Etat, juſqu'au mendiant, s'en reſſentiroient; que la ſource des taxes, des acciſes & des impôts ſe trouveroit tarie. Voyez l'exemple de la circulation d'un ſeul écu dans la premiere partie de cet ouvrage. Si l'on en venoit-là, on ſe mettroit pour-ainſi-dire à genoux devant une guinée; on en a vu l'exemple en France, quoiqu'on n'y ſoit jamais venu à cette extrémité. Les fonds en France n'ont cependant jamais eu une circulation facile; la conſtitution de ce Royaume eſt très différente. Ses reſſources ſont infinies, & néanmoins lors de la chûte du ſyſtême de Law on a vu que la déſolation étoit preſque univerſelle; on n'avoit pourtant pas paſſé l'éponge ſur toute la Dette Nationale à beaucoup près: le commerce ſeroit arrêté, la banqueroute publique entraîneroit celle d'une grande partie des Négocians, dont les facultés & le crédit ſe trouveroient anéantis; l'induſtrie ſeroit pour un tems nulle, & contrainte à s'exiler; l'agriculture s'en reſſentiroit auſſi; l'incendie deviendroit général, & le déſordre univerſel. L'Etat, le Gouvernement, ſe trouveroient ſans reſſources; & cette convulſion dangereuſe ameneroit cette époque fatale, où le ſouffle d'un enfant peut renverſer des Etats. C'eſt alors qu'on pourroit dire avec M. de Monteſquieu, que le tableau de l'Etat ne conſerveroit plus que le

cadre, facile à rompre par le moindre effort étranger.

Je ſuis perſuadé que M. Hume, quand il écrivit cet Eſſai, n'avoit pas fait encore une analyſe exacte & commerçante de la circulation, de la Nature des fonds & des rentes; il avoit vu quelques vérités déſavantageuſes aux billets de crédit, qui lui en interceptoient d'autres propres à en corriger les inconvéniens: ainſi la vérité nous conduit ſouvent à l'erreur, & l'erreur à la vérité. On doit épuiſer le faux, en écarter les illuſions, pour parvenir au vrai. M. Hume avoit vu que la multiplication des ſignes repréſentatifs, aviliſſoit la monnoie; mais il n'avoit pas fait attention à la néceſſité de ces ſignes, pour repréſenter tant de choſes que l'abondance de l'or & de l'argent a pour ainſi dire rendues néceſſaires.

Refondons nos mœurs, rétrogradons d'une vingtaine de ſiecles, réduiſons le genre humain à ſon état primitif, faiſons diſparoître nos beſoins factices devenus néceſſaires, ſoyons tous philoſophes, rejettons avec Diogene le pot d'argile pour boire dans le creux de la main, ſoyons pauvres & vertueux; pour lors les principes de M. Hume auroient lieu. Mais comme il n'y a pas d'apparence que cela arrive de quelques centuries, ſuivons notre routine, & tâchons d'en corriger les abus. Faiſons comme Solon, qui donnoit aux Athéniens les meilleures loix dont ils étoient capables. Il

faut ſouvent vivre avec ſes ennemis, & s'abonner avec ſes infirmités. L'imperfection eſt notre appanage ; les petits inconvéniens doivent céder aux grands. Ne nous tuons point de peur de mourir, quelque certitude que nous ayons de l'arrivée de ce terme.

Tout Etat, quelque bonnes que ſoient ſes conſtitutions politiques, porte en ſoi le germe de ſa deſtruction. Si Sparte & Rome ont péri, dit un Auteur moderne, quel Etat peut eſpérer de durer toujours ? Le régime des gens ſains, dit le même Auteur, n'eſt pas propre aux malades. Il ne faut pas vouloir gouverner un peuple corrompu par les mêmes loix qui conviennent à un bon peuple. L'expreſſion eſt dure ; mais le principe de ce philoſophe auſtere peut être appliqué à notre ſujet. L'Angleterre ſubira apparemment le ſort des Etats qui l'ont précédée ; mais n'empiétons pas ſur la providence ; ce terme paroît être très éloigné : *tu ne quæſieris, ſcire (nefas) quem mihi, quem tibi finem dii dederint ; nec Babylonios tentaris numeros ; ut melius quidquid erit pati.*

Ceux qui ont fait l'apologie du luxe, ſe ſont jettés dans une autre extrémité : ils ont enviſagé incomplettement cette circulation multipliée, qui favoriſe l'induſtrie & le commerce ; mais ils n'ont pas obſervé que c'eſt la dépenſe continuelle, permanente, ſoutenue, ſtable & journaliere qui entretient cette circulation : au lieu que le

luxe exceſſif, en détraquant les reſſorts multipliés des facultés des particuliers, en tarit la ſource; la circulation & l'induſtrie en ſouffrent. Le numéraire d'un grand nombre de particuliers étant anéanti par un luxe forcé, ce numéraire ne ſe trouve pas éparpillé dans le public, comme on l'a fauſſement imaginé. C'eſt le grand point de la queſtion. Je ne condamne pas la dépenſe, ou le luxe relatif qui eſt proportionné aux facultés & à l'état des particuliers; mais celui qui confond les états, qui rend tant de citoyens victimes de l'opinion mal-entendue, qui les fait briller pendant un tems, pour les reléguer enſuite dans l'obſcurité d'où ils ne ſortiront point: c'eſt celui que je ſoutiens être nuiſible & deſtructif. Voyez mon Eſſai ſur le luxe.

Il y a encore une autre vice en Angleterre, qui eſt l'effet du luxe exceſſif qui y regne, & la véritable cauſe de l'augmentation énorme de leur Dette Nationale. Le caractere de cette Nation eſt de porter tout à l'excès. L'extrême eſt ſa deviſe. Vertu, vice, tout y eſt pouſſé à l'extrême: les Anglois mettent peu d'économie dans leur dépenſe publique en tems de guerre; ils font par le plus ce qu'ils peuvent faire par le moins. Je crois que perſonne n'oſeroit nier, qu'avec un tiers moins de dépenſe ils euſſent pu faire les mêmes choſes; les fortunes immenſes & rapides que leurs entrepreneurs ont faites en Alle-

magne, paſſent tout ce que les Financiers faiſoient autrefois en France. Les gaſpillages, les brigandages & les rapines ont été, à ce qu'on prétend, portés au comble. Comment ſeroit-il poſſible autrement, que la dépenſe annuelle ſe montât à près de trois fois autant que dans la guerre de 1744? Les emprunts annuels étoient pour lors de trois millions à trois millions & demi; ils ont été de douze pendant les dernieres années de cette guerre. J'avoue que les efforts ont été plus vigoureux, les ſuccès plus éclatans, mais pas à beaucoup près dans cette proportion. Une ſage économie eſt de tous les moyens le plus eſſentiel pour redreſſer les finances.

La frugalité, l'économie & les mœurs des Suiſſes, font que le Canton de Berne eſt très riche, malgré un terrain ingrat & un pays privé de Ports de mer, de manufactures & de mines. Un Ambaſſadeur de Veniſe dit un jour au Cardinal de Richelieu, qu'il ne manquoit rien à la France, pour être riche & aiſée, que de ſavoir le moyen de dépenſer ce qu'elle gaſpilloit & diſſipoit; ce mot peut également s'appliquer à l'Angleterre.

L'Anglois eſt naturellement prodigue, donne facilement dans les excès, ne connoît point la modération. La Légiſlation aura plus de peine à preſcrire les bornes à la cupidité, & à rétablir l'économie ſi néceſſaire pour le bien de leurs affaires.

C'eſt pourquoi je crois qu'ils ſeront forcément obligés de recourir tôt au tard aux moyens que j'indique pour augmenter leur *Sinking fond*, pour en créér un auxiliaire & permanent, pour établir une adminiſtration plus économe, & pour adopter un ſyſtême pacifique, conforme aux principes qu'on trouvera dans la lettre qui eſt à la ſuite de cet Ouvrage.

NOTE

NOTE pour la Page 114. *ligne* 22.

ETAT des Finances en Angleterre à la fin de la ſeſſion du Parlement en 1770. Traduit de l'Anglois.

CHAQUE année depuis la paix, le Parlement de la Grande-Bretagne, après avoir pourvu à un ſubſide ſuffiſant pour la dépenſe de l'année, a fait quelque choſe de conſidérable par rapport à la diminution de la Dette Nationale. On commença par payer ce que l'on appelloit la Dette non fondée, c'eſt-à-dire, telles dettes dont les Intérêts à payer n'étoient pas aſſignés ſur un fonds ſpécial. L'année qui ſuivit la paix, cette ſorte de dettes ſe trouva monter à plus de neuf millions Sterling; & cet article fut chargé dans la ſuite de pluſieurs autres demandes. Telles parties de cette dette, qui, par leur nature, pouvoient & devoient être acquittées, l'ont été depuis: quant à la dette de la Marine, qui en fait partie, elle ne peut jamais être entiérement acquittée, par des raiſons qu'il n'eſt pas néceſſaire de détailler ici; cependant elle eſt réduite maintenant plus qu'elle ne l'a jamais été depuis la derniere paix. L'objet qui attira immédiatement après celui-ci l'attention du Parlement, fut l'acquit, ou du moins la réduction à 3 pour cent, de toute la Dette de 4 pour cent, rachetable. Cette eſpece de Dettes montoit immédiatement après la paix à près de 7 millions. Le Parlement procéda par degrés dans cette opération, ſans uſer de la moindre contrainte à l'égard des Créanciers, & ſans enfreindre le moins du monde la bonne foi nationale. On a payé de cette Dette 1, 841, 776, *Livres* & par le moyen des Lotteries le reſte a été réduit de 4 à 3 pour cent. Pendant ces Opérations la Liſte civile de ſa Majeſté s'étoit endettée de plus de 500,000 *Livres*, ce que l'on doit imputer principalement aux dépenſes extraordinaires qu'occaſionne toujours le commencement d'un regne. L'année paſſée le Parlement fit les fonds pour payer auſſi cette Dette.

Tel eſt en raccourci l'état des opérations de Finances dans ce pays depuis la concluſion de la paix juſqu'en 1770. L'année préſente ſe trouve la plus heureuſe & la plus importante de toutes, non ſeulement par rapport au produit du Revenu public, mais ſurtout eu égard à l'uſage que l'on en a fait. Le produit du revenu a été ſi grand, que le Parlement s'eſt vu en état, après avoir pourvu, plus amplement que de coutume, au ſubſide annuel, d'employer juſqu'à 1,600,000 *Livres* au rembourſement du Capital de la Dette publique. Il arriva fort à propos pour l'application de cette ſomme, que 1, 500, 000 *Livres* à 3 $\frac{1}{2}$ pour cent devinrent rachetables en Février dernier : l'on vota donc une ſomme ſuffiſante pour leur acquit, & les 100,000 *Livres* reſtantes ſervirent à diminuer d'autant la Dette de la Marine. Tout cela s'eſt fait ſans le ſecours d'une Lotterie, eſpece de ſubſide auquel on n'a eu recours que depuis peu d'années dans ce pays, avec le même ſuccès qu'il a eu dans les autres. Le Parlement crut donc devoir continuer de s'en prévaloir, & de s'en ſervir en particulier à engager, s'il étoit poſſible, ceux à qui le Parlement répondoit de 4 pour cent un certain nombre d'années, à conſentir que cet intérêt fût réduit au 3 pour cent. Les Billets de Lotterie, que le Gouvernement avoit coutume de vendre avec un profit de 1 *L.* 10 *ſ.* par Billet, ſe vendirent l'année paſſée avec un profit de 3 *Livres* par Billet, & cette année ce profit eſt monté juſqu'à 4 *Livres*. Le nombre de ces Billets a été de 50,000: ainſi la Lotterie a valu cette année au Gouvernement 200,000 *Livres*. On jugea donc à propos avant tout, d'employer cette ſomme à réduire ce qu'il falloit de cette dette de 4, à 3 pour cent, pour que cela valût au Gouvernement une Annuité de 25,000 *Livres*; & comme il y avoit un profit additionnel à faire ſur ces Billets, indépendamment de celui qui en revenoit au Gouvernement, on crut qu'il étoit honnête de préſenter cet avantage aux propriétaires des 4 pour cent,

pour les engager à donner les mains à la réduction susdite : avantage que les Miniſtres de cet Etat, dans les années précedentes, avoient diſtribué à leurs amis. Ce plan néanmoins ne réuſſit qu'en partie. Beaucoup de ces propriétaires des 4 pour cent n'enviſagerent pas l'avantage offert comme aſſez grand pour leur faire accepter la propoſition ; & la ſouſcription ne fut remplie que juſqu'à la moitié de la ſomme requiſe. Cela n'empêcha pas les Billets reſtants de ſe vendre à raiſon de 4 *Livres* de profit pour le Gouvernement ; & voici quel fut le réſultat de toute l'opération. Le Parlement rembourſa 1,500,000 *Livres* du Capital de la Dette ; & par-là on gagna une annuïté de 53,343 *Livres* : il paya pour 100,000 *Livres* de Billets de la Marine, à 4 pour cent ; moyennant quoi l'on gagna une annuïté de 4000 *Livres* : il réduiſit 1,250,000 *Livres* de 4 à 3 pour cent ; & cela rendit une Annuïté de 12,500 *Livres :* enfin l'on vendit les Billets reſtants pour 100,000 *Livres ;* & cette ſomme eſt réſervée pour le ſubſide de l'année prochaine.

Le Parlement de la Grande-Bretagne a effectué tout cela ſans charger le Peuple d'aucune nouvelle impoſition. — Ce n'eſt pas tout. Si la Grande Bretagne avoit été obligée, pour diminuer ſa dette, de rogner ſes dépenſes, de réformer ſon Etat, on eût pu dire avec aſſez de raiſon que ce décroiſſement de la dette ne prouvoit point l'accroiſſement du pouvoir. Mais nous ſommes réellement dans le cas de ce ſurplus de force. La Grande Bretagne a dépenſé par an 500,000 *Livres* de plus pour ſa Marine durant la paix préſente que pendant la derniere paix : la même ſomme annuelle de plus pendant cette paix que durant la précédente a été employée pour l'Armée : ſon ſubſide annuel a excédé de plus d'un million le ſubſide d'une année quelconque de la précédente paix ; & l'on pourroit faire voir, s'il étoit néceſſaire, que ces dépenſes additionelles n'ont point été faites en vain, mais que les for-

ces de cet Etat ont augmenté à proportion des dépenſes. Il n'y a pas de raiſon non plus de craindre quelque diminution de ces avantages dont nous avons joui juſqu'ici: les Revenus de l'Angleterre paroiſſent aller en augmentant; & comme ils rendent plus cette année que dans aucune des précédentes, on peut à-peu-près être ſûr que le produit de l'année prochaine ſurpaſſera celui de la préſente année, & que, tant que la paix durera, le Parlement de la Grande Bretagne ſera en état de rembourſer chaque année au moins 1,500,000 *Livres* du Capital de ſa Dette; ce qui fera entrer 45,000 *Livres* par an dans le Sinkingfond.

Voilà le Tableau fidele de notre état préſent.

SUBSIDE pour l'année 1770.

		Livres.	*fols.*	*d.*
16,000 Hommes pour le ſervice de mer, inclus 4287 Mariniers. . .	*L.*	832,000	: --	: --
Ordinaires de la Flotte, inclus les demi Paies des Officiers de mer. . .		406,380	: 1	: 11
Extraordinaires dito, conſtructions, réconſtructions & réparations de vaiſſeaux.		283,687	: --	: --
17,666 Hommes pour le ſervice de Terre, inclus 1522 Invalides. . . .		624,992	: --	: 2
Troupes & Garniſons dans les Plantations, l'Afrique incluſe, Minorque & Gibraltar, & Proviſions pour les Troupes dans l'Amérique Sept. Nouvelle Ecoſſe, Terre-Neuve, Gibraltar, Iſles cédées en Afrique. . .		383,248	: 1	: 11
Différence de la Paie entre les Etabliſſemens Brittaniques & Irlandois de 5 Bataillons & 5 Campagnies d'Infanterie ſervant dans l'Iſle de Man, à Gibraltar, Minorque, & aux Iſles cédées.		4,533	: 12	: 8
Penſionaires externes de l'Hôpital de Chelſea.		112,423	: 4	: 7
Dépenſes extraordinaires de l'Armée. .		235,264	: 10	: $9\frac{3}{4}$
Officiers Généraux & de l'Etat Major dans la Grande Bretagne.		12,203	: 18	: $6\frac{1}{2}$
Paie entiere pour l'année 1770 des Officiers réformés avec les 103 Compagnies de divers Bataillons réduits de 10 à 9 Comp. demeurant à demi-paie, 24. Dec. 1765.		4,513	: 16	: 8
Penſions aux Veuves des Officiers réformés, morts avec demi-paie, & mariés avant le 25 Dec. 1756. . .		664	: --	: --
Officiers réformés des Troupes de Terre & de mer de Sa Maj. . . .		123,233	: 2	: 6
Officiers & Particuliers des deux Compagnies de Gardes à cheval réformées; & Particuliers ſurannés des 4 Compagnies dito.		1,289	: 1	: 3
Dépenſe du Bureau d'Ordonnance, ſervice de Terre.		166,984	: 11	: 5
Service de l'Ordonnance, auquel il ne fut point pourvu en 1769. . . .		40,933	: 10	: 8
	Livres	3,232,350	13,	- $\frac{1}{4}$

		Livres.	*fols.*	*d.*
Monter & ſuite de cy-derriere. . . .		3,232,350,13	-	$\frac{1}{4}$
Pour acquitter d'autant la Dette de la Marine.	*L.*	100,000	--	--
Aux Barbades pour rendre le Port plus ſûr.		5,000	--	--
Pour les Forts Britanniques ſur les Côtes d'Afrique.		13,000	--	--
Pour rembourſer les ſommes déboursées ſur des adreſſes.		13,000	--	--
Le Muſeum Britannique.		2,000	--	--
Pour finir le paſſage à la Chambre des Communes.		2,000	--	--
Pour acquitter les dettes à la charge des Terres confiſquées en Ecoſſe. .		72,000	--	--
Pour bonifier les non-valeurs des 5 Millions empruntés la 31e. année de George II. pour l'année 1758. .		46,463	12	8
Non-valeur des Subſides de 1769. . .		55,011	7	$5\frac{1}{2}$
Pour payer des Billets de l'échiquier. .		1,800,000	--	--
Liſte civile du Senegal.		5,550	--	--
de la Nouvelle Ecoſſe. . .		4,239	--	5
de la Floride Occidentale. .		4,800	--	--
de la Floride Orientale. .		4,750	--	--
de la Géorgie.		3,086	--	--
Arpentage général en Amérique. . . .		1,885	--	--
Pour payer les $3\frac{1}{2}$ pour cent de 1756. .		1,500,000	--	--
Pour acquitter d'autant la dette de la Marine.		100,000	--	--
Hôpital des Enfants trouvés.		13,000	--	--
Depenſe pour les Routes de communication, & pour batir des Ponts aux pays d'enhaut.		6,998	--	--
Compenſation à François Dalby Marchand de Londres.		6,195	8	11
A diverſes Perſonnes en Hampshire, pour pertes eſſuyées en conſéquence des ordres du Conſeil pour prévenir les progrès de la maladie des bêtes à cornes.		797	7	6
	Livres	6,992,226,14	-	$\frac{3}{4}$

MOYENS de 1770.

	Livres.	*fols.*	*d.*
Taxe des Terres à 3 Sh. par Livre. *L.*	1,500,000	: --	: --
Taxe du Malt.	750,000	: --	: --
Billets de l'Echiquier.	1,800,000	: --	: --
Compagnie des Indes Orientales. . .	400,000	: --	: --
Par le ſurplus du Sinkingfond du 5e. Janv. 1770.	299,375	: 6	: $6\frac{1}{4}$
Par le ſurplus du dit 5e. Avril. .	773,240	: 16	: $\frac{1}{2}$
Item, ſurplus du dit juſqu'en Avril. .	1,700,000	: --	: --
Par une ſomme reſtant au Bureau de la Tréſorerie.	55,495	: 15	: $8\frac{1}{4}$
Des Revenus Américains.	20,000	: --	: --
Par une ſomme reſtant à l'Echiquier 5e. Avril dernier, outre & par-deſſus le ſurplus du Sinkingfond. . . .	13,596	: 5	: $10\frac{1}{2}$
Balance du Comte de Kinoul dernier Tréſorier des Troupes.	3,948	: 2	: 7
Par Lotterie de 50,000 Billets à 4 *Livres* par Billet.	200,000	: --	: --
Livres	7,515,656	: 7	: $8\frac{1}{2}$

NB. On a eu égard dans les ſommes ſusdites aux non-valeurs des Terres & du Malt ; & les 200,000 *Livres* levées par Lotterie ne ſont point appropriées, ſi ce n'eſt pour le Projet propoſé par la Tréſorerie de réduire les 4 pour cent à 3 pour cent.

TROISIEME PARTIE.

Des Finances, des Impôts, & de l'Agriculture, conſidérés principalement par rapport à la France. Réfutation du Principe qui réduit tout au produit territorial.

Mr. de Mirabeau dit, dans ſa Théorie de l'Impôt, que ce ſeroit la pierre philoſophale pour l'Etat que de faire aller par des voies régulieres la machine de la finance, non ſeulement ſans exaction, ſans rigueur, ſans fraix, mais encore par émulation. Il croit l'avoir trouvée; mais je penſe qu'il ſe trompe. Son cœur a ébloui ſon eſprit. Les ouvrages de ce vertueux citoyen, de cet aimable philoſophe, ſont remplis d'eſprit, de choſes ſublimes, de vues neuves & profondes; le vrai patriotiſme, l'humanité, & l'ami des hommes percent partout. Mais il me ſemble que dans ſa théorie de l'Impôt, il s'eſt fait illuſion ſur un ſyſtême impraticable: il a d'abord cru voir des monſtres dévorants, une ruïne prochaine & infaillible, où il n'y avoit tout au plus que des inconvéniens, & de grands abus. Il part quelquefois de principes vrais, mais il me paroît qu'il s'égare dans l'application de ces principes, quand il en déduit

les conſéquences. Il y en a d'autres dont il fait des axiomes, qui ſont démentis par l'expérience. On ne lui conteſtera pas, par exemple, que l'agriculture ne ſoit l'action organique d'un Etat agricole; que lui mettre des entraves, ce ne ſoit débiliter ſes forces, & rallentir l'action qui vivifie ſon exiſtence proſpere. On lui accordera que la perception des impôts, en France, eſt trop compliquée, trop coûteuſe, trop dure, & par-là trop forte, & même deſtructive ſur certains objets. On doit la ſimplifier, l'adoucir, la mitiger, en corriger les abus. Mais de nous repréſenter la France comme ſur le penchant de ſa ruïne, & croire que les impôts actuels paſſent de beaucoup la ſphere de la faculté contributive, c'eſt une exagération que l'expérience a démentie, & démentira longtems.

Le réſultat de la théorie de l'impôt, eſt 1°. qu'un Etat agricole, comme la France, n'a de revenu réel que le produit territorial: 2°. qu'on doit établir les impôts à la ſource des productions: 3°. qu'il faut une immunité entiere, pour tout travail & induſtrie; qu'on doit abolir toutes les taxes & les impôts, & proſcrire même le terme de finance & de ferme: 4°. qu'on doit établir une capitation générale, qui produiſe davantage, & coûte moins par la ſuppreſſion des fraix de perception, qui, ſelon lui, abſorbent un tiers des impôts, & cauſent la deſtruction générale: 5°. que les Magiſtrats

municipaux doivent avoir ce ſoin. L'Auteur prétend enfin 6°. que le revenu réel actuel de France ne ſe monte pas à beaucoup près aux taxes qu'on y leve, & que les emprunts ſont ruïneux. C'eſt à peu près le même ſyſtême que celui de l'Auteur du Bilan à l'égard de l'Angleterre. Ainſi je ne ferai ſur ce ſujet qu'un raiſonnement général, en examinant ſommairement quelques maximes détachées de ce Traité; ce qui confirmera mes précédens principes, & répandra un nouveau jour ſur les deux premieres parties de cet Ouvrage.

La théorie de l'impôt inſiſte encore beaucoup ſur la cherté des objets de conſommation. Nous avons déja obſervé, que la quantité de métaux a avili l'argent en qualité de ſigne. Un homme aujourd'hui, avec beaucoup plus de numéraire, n'eſt pas, à proportion, plus riche qu'on ne l'étoit avec moins il y a un ſiecle; mais on a beau nous repréſenter que le marc d'argent eſt au double qu'au tems de Henri IV, & que Louis XV, avec plus de numéraire, eſt moins riche que ſes prédéceſſeurs; il y a quelque illuſion dans cette aſſertion: car tout n'eſt pas au double, la ſolde du ſoldat eſt comme du tems de Henri IV, le pain à peu près de même, & ainſi de pluſieurs autres objets importans. D'ailleurs, il n'en coûte guere plus aujourd'hui pour être bien & agréablement logé, dit M. de Voltaire, qu'il n'en coûtoit du tems de Henri IV. Une belle glace de nos manufactures orne

nos maiſons à bien moins de prix que les petites glaces qu'on tiroit de Veniſe. Nos belles & voyantes étoffes ſont moins cheres, dit-il, que celles qu'on tiroit de l'étranger, & qui ne les valoient pas. Outre cela, l'on ne ſauroit nier que le nombre des riches & des aiſés ne ſoit beaucoup plus grand que du tems de Henri IV, & qu'il n'y en ait pluſieurs dont les revenus ſont doubles & triples, ce qui doit doubler & tripler auſſi ceux du Monarque.

Il faut obſerver d'ailleurs, que les premiers beſoins, qui ſont les plus forts, ſe prélevant ſur la premiere moitié des revenus, l'autre moitié peut, non pas doubler, mais quadrupler la puiſſance. Je m'explique par un exemple. Un homme qui a 50 mille écus de rente, eſt numérairement plus riche du double que celui qui n'en a que 25, & qui a le même état. Mais il eſt dans une proportion plus grande dans ſa puiſſance facultative & contributive, tant pour les objets de fantaiſie que pour les œuvres de charité, & les dépenſes de décoration & de faſte; parce que celui qui a 25 mille écus ſeulement, trouve ſon revenu abſorbé dans les premiers beſoins de l'état d'un homme qui repréſente, & qui a ſa maiſon montée ſur un certain ton, & qu'il ne lui reſte pas beaucoup pour fournir à ſes fantaiſies. Ainſi, ſi Louis XV n'eſt pas tout-à-fait du double plus riche & plus puiſſant que Henri IV, ayant plus d'un double numéraire de reve-

nu, & un plus grand nombre de ſujets riches, il l'eſt toujours beaucoup davantage. Quant à l'eſprit de fiſcalité dont on taxe notre ſiecle, il a régné de tout tems, il a toujours plus ou moins énervé, par une mauvaiſe adminiſtration, une partie de la faculté des ſujets. C'eſt la fievre des Etats; & les germes de ces maladies ſont auſſi inévitables, que ceux qui minent la ſanté de l'homme. Il faut cependant chercher les remedes, & uſer de palliatifs, quand on ne trouve pas de ſpécifiques.

Mais j'oſe avancer hardiment, ſur le raiſonnement confirmé par l'expérience, que le projet qui a ſéduit tant le monde, de réduire toutes les taxes à une ſeule par voie de capitation, en aboliſſant tous autres impôts & fraix de régie, eſt une chimere dans des pays comme la France, l'Angleterre & la Hollande. On en fit l'eſſai en Hollande en 1749, & l'on en ſentit l'erreur; on trouva qu'il étoit de toute impoſſibilité de lever ſur le public les ſommes dont l'Etat avoit beſoin, par d'autre voie que ſur les objets de conſommation, que l'on confond avec le prix des choſes. C'eſt le moyen le moins ſenſible & le ſeul poſſible; & les inconvéniens qui en réſultent, quelque grands qu'ils paroiſſent, ne ſont pas à beaucoup près auſſi funeſtes qu'on les repréſente. C'eſt ce que j'ai démontré dans la premiere partie de cet Eſſai, & que je prouverai encore dans la ſuite.

La Hollande eſt la preuve & la démonſtration, que les principes de M. de Mirabeau ne ſont pas fondés. Si les impôts ne devoient ſe prélever qu'immédiatement à la ſource des revenus, comme le prétend M. de Mirabeau, & qu'on ne pût jamais exiger qu'une partie du produit territorial, il y a longtems que la Hollande n'exiſteroit plus. Elle a peu de productions alimentaires; elle eſt preſque entiérement privée de terres labourables, de vignes, de bois; quelques prés font toute ſa reſſource de ce côté-là. Cependant cette République paie des troupes, a une marine, & a figuré ſouvent en Europe à côté des grandes Puiſſances. Les taxes & les impôts qu'on y préleve ſont bien plus forts, en tous genres, qu'en France & en Angleterre; & cependant cela n'a pas cauſé la ruïne de l'Etat: il eſt même encore dans une grande opulence. Si la jalouſie de ſon commerce ne lui avoit pas attiré tant de concurrens, l'Etat ne ſe reſſentiroit ſeulement pas des taxes exorbitantes qu'on y paie. Le pain, qui eſt un objet de premiere néceſſité, paie un impôt qui en double preſque le prix; tous les objets de conſommation y ſont plus chargés qu'en France. Les biens fonds, comme maiſons, actions, contracts, terres, le ſont davantage; & malgré cela la Hollande fleurit, & la machine de la finance va ſon train, par la magie de la circulation & du crédit qui opére ces effets ſalutaires. Ce crédit & cette

circulation ne ſont donc pas, dans la pratique, auſſi nuiſibles que M. de Mirabeau le ſoupçonne. On doit ſe rendre à l'évidence d'une expérience conſtante, ſoutenue, & non équivoque. L'aiſance du riche fournit, par la circulation, au pauvre & au mendiant dequoi payer une taxe à l'Etat par la conſommation du comeſtible pour ſa ſubſiſtance. Le mendiant obtient le néceſſaire phyſique à Paris, à Londres, & à Amſterdam, plus facilement qu'à Montauban, à York, ou en Overyſſel. La circulation & le crédit ſont deux reſſorts dont on ne connoît pas encore tout le jeu. Tout l'or & l'argent de l'Europe & de l'Amérique, qui va ſe perdre dans l'Indoſtan, ne rend pas les habitans riches; les Indiens ſont pauvres, les Princes théſauriſent & arrêtent la circulation; point de crédit qui la favoriſe. Les taxes ſur la conſommation rendent, par la circulation, non ſeulement les mendians, mais les animaux mêmes utiles au fiſc, & par conſéquent à l'Etat.

Ceux qui ont été féduits par la taxe unique, & la ſuppreſſion des ramifications des impôts, ignorent combien, dans les Etats les plus riches & les plus opulens, le nombre de gens qui ont des biens fonds eſt petit (j'entends les gens taxables par capitation, qu'on nomme en Hollande Capitaliſtes) à proportion du reſte des habitans; au lieu que les gens aiſés qui n'ont point de fonds, & qui font cependant une dé-

penſe plus que bourgeoiſe, ſont en grand nombre ; mais c'eſt leur induſtrie, leurs charges, leurs emplois, leurs talens, qui ſont tout leurs fonds ; ils dépenſent comme s'ils étoient riches, & ils ne le ſont pas. Ils ne ſeroient pas dans le cas d'être taxés dans la proportion requiſe pour trouver l'équivalent de la ſuppreſſion des fermes. Cela a été trouvé impoſſible ; je parle d'après un fait : ce point a été examiné à fond par les plus habiles financiers de Hollande. Mais la taxe ſur le comeſtible fait que l'argent qui circule rentre, en partie, dans la caiſſe de l'Etat d'où il eſt ſorti, ſe multiplie dans ſa marche, & circulant ſucceſſivement par vingt mains différentes, met chacune de celles dans leſquelles il a paſſé en état de faire les mêmes dépenſes que l'année précédente, & toujours avec les mêmes eſpeces. Un Seigneur qui dépenſe 100 mille florins par an, en fait d'abord entrer, du chef de cette premiere dépenſe, 20 mille dans la caiſſe de l'Etat ; mais ce n'eſt rien à proportion de la réverbération des dépenſes que ſa magnificence met en état de faire, avec cet argent, les ordres ſubalternes, qui ſe ſubdiviſent encore en ſous-ordres ; de ſorte qu'au bout de l'an preſque tous les 100 mille florins peuvent avoir paſſé & avoir arroſé la caiſſe de l'Etat, & en ſortir pour en nourrir les canaux de la circulation. Les rentiers contribuent beaucoup à cette heureuſe circulation, malgré tout ce qu'on peut

dire de contraire. Les impôts ne ſont réellement qu'un revirement momentané de parcelles de propriété, que les particuliers font paſſer annuellement par le fiſc pour leur conſervation, & qui reviennent, en tout ou en partie, aux mains dont elles ſont ſorties; ce cercle ſe perpétue par la rétribution du Souverain au ſujet, & des ſujets au Souverains. Toutes les déclamations contraires à cette définition prouvent trop, & menent à l'abſurde.

On nous répete ſans ceſſe, que la France & l'Angleterre ſont ruïnées; & l'expérience nous montre, que ces deux Royaumes ſont toujours dans un état très floriſſant. Il y a, je l'avoue, des abus énormes; mais ces abus-mêmes prouvent encore la vigueur de leur conſtitution: le fonds ſauve la forme. Mais on ne les réformera jamais par le moyen de la taxe univerſelle, encore moins par la taille réelle; autre chimere dans nos conſtitutions Européennes. Elles pourroient avoir lieu dans un gouvernement Sacerdotal. Chez un peuple concentré dans un petit pays, un dixieme réel des productions de la terre, avec une petite capitation, pourroit tenir lieu de tout.

Mais depuis que les Puiſſances ſoudoient des troupes en tems de paix & des flottes, pour conſerver la tranquillité au dedans & la ſécurité au dehors, un pareil moyen ſeroit inefficace. D'ailleurs il n'y a plus en Europe, excepté la Pologne, d'Etats pure-

ment agricoles ; le commerce, les pêcheries, le luxe, les billets de crédit, les fonds publics, les manufactures diverſes, multipliées en tout genre, les richeſſes factices, compoſent la maſſe des biens ; & dans le ſyſtême général, c'eſt dans la combinaiſon de ces objets divers, ſans qu'ils ſe croiſent, que conſiſte le ſecret de l'adminiſtration. Vouloir les proſcrire, les abolir, les décrier, c'eſt renverſer l'édifice. Mais comme ce ſyſtême eſt, pour ainſi dire, encore nouveau (35), nous en ſommes encore aux élémens ; nous marchons à tâtons. De-là les erreurs de tant de gens d'eſprit quand ils traitent des fonds publics, du crédit & de la circulation, quand ils appliquent les anciens principes aux finances, aux impôts, aux taxes, à la population, & à l'agriculture. Un grand génie trouvera un jour la juſte proportion de ce nouveau ſyſtême de politique, en analyſant tous les reſſorts, & en développant tout le jeu des rouages. En attendant il arrivera, comme dit M. de Mirabeau, qu'en voulant imprimer le mouvement de la roue, ſon impreſſion trop forte ſur certaines parties dérangera les autres, & en arrêtera quelquefois la marche. Dans l'état où ſont les choſes, l'objet le plus important, dans toute la ſcience politique, c'eſt la perception de la finance, puiſque delà dépend aſſurément toute ſa force, &

(35) Les emprunts n'ont commencé à prendre forme que vers la fin du ſiecle paſſé.

l'harmonie d'un Etat; il eſt queſtion de trouver des regles nettes, exactes, & ſûres: *hoc opus, hic labor eſt.*

Il y a un grand inconvénient, qui rend la taxe univerſelle par capitation, dangereuſe, quand elle ne ſeroit pas impoſſible. Une pareille taxe enleveroit une trop grande quantité d'argent à la circulation dans un même terme, & rendroit à chaque moment l'argent extrêmement rare; ce qui n'arrive pas quand il paſſe ſucceſſivement par les filieres multipliées de la conſommation. Les intervalles entre la recette & la dépenſe ſont par ce moyen en équilibre. Cela eſt ſi vrai, qu'en Hollande, où l'argent eſt pour ainſi-dire marchandiſe, tant il y eſt abondant, il étoit devenu très rare en 1747 par un accident de cette nature; voici le cas. On avoit imaginé, pour les beſoins de la guerre, un moyen de trouver dans un moment une grande ſomme d'argent ſans emprunt; on porta tous les ſujets de la République à donner, comme une eſpece de don gratuit, le 50e denier de leurs biens en quatre termes. Cette ſomme devoit être forte. Pour prévenir l'inconvénient dont je parle, on fut obligé dans la Tréſorerie de former des récepiſſés, que nombre de particuliers pouvoient prendre pour les termes reſpectifs du paiement du 50e denier, afin de prévenir la ſtagnation, ou l'engorgement, qui ſeroit arrivé dans la circulation, en dépoſant à la fois une ſi forte ſomme

dans la caiſſe de l'Etat : ce papier donna plus d'aiſance à la circulation, ſans quoi la rareté des eſpeces eût encore été plus grande. Vouloir amaſſer tout d'un coup dans un terme donné, quelque court qu'il ſoit, une trop grande quantité d'argent dans la caiſſe de l'Etat, ne ſauroit qu'engorger la circulation, & entraîner de grands inconvéniens ; ce qui n'arrive pas par la méthode des taxes ſur la conſommation, qui eſt inſenſible, journaliere, ſucceſſive, & donne par-là le tems aux eſpeces de ſortir de la caiſſe de l'Etat pour circuler encore dans le public, comme je l'ai fait voir dans le cours de cet ouvrage. Cent obſervations, que l'expérience confirme, prouvent les vérités que j'avance.

RIEN de plus changeant que la fortune des particuliers. Les uns s'enrichiſſent, les autres s'appauvriſſent. Il faudroit chaque année rectifier cette capitation ou taxe univerſelle, qui devroit être très forte pour pouvoir comprendre toutes les autres. Ce ſeroit une machine qui ſe détraqueroit à tous momens. Quel embarras! L'impoſſibilité d'un pareil projet perce de tout côté ; & une capitation ne peut être qu'un moyen de ſupplément, qui ne peut jamais rapporter la dixieme partie de la conſommation. On pourroit, tout au plus, racheter les impôts qui arrêtent & interrompent le travail du cultivateur. Ce ſeul objet ſeroit peut-être poſſible & très utile.

Au reſte l'expérience doit être notre guide. Il eſt indubitable qu'autrefois les fermiers généraux en France faiſoient des fortunes rapides & indécentes ; mais cet abus eſt bien moins grand aujourd'hui qu'il n'étoit alors. Ce n'eſt plus cette opulente quarantaine ; ce ne ſont plus des armées d'une partie de la Nation, qui courent pour ruïner l'autre : il y a, parmi les financiers, de vrais patriotes, des gens d'eſprit, & de bons citoyens. Leur métier eſt odieux, mais il paroît néceſſaire. Leurs ſubalternes commettent quelquefois des violences atroces ; mais ce ſont des abus, comme ceux qui arrivent ſous un bon général dans le militaire. Pluſieurs de ces financiers & de leurs adhérens, quand ils ne ſe ruïnent pas par un luxe exceſſif & inſultant, ſont encore, ſans contredit, très utiles à l'Etat. Ils peuvent favoriſer la circulation & le crédit ; & ces deux agens combinés étaient la machine des finances, quoi qu'en diſent ceux qui n'entendent pas ces principes.

En Hollande on a aboli les fermiers, mais non pas les fermes. On a ſubſtitué des collecteurs. En changeant de nom, on a tâché de contenter le peuple, qu'on ne peut jamais contenter ; mais la ſageſſe, le patriotiſme du Stadhouder, ſecondé du zèle des Magiſtrats, a amélioré les finances, en corrigeant, en partie, les abus qu'il y avoit, ſans abolir cependant les fermes. Voilà ce qu'on doit faire en France, où les

abus ſont plus grands, & peut-être plus difficiles à corriger par la complication des Loix & des privileges de chaque province, & par leur éloignement du centre de l'adminiſtration. J'ai tâché d'approfondir la régie des fermes en France; & il m'a paru qu'on impute ſouvent aux fermiers généraux des malheurs auxquels ils ne ſauroient remédier, & qu'on exagere toujours. Il ſeroit cependant à ſouhaiter, pour le bien de ce Royaume, qu'on trouvât encore des moyens propres à remédier à ces inconvéniens, qui n'en ſont pas moins affreux pour paroître inévitables. On leve de grands impôts en Angleterre d'une façon plus ſimple & moins couteuſe. La conſtitution du Gouvernement & le local peuvent favoriſer cette méthode. Reſte à ſavoir ſi elle ſeroit praticable en France, ainſi que ce cadaſtre dont tout le monde parle, & que perſonne n'entend.

M. DE MIRABEAU prétend que les Magiſtrats, les officiers municipaux, ſont les collecteurs nés des tributs que les ſujets de leurs juriſdictions doivent à leur Souverain. Cela paroît ſéduiſant: peut-être ce moyen eſt-il bon; mais je ne ſais ſi, dans la pratique, les difficultés n'en ſeroient pas inſurmontables, & ſi, après un laps de tems, on ne diroit pas d'eux ce qu'on dit à préſent de ceux qui ſont chargés de la perception des impôts. Tout le monde ne convient pas de l'avantage qu'ont en France,

ſur les autres, les provinces qui ſont en pays d'Etat. Je ne ſuis pas aſſez au fait de cette régie pour en juger. Mais le Miniſtre ne peut l'ignorer, & il ſait probablement à quoi s'en tenir; il l'adoptera ſi elle eſt telle qu'on la repréſente. La ſuite de gradins, & de juriſdictions hiérarchiques que M. de Mirabeau veut proſcrire, paroît preſque indiſpenſable dans la perception des impôts: & cette ſurcharge ſera toujours la pierre d'achopement partout.

Au reſte j'avoue, que j'admire & reſpecte quelques idées ſublimes qui ſe trouvent dans la théorie de l'impôt. Tout ce que l'Auteur dit ſur le ſel, & ſur le tabac, me paroît mériter l'attention du Miniſtere en France. On a ſouvent obſervé, avant M. de Mirabeau, qu'un droit rapporte en raiſon de ce qu'il eſt léger. Un droit modique paroît devoir arrêter la contrebande, & épargner les fraix diſpendieux de la régie. La ſurcharge de ces fraix retombe ſur l'uſage de la denrée; elle diminue la conſommation. Ces vérités paroiſſent inconteſtables; cependant on a vu plus d'une fois en Hollande, que la diminution des droits à la douane n'a pas produit cet effet, ni empêché la contrebande. Les Nations de l'Europe, quoique Chrétiennes, ne ſuivent pas toujours l'Evangile; on ne donne pas toujours à Céſar ce qui appartient à Céſar. Toute taxe, tout droit, tout impôt eſt payé de mauvaiſe grace. Il faut tâcher de pré-

venir cet abus; car les principes cités ci-deſſus me paroiſſent eſſentiels. Il n'en eſt pas de même, ſelon moi, des autres principes de cet ouvrage, tel que la néceſſité qu'il ſuppoſe d'un tréſor public, choſe nuiſible, dangereuſe & inutile, comme je le prouverai dans la ſuite. Je penſe la même choſe de ſon projet d'abolir toute impoſition ſur les biens ſtériles, ſur les fonds, ſur les maiſons, ſur la ſubſiſtance, ſur les charges, ſur les actes, ſur le luxe. C'eſt un enthouſiaſme patriotique, fondé ſur une métaphyſique idéale qu'on ne ſauroit jamais appliquer à nos conſtitutions actuelles, à nos mœurs, ni à la forme de nos Gouvernemens. Telle eſt encore ſa déclamation contre les fonds publics, le crédit, & la circulation : tout cela ſe trouve réfuté ci-deſſus.

Faisons encore une remarque. Les Monarques en Eſpagne, avec leurs tréſors du Pérou & du Mexique, & en Portugal avec l'or du Bréſil, n'ont jamais imaginé de créer ces fonds publics, pour leur communiquer la valeur des eſpeces, les arrêter, les fixer, pendant qu'ils circulent ailleurs, & les attirer de nouveau, en cas de beſoin, par la magie de la circulation & le crédit communiqué à ces fonds. Qui ſait ſi ce n'eſt pas là préciſément la raiſon pour laquelle les mines n'ont pas enrichi ces Royaumes? Il n'y avoit rien qui étayât l'édifice dans les tems difficiles où l'on travailloit à la répa-

ra-

ration. Ces Royaumes, dévaſtés par des cauſes morales, auroient, je crois, en partie réparé la population & l'agriculture, ſi les richeſſes numéraires de convention avoient réaliſé le paſſage momentané de l'or & de l'argent de leurs mines. Les moyens factices auroient produit l'induſtrie, & les fonds pour mettre en valeur le ſol & les biens au ſoleil dans des climats heureux. Le commerce, l'opulence & la circulation, auroient peut-être attiré des habitans que le pays comporte, je veux dire ceux de la Religion Romaine, l'intolérance s'oppoſant à l'établiſſement des autres. L'intérêt auroit pu franchir cette barriere affreuſe; ces deux Royaumes ſeroient plus riches & plus puiſſans; au lieu qu'à-préſent les habitans ſont plus pauvres que ceux de la France & de l'Angleterre, quoiqu'ils paient moins de taxe.

Je ne donne pas cette conjecture comme la ſeule cauſe de la diſproportion qu'il y a, entre l'état actuel de l'Eſpagne & du Portugal, & les ſources des richeſſes métalliques que ces deux nations poſſedent, mais comme une obſervation de l'avantage que la circulation produit dans les endroits où les métaux ſont plus rares. La miſere où les Eſpagnols ſe trouvent au Pérou & au Mexique, eſt une bien plus forte preuve que l'or & l'argent ne ſont rien en eux-mêmes, qu'autant que ces métaux peuvent procurer promptement, par des échanges, les objets de néceſſité & de ſenſualité requiſe. M. de la Condamine

atteſte, que ceux qui lui montrerent les mines du Pérou, n'avoient pas des ſouliers aux pieds, & étoient dans la miſere.

L'Espagne & le Portugal ne ſont pas dans ce cas-là. Avec un ſol très fertile & un climat heureux, ſi ces Royaumes avoient la population requiſe, les produits de la nature & de l'induſtrie rendroient, indépendamment de leurs mines, ces pays les plus abondans de l'univers; & l'échange de leurs denrées pourroit leur produire une balance de commerce plus avantageuſe que celle que les mines leur produiſent. Mais cela n'étant pas, & ne pouvant être de longtems, nous devons en attendant regarder les métaux comme une marchandiſe de leur cru; & leur exportation leur eſt néceſſaire & utile, juſqu'à un certain point. Je crois même que ſi tous les avantages de l'agriculture, du commerce & des manufactures, étoient en activité en Eſpagne & en Portugal, & qu'avec cela ils reſtaſſent en poſſeſſion de l'or & de l'argent du Pérou, du Mexique & du Bréſil, pour lors ces métaux, à raiſon de leur abondance, pourroient dans ces deux Royaumes faire leurs fonctions preſque toujours en perſonne, ſans avoir beſoin de ſignes fictifs ni de la circulation des papiers de crédit. Mais je ſuis perſuadé, en même tems, qu'il réſulteroit de cette réplétion d'eſpeces des inconvéniens funeſtes aux mœurs, au commerce même, & à la proſpérité de ces Royaumes, & que ce n'eſt pas

par l'effet du hazard que la Providence a donné à ces deux nations la garde, ou plutôt la diſtribution de ces tréſors.

Si le Portugal avoit conſervé les Moluques & Ceylan, dont il étoit en poſſeſſion avant qu'il découvrît l'or du Bréſil, l'harmonie du commerce de l'Europe auroit été renverſée. Mais ſi la Hollande avoit conſervé le Bréſil, cette harmonie ſe ſeroit encore ſoutenue. Ce pays, comme nous l'avons ſouvent obſervé, n'a rien à donner en troc. L'induſtrie, le commerce & les eſpeces, ſont toute ſon opulence, laquelle ſe ſoutient par les fonds factices qui circulent par le crédit, & qui étendent la faculté contributive pour payer des impôts. Les taxes & les impôts ſuivent l'opulence & l'aiſance, ainſi que la cherté des vivres par la concurrence des achats & la grande conſommation. Il ne faut cependant pas multiplier les taxes ſans une grande néceſſité; & l'on doit tâcher, par la meilleure police poſſible, de prévenir, ſi on le peut, la trop grande cherté des vivres. Je reviens à la circulation des fonds publics, & des papiers de crédit.

On a toujours cherché à calculer la proportion qu'il doit y avoir entre les eſpeces courantes & les papiers de crédit; & il y a longtems qu'on l'avoit fixée comme 3 eſt à 1., c'eſt-à-dire qu'il peut y avoir, ſans danger, trois fois autant de papier dans la circulation qu'il y a de monnoie. L'expérien-

ce a fait voir évidemment, que cette proportion se soutient aisément sur une masse beaucoup plus grande. Si l'on veut appeller cela disproportion, c'est vouloir se former des monstres pour les combattre; c'est aller contre l'expérience, d'autant plus qu'on trouvera la même prétendue disproportion entre l'argent & les richesses quelconques, comme terres, maisons, vaisseaux, diamans, &c.

Il ne faut cependant point confondre le papier de banque & de crédit, qui représente la monnoie, avec les papiers qui forment les fonds publics, & qui portent intérêt, quoique leur analogie soit très grande à certains égards. On peut créer beaucoup plus de fonds que de papiers de crédit. Les fonds publics ne représentent pas exactement les especes, mais ils en augmentent le numéraire par leur seule création; ils deviennent des biens fonds, tout comme une terre & une maison; ils portent intérêt sans exiger ni réparation ni culture; leur plus grand avantage, c'est de faire circuler l'argent & ce qui le représente avec plus de rapidité, & c'est par-là qu'on peut les envisager partiellement, en un certain sens, comme de l'argent comptant; ils en font souvent les fonctions. On peut, sur la place de Londres, convertir en 24 heures cent mille livres Sterlings d'annuités en especes courantes; cela arrive toujours sans presque en altérer le prix; on en fait pour des millions à terme. Ce sont des faits qu'on

ne ſauroit conteſter. C'eſt de tous les genres de biens le ſeul qui participe, pour ainſi dire, à la qualité de monnoie, étant eſſentiellement par ſa nature un bien fonds. C'eſt une obſervation importante que je ne crois pas que perſonne ait encore faite.

Je n'ajouterai plus qu'une réflexion, c'eſt que l'or & l'argent monnoyés ont une valeur arbitraire & de convention; & il n'y a aucune raiſon phyſique pour qu'ils ſoient le repréſentant de toutes les denrées, ainſi que des objets de premiere néceſſité, plutôt que les papiers de crédit qui les repréſentent. Les Indiens ont de petites coquilles dont ils font le même uſage; & toutes les objections ſpécieuſes qu'on peut faire ſur la création de ces ſignes artificiels, tombent également ſur les métaux, qu'on ne peut ni manger, ni boire. Mais l'échange des denrées étant impoſſible dans nos mœurs, on a beſoin d'un échangeur général qui ſoit la meſure du tout; & le métal n'a pas plus cette qualité que les fonds & les papiers, quand le crédit & la bonne foi les ſoutiennent par la circulation, & par un intérêt annuel qu'ils produiſent.

Les principes de M. de Mirabeau ſont à peu près les mêmes que ceux du Bilan d'Angleterre, de réduire tout au produit territorial; mais il me paroît que les dépouillemens même qu'il offre du revenu territorial de la France, combinés avec l'expérience, font voir l'illuſion de ces principes;

ſon ſyſtême prête le flanc aux objections, par les faits qui le contrediſent. Comment ſeroit-il poſſible que la France pût auſſi long-tems excéder ſes forces dans les impôts, ſans que les convulſions politiques ne fuſſent encore plus funeſtes, & pour ainſi dire, plus palpables? Je ferai voir dans la ſuite, que les dérangemens qu'on a eſſuyés en France ne ſont point tant l'effet des impôts, que des longues guerres, & du manque de crédit dans les emprunts. Le crédit & la circulation peuvent ſeuls corriger & mitiger la rigueur des taxes, comme je l'ai déja prouvé dans la premiere & dans la ſeconde partie de cet ouvrage; & l'on en trouvera encore de nouvelles preuves à la fin de cette troiſieme partie. Ces obſervations, ces recherches, ces calculs du revenu territorial pourront être utiles, en les appliquant à propos ſans exagérer, & ſans nous conduire à des conſéquences contradictoires aux faits connus, ni à des moyens qui paroiſſent impoſſibles dans la pratique, & dont les réſultats ne ſont point conformes à l'expérience. Mais comme ſans Galilée & Kepler, Newton n'auroit peut-être pas analyſé la lumiere ni approfondi les principes de la gravitation, il faut eſpérer que ces ſortes d'ouvrages feront de même développer, avec le tems, les vrais principes de l'adminiſtration des finances pour le bien & le bonheur du genre humain.

Nous ſommes encore enfans. Nos enfans

deviendront peut-être des hommes. Je ne conçois pas comment M. de Mirabeau peut faire tomber le fardeau de la taxe ſur le produit territorial, après avoir ſi bien démontré que les vexations faites aux cultivateurs détruiſent des richeſſes, qui, ſans ces vexations, ſeroient toujours renaiſſantes; que beaucoup de terres reſtent incultes, déſertes, & en friche; que la population en ſouffre, & par conſéquent la conſommation, qu'il devoit regarder comme la ſource du revenu du Prince. La ſpoliation, dit-il, deſſèche le territoire: la taille arbitraire, les corvées, & autres vexations, doivent être abolies. Mais il a ſubſtitué la même charge ſous une autre dénomination: il ne ſoulage pas cette partie de la Nation. Il me paroît ſe contredire lui-même, puiſqu'il veut qu'on établiſſe les impôts à la ſource des productions. C'eſt ſon principe favori. Peut-être eſt-ce ma faute; mais j'avoue mon ignorance: je n'entends pas ſon ſyſtême. Il me ſemble contradictoire.

Un autre principe qu'il avance, me paroît abſtractivement plus vrai & plus eſſentiel. Il faudroit, dit-il, que ni province, ni ville, ni perſonne ne pût prétendre, en vertu d'aucun privilege ou immunité, à s'exempter d'une contribution générale. Cela eſt juſte; mais il eſt impoſſible, ou inſuffiſant, de le chercher, comme il veut, dans une capitation, ou dans un impôt perſonnel, proportionné aux logemens ou lo-

yers d'habitation. Cette capitation ne peut être qu'un moyen de supplément. Les droits sur le comestible, sur le luxe & sur l'usuel, qu'il proscrit, peuvent seuls fournir cette proportion. Je l'ai déja prouvé, & je le prouverai encore dans la suite. On a essayé, encore un coup, tous ces moyens inutilement en Hollande en 1748, pour substituer une taxe générale aux impôts sur la consommation. Plus on entretiendra le peuple dans l'espérance de cette théorie, plus on embarrassera la finance, & plus on payera de mauvaise grace les impôts desquels dépendent sa conservation & son bien-être.

Le premier principe établi dans la théorie de l'impôt, & dans le Bilan de l'Angleterre, est, qu'un Etat agricole n'a de revenu que le produit de ses terres, que tout est englobé dans le revenu territorial. Cela pourroit être, s'il existoit en Europe un Etat purement agricole. La France est, comme l'Angleterre, un Etat agricole, pasteur, pêcheur, chasseur, commerçant, manufacturier, artiste, militaire. Pourquoi donc réduire tous les provenus de ses branches aux productions renaissantes du revenu territorial, & représenter par-là le colosse de la France sous la figure d'un squelette? Ce principe d'envisager le produit territorial comme l'unique source des richesses, a séduit bien du monde, & est absolument faux, ainsi que le second qui en découle, qu'il faut établir les impôts à la source des productions; maxime

deſtructive de la culture, & oppoſée au but de ſon Auteur.

Cependant pour prouver encore plus évidemment ce que j'avance, faiſons un tableau ſimple, analytique de tous les genres de biens qui forment un Etat; par-là nous découvrirons les ſources où l'on peut puiſer pour former un état juſte des finances d'un Royaume; & nous trouverons d'abord les articles ſur leſquels peuvent tomber les impôts avec moins d'inconvéniens, & dans quelle claſſe eſt chaque état.

Le premier bien eſt celui des terres. Il eſt indeſtructible; mais ſa valeur dépend du plus ou du moins de culture: il eſt ingrat ſans le travail: ſes productions ne ſont ni gratuites, ni ſpontanées: elles exigent des ſoins, même des dépenſes: elles occupent l'homme & le nourriſſent. Mais les fruits toujours renaiſſans que la terre produit ſe conſomment, & n'exiſtent plus au bout de l'an; quand la conſommation manque, ils pourriſſent. L'Etat ne s'enrichit que de la conſommation intérieure & de l'excédent de ces fruits qu'on exporte chez l'étranger. Tels ſont les terres labourables, les bois & les vignes.

Le ſecond genre de richeſſes, ce ſont les beſtiaux, & les près qui les nourriſſent; ce genre, que M. de Mirabeau a preſque oublié, eſt très conſidérable. Le bétail donne à la terre plus qu'il ne lui ôte; il y en a qui produit du lait deux fois le jour, & du

fromage. Le bœuf laboure la terre, il nous nourrit de ſa chair, il nous chauſſe de ſa peau, & nous ſert à pluſieurs uſages. La brebis nous donne du lait, du fromage, & fournit les premiers élémens de nos manufactures les plus utiles. Les laines ſont une ſource de richeſſes en Angleterre & en Eſpagne.

Troisieme genre de biens, ce ſont les pêcheries. La mer nourrit les habitans de la terre autant que la terre même, avec encore moins de dépenſe; & les grandes pêcheries ſont un objet conſidérable du commerce: objet important, omis encore dans la théorie des impôts.

Quatrieme genre de biens, les maiſons, dont le loyer ou la jouïſſance eſt un produit réel; objet véritablement périſſable; mais que la néceſſité & le luxe réparent continuellement; l'ouvrier, l'artiſan & l'artiſte en profitent.

Cinquieme genre de biens, les vaiſſeaux, denrées & magazins, & enfin le détail innombrable des objets de commerce & de trafic, qui font ſubſiſter un monde prodigieux, & qui produiſent tous les ans des ſommes immenſes, en multipliant la fonction de l'argent par la circulation: c'eſt un revenu bien autrement conſidérable que le produit territorial auquel on veut tout réduire.

Sixieme genre de biens, tous les papiers, les fonds publics, actions, papiers ro-

yaux qui portent intérêt, & dont les fruits, c'eſt-à-dire les intérêts, ne ſont pas anéantis par la conſommation comme les fruits de la terre, mais ſont indeſtructibles & permanens, ſe multiplient, par les mains par où ils paſſent, toujours avec la même fertilité ſous les auſpices de la circulation & du crédit. Voilà pourquoi, n'en déplaiſe à ceux qui ignorent ces principes, il ſe dépenſe à Paris & à Londres, avec tant d'aiſance, un numéraire qui excede l'argent qu'il y a en Europe, & que l'Etat peut lever tant d'impôts ſans ruïner la Nation: Paradoxe que les financiers de théorie ne conçoivent pas, parce qu'ils n'ont pas la véritable notion de la circulation & du crédit. Tout ſe multiplie, ſe vivifie, agit, enfante, produit, ſe reproduit par la circulation & le crédit. Rien ne croupit, rien ne s'arrête, rien ne s'obſtrue, tout circule.

Il y a un ſeptieme genre de biens, ce ſont les honoraires, les charges, & les emplois, qui mettent un grand nombre de gens en état de faire de la dépenſe, de faire ſubſiſter beaucoup de monde, de favoriſer l'induſtrie & la circulation, & augmentent ce même fiſc qui leur fournit ces moyens à la charge de qui ils ſont.

Huitieme genre de biens, tous les magazins, l'immeuble, les bijoux, joyaux, diamans, or & argent, orfevrerie, vaiſſelle, curioſités, tableaux, livres, qui augmentent le numéraire, & n'ont qu'une cir-

culation très lente, mais contribuent cependant au crédit & à étayer l'édifice.

NEUVIEME genre de biens, les manufactures, principalement celles dont l'exportation met l'étranger à contribution, & enrichit les ſujets. Celles de Lion, & autres, en France, loin de détruire l'agriculture, la favoriſent. Ce ſeroit l'objet d'une autre diſſertation, qui me meneroit trop loin. On trouve dans l'éloge de Sully, un des chef-d'œuvres de M. Thomas, un raiſonnement à ce ſujet qui me paroît hazardé.

DIXIEME genre ſurnuméraire de biens en France: c'eſt la foule d'étrangers de toutes les Nations, que la curioſité attire à Paris, & que la volupté y retient; ils y dépenſent un numéraire réel, qui non ſeulement accroît celui du Royaume, mais augmente la matiere & la circulation des eſpeces en même tems. Leur dépenſe, & celle de ceux par qui cette dépenſe circule, augmentent le revenu du Prince, qui eſt toujours momentané, & ſe trouve toujours dans la Nation. Le loyer exorbitant des hôtels garnis à Paris & ſur la route, les caroſſes de remiſe payés par l'étranger, ſont une eſpece de produit territorial fourni par l'étranger ſans fraix d'exportation.

ONZIEME genre de biens; les mines de charbons dans le pays où il y en a; celles d'étain, de fer, qui ont échappé à M. de Mirabeau. Voilà le véritable tableau des richeſſes d'un pays, bien différent de l'état

pauvre que nous offre la théorie des impôts.

Ce tableau concilie les contradictions apparentes entre les objets des impôts & leur produit, entre les facultés des sujets & les besoins de l'Etat. La gradation des impôts, d'après le tableau fidele que j'expose, seroit en raison inverse du système de la théorie de l'impôt. La source des productions, la terre, les premieres recoltes, doivent être le moins chargées, & la marche des taxes doit suivre le détail de la consommation, & augmenter sur les objets du luxe. La maniere d'en faire la perception, est un autre objet dont je ne suis pas à même d'examiner les abus. Mais les impôts rentrent presque tous dans les mains dont ils sortent; & je présume que c'est de cette direction que dépend le vrai secret de la finance, & qui pourra se perfectionner avec le tems.

Quant à présent, il me suffit de faire sentir que le produit des revenus de la France, sous les auspices de la circulation, monte au moins à dix fois plus qu'on ne le prétend dans la théorie des impôts; & qu'il est absurde de dire, que qui n'a que quatre cent millions de revenu en paie six cent. Si la perception en coute près d'un tiers, comme on le prétend, c'est assurément une grande déprédation. Reste à savoir si M. de Mirabeau ne se trompe point encore dans cette assertion. On ne trouvera point dans mes principes, fondés sur des faits &

ſur l'expérience conſtante de ce qui arrive en France, en Angleterre, & en Hollande, ces contradictions qui ſautent aux yeux, qui flattent les peuples, ſans les conſoler, ni les ſecourir; par l'impoſſibilité du ſoulagement qu'on leur fait eſpérer, & que l'on ne peut jamais réaliſer dans la pratique. C'eſt le remede univerſel, c'eſt la pierre philoſophale; qu'on cherche toujours, & qu'on ne trouve jamais. Une nation ſur laquelle on leveroit de grands impôts, ſans indiſpoſer le ſujet, & qui les payeroit par émulation, comme le prétend l'Auteur que je réfute, & où l'emploi de ces impôts aboutiroit toujours au bien public, ſans en rien détourner, une telle Nation, dis-je, ſeroit une Nation d'Anges, pour ne point dire de Dieux; & cela n'exiſtera jamais ſur ce tas de boue que nous habitons.

Le réſultat de mon ſyſtême ſe réduit donc à ceci, 1°. que le principe prétendu de réduire la faculté contributive des impôts uniquement au produit territorial, eſt abuſif; cet objet-là, quoique très important ne formant, comme on a vu, que la moindre partie de la faculté des ſujets: 2°. que l'établiſſement des impôts à la ſource de leur production, nuiroit à l'agriculture, qui doit être protégée, encouragée dans ſa ſource, par toutes les immunités & récompenſes imaginables: 3°. que les objets de conſommation & de luxe ſont ceux qui peuvent ſeuls produire un revenu proportionné aux

beſoins de l'Etat, & que la pratique & l'expérience prouvent, que la circulation répare, en grande partie, les inconvéniens qui peuvent en réſulter: 4°. que la perception doit ſe faire de la maniere la moins couteuſe, & la moins à charge à la Nation, & ſurtout ſans vexer le cultivateur; mais ce point-là eſt très difficile. Il faut encore ajouter 5°. que l'exportation à la douane eſt le thermometre d'un commerce floriſſant chez une Nation agricole & manufactrice; ces droits doivent être modiques; il faut même quelquefois donner des gratifications ſur certains articles.

L'IMPORTATION eſt d'une autre nature; c'eſt un tribut qu'on paie à l'étranger; il y a moins d'inconvénient à la charger en France, & en Angleterre, excepté les premiers élémens des manufactures, qui ne doivent rien payer. Il n'en eſt pas de même en Hollande, Puiſſance uniquement commerçante, qui achete pour revendre, & à qui le cabotage eſt eſſentiel & néceſſaire. Ce pays a une conſtitution particuliere & unique; elle doit avoir ſes regles, qui ſont des exceptions des autres; c'eſt un phénomene politique. L'hiſtoire ne fournit pas de modele de ſa conſtitution. Le thermometre de l'exportation & de l'importation à la douane, en Hollande, eſt ſouvent en raiſon inverſe des autres pays.

JE dois inférer ici une belle obſervation que j'ai lue depuis peu dans un Auteur An-

glois. On croit que la prime d'exportation pour le grain, que le Gouvernement d'Angleterre accorde, eſt à la charge de l'Etat; ou y diminue le revenu du fiſc de la ſomme de 150 milles Livres Sterlings, à quoi elle ſe monte. C'eſt une erreur, dit cet écrivain; car la Douane regagne avec uſure cette ſomme, par l'augmentation du droit d'importation provenant de cette forte exportation de grains; puiſqu'une grande partie ſe donne en troc de denrées de luxe, dont la Nation a beſoin, & qui paient de forts droits à la Douane. Ainſi, en favoriſant l'agriculture, la douane même en profite. Une autre obſervation, non moins curieuſe, que j'ai de-même trouvée dans un autre écrit, c'eſt que le prix du grain n'a pas augmenté en Angleterre depuis l'inſtitution de cette prime, & même en remontant aux époques plus reculées, juſqu'à Edouard III, en eſtimant la différence de prix du marc d'argent de ces tems-là. J'ai démontré que la France pourroit ſuivre cet exemple pour protéger l'agriculture, ſans que l'Angleterre en fût cependant moins opulente.

L'IMPÔT par tête, dit M. le Préſident de Monteſquieu, eſt plus naturel à la ſervitude; l'impôt ſur les marchandiſes eſt plus naturel à la liberté, parce qu'il ſe rapporte d'une maniere moins directe à la perſonne. L'impôt par tête ne peut jamais renfermer tous les autres; par le petit nombre de gens

gens taxables à proportion de ceux qui, insensiblement, par la consommation, grossissent les impôts avec l'argent même qui leur est fourni en dernier ressort précisément par ceux sur qui seuls on vouloit faire tomber les impôts. Mais la consommation physique, & même celle de luxe, peut, par une circulation multipliée par plusieurs canaux, fournir seule d'aussi fortes sommes, sans en épuiser les sources ni arrêter la circulation.

Il résulte encore de ce que j'ai dit, 6°. que la Caisse de l'Etat restitue au public l'argent qu'elle en a tiré, en augmentant, par les rentes & par les pensions, la faculté contributive, quoique la rétribution ne soit pas toujours également juste sur des objets particuliers, mais se reprend sur la totalité: 7°. que les fonds publics & le crédit augmentent les richesses, le commerce, l'industrie, la consommation, & la faculté contributive; ils sont nécessaires, & d'une nature très différente de ce qu'on avoit cru jusqu'à présent: 8°. qu'on doit cependant libérer, autant qu'on peut, la dette de l'Etat, pour pouvoir diminuer les impôts, qui paroissent toujours un mal, & que l'opinion rend encore plus grand; autrement, si on les multiplie trop, l'embarras sera très grand lors des funestes guerres, qui ne reviennent que trop souvent: 9°. que la véritable & juste distribution de toutes les branches de la finance, est une science dont on ne con-

noît pas encore tous les principes.

10°. Ce n'eſt pas un renverſement de l'ordre, de faire contribuer à la maſſe publique tous les hommes qui ne poſſedent rien en fonds, & qui ne vivent que de la rétribution accordée à leur travail : le riche, l'aiſé, l'Etat même le leur paient. Ce travail devient un peu plus cher; c'eſt un inconvénient; mais il tombe ſur ceux qu'on veut charger de cette quotité par l'impôt général. Pour lors la choſe ſeroit égale & cela revient au même. Vous voulez changer ſeulement la forme, & cette forme que vous voulez introduire ſe trouve impoſſible dans la pratique. Ce ſont les petits ruiſſeaux qui font les grandes rivieres; c'eſt le grand nombre de ſubdiviſions de claſſes, qui peut ſeul fournir de fortes taxes ; ce ſont les choſes & non les individus qui fourniſſent, en confondant avec le prix des denrées l'excédent de l'impôt. C'eſt l'ordre même, & non pas le renverſement de l'ordre.

La puiſſance, dit l'Auteur de la théorie de l'impôt, ne peut pas s'étendre au-delà des forces, & les forces excédées jettent dans l'impuiſſance : cela eſt vrai; mais ces principes-mêmes démontrent, que M. de Mirabeau les a mal appliqués. La preuve en eſt, que la France, l'Angleterre, & ſurtout la Hollande, ſubſiſtent encore, & ſubſiſtent depuis longtems, par cette méthode ſi décriée ; elles ſubſiſtent dans un état af-

ſez floriſſant, malgré les rêves des hypocondres. Cela n'empêche pas, je le répete, qu'on ne doive travailler perpétuellement avec ſoin, avec zele, & avec ardeur, au ſoulagement des peuples, par tous les moyens poſſibles, & proſcrire à jamais la déteſtable maxime qu'on avoit en France dans le ſiecle paſſé, que la vexation & la ſurcharge faiſoient travailler le peuple, que l'aiſance rendoit indolent & pareſſeux. Les guerres civiles dont on ſortoit pouvoient ſeules dicter ce principe barbare. 11°. Les manufactures doivent être conſidérées comme une des principales arteres du revenu de l'Etat. L'immunité des premiers élémens augmente leur produit au fiſc même.

12°. Vouloir nier, comme fait M. de Mirabeau, que la jouïſſance ſucceſſive que le crédit & la circulation procurent à tous les individus avec les mêmes eſpeces, ou ce qui les repréſente, ſoit réelle, & traiter cette vérité d'hypotheſe ſéduiſante & illuſoire, c'eſt avancer qu'il n'y a d'autres biens que le pain & l'eau, ſous prétexte que tout le reſte eſt ſuperfluïté de convention & d'opinion. On peut dire également, qu'un homme qui poſſede mille arpens ne poſſede que deux pieds de terre quand il eſt debout, & ſix quand il eſt couché, car il ne ſauroit occuper qu'un eſpace qui lui ſoit égal; c'eſt un ſophiſme du même genre. L'or & l'argent n'ont aucun avantage phyſique & réel ſur les objets qui les mul-

tiplient par la circulation, & les repréſentent par le crédit.

13°. La Capitale eſt, dans tous les pays, le foyer central de la conſommation & du luxe; cela fait fleurir le voiſinage de cette Capitale, procure quelques biens; mais on prétend qu'elle cauſe auſſi ſouvent de grands maux. Si la population de la Métropole n'eſt pas à proportion du reſte du Royaume, elle peut faire languir les provinces, & deſſécher les membres du Corps: on verra ce que j'en penſe dans la quatrieme partie. L'adminiſtration qui corrigera les effets de ce mal, en vivifiant les provinces, rendra un grand ſervice à l'Etat.

14°. L'Etat de dépenſe accumulé de tous les ſujets de l'Etat par les reſſorts de la circulation, eſt la ſource des impôts. Si le total eſt, comme M. de Mirabeau le prétend, de ſeize cent vingt-cinq millions qui circulent dans l'Etat, c'eſt le bloc ſur lequel on taille les taxes. Il dit avoir prouvé ailleurs, que la maſſe du pécule dans un Etat ne doit jamais être qu'au niveau de la totalité des revenus; que c'eſt une vérité dont tous les hommes inſtruits en ce genre ſont convenus depuis longtems. Tout le reſte, continue-t-il, n'eſt que circulation. Je ne ſuis pas aſſez inſtruit dans ce grand principe, qui pourroit bien ſe trouver faux. Mais on a prouvé, que la totalité des revenus étoit beaucoup plus grande que n'eſt le produit territorial; & le reflet de la cir-

culation, dont il forme l'état de dépenſe, eſt infiniment plus grand que la maſſe des eſpeces; & il exiſte également par ſucceſſion dans ſon paſſage momentané dans la caiſſe de l'Etat. Les eſpeces n'y croupiſſent pas, & leur circulation diſſipe les funeſtes conſéquences qui n'exiſtent que dans l'imagination.

15°. Par tout ce que je viens de dire, on ne doit pas croire que je nie en aucune façon, que l'agriculture ne ſoit un grand objet qu'on ne ſauroit aſſez protéger; mais je ſoutiens que d'en faire l'objet unique, l'inſtrument univerſel, l'agent général, c'eſt une marote, une *agriculturomanie*, un être idéal, une abſtraction mentale, enfantée par un patriotiſme mal entendu, qui a dégénéré en enthouſiaſme, & qui pourroit renverſer le vrai principe de la finance, ce mal auſſi néceſſaire au corps de l'Etat que le beſoin de manger l'eſt à l'homme, quoi qu'en mangeant trop on gagne des indigeſtions, des crudités & autres maladies.

16°. Une longue paix, ſuivie d'une bonne œconomie dans l'adminiſtration des finances, & dans leur deſtination, eſt l'unique choſe qui puiſſe ſoulager les peuples. La paix leve les barrieres qui arrêtent l'abondance, & augmente la conſommation qu'une plus grande population produit néceſſairement; elle augmente encore le commerce, & la culture; ceux-ci augmentent les revenus; les impôts peuvent pour lors

être diminués ſur les ſujets, ſans diminuer les revenus du fiſc, qui n'en aura pas non plus un auſſi grand beſoin.

17°. Une capitation ne ſauroit jamais être dans la pratique qu'un impôt de ſupplément.

18°. Le principe ſpécieux de la théorie de l'impôt, que l'oiſiveté eſt à la charge de l'Etat & le travail à ſa décharge, eſt un axiome vuide de ſens. Ce ſont de grands mots, qui annoncent beaucoup, & ne ſignifient rien. Un homme oiſif, qui fait une honnête dépenſe, qui paie les impôts, qui donne des gages, dont l'argent circule, qui fait une conſommation utile, & fournit aux autres de quoi en faire, cet homme, dis-je, n'eſt pas à charge à l'Etat. C'eſt un ſophiſme, ſous le maſque d'une ſentence. Le travail eſt utile & néceſſaire, mais il n'eſt pas toujours à la décharge de l'Etat, à moins que ce ne ſoit un genre de travail analogue au bien public, & utile. C'eſt l'induſtrie honnête plutôt que le travail, qui eſt une mine pour l'Etat. Il y a un très grand nombre d'hommes qui travaillent à leur propre ruïne, & à celle de l'Etat. Tant il eſt vrai que des ſentences ſpécieuſes, quand on les approfondit, ne ſont ſouvent que de grands mots! On peut ranger dans la même claſſe l'autre apophtegme de la théorie des impôts, que tout travail eſt recette pour le fiſc, & que toute oiſiveté eſt dépenſe. Beaux mots ſans réalité.

19°. Je répéterai encore, que la circulation & le crédit doivent, dans nos conſtitutions, être mis au premier rang des élémens de la proſpérité.

20°. Les contradictions éternelles qu'eſſuient les impôts les plus néceſſaires, les rendent & plus onéreux, & moins utiles.

21°. De tous les genres de biens d'un Royaume, les manufactures ſouffrent le plus par les impôts; car, pour peu que la main d'œuvre enchériſſe, ainſi que les élémens des fabriques, l'exportation devient impoſſible en concurrence avec l'étranger. Cependant il y a des cas où une Nation agricole, avec une grande étendue territoriale, peut fleurir & devenir auſſi puiſſante que ſon état le comporte, par l'induſtrie d'un commerce domeſtique, ſans qu'il ſoit d'une grande extenſion au dehors.

22°. La où il y a plus de richeſſes, tout y eſt plus cher, indépendamment des taxes & des impôts. C'eſt ce qui me fait conjecturer que l'Angleterre eſt plus riche que la France. Je crois que la petite Nobleſſe en Angleterre l'eſt beaucoup plus qu'en France. La grande Nobleſſe l'eſt, ſi je ne me trompe, davantage en France, en y comprenant les Princes du Sang. L'état moyen en Angleterre eſt, ſans contredit, plus riche. Le payſan, l'artiſan, le laboureur, y ſont beaucoup plus aiſés; les richeſſes en général ſont plus éparſes & plus répandues dans le peuple Anglois que dans le peuple Fran-

çois. Cela n'empêche pas que, dans des cas particuliers, il ne puiſſe y avoir des exceptions. Une manufacture peut tomber ; deux cent artiſans oiſifs, & miſérables, criant miſere, font un bruit & un tapage, comme ſi tout le monde mouroit de faim. L'écho ſe répete de tous côtés, les frondeurs y font *chorus*, & tout paroît perdu aux gens qui entendent ces clameurs. Mais c'eſt ſur la maſſe totale qu'on doit porter ſes regards.

23°. La politique économique, dit M. de Mirabeau, conſiſte en ce que le peuple paie le plus qu'il eſt poſſible, & penſe payer le moins. Cela ne ſe trouve que ſur les objets de conſommation, dès qu'on les confond avec le prix.

24°. Ruiner le laboureur, c'eſt, dit-il, renverſer, la police alimentaire. Le ſoc de la charue doit être auſſi ſacré que l'encenſoir ; on n'y doit porter la main qu'avec reſpect. *Sed eſt modus in rebus.*

25°. La dévaſtation qui réſulte des vexations faites aux cultivateurs, & de la dépopulation que cauſe l'intolérance, eſt aſſurément la plus ruïneuſe. Les ravages de la guerre ſont quelquefois plus paſſagers, & peu-à-peu le ſol renaît de ſes propres ruïnes. Un brigandage fiſcal peut anéantir ſa valeur, & je crois que cela eſt arrivé quelquefois en France. Mais la ſageſſe du Gouvernement eſt occupée à remédier à cet abus.

26°. Encore un grand principe, dit M. de Mirabeau, c'eſt qu'il vaut mieux vendre brutes les matieres premieres, que de leur faire perdre ſur le prix de la premiere main, en faveur des manufactures, qui n'ont d'autres objets pour le profit que le prix de la fabrication ; profit qui, dans le vrai, n'eſt que la rentrée du prix qu'elle a couté. Cela mérite attention.

27°. Le pouvoir indéfini, dit M. de Mirabeau, de créer des taxes, éteindroit toute propriété, & s'enchaîneroit lui-même après avoir ruïné la Nation. On ne peut donner au-dela de ſes forces. Si un droit arbitraire exiſtoit, il ne pourroit que s'anéantir lui-même. Il faut qu'il y ait une proportion entre l'impôt, & la nature de la choſe ſur laquelle il tombe, ainſi que ſur les ſujets qui en font uſage, ſoit pour leur beſoin, ou pour leur luxe. Le produit de la terre provient aſſurément de deux agens combinés, du travail de l'homme & des dons de la nature; M. de Mirabeau dit que les ſéparer eſt la grand-œuvre de la finance. Il croit, par ſa méthode, pouvoir diſtinguer la gerbe qui appartient à l'exploitation, de celle qui appartient au revenu. Mais ſa métaphyſique ſur la finance ne paroît pas praticable.

28°. La guerre, obſerve M. de Mirabeau, eſt le plus grand & le plus funeſte accident d'un Etat; le revenu de la Nation diminue, & ſes dépenſes augmen-

tent ; il faut qu'elle contribue davantage, quand elle a le plus de beſoin. L'éviter autant qu'il eſt poſſible, en eſt le ſeul remede. Celui d'un tréſor public, qu'indique l'Auteur, pour les cas imprévus, augmenteroit le mal, par l'obſtruction qu'un amas conſidérables d'eſpeces renfermées, cauſeroit à la circulation, dont la proportion n'eſt pas en raiſon de la ſomme, comme on l'a vu, mais de ſon activité. Ce tréſor devroit être très grand, ou il ſeroit inutile : or s'il étoit capable de faire face pour deux années ſeulement de guerre, il ſeroit ſans comparaiſon plus de tort à la Nation que le mal qu'on tâche d'éviter.

L'HISTOIRE prouve encore que les tems de diſſipation, qui ſuccedent aux tems d'épargne, cauſent de grands maux dans l'Etat. M. de Mirabeau n'allegue aucune raiſon valable contre ces objections. Il prétend que ces inconvéniens exiſtent ſans utilité, par la fortune des financiers, & leurs déprédations. Ce qui n'eſt pas ; car leur prétendue fortune circule toujours dans le public.

29°. LA filiere & les canaux détournés, par où paſſent les impôts, doivent être ſimplifiés pour éviter les fraix de perception ; mais ce n'eſt pas en renverſant la maiſon qu'on en étaie les fondemens.

30°. CE n'eſt pas le crédit qui a ruïné les finances en France, comme le prétend M. de Mirabeau ; au contraire, c'eſt le man-

que de crédit dans l'occaſion qui lui a fait un grand tort, & paroît avoir été la cauſe principale de ſes derniers revers. Si l'on avoit ſoutenu le crédit comme on auroit pu le faire, la France ſe ſeroit moins endettée. Au commencement de l'année 1715 le Roi fut obligé de faire négocier 32 millions de billets, dit M. de Voltaire dans ſon hiſtoire du ſiecle de Louis XIV, pour en avoir huit en eſpeces. Si la foi des emprunts avoit été en France auſſi ſacrée qu'en Angleterre, la moitié des dettes n'auroit pas été néceſſaire; le taux de l'intérêt auroit été à moins de la moitié, & l'Etat auroit profité infiniment plus qu'il n'a profité par toutes les opérations forcées qui ont anéanti le crédit. Les opérations couteuſes des finances, les intérêts exorbitans, que le diſcrédit ſeul a enfantés, ont produit bien des dettes qui ſe ſont contractées à pure perte; attendu que, d'un côté, les fonds pour la guerre coutoient davantage d'intérêts, & les objets qu'on achetoit pour cette fin, étoient, par le manque de crédit, auſſi plus chers. Voilà un double inconvénient du manque de crédit, ſans compter la perte du tems, qui eſt une ſuite du diſcrédit, & qui rend toutes les opérations infructueuſes. Trouver les fonds dans le moment déciſif, ou le moment d'après, décide du ſuccès d'une Campagne. Le crédit eſt aſſurément l'une des principales cauſes des autres avantages que l'Angleterre a eus ſur la France dans

cette derniere guerre ; car il a fait valoir tous les autres, en les mettant en activité. On a vu, dans la premiere partie de ce Traité, d'autres preuves qui confirment cette vérité. Il n'eût tenu qu'à la France de rétablir ce crédit; pourvu que la paix, dont toute l'Europe a un si grand besoin, se fût consolidée.

On peut établir comme des principes certains, que le fondement du crédit des fonds publics dépend des réglemens & des circonstances suivantes: 1°. Que les emprunts doivent être Nationaux, c'est-à-dire que tout le corps de la Nation doit en répondre, comme en Angleterre; & quoique le Parlement, en France, n'ait pas à beaucoup près le même poids dans l'Etat qu'en Angleterre, cependant la création parlementaire des fonds, & la garantie de cet auguste Corps, contribueroit beaucoup au crédit: 2°. qu'on doit hypothéquer d'une façon imperturbable, les fonds pour payer les intérêts, sur une partie des taxes & des impôts, séparément pour chaque emprunt: 3°. que la caisse d'amortissement soit exactement employée à la libération; que sa marche soit constante & imperturbable: 4°. que tous les objets soient publics, & qu'on banniſſe tout mystere, pour gagner la confiance: 5°. que, pour inspirer cette confiance, on tâche de rassurer le public & l'étranger sur les opérations à-venir, afin qu'on ne puisse plus craindre que, sous quelque pré-

texte que ce puiſſe être, il arrive jamais plus de réduire les intérêts, ſans préſenter le rembourſement du Capital, & que les Capitaux ne puiſſent, à l'avenir, être jamais réduits & élagués, comme par le paſſé ; qu'on procédera deſormais à cet égard à l'exemple des Anglois, & qu'un fonds qui a été créé à cent ſera toujours rembourſé à cent, quelque ſpécieuſes que puiſſent paroître les raiſons de réduction; que cet article eſſentiel ne dépendra plus de la façon de penſer d'un Miniſtre; mais étant intimement lié au Parlement, pour lors la confiance pourra ſe rétablir.

Le crédit & la confiance étant établis ſur des fondemens auſſi ſolides, on profitera incomparablement plus en France en ſuivant inviolablement cette méthode, qu'on n'a profité par les opérations contraires. Le taux de l'intérêt baiſſera beaucoup, & l'on trouvera avec facilité l'argent à un intérêt modique, lorſqu'on en aura beſoin. Je ne parle que pour l'avenir. Tout ce que je dis eſt fondé ſur l'expérience; ce n'eſt pas une théorie ſpéculative. C'eſt l'hiſtoire du crédit que j'expoſe ſimplement, avec zele, & dans une bonne intention. Sans cette méthode on pourra bien parvenir à libérer une grande partie des dettes, à rétablir pour un tems le crédit, mais il ne ſe ſoutiendra pas dans les occaſions eſſentielles & importantes. Je crois que la France auroit eu des avantages ſur l'Angleterre qui euſ-

ſent pu balancer, en partie, la conſtitution du Gouvernement pour avoir un crédit & une circulation preſque auſſi grande que les Anglois, ſi l'on y avoit employé ſérieuſement les moyens analogues à un ſyſtême ſi ſalutaire, & que l'on conſervât la paix aſſez longtems pour l'exécuter; mais ce n'eſt pas l'affaire d'un jour, attendu les déſordres qu'on a eſſuyés par le paſſé.

31°. J'AI fait voir plus d'une fois, qu'un luxe exceſſif eſt auſſi ruïneux à une Nation quelconque, que la dépenſe proportionnée aux richeſſes des particuliers, & à leur état repréſentatif, eſt utile. Un homme ruïné eſt une plante fertile deſſéchée pour le public. Son numéraire ne ſe trouve pas en entier dans la Nation, comme croient ceux qui ne conçoivent pas les loix de la circulation & la nature des biens fictifs. Le luxe exceſſif paroît protéger l'induſtrie un moment, & l'abandonne pour toujours. Avec cela le luxe corrompt les mœurs, amollit le corps, & a été de tout tems une des principales cauſes de la ruïne de l'Etat. Ce ſeroit encore un grand ſecret de la légiſlation, de trouver ce terme moyen, pour empêcher le luxe exceſſif, ſans que par des loix ſomptuaires on génât la dépenſe honnête qui doit être permiſe à chaque citoyen en raiſon compoſée de ſes facultés pécuniaires, & du rang qu'il tient dans le monde.

ON trouve encore, dans l'Eſprit des

Loix, l'Article ſuivant comme une regle gé-
„ nérale. On peut lever des tributs plus forts,
„ à proportion de la liberté des ſujets ; &
„ l'on eſt forcé de les modérer, à meſure
„ que la ſervitude augmente. Cela, dit-
„ on, a toujours été, & cela ſera toujours.
„ C'eſt une regle tirée de la nature, qui
„ ne varie point; on la trouve dans tous
„ les pays, en Angleterre, en Hollande; &
„ dans tous les Etats où la liberté va en
„ dégradant, juſqu'en Turquie. La Suiſſe
„ ſemble y déroger, parce qu'on n'y paie
„ point de tribut; mais on en ſait la rai-
„ ſon particuliere, & même elle confirme
„ ce que je dis. Dans ces montagnes ſté-
„ riles les vivres ſont ſi chers, & le pays
„ ſi peuplé, qu'un Suiſſe paie quatre fois
„ plus à la nature, qu'un Turc ne paie au
„ Sultan."

Si le principe de l'Eſprit des Loix eſt auſſi évident que l'Auteur l'aſſure, on pourroit en tirer des conſéquences qui confirmeroient mon ſyſtême ſur les impôts.

Il réſulte de tout ce que je viens de dire, que ſi l'Angleterre pouvoit, à la faveur d'une longue paix, de ſon *Sinking fond* & de l'augmentation de ſon Commerce, parvenir à rembourſer preſque toute la Dette Nationale, on ne devroit pas le faire, & qu'il ſeroit très nuiſible à ce Royaume de ne pas conſerver au moins 60 millions Sterling de ſes tréſors fictifs, dont j'ai démontré l'utilité & la néceſſité. Si jamais

on parvenoit à ce point, le Parlement devroit d'abord décharger la Nation des impôts qui paroiſſent le plus à charge, & employer le reſte du *Sinking fond*, à favoriſer les manufactures, les colonies, & à d'autres objets utiles. Je crois la libération totale abſolument contraire aux intérêts de la Nation. Je penſerai la même choſe de la France, dès qu'elle aura rendu les papiers Royaux plus circulables, & rétabli la confiance & le crédit de ce papier à un taux d'intérêt plus modique; ce qui pourroit bien arriver dans peu d'années, ſi dans les opérations des finances, on ſuivoit une marche plus analogue à mon Syſtême.

Le Miniſtere en France eſt trop ſage pour ignorer les facultés intrinſeques du Royaume, & trop humain pour en exiger plus qu'elles ne comportent. Il paroît qu'il y a un moyen tout ſimple pour former, autant qu'il eſt poſſible, un tableau ou Barometre de ſes facultés, en travaillant ſur le plan que Louis XIV marqua l'an 1698 pour l'inſtruction du Duc de Bourgogne. Voici ce qu'on en lit, dans l'hiſtoire du ſiecle de ce Monarque. „ Il ordonna que „ chaque Intendant fît une deſcription détaillée de ſa province. Par-là on pouvoit avoir une notice exacte du Royau„ me, & un dénombrement juſte des peu„ ples. L'ouvrage fut utile, quoique tous „ les Intendans n'euſſent pas la capacité, „ & l'attention de M. de Lamoignon de Bas„ vil-

„ ville. Si l'on avoit rempli les vues du Roi
„ ſur chaque province, comme elles le fu-
„ rent par ce Magiſtrat dans le dénombre-
„ ment du Languedoc, ce recueil de mé-
„ moires eût été un des plus beaux monu-
„ mens du Siecle. Il y en eut quelques-uns
„ de bien faits; mais on manqua le plan,
„ en n'aſſujettiſſant pas tous les Intendans
„ aux mêmes ordres. Il eût été à déſirer
„ que chacun eût donné par colonne un état
„ du nombre des habitans de chaque Elec-
„ tion, des Nobles, des Citoyens, des La-
„ boureurs, des Artiſans, des Manœuvres,
„ des beſtiaux de toute eſpece, des bonnes,
„ des médiocres, & des mauvaiſes terres,
„ de tout le Clergé régulier & ſéculier,
„ de leurs revenus, & de ceux des Villes
„ & des Communautés. Tous ces objets
„ ſont confondus dans la plupart des mé-
„ moires qu'on a donnés. Les matieres y
„ ſont peu approfondies & peu exactes: il
„ faut y chercher ſouvent avec peine les
„ connoiſſances dont on a beſoin, & qu'un
„ Miniſtre doit trouver ſous ſa main, &
„ les reſſources. Le projet étoit excellent,
„ & ſon exécution uniforme ſeroit de la
„ plus grande utilité."

Je crois, avec M. de Voltaire, que ce plan, bien exécuté, ſeroit d'un très grand ſecours. Mais on ne doit pas ſe flatter qu'il ſoit poſſible de le pouſſer aſſez loin pour ſavoir l'état des particuliers riches & aiſés de chaque ville. L'état d'un Négociant &

d'un Citoyen doit toujours être un myſtere pour le public; ainſi ce Cadaſtre, dont on parle tant, ne peut ſe former qu'imparfaitement, & par ſa nature eſt ſujet à bien des reſtrictions.

Comme on a parcouru dans cet ouvrage toute la ſphere de la Finance, on doit dire un mot au ſujet du Clergé. Je ne ſaurois mieux faire que d'inférer ici ce que M. de Voltaire dit à ce ſujet dans ſon hiſtoire univerſelle.

„ On s'étonne, dit-il, en Europe & en „ France, que le Clergé paie ſi peu; on ſe „ figure qu'il jouït du tiers du Royaume. „ S'il poſſédoit ce tiers, il eſt indubitable „ qu'il devroit payer le tiers des charges; „ ce qui ſe monteroit, année commune, à „ près de trente millions, indépendamment „ des droits ſur les conſommations, qu'il „ paie comme les autres ſujets: mais on ſe „ fait des idées vagues & des préjugés ſur „ tout. On dit que l'Egliſe poſſede le tiers „ du Royaume, comme on dit au hazard „ qu'il y a un million d'habitans dans Paris. Si l'on ſe donnoit ſeulement la peine de ſupputer le revenu des Evêchés, „ on verroit par le prix des Baux, faits il „ y a environ cinquante ans, que tous les „ Evêchés n'étoient évalués alors que ſur „ le pied d'un revenu annuel de quatre „ millions; & les Abbayes Commandataires alloient à quatre millions cinq cent „ mille livres. Il eſt vrai que l'énoncé de

„ ce prix des Baux fut un tiers au-deſſous
„ de la valeur : & ſi l'on ajoute encore
„ l'augmentation des revenus en terres, la
„ ſomme totale des rentes de tous les Béné-
„ fices Conſiſtoriaux ſera portée à environ
„ ſeize millions ; & il ne faut pas oublier
„ que de cet argent il en va tous les ans à
„ Rome une ſomme conſidérable, qui ne
„ revient jamais, & qui eſt en pure perte.
„ C'eſt une grande libéralité du Roi en-
„ vers le St. Siege : elle dépouille l'Etat,
„ dans l'eſpace d'un ſiecle, de plus de qua-
„ tre cent mille marcs d'argent ; ce qui
„ dans la ſuite des tems appauvriroit le
„ Royaume, ſi le commerce ne réparoit
„ pas abondamment cette perte.

„ A CES Bénéfices qui paient des Anna-
„ tes à Rome, il faut joindre les Cures, les
„ Couvens, les Collégiales, les Communau-
„ tés & tous les autres Bénéfices enſemble.
„ Mais s'ils ſont évalués à cinquante mil-
„ lions par année dans toute l'étendue ac-
„ tuelle du Royaume, on ne s'éloigne pas
„ beaucoup de la vérité.

„ CEUX qui ont examiné cette matiere
„ avec des yeux auſſi ſéveres qu'attentifs,
„ n'ont pu porter les revenus de toute l'E-
„ gliſe Gallicane, ſéculiere & réguliere,
„ au-delà de quatre-vingt millions. Ce n'eſt
„ pas une ſomme exorbitante, pour l'en-
„ tretien de quatre-vingt-dix mille perſon-
„ nes Religieuſes, & environ cent & ſoixan-
„ te mille Eccléſiaſtiques, que l'on comp-

„ toit en 1700. Et ſur ces quatre-vingt-
„ dix mille moines, il y en a plus d'un
„ tiers qui vivent de quêtes & de meſſes.
„ Beaucoup de Moines Conventuels ne cou-
„ tent pas deux cent livres par an à leur
„ Monaſtere : il y a des Moines Abbés ré-
„ guliers, qui joüiſſent de deux cent mille
„ livres de rente. C'eſt cette énorme diſ-
„ proportion qui frappe, & qui excite les
„ murmures. On plaint un Curé de Cam-
„ pagne, dont les travaux pénibles ne lui
„ procurent que ſa portion congrue de trois
„ cent livres de droit en rigueur, & de
„ quatre à cinq cent livres par libéralité,
„ tandis qu'un Religieux oiſif, devenu Ab-
„ bé, & non moins oiſif, poſſede une for-
„ tune immenſe, & qu'il reçoit des titres
„ faſtueux de ceux qui lui ſont ſoumis. Ces
„ abus vont beaucoup plus loin en Flandre,
„ en Eſpagne, & ſurtout dans les Etats Ca-
„ tholiques d'Allemagne, où l'on voit des
„ Moines Princes.

„ Les abus ſervent de loix dans preſque
„ toute la terre ; & ſi les plus ſages des
„ hommes s'aſſembloient pour faire des loix,
„ où eſt l'Etat dont la forme ſubſiſtât en-
„ tiere ?

L'esquisse du tableau que je préſente à mes lecteurs, les aura, je crois, convaincus que les abus qu'il y a partout dans la perception des impôts, ſont ſouvent exagérés ; que les moyens de corriger ces abus ne ſont pas toujours ceux que le public ima-

gine. J'inſiſterai encore, dans la quatrieme partie, ſur la multiplicité des claſſes qui forment le tableau de l'Etat, & ſur les fréquentes guerres qui ont dépeuplé l'Europe. Un convaleſcent, qui ſort de maladie, aura beau prendre des reſtaurants, s'il continue à ſe faire ſaigner tous les jours, ni les conſommés, ni les œufs fraix, ni le lait d'aneſſe, ni les cordiaux ne rétabliront pas ſes forces, & ſa ſanté. C'eſt préciſément le cas où eſt l'Europe par rapport à la population. Tous les écrits modernes ſur la population, l'agriculture, le commerce, les impôts, déplorent le mal, indiquent des analeptiques; mais on oublie le régime, ſans lequel ces remedes ne ſauroient agir. Ce régime eſt la paix: c'eſt une vérité qu'on ne ſauroit trop répéter, ni mettre dans un jour aſſez lumineux.

FIN DE LA TROISIEME PARTIE.

QUATRIEME PARTIE.

Nouvelles Conſidérations ſur les mêmes Objets.

On prétend depuis longtems que le Royaume de France, agrandi par l'acquiſition de la Franche-Comté, de l'Alſace, de la Lorraine, & de la Flandre Françoiſe, n'a pas plus d'habitans qu'il n'en avoit avant cette époque. On prétend encore que l'inégalité de la répartition des impôts, les déſordres que cauſent les Aides & Gabelles, la taille arbitraire, les corvées, ſont les vraies & uniques cauſes de la dépopulation de la France. C'eſt aux vexations & aux impôts qu'on attribue que quantité de terres, qui avant le regne de Louis XIV étoient d'un grand rapport, ſont actuellement en friche. Le cri général de la Nation ne ſauroit être ſans quelque fondement. La raiſon, le bon ſens & l'expérience nous enſeignent, que lorsque le cultivateur eſt vexé, & que l'exploitation de la terre lui coûte ſi cher que le revenu peut à peine le nourrir, il eſt forcé de l'abandonner On ſe plaint que tous ces droits de paſſage de province à province, ainſi qu'à la douane pour l'exportation, ſont autant d'entraves au débouché & à la conſommation; ce qui

doit diminuer le revenu du fiſc, par les moyens-mêmes qu'on emploie pour l'augmenter pendant un tems.

Il n'eſt pas douteux qu'il n'y ait beaucoup de vrai dans ces plaintes, & que ce ne ſoit-là une des cauſes qui a concouru & contribué aux non-valeurs de tant de terres; mais je ne me perſuade pas que ces vexations en aient été les principales cauſes. C'eſt plutôt une diminution ſubite de la conſommation, provenue d'une violente & continuelle dépopulation; & cette violente & continuelle dépopulation tire ſa principale ſource des longues guerres que Louis XIV a ſoutenues avec des armées plus nombreuſes, qu'aucun de ſes prédéceſſeurs n'en avoient jamais mis ſur pied. Une ſeule campagne, depuis cette époque, eſt devenue plus meurtriere que trois ne l'étoient du tems de Henri IV. La marine, la navigation & les colonies s'oppoſent encore aux progrès de la population; la révocation de l'Edit de Nantes, l'intolérance, le grand nombre de Religieux, & de Religieuſes, le luxe exceſſif ont fait le reſte. Les guerres & les colonies ont auſſi dépeuplé l'Angleterre, mais dans une proportion moins forte: 1°. parce que les réfugiés ont réparé, en partie, cette brêche; 2°. parce que le nombre des célibataires y eſt moins grand; 3°. parce que les Armées Angloiſes, beaucoup moins nombreuſes, étoient compoſées d'étrangers. Malgré ces avantages, la dépopulation commen-

ce déja à s'y faire ſentir. Et l'on aura beau faire des projets pour la prévenir, ce grand mal ne ſauroit ſe réparer qu'avec le tems & qu'à la faveur d'une longue paix, ſans quoi tous les autres moyens deviendront impraticables, inſuffiſans & inutiles.

La France & l'Angleterre ſont auſſi riches en argent & en terres, qu'elles peuvent l'être; leur puiſſance & leurs richeſſes ne ſauroient acquérir plus d'accroiſſement qu'en concentrant leurs forces vers le cœur de l'Etat. Un plus grand nombre de conſommateurs cauſe une plus grande circulation; & une plus grande circulation vivifie toutes les richeſſes de l'Etat, & crée de nouvelles valeurs. Un million de ſujets de plus, dans la Grande Bretagne, augmenteroit le revenu de la Nation & du fiſc, & la puiſſance du Monarque, plus que tout le Canada, & le reſte des Colonies, ne peuvent lui en rapporter. La France pourroit nourrir 3 à 4 millions d'habitans de plus. La circulation que produiroit la conſommation de cette population, ſeroit plus profitable au Monarque que la poſſeſſion du Mexique & du Pérou. La circulation des eſpeces devient plus rapide à meſure qu'elle paſſe par les claſſes ſubalternes. C'eſt la grande conſommation du petit peuple qui augmente le fiſc. Cette maſſe eſt diminuée en France par les guerres, & par l'intolérance. Les impôts & les taxes ont fait ſentir le dommage, l'ont empiré, mais n'en ont pas été la cauſe. Les

guerres du ſiecle de Louis XIV, & la révocation de l'Edit de Nantes, ont couté plus d'hommes que les guerres des deux ſiecles précédens. La dépopulation de l'Allemagne ſe fera encore reſſentir en France & en Angleterre, tant pour le commerce que pour les manufactures; un ſiecle entier ne ſauroit réparer ces pertes. Voici ce que M. de Voltaire dit à ce propos dans un article ſur la population de l'Angleterre, en réponſe à un libelliſte.

„ Le Chevalier Petty a prouvé qu'il faut „ les circonſtances les plus favorables, pour „ qu'une Nation s'accroiſſe d'un vingtieme „ en cent années; & ce calcul fait voir le „ ridicule de ceux qui peuplent la terre à „ coups de plume, & qui couvrent le globe d'habitans en un ſiecle ou deux. Le „ libelliſte demande, comment l'Angleterre „ a eu un tiers de plus de citoyens depuis „ la Reine Elizabeth? On répondra à cet „ homme, que c'eſt préciſément parce que „ l'Angleterre s'eſt trouvée dans les circonſtances les plus favorables; parce que des „ Allemands, des Flamands, des François, „ ſont venus en foule s'établir dans ce pays; „ parce que ſoixante mille Moines, dix „ mille Religieuſes, dix mille Prêtres ſéculiers, de compte fait, ont été rendus „ à l'Etat & à la propagation; & parce „ que la population a été encouragée par „ l'aiſance. Il eſt arrivé à ce Royaume le „ contraire de ce que nous voyons dans l'E-

„ tat du Pape, & en Portugal. Gouvernez „ mal votre baſſe-cour, vous manquerez de „ volaille; gouvernez-la bien, vous en au- „ rez une quantité prodigieuſe."

La population n'eſt pas l'affaire d'un jour; on peut la protéger dans la paix; mais les guerres continuelles, dans le goût qu'on les fait de nos jours, feront échouer tous les moyens que l'adminiſtration la plus parfaite peut mettre en œuvre pour cet important objet.

Disons un mot ſur un ouvrage très curieux & tres rare qui m'eſt tombé ces jours-ci entre les mains. Il eſt intitulé *le Détail de la France ſous le regne préſent*, & imprimé à Bruxelles en 1712. Cet ouvrage fut écrit dans le ſiecle paſſé; j'en ignore la datte; mais il avoit déja été imprimé à Rouen en 1698 ſous le titre de *Détail de la France, ou Traité de la cauſe de la diminution de ſes biens, & des moyens d'y remédier*; en 1707, il s'y en fit encore une édition fort augmentée; elle fut reproduite en 1708, ſous le nouveau titre de *Teſtament politique de M. de Vauban*, ſans lieu d'impreſſion. Cet ouvrage, qui eſt attribué à Bois-Guillebert Avocat Général au Parlement de Rouen, contient tout ce qu'on trouve dans la *Théorie de l'impôt*, & les diverſes remontrances des Parlemens, ainſi que dans toutes ces Brochures des viſions de finance dont Paris & la France ſont inondés au ſujet des taxes & des impôts, des aides, des tailles, des douanes, de la

culture, des corvées: &c. Je commencerai par une obſervation préliminaire.

Cet ouvrage, écrit avant les revers que la France eſſuya dans les dernieres années de Louis XIV, nous repréſente ce Royaume comme ſur le penchant de ſa ruïne. Il s'eſt écoulé depuis un eſpace de 68 ans, dans lequel il y a eu, ſous le Miniſtere du Cardinal de Fleuri, une époque où le Commerce a été à ſon apogée; tout floriſſoit dans le Royaume. De trois guerres qui ont ſuccédé, la ſeconde a été ruïneuſe malgré de brillans ſuccès, & la derniere très malheureuſe. Cependant je ſuis très convaincu que l'état de la France, après tous les revers qu'elle a eſſuyés, n'eſt pas inférieur à ce qu'il étoit en 1698 que cet ouvrage parut pour la premiere fois; quoique peut-être il le ſoit à ce qu'il étoit en 1660, abſtraction faite des conquêtes. Une partie des abus (entre autres celui des tailles arbitraires) a été corrigée depuis ce tems; mais le fond des vexations qui empêchent le progrès de l'agriculture & du commerce, n'a occupé ſérieuſement le Miniſtere que depuis peu. Je crois qu'on retirera, avec le tems, de grands avantages des meſures qu'on prend; mais ſans une longue paix, qui produiſe une plus grande population, & une plus grande conſommation, & par conſéquent une circulation encore plus grande, je ſoutiens que tous les moyens qu'on emploiera ne feront que blanchir. La forme

dévorante que les guerres par mer & par terre ont prise depuis la fin du siecle passé, est la cause primordiale & la source de la dépopulation ; & le manque de consommation diminue le revenu relatif du Monarque & la force de la Nation. J'ajoute que, sans la circulation factice que les emprunts ont causée, les dévastations de la guerre & de l'intolérance, qui ont tant nui à la population & à l'agriculture, auroient été encore plus sensibles. Examinons encore une fois cet important objet, que l'on ne sauroit trop approfondir, ni assez tourner de tous les biais possibles.

Tout le monde fait, à l'envi, l'éloge du Duc de Sully. A Dieu ne plaise que je veuille déprimer le mérite éminent de ce grand homme. Mais on doit faire attention aux circonstances qui ont secondé ses bonnes intentions, & qui n'ont plus existé dans la suite. La France sortoit des horreurs des guerres civiles : elle étoit dans l'état d'un jeune homme robuste & vigoureux, qui, après une violente maladie, sort avec de nouvelles forces, & une meilleure santé, d'entre les bras de la mort. Le Royaume ne s'étoit point appauvri, parce que la guerre se faisoit presque dans le pays, ou vers les frontieres, avec de petites Armées. L'Espagne, pour soutenir la Ligue, avoit répandu tant d'argent en France, qu'elle avoit enrichi le Royaume. Les Huguenots avoient fait sortir beaucoup de vaisselle d'argent des

Egliſes, & des Monaſteres, pour la faire circuler en monnoie dans le public. Les germes de l'opulence exiſtoient partout. Il ne manquoit qu'une bonne adminiſtration, & de la tranquillité, pour les développer & les mettre en activité. De grands abus s'oppoſoient à cette œuvre ſalutaire. Sully les corrigea; il anima tout. Les beſoins étoient petits, les reſſources étoient grandes. Il profita de tout; la ſplendeur de ſon Miniſtere brille encore, & ne s'éclipſera jamais aux yeux de la poſtérité. Mais il ſeroit injuſte d'exiger que ſes ſucceſſeurs, dans des circonſtances plus difficiles, fiſſent les mêmes progrès en auſſi peu de tems. La France étoit comme une belle femme mal vêtue; on n'avoit qu'à lui paſſer une belle robe pour la faire paroître avec éclat. Henri IV n'avoit pas le faſte qui ſemble à préſent eſſentiel à l'éclat de la Couronne. Verſailles, Marli, Belle-Vue, & les autres gouffres de dépenſes, n'exiſtoient pas; les beſoins ſe ſont depuis augmentés. Quand les maladies & les fréquentes ſaignées ont affoibli la conſtitution, la convaleſcence eſt plus difficile.

Qu'on faſſe encore attention que le Miniſtere de Richelieu, qui ſuivit de près celui de Sully, eut ſelon le *Détail de la France* les mêmes progrès par rapport aux finances; le revenu du Roi ayant doublé ſous ce Miniſtere. Il s'en faut de beaucoup que Richelieu eût le mérite de Sully; mais le nerf de l'Etat étoit dans toute ſa vigueur.

Sully l'avoit mis en évidence. C'eſt de lui qu'on doit dire ce que M. de Monteſquieu dit au ſujet de Richelieu: il tira du cahos les principes de la Monarchie, apprit à la France le ſecret de ſa force, & à l'Eſpagne celui de ſa foibleſſe. Malgré les abus de l'adminiſtration, les progrès de ces circonſtances ſe manifeſterent de plus en plus, juſqu'à ce que Colbert y mit la derniere main. C'eſt l'époque de l'apogée de la France. Ce fut alors que l'abus de ſes forces les affoiblit inſenſiblement au milieu & par le moyen même des ſuccès les plus brillans. Ces ſuccès furent achetés au prix de tant d'hommes, que le Monarque, en étendant toujours le terrain de ſa domination, & en reculant ſes frontieres, n'augmentoit pas le nombre de ſes ſujets. Les terres reſterent de plus en plus ſans valeur, faute de cultivateurs & de conſommateurs. Les taxes ſur cette partie devinrent encore plus funeſtes; & ſi le commerce & la circulation des papiers Royaux n'euſſent en partie réparé ce dommage, tout ſeroit preſque dans l'état déplorable où l'on dépeint le Royaume, & dont les tableaux qu'on fait dans tant d'écrits, ſont trop chargés. La vérité eſt, que la France n'a pas l'accroiſſement de puiſſance que ſes conquêtes devoient lui avoir procuré; que les vexations faites aux cultivateurs, & les entraves que l'on a miſes au Commerce intérieur & extérieur, augmentent le mal; que le manque de cré-

dit pour les emprunts l'a empiré ; que la circulation qu'il y a encore, répare en partie le mal ; que ces abus peuvent & doivent être corrigés ; mais que, ſans une longue paix, tout devient inefficace. Je reviens au *Détail de la France.*

J'y ai trouvé le principe, *Tout ſe réduit au produit territorial*, dont j'ai démontré la fauſſeté. Cet ouvrage contient d'ailleurs d'excellentes choſes ; mais elles ſont preſque défigurées par des exagérations, & par des applications défectueuſes. L'Auteur y voit tous les objets avec des yeux microſcopiques ; & les erreurs, dont les vérités qu'il expoſe ſont pour ainſi dire pêtries, rendent ſon ouvrage moins utile.

Il peut être vrai que la façon de lever les impôts, tant pour les tailles que pour les aides & droits de douane, ſoit plus funeſte que ne le ſont les impôts-mêmes ; & toutes ces vexations peuvent être regardées comme une des cauſes qui ont fait qu'il y a en friche tant de terres qui autrefois étoient d'un grand rapport. La conſommation, le commerce, & la population même, en ſouffrent.

Bois-Guillebert prétend, qu'en 1696 la France avoit déja perdu la moitié de ſes biens ; qu'elle avoit cinq cent millions de revenu de moins que 40 ans auparavant. Il obſerve, que depuis la mort de Charles VII, arrivée en 1461, juſqu'en 1660, les revenus du Royaume avoient doublé graduelle-

ment tous les 30 ans; mais depuis 1660, on ne trouvera pas, ajoute-t-il, que les revenus du Roi aient augmenté que d'environ un tiers, même en y comprenant les conquêtes du Roi, qui ſont au dixieme par tout le Royaume, & ceux de la Nation à moins de la moitié. Il prétend que la diminution des revenus des fonds a toujours cauſé celle des revenus de l'induſtrie. Il ne faut que découvrir, dit-il, la cauſe de la ruïne de la conſommation. Il y en a deux eſſentielles: l'incertitude de la taille, & les aides & douanes ſur les ſorties & paſſages du Royaume. Les denrées périſſent dans les endroits où elles croiſſent, la conſommation intérieure étant diminuée, & l'exportation devenant impoſſible. Ceux qui par leurs charges ſont exempts des tailles, font tomber tout le fardeau ſur les artiſans & les marchands, qui n'ont d'autres fonds que leur induſtrie. Il fait voir d'une façon ingénieuſe & ſolide, que le dommage réjaillit même ſur ceux qui s'exemptent des impôts. Ce n'eſt pas les impôts qu'il blâme, mais la façon de les percevoir. Il établit pour principe, que conſommation & revenu ſont la même choſe, & que la ruïne de la conſommation eſt la ruïne du revenu. Cela eſt vrai; mais il n'applique pas toujours bien ce principe, parce qu'il ne voit rien que le territorial; & tout le reſte n'exiſte point à ſes yeux. Tout ce qu'il dit, à quelques exagérations près, eſt exactement vrai pour

la

la partie de la culture, dont le produit peut être réduit à la moitié, ſans que cette proportion de décadence ſe répande ſur tout le Royaume. Il ſe trompe en croyant que ces abus ſoient les ſeules cauſes de la dépopulation; les longues guerres en ſont la principale, comme je l'ai démontré. Je crois qu'il y a encore de l'exagération dans ce qu'il dit, qu'un impôt qui ne rapporte au Roi que cent mille livres, diminue de deux millions la conſommation ſur le prix, ou ſur la quantité. Cela ſignifie réellement, & dans le fait, deux millions de diminution dans le revenu. Chaque Province perd, dit-il, faute de pouvoir communiquer ſes denrées l'une à l'autre; & la conſommation eſt devenue impoſſible. Cet abus étoit, aſſurément, des plus affreux. Tout le détail ſur cette matiere eſt très bien traité & démontré.

Il y a d'ailleurs quelques principes haſardés. Il dit, par exemple (pag. 6), qu'il eſt certain, & ſans contredit, que la diminution des revenus des fonds a cauſé celle des revenus d'induſtrie. Ce principe n'eſt pas univerſellement vrai. En Hollande & en Suiſſe, la ſtérilité du fonds a augmenté l'induſtrie & le revenu des habitans. C'eſt une obſervation que je fais, par paranthèſe, pour faire ſentir combien les regles univerſelles ſont fautives.

L'Auteur de cet ouvrage a vu que la province de Normandie, & l'élection de

Mantes, étoient tombées dans une grande décadence par le concours de pluſieurs circonſtances; les tailles, les droits de province à province, & autres exactions en étoient une des principales cauſes. Il a vu pluſieurs vérités abſtraites ſur la circulation, ſur la conſommation, ſur l'enchaînement des intérêts & l'harmonie de tous les ordres de l'Etat; il a enviſagé les traits d'hiſtoire du ſiecle précédent comparé au ſien. Toutes ces idées, dont chacune en particulier étoit vraie, ont fermenté dans ſon eſprit par un zele patriotique; & les objets ont groſſi de volume, ſans augmenter de maſſe: il a tout exagéré, & avec les principes les plus ſûrs, & les connoiſſances les plus profondes, il a fait un ouvrage abuſif. Il a jugé de l'état de tout le Royaume, d'après ce qu'il voyoit dans l'élection de Mantes, & dans la province de Normandie.

La difficulté, dit-il, de tranſporter les denrées d'une province à l'autre, a mis ces denrées au rabais; & le droit d'exportation a anéanti le commerce, & fait grand tort au Royaume. Tout cela peut être vrai en partie. Mais prétendre que cela a diminué de la moitié le revenu du Royaume, cauſé quinze cent millions de perte annuelle, fait périr des millions de ſujets, & que tout cela peut ſe rétablir en 24 heures de tems & quelque jours de travail, l'idée eſt de la derniere extravagance. Ceux qui ont écrit après lui, ont mitigé beaucoup ces exagérations, que

le tems avoit démenties. Mais preſque tous ceux qui ont traité cette matiere; ont encore outré, ne pouvant ſe départir du faux principe de réduire tout au produit territorial; ſans faire attention, que les guerres ſucceſſives furent les principales cauſes de la dépopulation, & que par conſéquent la conſommation devoit diminuer faute de conſommateurs.

Au reſte, il y a dans cet Ouvrage de belles & bonnes choſes, pourvu qu'on les réduiſe à leur juſte valeur. L'auteur avoit une idée aſſez nette de la circulation; mais il outre auſſi. Il dit, par exemple, (page 111) que cent écus ôtés à un laboureur pour les fraix d'une collecte, cauſent une perte de 50 à 60 mille livres au corps de l'Etat. Telle eſt cette autre aſſertion qu'il répete ſouvent, qu'il y avoit de ſon tems en France pour quinze cent millions, & davantage, de diminution de revenu depuis 40 ans; & cela, pour faire recevoir cent millions ſeulement au Monarque. Tout cela prouve trop. S'il eſt vrai qu'il y ait en France tant de terrain entiérement abandonné parce que le produit ne peut répondre aux fraix de la culture, je crois qu'il y auroit des moyens de le remettre en valeur pour le compte même du Monarque; & je ſuis ſurpris que perſonne ne ſe ſoit encore aviſé de former un plan réfléchi pour exécuter ce projet; peut-être ſeroit-ce le plus utile & le plus praticable qu'on eût encore ima-

giné. Quelques millions employés d'abord pour rétablir ſes propres ſujets, qui ſont dans la miſere, & des étrangers à qui l'on feroit un ſort, pourroient, à la faveur de la paix, du commerce, & de cet encouragement, rétablir la population, la conſommation, la circulation, vivifier toutes les parties paralitiques du corps de l'Etat, & augmenter conſidérablement dans quelques années le revenu du Prince, en diminuant les impôts. L'Angleterre pourroit encore plus promptement, & avec plus de facilité, exécuter ce plan d'agriculture. En France on a plus d'obſtacles à écarter. Les décombres des anciennes ruïnes embarraſſeroient d'abord la conſtruction du nouvel édifice. Les embarras de tranſporter les denrées de province à province, & les entraves de l'exportation, devroient, au préalable, être levés. Toutes les vexations faites au cultivateur devroient ceſſer ; & les libertés accordées, ainſi que le ſort qu'on devroit faire aux étrangers, devroient être bien établis. Ce plan pourra être mis au rang des viſions politiques; mais il y aura plus d'un Lecteur qui en ſentira le prix, ſurtout lorſqu'il en verra l'heureux ſuccès dans l'exemple que voici.

Frederic Guillaume II de Pruſſe forma ce projet ; & il eut le bonheur de l'exécuter. Son pays étoit un vaſte déſert, il dépenſa ſeulement 12 millions de florins à faire défricher ſes terres, à bâtir des vil-

lages, & à les peupler; il y fit venir des familles de Suabe, & de Franconie; il y attira des émigrans de Saltzbourg, leur fournit à tous de quoi s'établir, & de quoi travailler; il se forma un nouvel Etat, il créa une nouvelle puissance. L'Europe en a senti le poids; que ne profite-t-elle de cet exemple? Il vaut plus que cent traités sur les impôts, sur l'agriculture, sur la population, sur la circulation, & sur le crédit.

Ce que Frederic Guillaume fit dans ses Etats en Europe, les Anglois l'ont fait en plusieurs endroits en Amérique. Les avantages qui en ont résulté pour la Nation sont très grands. La population prématurée de leurs Colonies n'a pas, jusqu'à-présent, beaucoup affoibli la Grande Bretagne, parce que les circonstances accessoires ont favorisé les Anglois. La quantité de réfugiés, qui après, la révocation de l'Edit de Nantes se sont établis en Angleterre, & le grand nombre d'émigrans Allemands & autres, ont fourni aux Anglois de quoi peupler leurs Colonies sans trop dépeupler ce qu'ils appellent la Mere Patrie. Je crois cependant que si les Anglois avoient commencé à l'instar de Frederic Guillaume, à défricher entiérement tout leur sol en Europe & à rendre leur pays aussi peuplé que l'étendue du terrain, & les avantages de leur commerce le comportent, je crois, dis-je, que leur puissance auroit eu un fondement encore plus solide; les établissemens des Colonies auroient suivi après

avec un progrés d'autant plus rapide, que ce débouché d'hommes ſeroit devenu auſſi néceſſaire qu'utile au Royaume. Ces tems peuvent venir tant pour l'Angleterre que pour la France, ſi le divin Syſtême de la Paix gagne les principales Cours de l'Europe. En attendant il eſt abſurde de vouloir nier, que l'Angleterre ne retire déja de grands avantages de ces Colonies.

Les craintes que les établiſſemens en Amérique ne ſe rendent indépendants de la Mere Patrie, ſont pour le préſent tout-à-fait chimériques, ou au moins on ne ſauroit enviſager cet événement que dans une perſpective très éloignée. Indépendamment de l'exemple des Eſpagnols, au ſujet deſquels il y a longtems qu'on a gratuitement fait ces ſortes de prophéties; on a démontré que les établiſſemens Anglois en Amérique ne ſauroient jamais faire des alliances dangereuſes à la Patrie, tant par la connexité de leurs intérêts avec la Grande Bretagne, que par la rivalité, & la jalouſie qui regne parmi les divers établiſſemens Anglois en Amérique. Aucun de ces pays, ſéparé des autres, ne ſauroit parvenir à cette indépendance; & leur union eſt preſque impoſſible. Ainſi, pour peu que le Syſtême de l'adminiſtration en Europe ſoit bien ſuivi, la Grande Bretagne tiendra longtems dans ſa dépendance ces vaſtes établiſſemens, qui dans la théorie étonnent la politique, mais dont un Gouvernement ſage peut très bien venir à bout.

Cette petite digreſſion m'a paru eſſentielle, je reviens à l'Avocat Général de Rouen.

L'HISTOIRE de la finance, dans le *Détail de la France*, eſt très curieuſe. L'Auteur prétend qu'après la mort du Roi François I, Catherine de Medicis, Princeſſe qui aimoit le faſte & le luxe, fit venir des Italiens en France pour adminiſtrer les revenus du Roi, & qu'ils enſeignerent la ſcience des finances & des emprunts. Sully les chaſſa; la Reine Marie de Medicis les rappella; Richelieu les écarta; mais après ſa mort ils remonterent ſur le théatre.

LES paralleles que l'Auteur fait de pluſieurs époques qui ont précédé les financiers, & principalement des traits d'hiſtoire du tems de François I, ſont des traits ſéduiſants, & ſpécieux. Il attribue tout à une ſeule & unique cauſe, comme Deſcartes explique tout avec la matiere ſubtile; il dit, comme par maniere de grace, que François I. n'avoit pas des Armées auſſi nombreuſes qu'on en a de nos jours. N'eſt-il pas ridicule & extravagant, de comparer les beſoins de l'Etat & l'éclat de la Couronne du tems de François I, à celui d'à préſent?

ON trouvera encore dans ce Traité tout ce qu'on peut dire de plus ſenſé & de plus profond ſur l'exportation des bleds. On y prouve, que plus on enlevera de bleds de France, & moins on aura à craindre les extrêmes chertés; que l'aviliſſement du prix des grains eſt une eſpece d'indigeſtion d'E-

tat, causée par sa trop grande abondance, qui attaque toutes les conditions: & c'est, dit-il, un ver & un chancre qui le rongent & le minent peu à peu. Tout ce qu'il dit sur cet article me paroît profond, & confirmé par l'expérience de l'Angleterre & de la France. Aussi la sagesse du Ministere, en France, donne-t-elle toute son attention à cet article important. Je crois qu'on l'auroit fait plutôt si ces vérités avoient été exposées avec moins de chaleur, & qu'on n'eût pas avancé des choses absurdes, en disant que les abus sur cet objet avoient fait perdre d'abord à la France cinq cent millions de réel, puis quinze cent millions; & autres exagérations de cette nature qui ont barbouillé un tableau d'ailleurs frappant & vrai.

Le même vice regne dans les ouvrages qui ont été calqués sur celui-là; & c'est la cause peut-être qui a retardé l'emploi du remede, par la façon empirique dont on l'a toujours représenté. On a voulu réduire à une seule cause un mal qui prend sa source dans une complication de maux divers, dont les fréquentes guerres, & la nouvelle méthode de les faire, sont les plus puissantes. Il résulte encore de cet empirisme, qu'en voulant guérir la plaie, on provoque trop la partie léfée à se heurter de nouveau contre l'objet d'où le coup est parti; l'on empire toujours la cause du mal, & l'on rend le remede de plus en plus impraticable. Ce remede c'est le régime, sans lequel les autres

n'operent pas, & ce régime c'eſt la paix.

L'EXPÉRIENCE, démentant toujours les exagérations outrées, les vérités-mêmes riſquent de paſſer pour-lors pour des viſions de théorie, que la pratique ne confirme pas. Si une perſonne d'une famille Eſpagnole, ou Portugaiſe, de la Nation Juive, établie à Conſtantinople, ou à Amſterdam, avançoit que l'expulſion injuſte qu'ont eſſuyée en Eſpagne ceux de ſa religion du tems de Ferdinand & d'Iſabelle, a fait un grand tort à ce Royaume, ainſi qu'au Portugal, cet homme auroit raiſon. Les Juifs en Eſpagne & en Portugal, étoient de très bonnes gens, de bons ſujets, d'excellens citoyens, utiles à ces deux Royaumes. Ils entretenoient le commerce & l'induſtrie; ils étoient en très grand nombre; pluſieurs d'entr'eux étoient très inſtruits, & très conſidérés; ils avoient même part au Miniſtere. Abarbanel a ſervi avec zele, fidélité & capacité Alphonſe V. Roi de Portugal, qui lui confia les emplois les plus importans. Notre Juif Eſpagnol, ou Portugais, pourroit encore ajouter, que cette expulſion a contribué à la dépopulation de l'Eſpagne & du Portugal; tout cela ſeroit exactement vrai. Il pourroit encore obſerver, qu'il y a telle ville dans ces Royaumes que la retraite des Juifs a tout-à-fait ruïnée. Cela eſt très poſſible: mais ſi d'après de telles vérités, l'enthouſiaſme l'emportoit à ſoutenir, que cette violence faite aux Juifs fut la ſeule & unique cauſe de la

dépopulation de l'Eſpagne, ce ſeroit une abſurdité inſoutenable. Voilà préciſément le raiſonnement de l'Avocat de Rouen, qui jugeoit de tout le Royaume de France d'après ce qu'il voyoit en Normandie & dans l'Election de Mantes, où l'effet des vexations fiſcales fut plus ſenſible. Son enthouſiaſme l'a emporté au-delà de la vérité, comme feroit le raiſonnement de notre bon Iſraélite au ſujet de l'Eſpagne. C'eſt l'exil des Juifs, la découverte de l'Amérique, l'expulſion des Maures, le grand nombre de Moines, les guerres fréquentes de Charles V, de Philippe II & de ſes ſucceſſeurs, qu'on doit conſidérer comme les principales cauſes de la prodigieuſe dévaſtation de ce Royaume. Vouloir les réduire à une ſeule, c'eſt une choſe ridicule & fauſſe. Un Réfugié peut également ſoutenir, que le maſſacre de la St. Barthelemy, la révocation de l'Edit de Nantes, ont fait un grand tort à la population, au commerce, à la conſommation, & à l'induſtrie en France; cela eſt inconteſtable. Mais il ſeroit auſſi ridicule, & également faux, de prétendre que ç'en fut la ſeule & unique cauſe. Les vexations faites aux cultivateurs, détaillées dans l'Ouvrage que je cite, peuvent y avoir beaucoup contribué, mais pas autant que la révocation de l'Edit de Nantes, ni à beaucoup près autant que l'Auteur le prétend; le luxe exceſſif y entre pour quelque choſe, les Religieux pour beaucoup. Mais les

guerres meurtrieres doivent être regardées comme la cauſe la plus prochaine & la plus efficiente de la dépopulation en France, quoique cette dépopulation ne ſoit pas comparable à celle de l'Eſpagne ; & cela parce que pluſieurs des cauſes qui ont dépeuplé l'Eſpagne, n'ont jamais exiſté en France. Tant il eſt vrai qu'il y a ſouvent pluſieurs cauſes qui concourent à produire un même effet ; & celui qui n'en voit qu'une, ébloui d'une vérité dont il s'entête, en fait une cauſe générale, univerſelle, & unique, qui le mene à des abſurdités inſoutenables !

Un Lecteur ſenſé, en rectifiant les erreurs provenues des exagérations de l'Auteur du *Détail de la France*, trouvera des choſes très curieuſes, très utiles, très profondes même ; & c'eſt dommage que l'enthouſiaſme ait égaré l'Auteur en partant de principes vrais & de notions ſublimes. Je doute que les écrits qui lui ont ſuccédé ſur cette matiere, contiennent rien d'eſſentiel qui ne ſe trouve dans ce Traité. Il eſt vrai que les idées ne peuvent que ſe rencontrer ſouvent quand on traite préciſément les mêmes matieres, & cet Ecrit eſt de tous ceux qui ſont venus à ma connoiſſance, celui dont les idées approchoient le plus des miennes ſur la circulation. Je ſuis même obligé de dire que c'eſt le ſeul & unique ouvrage où j'aie trouvé des notions nettes ſur cet objet : tout ce que j'ai vu ailleurs ne m'a pas paru toucher au but. Cela n'empêche pas

qu'il ne puiſſe y avoir de bons ouvrages ſur cette matiere, qui me ſoient inconnus, vu que je m'en étois toujours tenu à une pratique approfondie, & à mes propres méditations ; ce n'eſt qu'après avoir couché mes idées par écrit, dans la premiere partie de mon Eſſai, que j'ai cherché à m'inſtruire par des écrits analogues à mon ſujet. Je me flatte que mon travail ne ſera pas entiérement infructueux. Le bien du genre humain eſt mon ſeul but ; la gloire & l'intérêt n'y ont aucune part ; je touche au bout de ma carriere, & le monde a pour moi peu d'appas ; je n'aſpire qu'à la tranquillité. Je reprends mon ſujet.

La plus juſte répartition des tailles dans le milieu du Royaume, & l'attention de ne pas mettre de grandes recettes à peu de choſe, pendant qu'un miſérable, qui n'a que ſes bras pour vivre lui & toute une famille, eſt abimé & réduit à vendre juſqu'aux uſtenſiles de ſon exiſtence, eſt un objet ſi important, que je ne me perſuade pas qu'on n'y ait point apporté de remede depuis ſi longtems qu'on s'en plaint. L'Auteur du *Détail de la France* prétend, que de ſon tems cet abus coûtoit tous les ans la vie à 300 mille ames, qui, de notoriété publique, périſſoient de miſere, ſurtout dans l'enfance ; n'y en ayant pas la moitié à cet âge, dit-il, qui pût ſubſiſter ; les enfans à la mammelle, nourris par des meres exténuées par la diſette d'alimens & l'excès du travail, man-

quant de lait; & ceux d'un âge plus avancé n'ayant que du pain & de l'eau, ſans lit, ſans vêtemens, & ſans aucun remede dans leur maladie, n'éprouvoient pas un ſort moins funeſte. Quand, au lieu de 300 mille, que dit l'Auteur, il n'en périroit que 20 mille tous les ans, quelle gloire, quel plaiſir, quelle ſatisfaction, quel bonheur pour un Prince, de remédier à tous ces maux! Quoi de plus grand que de devenir le Pere & le Dieu tutélaire de tous ces malheureux, & de faire leur bonheur! Ce ſeroit le plus grand des attraits de la couronne, & le ſeul capable d'en alléger le poids; *ſon fardeau ne paroîtroit léger qu'en cette ſeule occaſion.* Voilà comme je penſerois, quand cela devroit ſe faire uniquement aux fraix & dépens du Monarque, par pur amour pour l'humanité; à plus forte raiſon quand ſon intérêt ne l'y invite pas moins. En effet cette opération le rendroit infailliblement & plus riche, & plus puiſſant.

L'Auteur du *Détail de la France*, ſentant bien les reſſorts de la circulation, obſerve judicieuſement, qu'un écu enlevé à un homme puiſſant n'auroit jamais été (il auroit dû dire ſouvent) qu'un écu, tant à l'égard du particulier, que de tout le Corps de l'Etat; mais enlevé au pauvre cultivateur, au petit négociant, par un coup inopiné, il anéantit cent écus de conſommation pendant le cours de l'année. Tout roule aſſez ſouvent ſur un écu dans cette claſſe

de gens, par le renouvellement continuel & journalier qu'eſſuie cette modique ſomme. Si tous ſes calculs étoient auſſi juſtes, il n'auroit point porté la perte annuelle de l'Etat à quinze cent millions; ſomme qui, malgré les correctifs qu'il ajoute, eſt toujours très exagérée. Si la dixieme partie de ce que les Puiſſances dépenſent dans les guerres qui détruiſent le genre humain, pour faire la fortune de cent ou deux cent perſonnes, étoit appliquée pendant dix ans à faire le bonheur de leurs propres ſujets & régnicoles étrangers, qui voudroient employer leurs bras & leur induſtrie à mettre le ſol en valeur, cette ſomme répareroit ſenſiblement la dépopulation, mettroit les terres en valeur, favoriſeroit les manufactures; & les revenus du fiſc même, en diminuant les impôts, ne pourroient qu'augmenter conſidérablement, par l'accroiſſement prodigieux dans la conſommation, & par la circulation dans tous les ordres de l'Etat.

Tant que l'Europe tiendra de ſon origine fabuleuſe, la dépopulation ſe fera ſentir. Cadmus aura beau ſemer les dents du Dragon pour faire venir des hommes, pendant qu'ils s'entre-détruiront eux-mêmes, ce mal exiſtera. Les Princes, de même que les particuliers, cherchent le bonheur & l'agrandiſſement loin d'eux, quand ſouvent l'un & l'autre ſe trouvent à leurs portes. Vivre en paix avec ſes voiſins, & maintenir l'ordre & la tranquillité au-dedans, c'eſt

le ſeul moyen d'augmenter la puiſſance.

Il vient de paroître un Ouvrage nouveau, qui a pour titre *le Philoſophe Rural*, dans lequel il y a de très belles choſes offusquées par l'Enthouſiaſme Aratoire. Le fond de cet Ouvrage peche par le même principe que j'ai combattu dans le Traité dont je viens de rendre compte. Tout ſe réduit au territorial; c'eſt le cri ou la deviſe de l'Auteur: tout le reſte, ſelon lui, eſt illuſoire & deſtructif. Les rentiers ſont des loups dévorans; on leur fait l'honneur de les ranger dans la claſſe des mendians: les manufactures ſont nuiſibles: l'argent eſt une chimere. En un mot c'eſt un véritable enthouſiaſme coloré par des eſpeces de Taliſmans de calculs. Ces calculs arbitraires, ſur des matieres qui n'en ſont pas ſuſceptibles, ſont déraiſonner la raiſon même. Quand M. de Mirabeau paroît embarraſſé dans ſon Syſtême par l'exemple, par les faits, & par l'expérience des Nations comme la Hollande, il dit que ce pays, qu'on veut appeller Nation, eſt un Comptoir libre, où les engagemens de l'argent ne ſont que momentanés. C'eſt traiter bien incongrument une Nation qui défendit autrefois ſa liberté contre la premiere Puiſſance de l'Europe, qui dans l'ancien & dans le nouveau Monde a enlevé à l'Eſpagne, ſous Philippe II, preſque toutes les Indes Orientales & le Breſil, & qui a aſſez ſouvent balancé le deſtin de l'Europe. La République, ſans les

emprunts & les richeſſes fictives, n'auroit pu faire un ſi grand commerce, ni tant de dépenſes au dehors: l'Angleterre non plus. Les faits & l'expérience ſe trouvent toujours en oppoſition aux regles générales de M. de Mirabeau; &, ſi la dette publique, dit-il dans ce nouveau Traité, étoit portée à l'excès où l'état de rentier fût l'état de choix & de préférence, adieu la dépenſe, les rentiers, le commerce, les terres, tout ſera aliéné, tout ſera dérouté, tout tombera en ruïne. Obſervez cependant que les terres, en Angleterre, ont hauſſé de prix, & ſont mieux cultivées, depuis que la Dette Nationale a augmenté le nombre des rentiers, ou plutôt de ceux qui ont des rentes. Ce ſont, pour la plupart, des Seigneurs qui font auſſi cultiver la terre, de grands Négocians, & même des marchands. Il prétend alléguer comme une preuve de fait, que les rentes ſont au profit de qui les reçoit, & au détriment de qui les paie.

„ Quelle eſt l'honnête maiſon, dit-il, où „ l'on ne regarde comme le premier objet, „ en fait d'affaire, celui de rembourſer les „ contrats dont la maiſon eſt chargée? „ Quel eſt le pere de famille, deſireux d'u„ ne fortune indépendante quant à la dé„ penſe, & d'une vie oiſive quant au ſé„ jour, à qui l'on n'ait ouï dire, depuis „ l'extenſion de ce malheureux uſage, que „ pour être à ſon aiſe il faut avoir au moins „ le tiers de ſon bien en contrats. Preu-

„ ve

„ ve donc que chacun voudroit avoir des „ rentes, & que perſonne n'en voudroit „ payer; preuve que les rentes ſont au pro- „ fit de celui qui les reçoit, & au détri- „ ment de celui qui les paie; preuve donc „ que l'argent prêté à intérêt eſt déſavanta- „ geux à ceux qui l'empruntent. Ce qui „ choque l'intérêt d'une famille, choque „ l'intérêt de toutes les familles. Un Etat „ n'eſt autre choſe qu'une grande famille, „ compoſé de pluſieurs familles réunies. Ce „ qui ruïne les familles, ruïne l'Etat & la „ Nation. L'Univers n'eſt qu'un Etat com- „ poſé de pluſieurs de ces grandes familles „ qu'on appelle Nations. Ce qui ruïne une „ Nation, ruïne l'Univers & l'humanité en- „ tiere."

Voila un beau ſermon, qui, malheureuſement, porte à faux. Le principe n'eſt pas univerſellement vrai, & l'application eſt vicieuſe. Un argent prêté à intérêt, loin d'être déſavantageux à ceux qui l'empruntent, eſt très avantageux aux Négocians & au Commerce. En Hollande, en Angleterre, & dans toutes les places commerçantes, grand nombre de Négocians, & même des plus riches, empruntent des Rentiers à 3 & à 4 pour $\frac{0}{0}$ pour faire valoir leurs fonds dans le commerce, & en tirer le double & le triple. Cet avantage que les Négocians ont d'abord trouvé en Hollande, n'a pas peu contribué à faciliter le commerce, à la gloire & au bien de l'Etat. M. de.

Mirabeau n'a pas une vraie notion de ces objets. Les lettres de change, l'intérêt qu'on paie aux avances des correſpondans, ſont autant d'emprunts particuliers, au grand avantage de ceux qui les font. Ce n'eſt que lorſqu'un pere de famille ſe range dans la claſſe de ſimple rentier (ce qui eſt trés rare) qu'il renonce aux affaires, qu'il devient deſireux d'une fortune indépendante, qu'il eſt queſtion de rembourſer les contrats, dont la maiſon eſt chargée. Voilà combien ce principe a beſoin d'être rectifié même pour le particulier. Quant à ſon application à l'Etat, il eſt abſolument faux. Ce qui ruïne un particulier, ne ruïne pas toujours l'Etat. Toutes les dépenſes qu'un particulier fait hors de ſa famille, pour ſa ſubſiſtance, & pour ſon luxe, ne rentrent plus dans ſa maiſon; toutes les dépenſes que le Monarque & l'Etat font dans la Nation, rentrent dans la Nation, & protegent la Nation, qui en profite. La Nation en bloc les paie, ou plutôt les prête pour ſon propre avantage; elle ſoutient les dépenſes d'une guerre avec de petits impôts, en comparaiſon de ceux qu'elle ſeroit obligée de payer autrement, & elle double ſon numéraire, comme on l'a prouvé; la circulation en eſt augmentée, comme on l'a démontré; &, ſi d'autres obſtacles ne s'oppoſoient à la population & à la culture, l'une & l'autre ſeroient favoriſées par le mouvement prompt & aiſé que les emprunts im-

priment aux reſſorts d'une bonne adminiſtration. Il n'y a que ces emprunts ſenſés & bien employés, qui puiſſent, à la faveur de la paix, rétablir ces deux importants objets, la population & la culture des terres.

Il n'eſt pas vrai que, dans la Loi révélée, le Pere univerſel des humains proſcrive abſolument, comme uſure, tout intérêt du prêt d'argent. Cet endroit de la Ste. Ecriture n'a jamais été bien entendu, & a donné lieu à des calomnies atroces contre les Juifs; ſans faire attention qu'au lieu d'attaquer les Juifs, on blaſphéme contre la parole de Dieu. Il y a deux termes en Hébreu נשך *neſſeg*, & תרבית *tarbit*. L'un eſt intérêt, & l'autre uſure. Combien de fois M. de Voltaire (36) n'a-t-il pas dit que dans les malédictions que Moïſe prononce contre les Juifs, il les menace qu'ils emprunteront à uſure, & qu'ils ne ſeront pas en état de prêter de meme. Cela eſt faux & calomnieux, le texte Hébreu dit, dans le Chapitre des Bénédictions; *tu prêteras aux Nations diverſes, & tu n'emprunteras pas;* & dans le Chapitre des Malédictions, *tu emprunteras des peuples divers, & tu ne prêteras pas.* Il n'y pas un ſeul mot d'uſure, ni d'intérêt. Je dois relever ici cette erreur groſſiere. Au reſte il eſt vrai que tout intérêt étoit interdit aux Iſraélites riches à l'égard des pauvres. Moïſe ne paroît pas

(36) M. de Voltaire a ſuivi une verſion fautive.

le défendre entre les aisés. D'ailleurs leur Gouvernement étoit un Gouvernement Théocratique, vraiment agricole, où la vraie égalité étoit observée dans le partage des terres. La législation avoit établi un jubilé pour l'abolition des dettes, & pour la rentrée de chaque famille dans les terres aliénées. Mais aussi les créanciers insolvables payoient de leur liberté cet avantage jusqu'à ce terme. La constitution de ce gouvernement n'est nullement applicable à l'Europe. C'est dans ce même esprit que Moïse permet l'intérêt pris de l'étranger; mais il est absurde de dire que l'usure ait jamais été ordonnée. *Lanochry taſſig*. Le mot de *taſſig* vient de *neſſeg*, qui ne peut signifier probablement qu'un intérêt légal, qu'il étoit permis de prendre de l'étranger; & *tarbit* signifie augmentation, usure; ce qui n'a jamais été ordonné de Dieu à son Peuple. Un pareil reproche est un blasphême dans la bouche d'un chrétien, & une folie dans l'esprit d'un Philosophe. Revenons à notre objet.

Un égal partage des biens étoit assez l'esprit de la législation, même chez les Grecs, & chez les Romains. On sait combien la loi *agraria* a agité ces derniers. On a renoncé à un système chimérique dans nos constitutions; & les différentes classes nouvelles que l'industrie, le commerce, & l'abondance ont enfantées, établissent une espece de partage inconnu aux anciens. Les

emprunts Nationaux ſont, en partie, ce partage co-uſufrutier territorial très utile, très avantageux à l'Etat, quand il eſt bien entendu ; en multipliant le numéraire & la circulation, il favoriſe le commerce, les manufactures, l'agriculture, les finances, & la population, comme il paroît par l'enſemble de tout cet ouvrage.

L'or & l'argent, dans un déſert, ſont inutiles; mais ces métaux, & ce qui les repréſente, dans un pays peuplé, où il y a des Nations voiſines, & policées, procurent tout, & vivifient tout, par une convention univerſelle. C'eſt pourquoi le Sage a dit, que *l'argent répond à toutes choſes*. Nier ces vérités, c'eſt abuſer de l'eſprit & de la vérité, & embrouiller les notions les plus ſimples. Tout le monde ne peut pas être propriétaire. Proſcrire toutes les autres Claſſes, c'eſt une abſurdité inſoutenable, auſſi injuſte, que ridiculement anathématiſée par le Philoſophe rural. Les rentiers ſont en très petit nombre : leur prétendue oiſiveté n'eſt pas nourrie par le travail des autres, puiſque par leur dépenſe, ils alimentent ce travail ; & ces rentiers oiſifs non propriétaires, ſans charge ou autre emploi civil ou militaire, ſont très rares. L'intérêt de l'argent eſt utile & néceſſaire à tous ; l'uſure eſt deſtructive & affreuſe. Confondre ces deux objets, c'eſt comme ſi l'on vouloit défendre & proſcrire l'uſage utile du feu, parce qu'il brû-

le & conſume ceux qui s'en approchent de trop près.

Le Philoſophe rural maltraite fort les manufactures. Il eſt vrai que le manufacturier, le fabriquant, le marchand, le négociant, le banquier, peuvent plus facilement ſe tranſporter ailleurs, attendu que leur bien n'eſt pas ſi intimement attaché à l'Etat ou plutôt au ſol, que celui des poſſeſſeurs des terres. Leurs biens ſont, dit-il, diſperſés & inconnus. Toute richeſſe de tête & de poche, continue-t-il, ne donne point de priſe à la Souveraineté. Cependant cette regle n'eſt pas univerſellement vraie. Elle ne ſauroit avoir lieu que pour l'individu, & nullement pour le corps. Je m'explique: un, deux, ou dix fabriquans de Lyon, quelques Négocians de Marſeille, de St. Malo, ou du Havre, un banquier de Paris, peuvent, du jour au lendemain, quitter leur Patrie ſans inconvénient, & aller s'établir ailleurs: de même un agricole peut vendre ſa terre, & en achetter une dans un autre pays. Mais il eſt abſurde de croire que toute la fabrique de Lyon, que tous les négocians de Marſeille ou de Bordeaux, que tous les banquiers de Paris, puiſſent trouver où exercer ailleurs leur commerce, leurs talens & leur induſtrie.

Malheur à l'agriculteur ſi le négociant, le fabriquant, le rentier, les grands Seigneurs, les artiſans-mêmes de la volupté,

n'augmentoient pas la circulation & la conſommation, pour donner une valeur vénale à l'excédent du produit de la terre. Pour décider cette queſtion, ou la réduire à des termes ſenſés, je voudrois que ces profonds & éternels calculateurs, qui prétendent connoître ſi bien l'art de l'agriculture, fiſſent un calcul ſimple, exact, & non exagéré, du monde qu'il faudroit pour mettre en valeur & exploiter tout le ſol en France, c'eſt-à-dire la partie qui eſt propre à produire des grains, & celle qui eſt propre aux vignobles. Il faut laiſſer les bois, ſi néceſſaires à divers uſages, & qui n'occupent pas grand monde. Le défrichement des Landes de Bordeaux ne doit pas être mis en ligne de compte, pendant que tant de bonnes terres ſont abandonnées. Je ſais d'avance qu'on ſera étonné, combien un petit nombre de cultivateurs peut tirer d'un bon ſol de quoi nourrir un grand nombre de conſommateurs. La terre eſt ſi fertile, la nature ſi féconde, que peu de bras ſuffiſent pour procurer la ſubſiſtance à beaucoup d'hommes. Le commerce, le tranſport, l'exportation non gênée, peuvent donner une valeur vénale à tout cet excédent; & tout ce qui s'y oppoſe nuit au Corps de l'Etat, & à la population univerſelle des autres claſſes. Le commerce, le tranſport, & cette exportation, deviendront moins néceſſaires, quand la conſommation intérieure d'un Etat ſera plus grande par la multipli-

cité des classes proscrites & anathématisées par M. de Mirabeau. Plus les manufactures floriront, plus le commerce sera libre, plus les rentiers, les banquiers, les négocians, & d'autres Citadins feront circuler l'argent & employeront de monde dans le trafic mercantil sur ce prétendu pavé stérile; plus la population augmentera; & la population résultant de ces classes protege beaucoup plus l'agriculture, que l'agriculture ne protege la population. Je reviens au calcul; on trouvera, d'après celui que j'ai indiqué, que si les guerres, les colonies, & certaines causes morales, n'avoient pas dépeuplé l'Europe, les terres seroient universellement mieux cultivées, & plus en valeur; que cette consommation, & cette valeur proviendroient du grand nombre de Citadins utiles & industrieux, qui donneroient le branle à tout par la dépense & par la circulation. L'Angleterre est, à proportion, plus peuplée que la France, le sol beaucoup plus cultivé. On fait cependant l'exportation immense de ses grains. Sa consommation intérieure, & sa population, pourroient donc être encore beaucoup plus grandes. Cette population, qui augmenteroit celle de la classe du cultivateur, ne sauroit croître qu'en multipliant proportionnellement toutes les classes proscrites & anathématisées par l'enthousiasme des Apôtres de l'agriculture.

Je me rangerois volontiers de leur parti

s'ils exaltoient l'immenſe utilité de cet objet, ſans en exclure ceux qui ſont également utiles, & néceſſaires à la culture même. Un habile calculateur pourroit encore démontrer, que ſi l'on ne chicanoit pas la Hollande ſur l'appanage de ſon induſtrie, ſon vrai patrimoine, Amſterdam, Rotterdam, Middelbourg, Dort, Horn, pourroient contenir le double de leurs habitans. Tout ſeroit dans une plus grande opulence dans cette République. La population, qui y eſt proportionnellement la plus grande de l'Europe, le ſeroit encore davantage; & les Puiſſances agricoles en profiteroient prodigieuſement. Cette ſeule réflexion rectifie les exagérations que je combats, & réduit la queſtion aux termes politiques & ſenſés que je tâche d'établir.

Détrompons-nous; l'harmonie d'un Etat dépend de l'accord de pluſieurs parties. Elles ſe prêtent toutes des ſecours mutuels. En vouloir protéger une ſeule & proſcrire les autres, c'eſt diſſoudre l'Etat. Le tems, qui conſomme tout, détruira bien des erreurs. Le nouveau monde, qui paroît à-préſent, aux yeux du Philoſophe, inutile, nuiſible & dangereux à l'ancien, pourra un jour devenir néceſſaire, quand la population en Europe ſera à ſon comble. On ſait qu'à la Chine la légiſlation eſt contrainte de la diminuer; & la Chine & la Hollande prouvent tout ce que j'avance. Je ſuis perſuadé que ſi toutes les terres de l'Europe é-

toient cultivées en grains, une grande partie de ces grains pourriroit faute de consommateurs ; & ce n'eſt qu'en multipliant la population des grandes Villes, des Bourgs & Villages, qu'on peut procurer une conſommation équivalente à une culture étendue. Il ne peut & il ne doit y avoir en France qu'un Paris, en Angleterre qu'un Londres; mais il pourroit y avoir, comme à la Chine, 50 villes plus peuplées que Lyon, Nantes, la Rochelle & Bordeaux ; & tous les Villages pourroient l'être davantage. Ce ſeroit ce qui accroîtroit la puiſſance du Prince, & la valeur des terres, objet qui ne ſauroit jamais être rempli que par une longue paix, & en levant les obſtacles moraux qui s'oppoſent à l'aiſance du cultivateur & à la population. L'immunité de l'exportation des biens de la terre eſt eſſentielle; le reſte eſt l'affaire du tems & d'une bonne adminiſtration, dans laquelle le commerce, les manufactures, la circulation, le crédit public, ſont néceſſaires, & concourent à cette fin. Mais chaque partie a des bornes, & des proportions relatives entre elles. Tant que ces proportions ſont gardées, elles s'entre-aident; autrement elles s'entre-détruiſent.

Ceux qui habitent les Villes, dit M. de Monteſquieu, jugent de l'opulence d'un Royaume par l'éclat du luxe de ceux qui le détruiſent. Ces gens-là ſe trompent; mais on ne doit pas juger non plus de l'état de

tout un Royaume par la décadence d'une ſeule Province. On prétend que l'opulence ſtérile de la Capitale n'eſt que le magazin des dépouilles des Provinces, comme étoit l'ancienne Rome; mais la différence eſt très grande. Paris & Londres ſont peuplées de claſſes induſtrieuſes, qui favoriſent la culture, le commerce & la conſommation; leur étendue excede la proportion actuelle de l'Etat, dépeuplé par d'autres cauſes; c'eſt pourquoi Paris paroît aux yeux du Philoſophe une maſſe de pluſieurs villes tranſplantées, qui ſeroient plus utilement placées ailleurs. Cette tranſplantation ne ſauroit, dit M. de Mirabeau, être que par extrait, attendu la perte de tout le ſuc alimentaire qui s'eſt imbibé par les canaux qu'il traverſe avant que d'arriver à la Capitale. Cet excédent eſt peut-être mal-aſſis, précaire, variable & fugitif, par le concours de pluſieurs vices qui s'oppoſent à la population proportionnée de la Nation & à la culture des terres. Mais je ſoutiens que la France pourroit être plus peuplée, ſes terres mieux cultivées, & Paris auſſi grand & plus peuplé encore qu'il ne l'eſt actuellement: & ſi l'harmonie, & la proportion régnoient dans les autres parties, la grandeur de la Capitale, & la multiplicité des Citadins, ne feroient que protéger l'agriculture, qui eſt inutile ſans un grand nombre de conſommateurs dans les claſſes des Citadins. Voilà, en deux mots, mon ſentiment ſur cette importante queſtion.

Je pourrois citer nombre d'exemples pour appuyer ces principes, mais il me faudroit entrer dans un grand détail des proportions & de l'équilibre qui doivent régner dans chaque claſſe; car de l'invaſion d'une claſſe ſur l'autre réſulte un préjudice réciproque & commun. Le premier avantage eſt ſpécieux; faute d'harmonie & de proportion, il devient fugitif & deſtructeur. Les traits d'Hiſtoire, qui démontrent les inconvéniens politiques d'une trop grande population, nous méneroient trop loin. La Providence, par des Loix éternelles, a établi le germe de la perpétuïté & de la génération de chaque ſubſtance; mais elle paroît auſſi avoir mis des bornes à ſa multiplication. Tout s'entre-dévore ici-bas; tout eſt tombeau ou pâture; & les cauſes finales ſont inconnues aux foibles mortels. On conſomme une quantité prodigieuſe de glands; il s'en perd beaucoup; & il y en a fort peu qui ſervent à produire des chênes. Tout a ſon uſage. De mille grains de melons à peine un ſert à perpétuer cette plante. L'attrait que l'Auteur de la Nature a attaché aux actes qui perpétuent tout être vivant, eſt plus ſouvent un rêve de volupté, qu'une production qui tend à immortaliſer l'eſpece. Si la Nature nous paroît quelquefois trop prodigue, c'eſt que nous ignorons les Loix immuables de ſon œconomie. Cette Amérique, après avoir tant dépeuplé l'Europe, ſervira peut-être un jour à remédier à ſa trop grande population.

POUR faire ſentir qu'il y a un *maximum* & dans la population & dans l'agriculture, je prie le lecteur de promener ſon imagination ſur les obſervations ſuivantes. Suppoſons d'abord toute l'Europe auſſi peuplée qu'elle eſt ſuſceptible de l'être; elle contiendra par eſtimation quatre ou cinq fois autant d'habitans qu'il y en a actuellement d'établis. Dans ce cas-là, il faudroit de toute néceſſité que tout ſon ſol fût exactement cultivé pour nourrir tant de monde. Nous voulons encore accorder, que par une légiſlation & par une adminiſtration ſupérieures, tous les gradins des claſſes fuſſent bien diſtribués, en un mot qu'il y eût une proportion, & une harmonie exacte dans toutes les parties des divers Etats & Gouvernemens.

L'EUROPE parvenue à ce point de population & de culture, qu'en arriveroit-il? Arrêteroit-on le progrès ultérieur de la population? Comment l'arrêteroit-on? On ſeroit forcé d'envoyer des Colonies en Amérique & ailleurs. Mais cette reſſource ne ſuffiroit pas; il eſt à craindre qu'on ne fût contraint de ſuſciter de cruelles & funeſtes guerres en attendant la peſte & la famine. Ce dernier fléau ne tarderoit pas à faire des ravages; il ſeroit amené naturellement par cette grande & univerſelle population qu'on ſuppoſe établie. Les fruits annuels de la terre ſeroient ſans contredit annuellement conſumés par les habitans reſpectifs de cha-

que Pays. Or il eſt certain que, ſelon le cours de la Nature, les récoltes manquent dans tous les pays après un certain nombre d'années. Toutes les contrées ſeroient donc forcément réduites tour-à-tour à mourir de faim; chaque pays, ayant beſoin de ſes propres productions pour nourrir ſes propres habitans, ne pourroit pas pourvoir ſes voiſins. Pouſſons plus loin nos obſervations.

Il y a des Naturaliſtes qui prétendent que notre globe terreſtre n'a qu'une croute végétale, qui s'épuiſe par la culture, & devient enfin aride & ſtérile. On prétend que les déſerts de l'Arabie ont autrefois été des contrées fertiles, & les premieres habitations du genre humain.

Sans approfondir cette queſtion, tout le monde ſait que la terre rajeunit par le repos; il lui eſt ſouvent néceſſaire pour conſerver ſa fécondité. Perſonne n'ignore l'impatiente végétation dont une terre neuve ſe preſſe de récompenſer les premiers ſoins du laboureur. Il faut donc des alternatives de repos & de culture; il faut des vivres de réſerve, des terres incultes, des pays inhabités, pour l'ordre, l'harmonie & la conſervation du tout. Il paroît probable qu'il n'entre point dans le deſſein de la Providence, que le globe que nous habitons ſoit partout également cultivé & peuplé. Cet état momentané de perfection & d'opulence, s'il pouvoit exiſter, ameneroit donc les plus grands malheurs. Nous ne connoiſſons pas

le ſouverain bien ; les imperfections apparentes conſpirent ſouvent à la conſervation du tout. Nous ne voyons qu'une partie du tableau ; de faux jours nous éblouïſſent ; la perfection n'eſt pas l'apanage d'une ſeule partie, mais le réſultat du tout.

La population exceſſive a toujours enfanté la guerre, qui, en ſe tournant contre ſa cauſe, la diminue & la détruit.

Multiplier les hommes, dit M. de Mirabeau, ſans multiplier les ſubſiſtances, c'eſt les vouer au ſupplice de la faim. Ce phénomene eſt rare, & ne peut arriver que par un vice d'adminiſtration & de police ; mais, d'un autre côté, multiplier les ſubſiſtances ſans multiplier les conſommateurs, c'eſt une chimere deſtructive, & qui ne peut jamais exiſter au-delà d'une année. Les bornes phyſiques de la population d'un pays ne ſont pas invinciblement aſſujetties aux productions de ſon territoire, quand le commerce & la navigation, ſecondés du crédit, de la circulation, & des biens fictifs, ſont en bon état : témoin la Hollande. C'eſt plutôt la culture qui eſt invinciblement aſſujettie à la conſommation intérieure, ou à l'exportation précaire Nationale. Quand la population excede les richeſſes, le vice eſt inhérent au corps de l'Etat. C'eſt que toute la machine politique eſt détraquée. Il faut pour-lors porter ſes regards partout, & remédier à tout à la fois. Il faut pour-lors, comme Mylord Bo-

lingbroke dit à un autre ſujet, imiter les grandes opérations de la nature, & non celles de l'art, toujours lentes, foibles & imparfaites. Nous ne devons pas procéder comme fait un ſtatuaire en formant une ſtatue, dont il travaille tantôt la tête, tantôt une autre partie; mais nous devons nous conduire comme la nature agit en formant un animal, ou toute autre de ſes productions; *Rudimenta partium omnium ſimul parit & producit;* elle jette à la fois le plan de chaque être & les principes de toutes ſes parties. Tous les végétaux & les animaux croiſſent en volume, & augmentent en forces; mais ils ſont les mêmes dès le commencement. Il faut une puiſſance coërcitive, qui contienne les ordres de l'Etat, comme la clef d'une voute contient le corps du bâtiment. Dans un grand Royaume, l'agriculture, le commerce, les manufactures, la circulation, le crédit public, la police intérieure, la finance, l'état de guerre, les colonies, la navigation, la marine, le luxe modéré, tout doit marcher dans une proportion réciproque, pour conſerver l'harmonie de l'Etat, le bon ordre & la proſpérité d'une Nation.

L'ÉTENDUE des frontieres ne fait pas ſeule la puiſſance d'un Etat; mais c'eſt un grand avantage, qui comporte un plus grand nombre de ſujets qui peuvent trouver leur ſubſiſtance. Le grand nombre ſeul, avec une ſubſiſtance phyſique, n'eſt pas encore le tout;

tout ; il faut que l'aiſance s'y trouve ; & cette aiſance, dans le grand nombre, exige pluſieurs claſſes, & ne ſauroit être confinée aux ſeuls travaux de l'agriculture. Si la population en France étoit à ſon comble, le débouché extérieur, ou l'exportation des grains, ſeroit preſque inutile. Elle doit être regardée comme un ſupplément ou comme un remede au manque de population pour l'article de la culture, & comme un véhicule de commerce pour ſoutenir l'agriculture, & favoriſer la population. Mais ce n'eſt pas l'accroiſſement de la population, qui eſt le vrai ſecret de l'Adminiſtration ; c'eſt l'harmonie de toutes les parties, & l'équilibre de toutes les claſſes.

FIN DE LA QUATRIEME PARTIE.

ADDITION à ces mots de la page 158. l. 19. *Le réſultat de mon ſyſtême ſe réduit donc à ceci: que le Principe prétendu de réduire la faculté contributive des impôts uniquement au produit territorial, eſt abuſif*, &c.

PENDANT que cet Ouvrage étoit ſous preſſe, il m'eſt tombé entre les mains un Livre nouveau, dont le titre eſt, *Dialogues ſur le Commerce des Bleds*. J'y ai trouvé des choſes excellentes, utiles, lumineuſes, profondes & inſtructives. C'eſt-là où l'objet important de la culture & de l'exportation des bleds eſt mis dans ſon véritable jour, ſans enthouſiaſme. Malgré le ſtile, trop familier, du Dialogue, tout y eſt traité d'une maniere analytique. J'y ai trouvé des idées analogues aux miennes, & d'autres qui rectifient celles que je n'entrevoyois encore que confuſément. On y lit les paroles ſuivantes au ſujet des Impôts. „ Depuis „ le grand Colbert on connoît la nature de l'impôt. „ On diſtingue entre l'impôt de profit & l'impôt d'en„ couragement. On connoît la vertu, l'efficacité du „ Tarif. On ſait que par le moyen de certains impôts „ qui ne ſont que de véritables écluſes politiques, on „ dirige les niveaux des canaux du Commerce. On „ ſait qu'il faut impoſer ſur les entrées des manufactu„ res étrangeres, ſi on veut encourager les nationa„ les: on ſait qu'il faut impoſer ſur la ſortie des ma„ tieres brutes nationales, pour le bien des manu„ factures intérieures."

LETTRE

SUR LA

JALOUSIE DU COMMERCE.

Où l'on prouve, que l'Intérêt des Puiſſances Commerçantes ne ſe croiſe point, mais qu'elles ont un intérêt commun à leur bonheur réciproque & à la conſervation de la paix

Ces tems où l'homme perd ſon domaine, ces ſiecles de barbarie, pendant leſquels tout périt, ſont toujours préparés par la guerre, & arrivent avec la diſette & la dépopulation. L'homme, qui ne peut que par le nombre, qui n'eſt fort que par ſa réunion, qui n'eſt heureux que par la paix, a la fureur de s'armer pour ſon malheur & de combattre pour ſa ruïne: excité par l'inſatiable avidité, aveuglé par l'ambition encore plus inſatiable, il renonce aux ſentimens d'humanité, tourne toutes ſes forces contre lui-même, cherche à s'entredétruire, ſe détruit en effet: & aprés ces jours de ſang & de carnage, lorſque la fumée de la gloire s'eſt diſſipée, il voit d'un œil triſte la terre dévaſtée, les arts enſévelis, les nations diſperſées, les peuples affoiblis, ſon propre bonheur ruïné, & ſa puiſſance réelle anéantie.

BUFFON Tome XII de la Nature, premiere Vue.

LETTRE

SUR LA

JALOUSIE DU COMMERCE.

Vous exigez donc absolument, Monsieur, que je traite sérieusement, & par écrit, la proposition que j'avançois chez vous l'autre jour. Mais permettez que je vous fasse souvenir du correctif que j'y ajoutai. J'ai dit que pour la prouver, il falloit une tête mieux organisée que la mienne. Mes lumieres ne sont pas assez étendues, & mes connoissances sont trop superficielles, pour démontrer une vérité si compliquée, que je la sens, quoique je ne sois pas en état de la rendre évidente. Telle est cette proposition :

Les intérêts essentiels des Puissances commerçantes, rivales & voisines, ne se croiseroient pas, au moins autant qu'on le pense, si l'intérêt particulier ne venoit souvent à la traverse.

C'est l'intérêt particulier qui prend ordinairement le masque du bien public. Je crois qu'il est possible de concilier les vrais intérêts des Puissances avec leur avantage commun & réciproque ; & dès ce moment le Système de l'Abbé de St. Pierre ne seroit plus regardé comme le rêve d'un homme de bien. Le bonheur d'un Etat consiste

dans l'aiſance & le nombre des ſujets, & dans la puiſſance du Prince. Cette Puiſſance eſt au comble, lorſqu'on en tire tout le parti que le terrain comporte, pour que chaque claſſe ou gradation d'habitans jouïſſe de ſon état, & que toutes ces claſſes ſe trouvent dans une proportion politique. Si la nature du terrain ou du climat refuſe quelque choſe à l'aiſance ou à l'opinion, c'eſt au commerce & à l'induſtrie d'en chercher le ſupplément chez l'étranger, chez qui l'on doit auſſi tâcher de placer ſon ſuperflu, tant du produit que la nature du ſol fournit à l'entretien des habitans, que de celui de leur induſtrie. C'eſt, je crois, l'idée la plus nette de l'origine, de l'utilité & de la néceſſité du commerce.

D'ABORD c'étoit la néceſſité de tirer de nos voiſins ce qui manquoit chez nous pour fournir à nos beſoins, enſuite à notre ſenſualité, & enfin à notre luxe. Si de notre côté, nous avons un ſuperflu qui leur manque, il ne ſe fait qu'un échange. Mais comme cette meſure ne ſauroit être toujours égale, le ſuperflu fait la balance du commerce, par l'argent que la partie la plus indigente fournit au bout du compte à celle qui dans ce moment-là ſe trouve la plus riche. Le beſoin étant réciproque, & les parties gagnantes ne faiſant leur profit que vis-à-vis de quelqu'un qui leur fournit le ſurplus en argent qui produit cet avantage, elles ne ſauroient détruire ce quelqu'un, ſans

tarir la ſource de leur propre bonheur. Que diroit-on d'un homme qui couperoit le pis d'une vache, pour en tirer plus de lait ? Toutes les profeſſions dans une contrée travaillent les unes pour les autres, & ſe maintiennent réciproquement, non ſeulement pour la fourniture de leurs beſoins, mais pour leur propre exiſtence. Une profeſſion ruïnée altéreroit l'harmonie de la Société, ou le bien-être de preſque toutes. Perſonne n'achette la denrée ou le fruit du travail de ſon voiſin, qu'à une condition tacite, ſavoir que le vendeur en fera autant de celle de l'acheteur, ou par lui-même ou par l'interpoſition de pluſieurs mains qui interviennent dans la circulation; l'argent eſt le gage de cette clauſe. Si l'intérêt ou l'utilité n'eſt pas réciproque en quelque ſens, l'avantage eſt illuſoire; c'eſt comme un météore, qui diſparoît & épouvante au moment qu'il brille. Or ce qui arrive parmi les diverſes profeſſions dans un même pays, arriveroit entre les Puiſſances voiſines commerçantes.

Le commerce eſt un jeu; & ce n'eſt pas avec des gueux qu'on peut gagner. Si l'on gagnoit longtems en tout avec tous, il faudroit rendre de bon accord les plus grandes parties du profit, pour recommencer le jeu. Ce commerce dévorant ſe détruiroit lui-même. Nos voiſins, dans la miſere, n'auroient plus de quoi payer ni nos denrées ni notre induſtrie. Ce principe fait voir que

le commerce universel, & les avantages tout-à-fait exclusifs ou excessifs, sont aussi absurdes qu'injustes. Si l'harmonie politique consiste dans un partage proportionné, quoiqu'inégal, de plusieurs avantages, le plus grand de chaque partie seroit de posséder celui qui lui convient le mieux sans nuire aux autres; & je suis persuadé que certains avantages spécieux qu'on ambitionne, seroient nuisibles, s'ils étoient arrachés d'entre les mains d'un voisin dont on est jaloux sans raison; puisque souvent le profit qui nous en revient par bricole, est assez honnête, & peut-être plus grand & moins embarrassant, que si nous les possédions en propre.

Il est clair comme le jour, que la conservation & le bonheur de tous fait le bonheur & la conservation de chaque partie. Voilà un principe inconteſtable. Un autre qui n'est pas moins vrai, c'est que tel avantage de commerce, qui est presque inutile à une puissance, est nécessaire & essentiel à l'autre pour sa conservation. La possession des Isles Moluques seroit aussi inutile au Portugal, depuis qu'il a les mines du Brésil, que ces Isles sont nécessaires à la République de Hollande. Le Portugal jouït déja de trop de métal: si la culture & les autres avantages de ce Royaume étoient en activité, il y auroit une réplétion de métal. L'or peut y être regardé comme une marchandise dont l'exportation est utile; au lieu que la Hollande, privée des

biens territoriaux, & de la concurrence dans les manufactures, à cauſe de la cherté de la main-d'œuvre, ſeroit bientôt abîmée, ſans un article important pour rétablir l'équilibre de l'argent, & pour avoir une balance avantageuſe, dont tous les autres Etats profitent, comme on le verra dans la ſuite.

De ces deux principes il en réſulte un troiſieme, que j'oſerois haſarder: c'eſt qu'il eſt ſouvent de l'intérêt de toutes les Puiſſances commerçantes, qu'un certain avantage ſoit le partage d'un tel, préférablement à tout autre. Et loin qu'un pareil avantage doive exciter la jalouſie des autres Puiſſances, elles ont au contraire intérêt à le conſerver. Un quatrieme principe, qui me paroît encore évident, quoique peu connu, c'eſt qu'on poſſede rarement un objet de commerce dans ſa totalité. On eſt obligé de recourir à ſes voiſins & de partager pour ainſi dire le gâteau; & celui qui en paroît tenir la poſſeſſion, en profite ſouvent le moins. Un autre principe, dont je ſuis perſuadé, c'eſt que l'Europe étant une famille ou un corps compoſé de pluſieurs membres, aucun ne peut être détruit que les autres n'en ſouffrent; & la Hollande eſt de toutes les Puiſſances celle où l'application de ce principe eſt le plus manifeſte. C'eſt ce que j'eſpere prouver clairement par la ſuite.

Je préviens d'abord, que j'enviſage l'Europe telle qu'elle ſe trouve conſtituée, &

le genre humain dans les mœurs actuelles, ſans en faire la critique: autrement il faudroit examiner philoſophiquement, ſi le commerce, qui fait la marotte du ſiecle, eſt ſi eſſentiel au bonheur de l'humanité; à quel point le luxe eſt utile; à quel degré il devient nuiſible; combien on en a abuſé. Il s'agit ſeulement de ſaiſir l'eſprit du ſiecle où nous vivons, & de tâcher de combiner dans la plus juſte proportion poſſible, toutes les branches du beſoin réciproque des différentes Nations, pour ſe procurer l'importation des productions étrangeres, & l'exportation des Nationales. Il eſt conſtant que ſi l'on réuſſiſſoit à obtenir ce qu'on paroît chercher partout, ſavoir de ſe procurer une ſubſiſtance entiérement Nationale; dès ce moment cet Etat pourroit exiſter comme iſolé; ne faiſant plus partie du tout, le commerce lui ſeroit inutile. Mais un tel Etat eſt incompatible avec nos mœurs, quoiqu'il ne répugne pas à la nature, dont nous nous ſommes trop écartés. Car dans l'état primordial, la chaſſe, la pêche, & l'agriculture, fourniſſoient à la ſubſiſtance univerſelle. Les beſoins factices, multipliés, ont donné naiſſance au Commerce & aux manufactures, enfans de l'induſtrie & de la volupté. Mais on a beau faire; il y a un tel enchaînement dans les intérêts du commerce, qu'on ne ſauroit le faire ſeul; il faut forcement avoir recours à des voiſins, qui en partagent ſouvent le bénéfice.

VENONS à quelque exemple particulier. L'Angleterre vient de faire l'acquiſition du Canada. On croit cette partie du monde entiérement perdue pour le commerce de la France ; je crois qu'on ſe trompe. Il y a quantité de choſes ſans leſquelles il me paroît que le commerce de cette colonie languiroit, & que les Anglois ſont obligés de tirer de la France. Les vins, les eaux de vie, dont les Sauvages, malheureuſement pour eux, font une ſi grande conſommation, doivent être fournis par la France. J'obſerverai par parentheſe, que, quelque grande que ſoit l'opulence de l'Angleterre & de toute autre Puiſſance commerçante, cette partie réſultante du commerce & du crédit eſt toujours plus précaire que celle qui provient de la nature du ſol; elle eſt plus caſuelle, & dépend d'une ſuite d'accidens heureux, que des accidens contraires peuvent renverſer.

LA baſe peut devenir diſproportionnée au reſte de l'édifice: le noyau intérieur, ſi j'oſe m'exprimer ainſi, ne pourroit peut-être à la longue fournir aſſez au beſoin de l'écorce extérieure. Il faudra ſouvent avoir recours à ſes voiſins, & partager avec eux. Les Anglois ne ſauroient jamais faire que leur ſol produiſe du vin; & pour ſe procurer cette volupté & approviſionner leurs colonies, ils enrichiront toujours la France.

LES Anglois ne faiſiront vraiſemblablement jamais le goût de cette Nation pour

inventer des modes, & ne détruiront jamais celui des autres pour les adopter. Les Manufactures Françoiſes ſeront toujours préférées par caprice, par fantaiſie, par mode, & parce qu'elles ſont toujours à meilleur marché; attendu que la main-d'œuvre en France n'eſt pas auſſi chere qu'en Angleterre, & le ſeroit encore moins, ſi par une longue paix on parvenoit à rétablir les finances & la population, & à diminuer les impôts. Le tribut immenſe des frivolités que le reſte de l'Europe paie à la France, s'accroîtra à meſure que les manufactures ſeront à meilleur marché. Il ſuffit de faire ſentir que la France tire déja un profit réel des Colonies Angloiſes en général, & de celles qu'elle paroît avoir entiérement perdues pour ſon Commerce. Les Anglois tireront déſormais ſans contredit de la France, plus de vins, plus d'eaux de vie, plus de ſel, plus de vinaigre, plus d'huile de Provence, plus de toiles, de fil, d'étoffes de ſoie, de rubans, même de ſucre, & d'indigo, qu'ils n'en tiroient; le Canada ne pouvant ſe paſſer de toutes ces denrées. Ajoutez à cela l'épargne que la France fait en hommes, (bien plus précieux que les denrées) que l'entretien de cette Colonie lui coutoit; & l'on trouvera que la France n'a pas tout perdu, quoique l'Angleterre puiſſe avoir beaucoup gagné.

L'Isle de Grenade & les Grénadilles, qui avec le tems ſeront d'un grand rapport

à l'Angleterre, mais dont la conquête a coûté tant de tréſors dans la guerre, a été achetée une ſeconde fois par les Anglois à la paix, puiſqu'ils ont payé de grandes ſommes à la France pour en acquérir les plantations, & les établiſſemens des François, qui, en quittant l'Iſle, ont vendu le ſol aux Anglois, le double de ce que ces plantations valoient avant la derniere guerre. Cette circonſtance devroit bien guérir les Nations de la fureur des conquêtes. La France a gagné un numéraire, réel & ſolide, qui eſt rentré dans le Royaume; & le profit des Anglois étoit encore en herbe (37). Il faut obſerver, que quand je dis que cette poſſeſſion a coûté de grandes ſommes aux Anglois, c'eſt que j'eſtime que les poſſeſſions qui leur ont été cédées par la paix, doivent être conſidérées comme le ſeul équivalent de toute la dépenſe de la guerre, & de la perte de tant d'hommes. Ainſi il faut mettre d'un côté le Canada, la Floride, les Grénadilles, le Sénégal, & de l'autre toute la dépenſe de la guerre, & la perte des hommes, & calculer. Je ne ſais pas ſi le Gouvernement d'Angleterre retirera de longtems un accroiſſement de revenu proportionné à la charge des intérêts qu'il doit ſur de nouveaux emprunts; & ſi la Nation en général aura un équivalent, qui aille d'abord beaucoup au-delà de la ſurcharge des impôts, &

(37) Ces Iſles rapportent à préſent beaucoup à l'Angleterre.

des intérêts qu'on paie à l'étranger intéreſſé dans les fonds publics. Abſtractivement le Royaume perdroit, ſi une partie de ſes impôts, ou plutôt le tout, ne rentroit derechef dans les mains de la Nation, & ſi ſon numéraire n'étoit augmenté par l'accroiſſement même de la Dette Nationale, comme je l'ai démontré ailleurs. Sans cette compenſation, & la ſécurité de leurs anciens établiſſemens, l'avantage de l'Angleterre dans cette paix auroit été très mince.

Mais ſans réſoudre entiérement ce problême, continuons à examiner l'intérêt actuel des Puiſſances. La France profite *indubitablement* du commerce du Canada, & des autres Colonies Angloiſes, par cette connexité d'intérêts inſéparables dans un Syſtême de commerce. Plus ces Colonies fleuriront, plus la France fournira de ſes denrées devenues néceſſaires. D'un autre côté, plus la France ſera heureuſe, plus ſes récoltes ſeront abondantes, plus auſſi elle fournira ſes denrées à meilleur marché; & le bonheur de la France réjaillira encore ſur l'Angleterre. L'intérêt eſſentiel des Puiſſances commerçantes, rivales & voiſines, loin de ſe croiſer, ſe ſoutient donc réciproquement. La France, encore plus opulente, tirera de la Grande-Bretagne, davantage de charbon de terre, de cuirs, de bled, de plomb, d'étain, d'alun, de ſuif, de fromage, de ris, de tabac, de bœuf ſalé, de ſavon, &c. Voilà donc une réverbération réciproque

d'intérêts mutuels, qui met dans un beau jour mon Syſtême, le plus utile à l'humanité, s'il peut être démontré, & le plus heureux, s'il eſt ſuivi. Le bien de l'un faiſant celui de l'autre, on a un intérêt mutuel & commun à s'entre-aider réciproquement. Tout monopole exercé ſur nos voiſins, ſurcharge & détériore les produits qui doivent nous être offerts en échange des nôtres. La cupidité aveugle détruit ſon ouvrage, dit un Sage. Paſſons à un autre point.

La Pêche, par exemple, eſt phyſiquement & même moralement utile & néceſſaire à la France. Le François eſt ichtyophage, non ſeulement par volupté, mais encore par principe de Religion; & il eſt eſſentiel de fournir du poiſſon à un peuple obligé ſouvent à faire maigre. Cet art nourricier eſt en même tems une pépiniere de marins; c'eſt leur occupation en tems de paix. Mais exercer la pêche pour former des matelots pour la guerre, eſt un motif meurtrier, qui tend à la deſtruction de l'eſpece; au lieu que de l'exercer pour nourrir ſes habitans, c'eſt un motif de conſervation. Je préſume donc que pour l'ordre harmonique des intérêts réciproques que je cherche, la France doit conſerver une ample pêche de morue. Elle ne ſauroit s'en paſſer, non plus que la Hollande de la pêche du Hareng, qui eſt preſque auſſi eſſentielle à cette République, que le commerce des épice-

ries. Sa conſervation en dépend, & de ſa conſervation, celle de preſque tout le commerce de l'Europe.

La Hollande eſt un pays très riche, dont preſque toutes les richeſſes, artificielles, factices & de convention, n'exiſtent que par le commerce, par les pêches, par le crédit, & par la circulation. L'argent comptant qui s'y trouve, étaie une infinité de richeſſes imaginaires en vaiſſeaux, en denrées, en papiers, & en fonds publics; & les Puiſſances commerçantes de l'Europe ſont ſi fort liées avec les Hollandois, que ceux-ci ſont, pour-ainſi-dire, leurs Facteurs, leurs aſſociés, &, ſi j'oſe le dire, leurs Banquiers. Le numéraire artificiel de la Hollande fait valoir le numéraire artificiel de la France & de l'Angleterre; & ſi, par quelque malheur, la Ville d'Amſterdam venoit à décheoir, ce qui arrivera dès que ſon commerce, ſes pêcheries, & ſon crédit tomberont; dès-lors tout le numéraire de l'Angleterre & de la France tomberoit prodigieuſement. On a vu en 1763, que la chûte d'une maiſon commerçante ou de deux, a entraîné des pertes partout. Le Commerce de l'Europe paroiſſoit pour-ainſi-dire ébranlé. Les fonds en Angleterre ont baiſſé de 10 pour %. La convulſion que ce petit accident a cauſée dans les places commerçantes, fait voir ce qui arriveroit ſi la décadence étoit plus univerſelle. Il n'en eſt pas de la République de Hollande comme des autres Etats. Il eſt

aſſez

aſſez indifférent à l'Europe, par exemple, que la Siléſie ſoit à la maiſon d'Autriche, ou au grand Prince qui l'a ſu conſerver après l'avoir ſi glorieuſement conquiſe; mais la perte de tant d'hommes, que l'Europe a eſſuyée dans cette guerre à l'occaſion de cette Province, ne lui eſt pas indifférente. Le commerce s'en reſſent; moins d'habitans, moins de conſommation. Si la République de Hollande venoit à être conquiſe, ce ne ſeroit plus le même Etat; le ſol eſt preſque nul; les richeſſes de la Hollande s'évanouïroient; Amſterdam, Rotterdam, Middelbourg, ne ſeroient plus un pont de communication, l'entrepôt de l'Europe, les magazins de l'Univers; leur papier, qui fait valoir celui de tous les autres Etats, ſeroit anéanti, & cauſeroit un engorgement dans la circulation; pluſieurs milliards de numéraire ſe fondroient tout d'un coup; la moitié des commerçans de l'Europe ſe trouveroit ruïnée; les Puiſſances s'en reſſentiroient, & un demi-ſiecle ne ſuffiroit pas pour réparer ce déſordre. Il arriveroit une grande révolution. J'oſe donc aſſurer, comme un principe inconteſtable, que preſque toutes les Puiſſances de l'Europe ſont intimement intéreſſées à la conſervation de la République. La Hollande eſt aſſurément le chef-d'œuvre de l'induſtrie & du travail; ſon état cependant eſt très précaire: elle ne doit ſa conſervation qu'à la ſageſſe intérieure de ſon Gouvernement, & à la modération de

ſes voiſins. Je dis modération; car je ſuppoſe qu'on n'eſt malheureuſement pas aſſez pénétré de mon grand principe, que l'opulence de la Hollande en communique à ſes voiſins, & que le préjudice qu'ils recevroient de ſa deſtruction & de ſa décadence ſeroit immenſe. Les cauſes qui ont opéré la grandeur de la République n'exiſtent plus. La concurrence du Commerce, qui s'eſt étendu, Hambourg, qui eſt devenu l'entrepôt du Nord, & d'autres circonſtances, ont non-ſeulement arrêté les plus grands progrès de la République, mais ont déja cauſé ſa décadence. L'œconomie, qui a été le germe de ſa puiſſance, dégénere en un luxe incompatible avec ſa conſtitution. Les ſeuls avantages qui lui reſtent pour ſa conſervation, & pour ſoutenir le commerce de concurrence, c'eſt le commerce excluſif des Epiceries & la pêche du Hareng. Ce ſont les deux pivots ſur leſquels roule encore le reſte de la machine. Le Cabotage, ſi néceſſaire à ces Républicains, ſe perd de plus en plus. La Hollande, par ſon commerce d'œconomie, étoit en état d'acheter dans un pays pour revendre dans un autre, à meilleur compte ſouvent, que ſi ces pays le faiſoient venir en droiture. Un grand Royaume peut ſe paſſer de ce commerce. *Nolo eumdem populum imperatorem & portitorem eſſe terrarum.* „ Je n'aime point, dit Cicéron, „ qu'un même peuple ſoit en même tems „ le Dominateur, & le Facteur de l'Univers.”

Plus la Hollande & ſon commerce ſeront floriſſants, plus elle tirera de la France des vins de toute eſpece, des eaux de vie, du vinaigre, du ſel, des huiles de Provence, des ſucres, de l'indigo, du caffé, de toutes ſortes de draperies, merceries, quincailleries, glaces, horlogeries, montres, étoffes de ſoie & de cotton, toiles, dentelles, tapiſſeries. Toute l'Europe étant intéreſſée à la conſervation actuelle de la République, doit donc concourir à la ſoutenir dans la poſſeſſion de ces deux objets. De tous les Etats de l'Europe la Hollande eſt celui dont la valeur & le produit excedent le plus le produit & la valeur territoriale, dont on tire plus de parti que la nature ne paroît comporter. C'eſt une eſpece de création politique. La France & l'Angleterre ſont encore très éloignées d'avoir mis tout leur ſol en valeur, & d'avoir toute la population dont ces deux Royaumes ſont ſuſceptibles; & juſqu'à-ce qu'on ſoit parvenu à ce point, le commerce excentrique & les colonies éloignées ſont moins néceſſaires. Vérité peu connue, ou peu pratiquée, mais néanmoins très ſenſible.

Je reviens à la Hollande, que je conſidere comme le gouvernail du vaiſſeau du Commerce de l'Europe. Elle en fournit encore les voiles. C'eſt, pour-ainſi-dire, par le vent du crédit factice, qu'elle facilite le mouvement léger d'une machine très lourde. Tout tomberoit en paralyſie par ſa

deſtruction ; & elle a beſoin de l'appui & du ſecours de ſes voiſins. C'eſt un vieux Chêne dont les feuilles paroiſſent encore vertes, mais dont la racine commençant à pourrir, il eſt à craindre que ſa chûte n'écraſe ſes voiſins; c'eſt moins un rival dangereux, qu'un aſſocié utile. Un pays de peu d'étendue, qui n'a preſque point de terres labourables, point de bois, point de vignes, point de mines, un ſol ingrat, ſtérile & coûteux, ne devroit pas être en butte à la jalouſie ; lui envier ſon commerce & ſes pêches, c'eſt une injuſtice criante. L'Apologue du Prophete Nathan à David pourroit lui être appliqué. Cette injuſtice paroîtroit d'autant plus grande, qu'elle ſeroit contre l'intérêt même de ceux qui la ſeroient, vu la conſommation qui ſe fait en Hollande de leurs denrées, & de leurs manufactures. Le numéraire artificiel de la Hollande ſoutient celui de la France & de l'Angleterre, *& vice verſa*. Par l'harmonie réciproque de ces trois Puiſſances, elles participent toutes au commerce de l'Eſpagne leur mere nourriciere, qui ſe reſſent peut-être d'allaiter ces trois enfans. La France tire un grand avantage des richeſſes de la Hollande, on y fait une grande conſommation de ſes vins, c'eſt un grand débouché pour ſes manufactures en tout genre ; & ſans contredit la France profite beaucoup plus de l'opulence de la Hollande, qu'elle n'en auroit profité ſi Louis XIV eût

réuſſi à détruire la République. L'Angleterre en profite auſſi, elle vend aux Hollandois plus qu'elle n'en achete. La République lui fournit des fonds en tems de guerre; la Hollande a été un pont de communication dans la derniere guerre, & ce pont de communication n'a pas été moins utile à la France qu'à l'Angleterre : il eſt vrai que la Hollande en a profité ; mais faut-il en être jaloux? c'eſt un tribut d'accident qui lui étoit néceſſaire. Sans ces profits caſuels & les épiceries, il y a longtems que le commerce de la République auroit été anéanti. La fortune des Hollandois venant à tomber, réjailliroit ſur le commerce de la France & de l'Angleterre, & leur porteroit un préjudice ſenſible. Juſqu'à-préſent ceux qui ont concouru avec les Hollandois pour le commerce, ont ſouvent réuſſi, en leur nuiſant, parce que les Hollandois étoient preſque ſans concurrent, & par la combinaiſon de pluſieurs haſards, ils ont joui pendant un tems d'un commerce preſque univerſel & excluſif. Mais ces tems ſont paſſés; ſi on les chicane ſur le peu qui leur en reſte, cela ne pourroit être qu'au préjudice de l'Europe en général, & particuliérement de ceux qui en ſeroient la cauſe.

Il paroît donc aſſez clairement, par tout ce qu'on vient de dire, qu'il eſt de l'intérêt de toutes les Puiſſances que la Hollande conſerve ſon état actuel; & cela n'eſt pas poſſible ſi on la traverſe dans les objets qui

ſont eſſentiels à ſa conſervation. Le commerce de la République eſt plus précaire que celui de toute autre Puiſſance. On en a eu un tableau parfait dans les remontrances réfléchies que des Négocians habiles ont faites à ce ſujet au feu Stadthouder de glorieuſe mémoire, peu de tems avant ſon décès. On a remonté aux cauſes primordiales qui ont autrefois ſi prodigieuſement favoriſé ce commerce ſi eſſentiel à la conſtitution de l'Etat, & l'on a en même tems fait ſentir & diſtingué les cauſes inévitables de la diminution de ce commerce, d'avec celles auxquelles on pourroit encore remédier. Voici, autant que je puis me le rappeller, ſur quoi rouloit cet important mémoire.

On expoſoit le changement total du ſyſtême du commerce en Europe, en examinant les cauſes qui ont concouru autrefois à l'établir avec tant d'avantage dans la République. Parmi les cauſes primordiales, on diſtinguoit 1°. des cauſes naturelles & phyſiques, 2°. des cauſes morales, 3°. des cauſes accidentelles qui avoient concouru avec les précédentes. Les cauſes naturelles & phyſiques ſont, par exemple, la ſituation avantageuſe du pays. La République, placée entre les mers du Nord & du Sud, eſt comme le centre de l'Europe, & par conſéquent ſe trouve à la bienſéance de tous les commerçans pour faire un entrepôt univerſel; on venoit de tous côtés faire échange de marchandiſes, en fourniſſant,

avec un avantage réciproque, le néceſſaire aux uns par le ſuperflu des autres.

La ſtérilité du pays n'y a pas moins contribué, en obligeant les habitans à exercer leur induſtrie pour ſe procurer le néceſſaire phyſique. Ils ſont donc devenus par là-même plus induſtrieux, plus laborieux, & ont été chercher dans d'autres pays ce qu'ils ne trouvoient pas dans le leur.

La ſituation de la République l'a miſe encore à portée de profiter de la pêche dans les mers voiſines, dont l'abondance du poiſſon ne l'a pas ſeulement miſe en état de ſe pourvoir pour ſa propre ſubſiſtance, mais d'en fournir aux étrangers, & de trouver dans le produit de cette pêche un équivalent, pour compenſer la diſette de vivres qui réſulte de la ſtérilité du terrain & du peu d'étendue de ſes campagnes.

Parmi les cauſes morales, on peut regarder la liberté de conſcience comme un des moyens qui a le plus contribué à peupler ces Provinces en y attirant un grand nombre d'étrangers. La protection que ces étrangers ont trouvée contre les violences des Puiſſances perſécutrices, a été encore une ſource d'opulence; on a profité des perſécutions qu'on faiſoit ailleurs, & ceux qui trouvoient leur aſile dans ce pays, y ont apporté non ſeulement leur bien & leur argent, mais leur induſtrie, en y introduiſant pluſieurs fabriques, manufactures, trafics, arts & ſciences, & cela malgré la difficulté

qu'ils rencontroient, ſe trouvant dépourvus de tous les élémens ou matieres premieres de manufactures, que le pays ne produit point; & qu'on eſt obligé de faire venir d'ailleurs à grands fraix.

La conſtitution du Gouvernement, & la liberté qui en réſulte pour la vie civile, n'ont pas peu contribué à rendre le commerce floriſſant.

L'administration de la juſtice dans le pays a toujours été ſans tache, ſans acception de perſonnes. Il ſeroit à ſouhaiter qu'on eût autant lieu de ſe louer de la promte expédition des procédures, attendu que ce point influe beaucoup ſur le commerce.

On pourroit encore ajouter aux cauſes morales & politiques qui ont fait autrefois fleurir le commerce des Hollandois, la ſage politique & la circonſpection d'éviter la guerre & d'affermir la paix, ſans ſonger à trouver dans des guerres ruïneuſes des avantages chimériques.

Voila les maximes politiques qui ont fait la gloire de la République, & inſpiré aux étrangers la confiance qu'ils ont toujours eue dans le Gouvernement, & par conſéquent ce qui a attiré un ſi grand nombre de citoyens utiles, qui ont augmenté ſon commerce & ſes richeſſes.

Parmi les cauſes accidentelles & externes qui ont contribué à rendre ſon commerce floriſſant, on peut obſerver ce qui ſuit.

Dans le tems que la République mettoit en pratique les ſages maximes qu'elle avoit adoptées pour protéger ſon commerce, celui de ſes voiſins étoit preſqu'entiérement négligé. On n'a qu'à lire l'hiſtoire de ces tems-là, pour voir combien les perſécutions en matiere de Religion en Eſpagne & en Flandres, & dans d'autres Royaumes, ont contribué à l'avancement du commerce de la République.

Les guerres civiles de France, d'Allemagne, & dans la ſuite celles de l'Angleterre, n'ont pas peu contribué à l'établiſſement de ſes manufactures.

Au plus fort de la guerre que la Hollande a ſoutenue contre l'Eſpagne & le Portugal, époque d'ailleurs ruïneuſe pour le commerce, ces deux Puiſſances avoient négligé leur marine, pendant que celle de la République ſe rendoit formidable, & ſe trouvoit en état de protéger ſon commerce & de ruïner celui de ſes ennemis.

Telles ſont les cauſes principales qui ont établi & favoriſé le commerce de la République. Avant de parler de l'état actuel de ce commerce, il eſt à propos d'examiner quelles ſont celles d'entre ces cauſes qui ſubſiſtent encore, & quelles ſont celles qui ſe ſont évanouïes; c'eſt la voie la plus ſûre de découvrir les moyens d'avancer le commerce dans ſes différentes branches.

Quant aux cauſes naturelles & phyſiques, il eſt conſtant que tout eſt à-peu-près

dans le même état, ſi ce n'eſt quelque altération arrivée dans les embouchures des rivieres, dont les fonds s'étant plus élevés par l'amas des ſables, la ſortie des vaiſſeaux en eſt devenue plus difficile : & pour les Mers, les Hollandois étoient ſeuls en poſſeſſion de la pêche ; maintenant ils la partagent avec leurs voiſins. C'eſt delà que provient la diminution de leurs pêches de harengs, de cabillaux, & de baleines.

Mais quant aux cauſes accidentelles, & aux changemens arrivés aux Puiſſances qui environnent la République, on ne ſauroit diſconvenir qu'il n'y ſoit ſurvenu des révolutions fatales à ſon commerce, qui s'étoit accru par les perſécutions qu'on faiſoit dans d'autres pays, & par le mépris que ſes voiſins avoient pour le commerce, la négligence avec laquelle ils le faiſoient, & l'ignorance dans laquelle ils étoient à cet égard ; tout cela a ſenſiblement changé.

Les Puiſſances de l'Europe ont toutes adopté les maximes de la République : avec les avantages du ſol & des productions territoriales, elles ſe diſputent encore à l'envi à qui protégera le plus le commerce, les manufactures, les fabriques & la pêche ; ce qui n'a pu qu'avoir une influence fatale ſur le commerce d'un ſi petit Etat, qui ne ſe ſent que trop du progrès de ſes voiſins.

Nos Négocians Hollandois ſe plaignent qu'autrefois ils pourvoyoient les peuples du

Nord & de l'Orient des productions, fruits & denrées de la France, de l'Eſpagne, du Portugal & de l'Italie, & alternativement les derniers des productions des premiers; au lieu qu'à-préſent l'on ſe paſſe d'eux pour ménager les fraix de Convois, & autres dépenſes.

Il n'y a encore que fort peu d'années, que la ville d'Amſterdam étoit un magazin général, entr'autres de l'indigo & d'autres drogues ſervant à la teinture; l'on n'en trouve preſque plus aucun veſtige à préſent.

L'Allemagne commence depuis quelques années à faire venir directement de France, d'Eſpagne, de Portugal & d'Italie, les marchandiſes dont elle a beſoin, & les fait paſſer par Altena & par Hambourg.

Les Négocians ont obſervé, que par les derniers regiſtres de l'exportation du ſucre, caffé & indigo de Bourdeaux depuis le 1 Juin 1750, juſqu'au dernier Mai 1751, & par la comparaiſon de ces mêmes denrées, de Nantes à Amſterdam & Hambourg depuis le 1. Octobre 1750 juſqu'au 1. Août 1751, il paroît conſtant qu'il n'y a eu qu'un quart de ces marchandiſes qui ait été embarqué pour ce pays-ci, & que les trois quarts ont été embarqués pour Hambourg. Proportion qui peu de tems auparavant étoit en raiſon inverſe.

Où voit-on embarquer à-préſent, diſent-ils, le chanvre, la filaſſe, & autres mar-

chandiſes de la Baltique, pour les envoyer en Eſpagne, en Portugal, & en France, comme on le voyoit autrefois? On n'a qu'à conſulter les liſtes & les regiſtres du Sund, pour voir que toutes Nations ſe paſſent de nous en voiturant ces marchandiſes. On ne voit plus de Maiſons Hollandoiſes en Eſpagne; il eſt étonnant combien peu d'intérêt la République a dans les gallions, & combien ſon commerce eſt tombé au Levant. Le grand nombre des imprimeries de coton, rafineries & autres fabriques qui ſe ſont établies depuis peu à Hambourg & à Brême, & tout récemment en Flandres & en Brabant, ſont toutes des preuves de la décadence du commerce de la République. Autrefois elle faiſoit ſeule le commerce de toute l'Europe. Les étrangers payoient, ſans examiner, toutes ſes impoſitions; leur ignorance en fait de commerce ne leur permettoit pas de ſonger à ménager ces fraix par le moyen d'une navigation directe. Mais depuis le ſiecle paſſé le Syſtême de l'Europe eſt tout-à-fait changé. Les Nations étrangeres ont obſervé, que la République n'étoit parvenue à ce point de puiſſance que par le commerce. Cette conſidération, jointe à celle qu'elles ont faite touchant des taxes qu'elles payoient en Hollande, leur a fait naître l'idée non-ſeulement de s'appliquer au commerce, mais de ſe paſſer entiérement des Hollandois en faiſant tranſporter le ſuperflu de leurs denrées ou productions

directement aux endroits où la consommation étoit la plus grande, & par contre en allant chercher à la source ce qui leur étoit nécessaire.

Voilà en général les causes principales de la grandeur & de la décadence du commerce de la Hollande. Les taxes excessives, les droits à la douane, & autres impôts dont les besoins publics & pressans ont chargé le commerce, sont des causes accessoires qui ont augmenté, & augmentent tous les jours le déchet. C'est-là où les Négocians ont prétendu qu'on devoit chercher le remede; au moins qu'il falloit prévenir, par la diminution des droits, les progrès de la décadence. Le détail approfondi de ces articles nous méneroit trop loin, & ne regarde pas le reste de l'Europe.

Je répéterai seulement qu'on a fait observer, que l'augmentation du droit d'importation à la douane est illusoire; en voici la preuve. Après le rude hiver de l'année 1740, tout le bien de la terre du pays ayant été ruïné, la mortalité des bestiaux qui s'en est suivie a augmenté considérablement le revenu de la douane, par une plus grande introduction des denrées du dehors, & un grand nombre de bestiaux étrangers pour subvenir à la consommation intérieure. On se tromperoit lourdement, si l'on attribuoit ces sortes d'accroissemens à une augmentation de commerce. Les Anglois donnent un *drawback*, c'est-à-dire la restitution du Droit

d'importation, aux denrées & marchandiſes de tranſit, pour favoriſer l'exportation & le débit dans les pays étrangers, qui eſt le ſymptôme d'un commerce floriſſant. La Hollande a cette différence avec les autres pays commerçants, que malheureuſement n'ayant preſque rien de ſon propre crû, ſon commerce, autant que cela regarde la navigation, conſiſte uniquement dans l'échange des denrées étrangeres qu'on introduit ſeulement pour les envoyer au dehors; & c'eſt cette opération qu'on doit favoriſer & encourager dans la République par tous les moyens imaginables. Si un luxe exceſſif n'avoit altéré les mœurs des Hollandois, ce pays ſeroit le ſeul qui fût propre pour cette foire générale. L'œconomie des habitans, les bas intérêts de l'argent, ſont deux moyens qui mettent les Hollandois en état de faire leur profit & celui de leurs voiſins, en étant leurs colporteurs ſur certains articles de commerce; ſurtout la pêche du hareng, qu'eux ſeuls ſavent faire avec l'œconomie, & la propreté requiſes.

A LA ſituation de la République, aux Rivieres & canaux dont le pays eſt entrecoupé, ſe joint l'œconomie de ſes habitans, qui paſſe celle des gens de mer de toute autre Nation; ils équipent un vaiſſeau avec dix-huit hommes, tandis que les autres Nations en ont beſoin de 26 à 28. Avec cela le ménage des équipages, la conſtruction des vaiſſeaux, & le long uſage qu'ils en ſa-

vent faire par une propreté qui paroît vétillarde, toutes ces choſes, réunies, font que les Hollandois pourroient faire le tranſport & le cabotage de certains articles à meilleur marché qu'aucune Nation. On a tort de leur envier cet avantage ; l'abondance de l'argent, le gain modique qui ſuffit aux Hollandois, ſont des avantages dont leurs voiſins profitent par contrecoup. C'eſt donc injuſtement qu'on les chicane toujours là-deſſus, & qu'on leur enleve tous les jours ces foibles avantages, dont il ne leur reſte qu'une petite partie. Mais ſans entrer dans un plus grand détail ; je me flatte que ce tableau fait voir que le commerce de la Hollande, loin d'être, ſur le pied préſent, un objet de jalouſie pour des voiſins, doit au contraire être regardé comme un néceſſaire à leur propre conſervation & proſpérité, & qu'une plus grande décadence dans le commerce de la République pourroit entraîner ſa ruïne, laquelle cauſeroit par contrecoup un dommage irréparable au reſte de l'Europe, dont le commerce profite beaucoup par cette conſommation & cette circulation, que la Hollande entretient plus qu'aucune autre Nation.

Il convient encore, ſi je ne me trompe, que ce ſoit l'Eſpagne qui ſoit en poſſeſſion, ou plutôt le gardien des tréſors de l'Amérique. La France eſt en poſſeſſion de tout ce qui peut rendre ſon Royaume heureux & opulent ; elle a aſſez de forces pour en im-

poſer à tous ceux qui voudroient la troubler. L'Angleterre a toutes les poſſeſſions, & tous les avantages imaginables pour faire fleurir ſon commerce, qui eſt à ſon apogée; & un plus grand accroiſſement ſeroit plutôt un bourſouffflement qu'un embonpoint. Il y a une meſure qu'on ne ſauroit excéder; & quand on la paſſe, on s'éloigne du but. Dès que la conſommation d'une denrée eſt montée à ſon période de gradation, on ne ſauroit l'augmenter ſans faire languir ou décliner le commerce. Comme la Nature, dit un Auteur moderne, a donné des termes à la ſtature des hommes, paſſé leſquels elle ne fait plus que des géans ou des nains, il y a de même, eu égard à la meilleure conſtitution d'un Etat, des bornes à l'étendue qu'il peut avoir, afin qu'il ne ſoit ni trop grand ni trop petit. Il y a dans tout corps politique un *maximum* de forces qu'il ne ſauroit paſſer, & duquel ſouvent il s'éloigne à force de s'agrandir: il y a aſſurément des cas où la moitié vaut plus que le tout. Le Midas de la fable pourroit ſe retrouver dans l'hiſtoire. Une Nation quelconque doit être, ce me ſemble, diviſée en pluſieurs claſſes. Il faut encore qu'il y ait dans chaque ordre de la Société un certain nombre proportionné entr'eux, c'eſt-à-dire, que les ordres ſubalternes doivent être en plus grand nombre; ſans quoi l'harmonie politique eſt dérangée. Cette proportion doit être comme dans un Edifice Piramidal,

midal, qui devient plus étendu à mesure qu'on s'approche de la base. Un corps, trop grand pour sa constitution, s'affaisse & périt écrasé sous son propre poids. Imaginons, pour un moment, un Etat où tout le monde fût riche; il ne pourroit subsister sans faire venir des étrangers indigens pour le servir. Le pouvoir souverain est comme le point supérieur, qui doit être unique, soutenu graduellement par tous les ordres inférieurs, dont le peuple fait la base. Trop de richesses, trop accumulées ou trop répandues, ce seroit vouloir faire une pyramide en en détruisant l'essence, ou vouloir que des corps existassent sans pieds. Je laisse là le désordre qui en résulte dans la morale, qui a plus de part qu'on ne pense dans tout le Système politique. Une Nation très riche pourra subjuguer une Nation moins riche; mais les Nations pauvres subjugueront toujours les Nations très opulentes.

Que l'Angleterre fasse donc attention (& des personnes respectables en Angleterre sont de ce sentiment) qu'un plus grand commerce pourroit lui devenir nuisible, & même funeste: les branches gourmandes affoiblissent l'arbre. Vous avez beaucoup d'or, disoit-on à Crésus Roi de Lydie; mais celui qui se servira du fer mieux que vous, vous enlevera tout cet or. Trop de richesses éteignent l'industrie; la corruption des mœurs gagne tous les Etats; & dès-lors tout est perdu. Je me flatte que l'imagi-

nation ſublime & profonde des Anglois, en couvant ces principes, les fera germer; ils deviendront plus fertiles, & l'humanité en profitera. J'entrevois cette vérité, je la ſens, mais je n'ai pas toute la force néceſſaire dans l'expreſſion, pour la mettre dans tout ſon jour & la faire également ſentir aux autres.

La même marche politique peut être appliquée aux autres Puiſſances; & l'on reconnoîtra, que ſi les hommes vouloient vivre en freres, chacun y trouveroit ſon compte. On ne ſauroit diſconvenir que la puiſſance politique ne conſiſte dans un grand nombre de ſujets aiſés, qui font une grande conſommation, & qui font valoir le ſol, & emploient leur induſtrie pour ſe paſſer, le plus qu'il eſt poſſible, de l'étranger, à qui ils fourniſſent encore & les fruits de leur terre & le travail de leurs mains. Le travail & l'induſtrie de pluſieurs ſont infiniment plus utiles au Monarque, que les richeſſes accumulées d'un petit nombre. Ainſi il y a encore un *maximum* pour les richeſſes. La trop grande population ſeroit même nuiſible: elle produiroit des maladies, des épidémies, la famine, des révoltes, & la peſte. Tout excès eſt dangereux.

En Politique très ſouvent rien n'eſt moins vrai que le vraiſemblable; une proſpérité apparente maſque ſouvent la ruïne d'un Etat, & un grand malheur amene quelquefois de grands avantages. En voici un exemple.

La perte que les Anglois avoient faite de Mahon au commencement de la guerre, paroiſſoit leur annoncer les plus grands déſaſtres & leur être très déſavantageuſe. Point du tout. Outre que cet événement extraordinaire réveilla la Nation, dont l'heureuſe conſtitution rend les fautes courtes, & où la concorde naît ſouvent de la déſunion même; comme l'harmonie dans la muſique réſulte des diſſonances qu'on ſauve; cette perte les a rendus encore plus marins, en les forçant à braver toutes les ſaiſons dans la Méditerranée. Autrefois les Eſcadres Angloiſes s'accoquinoient à Mahon, & les portiers de la Méditerranée laiſſoient très ſouvent la Clef à la porte. Dans la guerre de 1744 on a vu ſouvent les Eſcadres Françoiſes & Eſpagnoles ſe joindre, ſortir & entrer dans la Méditerranée pendant que les Anglois étoient à Minorque. Dans cette guerre-ci, en 1757 ou 1758, une Diviſion de l'Eſcadre de M. de la Clue, deſtinée pour le Cap Breton avec des troupes & des munitions, fut interceptée au milieu de l'hiver devant Carthagene par l'Eſcadre Angloiſe, qui probablement auroit été à Mahon dans une ſi rude ſaiſon, ſi les Anglois avoient été en poſſeſſion de cette Iſle. Peut-être de cet événement ſeul ont dépendu preſque tous les ſuccès ultérieurs des Anglois en Amérique. Les malheurs ſont donc ſouvent le germe du bonheur, qui peut à ſon tour ramener les plus grands déſaſtres. Leçon

importante, & trop peu appréciée!

Les Symptômes de l'opulence d'un Etat ſont très équivoques. L'augmentation des revenus de la Douane eſt, par exemple, un Barometre très fautif pour juger ſi le commerce eſt floriſſant. L'Exportation ſeule en eſt la bouſſole. J'ai fait voir que depuis 1740 les revenus de la Douane, qu'on appelle l'Amirauté en Hollande, avoient beaucoup augmenté, & que cette augmentation ruïnoit l'Etat, puiſqu'elle provenoit de la mortalité des bêtes à corne, dont on faiſoit venir des recrues conſidérables du Dannemarck, contre de l'argent qui ſortoit de Hollande ſans retour. Ainſi ſi l'Angleterre achete plus de denrées pour fournir à ſes colonies, le revenu de la douane peut s'augmenter, & être nuiſible au Royaume; à moins que le retour des Colonies n'apporte en échange une ſurabondance de denrées qu'on revende à l'étranger, & qui bonifie ce déchet, & le convertiſſe en profit réel. C'eſt ce que le tems prouvera, & ce qu'une bonne adminiſtration pourra procurer. Les débouchés d'un accroiſſement des manufactures du pays, ſont un avantage réel, parce qu'ils augmentent néceſſairement le nombre d'artiſans, par conſéquent la population & la conſommation. Les Manufactures attirent ordinairement un plus grand nombre d'étrangers, qui réparent la breche que les Colonies font à la population de la Métropole. La combinaiſon

de tous ces principes eſt néceſſaire pour juger de l'importance & de l'utilité d'une nouvelle Colonie.

Si donc il eſt preſque problématique ſi de grandes acquiſitions, fruits des grands ſuccès dans la guerre, peuvent à peine compenſer les maux qu'elle cauſe; à plus forte raiſon ne doit-on jamais la commencer dans l'incertitude de ces ſuccès. En raiſonnant conſéquemment, ce ſiecle devroit être deſormais le ſiecle de la paix, ſi l'on veut, comme il paroît, protéger le commerce dans les principaux pays de l'Europe, comme en France, en Angleterre, en Eſpagne, en Hollande, en Portugal, & dans tout le Nord. Ces Puiſſances ont un intérêt commun à entretenir une profonde paix, à aſſoupir & éloigner toutes les tracaſſeries Royales qui pourroient allumer une guerre chez leurs voiſins; & les Puiſſances commerçantes étant réunies, & éludant toujours la guerre, elle pourra être facilement évitée.

D'un autre côté, j'avoue qu'il ſe préſente une grande difficulté: c'eſt que la Nation Angloiſe pour ſa propre ſûreté, pour conſerver ſa ſplendeur & exercer ſon goût pour la dépenſe, & cette généroſité naturelle à la Nation, ainſi que cet eſprit de liberté & de puiſſance, croit devoir conſerver une prépondérance dans la Marine, que ſa ſituation & la conſtitution de ſon Gouvernement ſemblent exiger, ainſi qu'un Commerce très étendu, dont elle paroît

avoir plus beſoin que toute autre Puiſſance. Mais il n'eſt pas tems encore de détailler ce point important. Diſons auparavant encore un mot du commerce de l'Inde.

Le commerce des Indes eſt ſuppoſé deſtructif par l'argent qu'on y envoie, ſi une grande partie des retours n'eſt revendue à l'étranger. Mais le grand principe, univerſellement cité, „ que ſi l'on eſt obligé „ d'acheter les denrées Indiennes de con„ ſommation chez l'étranger, il vaut enco„ re mieux les faire venir par ſoi-même," pourroit bien ſouffrir quelquefois exceptions: en voici la raiſon. L'argent qui va ſe perdre en Aſie, eſt perdu pour l'Europe: l'argent qu'on apporte chez ſes voiſins, augmente la circulation générale, & on en profite. Plus nous envoyons de concurrens en Aſie, plus nous hauſſons le prix de leurs denrées, plus nous courons de riſques, & plus nous nous faiſons réciproquement tort. Ce commerce, qui étoit d'abord ſi lucratif à une ou deux Puiſſances, eſt devenu à la longue peu important, pour ne rien dire de plus, aux autres qui s'en ſont mêlées. Il ne convient donc pas que toutes les Puiſſances ſe mêlent de ce Commerce; je veux dire que cela n'eſt pas de l'intérêt de l'Europe en général. Je n'oſe preſque dire mon ſentiment là-deſſus. Je laiſſe à des gens plus habiles, & à l'expérience, à développer & approfondir ces principes. Je crois ſeulement pouvoir aſſurer, qu'il convient à

toute l'Europe que ce ſoient les Hollandois qui conſervent une grande partie de ce commerce, & particuliérement celui des épiceries & de la canelle. Si la France ou l'Angleterre avoient les Moluques, Ceylan, le Pérou, le Mexique, le Bréſil, en peu de tems ils auroient l'argent de toute l'Europe, & ils deviendroient malheureux par des diſproportions dans les claſſes inférieures, ſources de cabales & de diviſions, & par la jalouſie de tous leurs voiſins, qui ſeroient d'autant plus redoutables qu'ils ſeroient plus pauvres. Dans un grand Royaume, il faut que les gradations de l'opulence à la miſere ſoient nombreuſes ; & à chaque degré qu'on deſcend, le nombre des individus doit augmenter de beaucoup.

La République de Hollande n'eſt pas une Puiſſance active dangereuſe ; c'eſt une Puiſſance paſſive vivifiante. Dans ſes marais deſſéchés, elle n'a d'autre reſſource que le commerce, d'autre ſubſiſtance que l'induſtrie. La paix eſt ſon élément, & la conſervation de ſon état toute ſon ambition. Elle eſt utile à ſes voiſins ; elle ne peut jamais leur faire ombrage quand on la laiſſe en repos. Mais elle pourroit encore devenir redoutable, ſi on la pouſſoit à bout. Cependant ſans la pêche des harengs, qui eſt diminuée de deux tiers depuis la guerre de Cromwel & de Charles ſecond, & ſans le commerce des Indes & le cabotage, la République ne ſauroit ſubſiſter long-tems.

Ainſi il eſt de l'intérêt de l'Europe de la conſerver dans la poſſeſſion de ces trois objets, pour le bien général & pour celui du Syſtême actuel de l'Europe, Syſtême de commerce, Syſtême de crédit, Syſtême de circulation, Syſtême de fonds publics, Syſtême de richeſſes imaginaires & artificielles, Syſtême de manufactures, Syſtême du luxe. Un des arcs-boutans de cet édifice, que peu connoiſſent, c'eſt la Hollande ſoutenue dans un état floriſſant. Si jamais, comme il y a grande apparence, les mines du Pérou & du Mexique viennent à tarir, comme il eſt arrivé à celles d'Eſpagne, tout ce Syſtême tombe. Dès-lors le commerce des Indes deviendra tout-à-fait pernicieux, appauvrira l'Europe; tout le numéraire de crédit en papier s'évanouïra; tous les états & les fortunes des particuliers ſeront renverſés ſucceſſivement & avec précipitation. Il y aura pour-lors un bouleverſement dans le ſyſtême univerſel. Mais cet événement n'exiſtant pas encore, il eſt conſtant que les Hollandois, à la faveur de cette circulation artificielle, ſoutenue des eſpeces proportionnelles ſonnantes, & à la faveur de l'œconomie, peuvent procurer à leurs voiſins les denrées les uns aux autres à meilleur marché que s'ils les faiſoient venir eux-mêmes en droiture. Aucune Nation n'a encore réuſſi à ſaler les harengs ni ſi bien, ni à ſi bon marché. Je préſume que leurs voiſins profiteroient davantage à leur en fournir le

ſel, qu'à en faire eux-mêmes la ſalaiſon. Ce qui prouve un des principes que j'ai mis en avant au commencement de ma lettre.

Dans l'harmonie du tableau politique de l'Europe commerçante, on trouvera qu'il n'eſt nullement incompatible à l'intérêt commun, des Puiſſances, que l'Eſpagne poſſede les mines du Pérou, le Portugal celles du Bréſil, la Hollande les Epiceries & la pêche des harengs, la France les ſucres & l'indigo, & autres productions de St. Domingue, de la Martinique, & de la Guadeloupe; ainſi qu'une partie des grandes pêcheries; & que l'Angleterre peut & doit en même tems conſerver une prépondérance univerſelle ſur tout le commerce, dont la Baſe eſt l'Amérique Septentrionale, la Jamaïque, les grandes Indes, excepté les Moluques, & Ceylan: celui de ce Royaume avec le Portugal ſouffriroit peut-être, ſi les principales Colonies à ſucre étoient aux Anglois. Je crois que les Anglois favoriſent par leur commerce les denrées du Bréſil; & ils en ſont bien récompenſés par le tribut qu'ils en tirent. Mais on ne ſauroit nier qu'il ne ſoit de l'intérêt de toute l'Europe que les principales colonies à ſucre ſoient à la France, pour fournir à la conſommation de l'Allemagne & au commerce de la Hollande. Premiérement parce qu'elle peut le fournir à meilleur marché. D'abord toute l'Allemagne, la Hollande, le Nord en profitent. Secondement, ſi l'Angleterre avoit toutes

les poſſeſſions à ſucre, celles du Bréſil ſeroient inutiles pour le Portugal: ce Royaume en ſouffriroit, & l'Angleterre perdroit dans ſon commerce avec ce Royaume une grande partie du profit exceſſif & illuſoire, qu'elle gagneroit d'un autre côté au préjudice de toute l'Europe. Si j'étois plus au fait du détail du commerce, je ſuis perſuadé qu'il y auroit d'autres exemples qui viendroient encore à l'appui de mes principes. L'Angleterre eſt unie avec le Portugal par des intérêts mutuels. Ce commerce réciproque eſt néceſſaire aux deux Nations. L'une conſomme les produits de l'autre, & cela ne fait pas grand tort aux autres Puiſſances, qui jouïſſent d'autres compenſations.

Qu'on n'aille pas croire que je veuille introduire l'Optimiſme de Leibnitz en politique. Je ne prétends pas que tout ſoit exactement bien; il y a des arrangemens qui pourroient être meilleurs. Mais je ſoutiens que toutes les Puiſſances commerçantes peuvent ſubſiſter d'une façon proſpere ſur le pied actuel en tems de paix; & s'il y a quelque branche de commerce qui ne ſoit pas à ſa place, & dont on croie avoir beſoin, il vaut mieux s'en paſſer que de s'engager, pour l'acquérir, dans une guerre, qui détruit toutes les autres branches: tout comme il vaut mieux ſouffrir une légere incommodité, que de détruire ſa conſtitution par des remedes violens.

Je citerai un trait qu'on lit dans l'hiſtoire du Siecle de Louis XIV par M. de Voltaire. „ Les Nations, dit-il, dans les „ Monarchies Chrétiennes, n'ont preſque ja„ mais d'intérêt aux guerres de leurs Sou„ verains. Des Armées mercenaires, le„ vées par ordre d'un Miniſtre, & conduites par un Général qui obéit en aveugle „ à ce Miniſtre, font pluſieurs Campagnes „ ruïneuſes, ſans que les Rois, au nom deſ„ quels elles combattent, aient l'eſpéran„ ce, ou même le deſſein de ravir le „ patrimoine l'un de l'autre. Le peuple „ vainqueur ne profite jamais des dépouilles du peuple vaincu, & paie tout; il „ ſouffre dans la proſpérité des armes, „ comme dans l'adverſité, & la paix lui „ eſt preſque auſſi néceſſaire, après la plus „ grande victoire, que quand les ennemis „ ont pris ſes places frontieres. Cela eſt „ preſque toujours vrai, & les exceptions „ en ſont rares."

J. J. Rouſſeau confirme mes principes dans ſon Projet de paix perpétuelle. Ecoutons ce grand Ecrivain. „ Si tous les Rois, „ dit-il, ne ſont pas revenus encore de la „ folie des conquêtes, il ſemble au moins „ que les plus ſages commencent à en„ trevoir qu'elles coutent quelquefois plus „ qu'elles ne valent. Sans entrer à cet „ égard dans mille diſtinctions, qui nous „ meneroient trop loin, on peut dire en „ général qu'un Prince, qui, pour reculer

„ ſes frontieres, perd autant de ſes anciens
„ ſujets qu'il en acquiert de nouveaux,
„ s'affoiblit en s'agrandiſſant ; parce qu'a-
„ vec un plus grand eſpace à défendre, il
„ n'a pas plus de défenſeurs. Or on ne
„ peut ignorer, que par la maniere dont
„ la guerre ſe fait aujourd'hui, la moindre
„ dépopulation qu'elle produit eſt celle qui
„ ſe fait dans les armées : c'eſt bien-là la
„ perte apparente & ſenſible ; mais il s'en
„ fait en même tems dans tout l'Etat une
„ plus grave & plus irréparable que celle
„ des hommes qui meurent, par ceux qui
„ ne naiſſent pas, par l'augmentation des
„ impôts, par l'interruption du commerce,
„ par la déſertion des campagnes, par l'a-
„ bandon de l'agriculture ; ce mal qu'on
„ n'apperçoit point d'abord, ſe fait ſentir
„ cruellement dans la ſuite : & c'eſt alors
„ qu'on eſt étonné d'être ſi foible, pour
„ s'être rendu ſi puiſſant. Ce qui rend en-
„ core les conquêtes moins intéreſſantes,
„ c'eſt qu'on ſait maintenant par quels mo-
„ yens on peut doubler & tripler ſa puiſ-
„ ſance, non ſeulement ſans étendre ſon
„ territoire, mais quelquefois en le reſſer-
„ rant, comme fit très ſagement l'Empe-
„ reur Adrien. On ſait que ce ſont les
„ hommes ſeuls qui ſont la force des Rois ;
„ & c'eſt une propoſition qui découle de
„ ce que je viens de dire, que de deux
„ Etats qui nourriſſent le même nombre
„ d'habitans, celui qui occupe une moin-

„ dre étendue de terre, eſt réellement le „ plus puiſſant. C'eſt donc par de bonnes „ Loix, par une ſage police, par de gran- „ des vues économiques, qu'un Souverain „ judicieux eſt ſûr d'augmenter ſes forces, „ ſans rien donner au haſard. Les vérita- „ bles conquêtes qu'il fait ſur ſes voiſins, „ ſont les établiſſemens plus utiles qu'il „ forme dans ſes Etats; & tous les ſujets de „ plus qui lui naiſſent, ſont autant d'enne- „ mis qu'il tue."

Le corollaire qui réſulte de ces obſervations confirme de plus en plus mes principes, & vient à l'appui de mon ſyſtême. La dévaſtation de la Baviere en 1743 s'eſt fait ſentir à tout le commerce de l'Europe. Elle ſe reſſentira longtems de celle que pluſieurs pays de l'Allemagne ont éprouvée dans cette derniere guerre. Les Puiſſances qui font le commerce avec la Pologne, s'apperçoivent que leur profit diminue d'année en année. Ce Royaume n'ayant que du grain en échange de tant de choſes, s'appauvrit; les ſources de ſon commerce tariſſent. Ces anciens Sarmates n'en deviendront que plus redoutables. Les Nations pauvres du Nord ont autrefois ravagé & conquis toute l'Europe, & les maîtres du Mexique & du Pérou ont perdu une grande partie de leurs Etats. Les Nations de l'Europe ſeroient moins blâmables ſi elles ſe tournoient du côté de l'Afrique, au lieu de ſe déchirer réciproquement. Les Puiſſances

Barbaresques les insultent perpétuellement ; il y auroit un plus grand avantage à civiliser ces Barbares, & à faire renaître en Afrique le tems des Cartaginois, des Syphax, des Massiniſſas. Un objet encore moins injuſte & plus facile, ce ſeroit de tourner ſes regards du côté de l'Amérique, non pour des actes hoſtiles, mais pour des établiſſemens de commerce. C'eſt-là que les Puiſſances commerçantes ont de l'ouvrage pour quelques ſiecles. Plus on rendroit par de bons procédés, par la douceur & par l'humanité, les Américains ſenſuels, voluptueux, plus ils auroient de luxe, plus on feroit fleurir le commerce de l'Europe, en les mettant dans notre dépendance, & plus nous rendrions peut-être d'un autre côté ces Nations malheureuſes. Mais il faut un objet à l'homme pour occuper ſon ambition. Civiliſer les ſauvages en les ſubjuguant, paroit un bien mêlé de mal. Il ſeroit difficile de décider lequel l'emporte. C'eſt un Problême. Rouſſeau le Poëte dit, que c'eſt la raiſon qui nous égare, & l'inſtinct qui conduit le Sauvage.

La Nature, en tréſors fertile,
Lui fait abondamment trouver
Tout ce qui lui peut être utile,
Soigneuſe de le conſerver.
Content du partage modeſte
Qu'il tient de la bonté céleſte,
Il vit ſans trouble & ſans ennui ;

Et ſi ſon climat lui refuſe
Quelques biens dont l'Europe abuſe,
Ce ne ſont pas des biens pour lui.

Couché dans un antre ruſtique
Du Nord il brave la rigueur,
Et notre luxe Aſiatique
N'a point énervé ſa vigueur.
Il ne regrette point la perte
De ces arts dont la découverte
A l'homme a couté tant de ſoins;
Et qui, devenus néceſſaires,
N'ont fait qu'augmenter nos miſeres
En multipliant nos beſoins.

Tout le monde ſait ces vers par cœur; & le cœur de perſonne n'en eſt pénétré. C'eſt que l'homme factice & artificiel eſt toujours en contradiction avec l'homme originel & naturel (38). Nous cherchons toujours à exiſter au dehors; rarement entrons-nous en nous-mêmes pour nous réduire à nos vraies dimenſions; en nous éloignant toujours de nous-mêmes, nous ne nous retrouvons plus. Ce qui arrive à l'individu arrive à une Nation entiere. Une Nation Européenne croit multiplier ſon être & étendre ſon exiſtence en augmentant ſes beſoins, & en s'établiſſant en même tems, en Amérique, en Afrique, & en Aſie. De-là les réſultats contradictoires entre la ſpéculation, & l'expérience, entre la théorie & la pratique. Tout eſt contradiction dans

(38) J. J. Rouſſeau.

l'homme. L'Evêque de Cloyne, après avoir fait l'énumération de la quantité prodigieuſe de bœuf, de porc, de beurre, de fromage que l'Irlande exporte tous les ans, demande comment un étranger pourra concevoir, que la moitié des habitans meure de faim dans un pays ſi abondant en vivres. Ce ſont encore de ces contradictions qui ſont dans l'homme, & qu'on ne doit pas chercher ailleurs. Les riches mines d'étain du pays de Cornouailles n'enrichiſſent pas ce Comté, qui eſt pauvre; c'eſt que les riches Négocians de Londres en font faire l'exploitation, & ne ſiegent pas dans la Province. L'homme n'eſt preſque jamais où il paroît être, & notre empreſſement inconſidéré à devenir heureux, nous empêche de l'être. Voilà ce qui eſt vrai dans l'homme; voilà ce qui eſt vrai à l'égard des Nations. Les Puiſſances de l'Europe trouveroient preſque toujours, dans le maintien de la paix, les avantages qu'on cherche inutilement dans les fréquentes guerres.

Il y a encore de nos jours une contradiction plus fatale, c'eſt que preſque tous les Princes qui occupent les Trônes, remplis de ſageſſe & d'humanité, aiment la paix, & par une triſte fatalité ont été ſouvent entraînés dans des guerres ruïneuſes; il eſt à ſouhaiter que cela n'arrive plus ſi ſouvent. Ceux qui penſent, dit M. de Voltaire, que les Rois & leurs Miniſtres ſacrifient ſans ceſſe & ſans meſure à l'ambition, ne ſe trom-

trompent pas moins que celui qui penſeroit qu'ils ſacrifient toujours au bonheur du monde. Je ne ſais ſi l'on ne peut pas ſe flatter, que le genre humain, en vieilliſſant, ne devienne un jour plus ſage ſur des articles qui regardent ſon bonheur & ſon bien-être. L'art de la guerre, ſi généralement connu, eſt porté à un point, qu'on eſt preſque partout à l'abri de ces invaſions ſubites qui bouleverſent des Royaumes: les fraix d'une Campagne deviennent ſi grands, le fruit des ſuccès ſi mince, par les reſſources que la partie adverſe trouve après une défaite, que l'ambition la plus forte trouve un contrepoids dans l'avarice qui la balance, ou plutôt dans l'impuiſſance de fournir aux dépenſes ſoutenues que la guerre exige. Un Monarque contemporain, non inférieur à Alexandre, ni à Céſar, a été obligé d'épuiſer comme eux toutes les reſſources de l'art & des travaux militaires, pour conſerver une Province dont la conquête fut d'abord aiſée à la faveur de certaines circonſtances. Encore ce ſuccès eſt un phénomene, qui a ſurpris & étonné l'Europe. Les dépenſes de la Grande-Bretagne, qui lui ont procuré de ſi grands ſuccès, ne ſauroient être ſouvent répétées. Cette balance de l'Europe, qui a coûté tant de ſang à nos peres, eſt très bien établie, pour ne point craindre de longtems une Puiſſance aſſez prépondérante pour inquiéter le reſte de l'Europe. Le commerce eſt devenu la pomme de diſcorde; mais quand on ſera réflexion que la

paix eſt ſon élément, & la guerre ſon deſtructeur, il eſt à eſpérer qu'on ſera plus circonſpect à rompre l'une pour renouveller l'autre.

La raiſon & l'intérêt viendront à l'appui de l'impuiſſance, où l'on ſe trouvera de plus en plus, de faire de longues guerres. Autrefois la guerre ſe faiſoit par des taxes annuelles, qui ſuffiſoient à ſa dépenſe; cela eſt devenu impoſſible, & de forts emprunts ſuffiſent à peine pour remplir cet objet. On ſentira une bonne fois, qu'agrandir le Royaume, ou le terrain du Royaume, n'eſt pas ſouvent agrandir la puiſſance du Monarque, qui conſiſte dans le grand nombre de ſujets aiſés. L'expérience fait voir les reſſources que la partie adverſe trouve après les plus grandes pertes, & que c'eſt toujours à recommencer ſur de nouveaux fraix. La famine de 1709, & la ruïne générale en France, fournit à Louis XIV une funeſte mais utile reſſource pour le moment. Les campagnes demeurant en friche, la pauvreté du peuple facilita les recrues, au point que la France parut avec des Armées encore plus nombreuſes que celles de ſes ennemis toujours vainqueurs; elle gagna du tems; & des accidens, qui arrivent toujours quand on a du tems, ſauverent la France. Mais aucun Monarque ne voudroit aſſurément ſe mettre dans le cas d'une pareille criſe, quoiqu'elle ſe trouve dans l'ordre des événemens. Nous avons vu de nos jours plus d'une eſquiſſe de ce tableau. En un mot, les lumieres qui ſe répandent de plus en

plus, l'humanité, l'expérience, la ſageſſe appuyée de l'intérêt & de la néceſſité, pourront un jour établir une paix ſolide & durable en Europe, & le genre humain pourra devenir plus heureux. Les vœux de tous les gens raiſonnables & humains doivent ſe réunir ſur cet article, & ils doivent tous employer leur eſprit, leur crédit & leurs lumieres, pour inſpirer par-tout les mêmes ſentimens, & établir le même ſyſtême.

Il me reſte encore à dire quelque choſe en faveur des Anglois, qu'on pourroit m'accuſer de déprimer dans ce Syſtême. Non, Monſieur, je ſuis Coſmopolite, non pas froid & indifférent, mais zélé & humain. J'aime toutes les Nations, parce qu'il y a dans toutes les Nations des perſonnes aimables, & qu'elles appartiennent toutes à l'humanité. J'ai en horreur les haines Nationales, parce qu'il n'y a rien de ſi injuſte. C'eſt la cauſe de l'humanité que je plaide. Je dis donc que la Nation Angloiſe, qui eſt au comble de ſa gloire, ſi, par une bonne adminiſtration, elle n'en abuſe pas, a beſoin de grandes précautions pour veiller à ſa conſervation. Il n'eſt donc pas étonnant qu'elle ſoit plus jalouſe des avantages qu'on convient être plus précaires. La France, par ſon étendue, par le nombre de ſes habitans, par la bonté de ſon ſol, par la frugalité & l'induſtrie de ſes peuples, par ſa ſituation, ſera toujours un Royaume puiſſant, quand elle n'auroit preſque point de commerce étendu, ni de Colonies. Son

vaſte Etat ſi bien englobé, ſes doubles frontieres, l'aſſurent contre une ſubite invaſion. Mais l'Angleterre, par ſa poſition phyſique, n'ayant que ſes murailles de bois & la prépondérance de ſon commerce, doit tâcher de conſerver une Marine ſupérieure vis-à-vis une Puiſſance qui en toute autre choſe l'emporte ſur elle. Elle paroît s'allarmer avec raiſon ; ſes craintes ne ſont pas tout-à-fait chimériques : & c'eſt le point fatal, qui ſeul peut troubler cette heureuſe harmonie & proportion que je cherche pour le bien de l'Europe, de l'humanité, & de deux Nations les plus puiſſantes, les plus aimables de l'Univers. J'invité tous les honnêtes gens à trouver cette combinaiſon, & à développer cet amas indigeſte de propoſitions, que j'expoſe avec confiance dans l'état informe où elles ſont.

Il y a des Anglois qui prétendent, que ſans les préparatifs & l'augmentation de la Marine de France en 1751 & 1752, jamais la guerre n'eût éclaté, & que les différens en Amérique & en Aſie ſe ſeroient accommodés à l'amiable : qu'ils avoient tout ſujet de craindre leur ruïne, s'ils avoient attendu que cette Marine eût acquis toute ſa conſiſtance : que les intérêts de leur conſervation & de leur ſureté exigeoient de la prévenir. Je n'examine pas la validité de ce raiſonnement ; mais pour peu qu'en bon citoyen on en examine les ſuites, on verra combien il importe à l'humanité de les prévenir à l'avenir. La France n'eſt pas moins

fondée à prétendre avoir une Marine reſpectable pour le ſoutien de ſes Colonies, dont la poſſeſſion eſt précaire ſans cela. La France cependant paroît n'en avoir beſoin que pour la conſervation d'un acceſſoire important; l'Angleterre, pour l'eſſentiel de ſon exiſtence. Je conjure les Puiſſances de faire attention, puiſqu'elles aſpirent preſque toutes aux avantages du commerce, combien la longue paix, qui a ſuivi la guerre de la ſucceſſion, a été avantageuſe à tous, & combien la guerre a été nuiſible à la population, & à pluſieurs branches de commerce, même pour ceux à qui des ſuccès étonnants avoient appris le ſecret de leurs forces. Si des ſuccès prodigieux peuvent à peine compenſer les dommages que ce fléau cauſe, pourquoi en courir ſi ſouvent le haſard? De trois fléaux de la Nature, la Providence n'a mis dans nos mains que celui de la guerre, & il eſt le plus commun. Que ſeroit-ce ſi nous étions les maîtres de faire venir la peſte & la famine? Mais ſi une Puiſſance voiſine, diſent les Anglois, dont nous ne pouvons pas reculer les côtes, qui a plus du double de monde que nous, trois fois plus d'étendue, plus de reſſources, venoit à avoir une Marine ſupérieure ou même égale à la nôtre, nous nous trouverions dans le péril imminent d'être envahis, détruits, ou ruïnés. Ce n'eſt donc pas la jalouſie de ſon commerce, mais la juſte crainte de ſes forces qui nous fait agir; & la France n'a perdu une partie de ſes Co-

lonies que par la crainte de les perdre. Je ne ſuis pas en état de décider juſqu'à quel point la France peut porter ſa Marine pour protéger ſes Colonies, ſans allarmer un voiſin qui craint toujours pour ſes côtes & pour ſon commerce.

Non noſtrûm inter vos tantas componere lites.

Mais je ſuis perſuadé que ſi l'amitié & la confiance pouvoient être bien établies, & fondées ſur un intérêt & une convenance réciproque bien entendue, bien démontrée conformément à mes principes, ce point ne ſeroit pas impoſſible à trouver, ſans cependant régler rien de poſitif ni de déterminé. Perſonne ne peut diſconvenir qu'une Marine formidable ne ſoit néceſſaire à une grande Iſle, qui n'a d'autre défenſe contre une invaſion que ſes flottes ; elle eſt néceſſaire pour défendre des Colonies, & des poſſeſſions lointaines, & même pour faire la conquête, quoiqu'à grands fraix, des Colonies éloignées ſur des Puiſſances dont la Marine eſt foible ou inférieure. C'eſt dans ce ſens-là ſeul qu'on peut encore dire que qui eſt le maître de la mer, l'eſt de la terre, & que

Le Trident de Neptune eſt le Sceptre du Monde.

Mais je prie tous ceux qui examineront cette theſe, de faire attention aux reſtrictions de ce principe.

Chaque Etat étant différent de l'autre par ſa ſituation locale, par ſon étendue, par ſon climat, par la nature de ſon ſol, par ſa Religion, par ſes relations au-dehors, par la nature de ſon Gouvernement, il doit avoir auſſi une conſtitution politique différente. La Marine des Athéniens, des Carthaginois, des Romains, étoit d'une autre nature que la nôtre, même pour la partie qui fait la force navale de l'Etat. Il faut pour un moment faire abſtraction du Commerce, qui étoit encore dans l'enfance. Alors les flottes rivales ſe cherchoient toujours; aujourd'hui ſouvent elles s'évitent. A Salamine, à Platée, à Actium, les Vaiſſeaux ou plutôt les Galeres, les Galiottes, paroiſſoient planchayer la ſuperficie immobile de la Mer: ils s'approchoient infailliblement à la faveur de la rame, s'entrechoquoient toujours, s'entre-détruiſoient les uns les autres par le fer & par la flamme. La victoire laiſſoit le vainqueur maître de la mer & de la terre; une bataille ou deux ſur terre avoient les mêmes ſuites. Aujourd'hui, que les frontieres ſont bordées de places fortes, le vainqueur eſt arreté à chaque pas. Turenne, Condé, Marlborough, Villars, Eugene; le Maréchal de Saxe, ont gagné plus de batailles qu'Alexandre & Céſar. Il n'y a cependant aucune proportion entre les conquetes des héros anciens, & celles des modernes. Qu'on approfondiſſe les cauſes de ces grands & étonnans changemens, & l'on trouvera dans la diverſité des circon-

ſtances la néceſſité de changer les maximes politiques qui paroiſſent les plus fondamentales. Quand les moyens ne ſont plus proportionnés aux effets qu'ils doivent produire, on doit les rectifier, les corriger, ou les abandonner.

Pour juger du peu d'influence des forces maritimes en Europe ſur les conquêtes en terre ferme, qu'on jette les yeux ſur les ſuccès qu'ont eu les grands armemens dans ces derniers ſiecles. Je laiſſe-là la flotte invincible de Philippe II. Rapprochons-nous de notre ſiecle. Les grandes & nombreuſes flottes de l'Angleterre, de la Hollande & de la France, ont-elles jamais produit des effets proportionnés à leurs forces & à la dépenſe énorme qu'ont cauſé ces Armemens? Les Anglois dans cette derniere guerre n'ont-ils pas échoué ſur les côtes de France? Louis XIV, avec une formidable Marine, a-t-il ſeulement conquis l'Irlande, où le parti du Roi Jâques favoriſoit ſes deſſeins? Autrefois les Saxons, les Danois, les Normands, avec moins de forces, conquéroient l'Angleterre. Convenons-en; ſi le tems, dont parle le Prophete, des *Cieux nouveaux*, & *d'une terre nouvelle*, n'eſt pas encore arrivé, du moins la forme en eſt changée quant à la partie militaire; on peut bien dire que c'eſt réellement un nouveau monde, très différent de l'ancien. L'invention de la poudre, l'Art du Génie, les recherches des Vauban, des Cochorn, les marches ſavantes perfectionnées par les Tu-

renne, les Condé, les Montecuculi, &c. ont prolongé la défenſe en multipliant les reſſources. L'expérience a fait voir que les grandes actions des Ruiter, des Du Queſne, des Blake, étoient plus propres à exciter l'admiration qu'à procurer des avantages réels. C'eſt dans les conquêtes lointaines des Colonies, des Iſles, que les Anglois ont brillé & ont eu des ſuccès prodigieux. On a preſque renoncé aux combats navals. Il n'eſt preſque plus queſtion d'abordage; & je doute fort qu'on retire, au moins en France, des grands Armemens tout le fruit qu'on doit attendre d'une auſſi prodigieuſe dépenſe.

Je ne prétends pas pour cela qu'on néglige entiérement la Marine; mais je ſouhaiterois qu'on examinât mûrement juſqu'à quel point elle eſt néceſſaire & utile, ainſi que le tems & les moyens de la former. Je ſouhaiterois qu'on comparât les pertes réelles & les imaginaires; ce que l'on ſauve par la Marine, & ce qu'elle coûte; qu'on calculât quelles forces navales conviennent à une Puiſſance qui en tems de paix a deux cent mille hommes ſur pied; ſi elle ne ſe peut diſpenſer d'entretenir une Marine également formidable; ſi les dépenſes immenſes qu'exige cet entretien ne pourroient pas produire de plus grands avantages dans d'autres branches de l'adminiſtration; que l'on reconnût bien ce qui diſtingue eſſentiellement cette Nation de celles qu'on nomme *Puiſſances Maritimes*, pour ne

s'expoſer pas à des deſaſtres préſens pour des craintes futures. Je ſais que j'attaque un principe reçu, un préjugé univerſel ; mais encore je voudrois qu'on examinât une bonne fois, ſi la France ne peut pas trouver dans le ſein du Royaume, dans ſon ſol & dans ſes entrailles, dans le travail & dans la multiplication de ſes habitans, des richeſſes plus ſolides, moins précaires, que celles qu'on cherche au loin avec tant de peine, tant de périls, & tant de dépenſes; ſi dans un pays où il y a tant de cauſes qui augmentent la dépopulation, tant de luxe, tant de Célibataires, une trop grande Navigation n'eſt pas nuiſible, & contraire à ſa conſtitution, ainſi qu'un trop grand nombre de Colonies éloignées en terre ferme. Tout commerce n'eſt pas également bon pour tout pays. Tel commerce qui enrichit quelques particuliers, eſt nuiſible à l'Etat ; & tel autre qui convient à une Nation, eſt dangereux pour une autre. La plus brillante branche de commerce coûte ſouvent plus de ſang & de tréſors pour la conſerver par la guerre, qu'elle ne rapporte dans les trevés ; car malheureuſement la paix n'eſt ordinairement qu'un intervalle où les hoſtilités manifeſtes ceſſent pour recommencer avec plus de vigueur. Chaque ſiecle a eu ſon Syſtême de politique, comme de philoſophie. Aux Croiſades ont ſuccédé les nouvelles découvertes en Amérique & en Aſie, puis les guerres de Religion, puis un prétendu Syſtême d'Equili-

bre ; & depuis quelque tems il n'eſt plus queſtion que de commerce, de Navigation de Marine. Les progrès les plus éclatans de Louïs le Grand ont été faits avant que la grande Marine fût formée. Elle ne peut s'établir qu'aux dépens des forces de terre. Il paroît qu'il n'eſt que trop vrai qu'on ne ſauroit ſervir deux maîtres à la fois. Les progrès qu'un amas de pêcheurs ont faits par le commerce, & par leur Compagnie des Indes, ont ébloui l'Europe, & ont tourné tous les yeux vers le commerce. Mais qu'on faſſe attention que les circonſtances ſont très différentes. La ſituation de ce peuple dans un pays que la mer inonde, la néceſſité de tirer parti d'un élément qui le menace ſans ceſſe, l'impoſſibilité de faire mieux, ſon économie laborieuſe, l'ont enrichi dans un commerce longtems excluſif. Mais les choſes ont bien changé depuis que toutes les Nations ont partagé ce gain. La maſſe d'or a perdu en profondeur ce qu'elle a gagné en ſuperficie.

La France a dans ſon ſein un commerce lucratif & ſupérieur, auquel rien ne peut donner atteinte, ſi l'on conſerve la main d'œuvre à un taux plus bas que celui des autres Nations. Elle trouve dans le goût & dans la frugalité de ſes artiſans un fond inépuiſable pour enfanter de nouvelles manufactures, pour imaginer de précieuſes bagatelles, des commodités recherchées, des modes de toute eſpece. L'Europe entiere, avide des modes Françoiſes, paie un tribut

à la mode, cette fille légere du caprice & de l'inconſtance, qui, en dominant toutes les autres Nations, ſe laiſſe dominer par la France. Les vignobles ſont encore un vrai Pérou pour la France. La Pêche de la Morue eſt un objet important, moins parce qu'elle eſt une pepiniere de Marins, que parce qu'elle eſt un art nourricier. Mais l'agriculture & les manufactures paroiſſent devoir être le premier de tous les reſſorts d'une bonne adminiſtration dans un pays tel que la France.

On ne ſauroit aſſez faire attention à une choſe que j'ai tant prêchée autrefois, ſavoir qu'une des cauſes, & peut-être la premiere, de la grandeur & de l'accroiſſement de la puiſſance des Anglois, eſt due à leurs ſoins pour augmenter la culture des terres. Le grain a été une nouvelle mine, à laquelle le Gouvernement a d'abord ſacrifié des droits illuſoires. C'eſt la prime d'Exportation qui y a le plus contribué. En donnant de l'argent au laboureur citoyen pour l'exportation des bleds, tout le ſol a été mis en valeur ; ç'a été l'aliment de ſa puiſſance. La moitié des tréſors qu'un Etat eſt ſi ſouvent obligé de prodiguer dans la Marine, ou dans une guerre qu'on pourroit différer, employée à cet objet, produiroit en dix ans de quoi former & entretenir une Marine ſur des principes ſolides. D'où je conclus que les Puiſſances commerçantes feroient infiniment mieux de laiſſer la déciſion de leurs différends, quand elles ont le

malheur d'en avoir, au ſort d'une eſpece de lotterie, qu'au ſort des armes. Les guerres toujours affreuſes n'offrent d'ordinaire qu'une alternative fatale entre des malheurs humiliants, ou des ſuccès diſpendieux. On n'a pas exagéré quand on a avancé, que tous les vices de tous les âges & de tous les lieux n'égaleront jamais les maux que produit une ſeule campagne; & que le fléau, le crime de la guerre contient tous les crimes. C'eſt une rage deſtructive, qui fait de la terre un ſéjour de brigandage, un horrible & vaſte tombeau.

De toutes ces réflexions vagues, de tous ces principes, on pourroit peut-être tirer des conſéquences qui meneroient à trouver le terme moyen, pour qu'une Puiſſance eût une Marine aſſez conſidérable pour l'objet de ſon Commerce & de ſes Colonies, ſans cependant faire ombrage à l'autre. La conſervation & la défenſe n'exigent pas un effort auſſi conſidérable. Dès que les projets hoſtiles ſont éloignés, on peut épargner beaucoup de peines & de dépenſes de part & d'autre, & garder cependant une proportion réciproque. Une confédération intime avec les Puiſſances commerçantes, une garantie ſolemnelle & réciproque des Colonies, Poſſeſſions & Privileges du Commerce, fondée ſur l'intérêt commun & le bien général, pourroit établir la confiance, & un ſyſtême nouveau, qui feroit le bonheur du genre humain, & la gloire du ſiecle. Ces Puiſſances agiſſant toujours de concert & de bonne

foi, pourroient contribuer à pacifier les autres, & à prévenir toute rupture; & vingt années ſeulement de paix rendroient toutes les Nations heureuſes.

Le tableau actuel de l'Europe eſt tel, que quand il ſera bien entendu, chaque Puiſſance pourra y trouver ſa conſervation & ſa proſpérité, pourvu qu'on ne veuille pas ſe croiſer à propos d'intérêts chimériques. Chaque Puiſſance commerçante a au moins de la beſogne pour vingt ans, pour rétablir & améliorer l'intérieur de ſon adminiſtration, & le commerce; qui eſt dans la ſphere de ſa force; & avant que tous ces objets ſoient remplis, & qu'on en ait tiré tout le parti poſſible, les objets éloignés, qui par leur étendue paſſent preſque toujours cette ſphere, ſont étrangers & nuiſibles à l'objet du commerce, & à l'intérêt réel des Nations. Les réſultats de preſque toutes les guerres prouvent cette vérité. On ne commenceroit guere d'hoſtilités, ſi on faiſoit attention à tant d'objets importans auxquels on ne ſauroit ſonger que dans une longue & profonde paix. J'indiquerai ſommairement, & par maniere de récapitulation, ces objets.

C'est dans la paix ſeule qu'on peut par une bonne adminiſtration protéger les Provinces qui dépériſſent, pour entretenir l'opulence de la Capitale. Plus la tête eſt grande & diſproportionnée au reſte des membres, plus le corps politique, comme le

phyſique, repréſente l'enfance, & le manque de vigueur de cet âge. L'agriculture, les manufactures, & le commerce, peuvent rétablir cette proportion dérangée entre la tete & les autres membres. Ceux qui ont reproché à Colbert d'avoir trop protégé les manufactures, n'ont pas fait attention au ton du ſiecle. Le luxe étant devenu un mal néceſſaire ou inévitable, il en faut tirer tout le parti poſſible. Il faut peſer & calculer les circonſtances exiſtantes, & non pas les ſuppoſitions poſſibles. On convient que les manufactures forment un corps ambulant & précaire, qui peut ſe tranſplanter au moindre événement. C'eſt pourquoi je lui donne dans mon tableau politique le ſecond rang après l'agriculture, qui, dans l'ordre œconomique d'un Etat, tient le premier, comme indeſtructible, comme fourniſſant la matiere premiere, comme tenant à la nature & au ſol. Mais les arts & les métiers ſuivent de bien près l'agriculture. Qu'on regarde, ſi l'on veut, les manufactures comme un remede à un mal; mais ce mal exiſte, & il ſeroit mortel ſans ce remede. Aux manufactures ſuccede le commerce extérieur prochain; à cet objet le commerce excentrique, c'eſt-à-dire éloigné, des Colonies, qui n'eſt néceſſaire que lorsqu'une trop grande abondance d'hommes & de denrées exige les débouchés, & de plus, qu'un retour abondant ſoit exporté chez l'étranger, pour procurer un nouvel arroſement à l'Etat. Toutes les

guerres qu'on a faites pour cet objet éloigné, dont la néceſſité exiſtoit à peine, ont été faites aux dépens d'objets plus importans, plus inſtans, plus prochains, plus utiles, plus néceſſaires, & plus faciles, & qu'une longue paix ſeule pouvoit amener à ſa perfection. Quand la France & l'Angleterre auront donc mis tout leur ſol en valeur, quand toutes leurs Provinces auront toute la population que le terrein comporte, quand on aura établi une circulation & proportion politique entre la Capitale & les Provinces, quand la théorie des impôts aura rencontré l'équilibre entre les beſoins & les moyens, quand leurs manufactures auront tous les débouchés intérieurs & extérieurs, pour fournir à la Nation, à l'étranger & aux Colonies réciproques que ces deux peuples poſſedent actuellement; Quand tous ces objets ſeront remplis, ce ſera alors l'époque où il deviendra problématique ſi de nouvelles prétentions pourroient être utiles. Mais une paix de cinquante ans ſuffiroit à peine pour parvenir à ce point. Rien ne me paroit plus évident que ces principes. Je défie qui que ce ſoit d'en infirmer les preuves. J'en ai aſſez dit pour ceux qui voudront m'entendre, & peut-être trop pour ceux qui ne voudront jamais adopter ce Syſtême. On ne ſauroit au moins le condamner; tout y reſpire l'humanité & le bien public.

J'ai l'honneur d'être, &c.

TA-

TABLEAU

Ou Exposé de ce qu'on appelle le *Commerce*, ou plutôt le *Jeu d'Actions, en Hollande.*

TABLEAU

Ou Exposé de ce qu'on appelle le Commerce, ou plutôt le Jeu d'Actions, en Hollande.

Le Commerce ou jeu d'actions en Hollande est comme un espece de gageure qui se fait de trois en trois mois, sans débourser l'argent que lors du rescontre, c'est-à-dire du terme pour lequel on a acheté ou vendu les actions ou fonds d'Angleterre.

On appelle *rescontre* l'époque ou le terme pour lequel on achete ou vend les fonds, & pour lequel on donne des primes à délivrer ou à recevoir dans les dits fonds ou actions.

Il y a quatre termes ou Epoques dans l'année où l'on fait ce qu'on appelle rescontre; ce qui est comme un revirement de parties pour régler, liquider & payer réciproquement les variations, ou le surplus du prix auquel on a vendu ou acheté.

Ordinairement on regle les variantes sans s'embarrasser du montant de la valeur du fonds, à moins qu'on ne veuille placer son argent réellement dans ces fonds, ou vendre définitivement un fonds qu'on possede. Celui qui a acheté, paie donc au vendeur autant de pour $\frac{0}{0}$ que le fonds a baissé dans cet intervalle, ou bien il reçoit du vendeur autant de pour $\frac{0}{0}$ que le fonds a haussé dans cet intervalle. Et pour lors on a recours à de nouveaux procédés pour éteindre, ou pour continuer l'opération jusqu'au rescontre suivant.

Les quatre reſcontres dont nous venons de parler, ſont celui de Février, celui de Mai, celui d'Août, & celui de Novembre. La variante du prix étant réglée, on paie & liquide au reſcontre, où l'on procede à prolonger & continuer l'achat, ou la vente, pour le reſcontre prochain. Cette opération s'appelle prolongation ou continuation.

Celui qui a acheté accorde d'ordinaire au vendeur un pour $\frac{0}{0}$ ou davantage dans les annuïtés de 4, pour prolonger ſon achat au prochain reſcontre, au moyen de quoi il a la chance de l'augmentation ou hauſſe qui peut arriver dans cet intervalle dans ce fonds, ſans y placer effectivement ſon argent; il n'eſt ſujet qu'à payer au reſcontre la variante de ce que le fonds pourroit baiſſer en attendant.

Cette opération, qu'on appelle prolongation, ou continuation, n'eſt pas à pure perte: car elle eſt fondée ſur l'intérêt ou le dividende du fonds, qui eſt toujours au profit de l'acheteur. Mais quand il y a beaucoup de ſpéculateurs pour la hauſſe, la prolongation enchérit au-delà de la proportion; ce qui eſt un grand avantage pour le vendeur, & *vice verſa*. La prolongation eſt quelquefois au-deſſous du pair quand il y a eu trop de vendeurs; & c'eſt pour lors un grand avantage pour l'acheteur.

Ces achats & ventes à terme, que l'on continue ſi l'on veut par des prolongations, s'appellent marchés fermes, pour les diſtin-

guer du commerce des primes dont nous parlerons tantôt. Il réſulte de tout ceci, qu'une perſonne, qui au mois d'Août achete mille livres Sterling dans les annuïtés pour le mois de Novembre, a trois mois par devers ſoi pour revendre les mille livres avec avantage, ou perte, n'importe. La partie ſe trouve alors reſcontrée, ſoit pour les recevoir effectivement ſur ſon compte & nom, en y plaçant ſon argent, ſoit en cherchant des arrangemens pour engager ces mille livres vers le tems du reſcontre, ou enfin, ce qui eſt plus commun & plus ordinaire, en les prolongeant ou continuant pour le reſcontre ſuivant, comme on a vu ci-deſſus.

On ne doit point oublier, qu'au moyen de la prolongation on n'a qu'à régler ſimplement à chaque reſcontre les variantes, c'eſt-à-dire qu'on reçoit le ſurplus, ou l'excédent de ce que le fonds a monté, hauſſé ou gagné ſur le prix de l'achat dans cet intervalle, ou bien on paie ce qu'il a baiſſé, diminué, ou perdu depuis l'époque de l'achat juſqu'au reſcontre.

Venons à-préſent aux primes à délivrer, & à recevoir. On appelle prime à délivrer, une prime que Paul donne à Pierre pour qu'il s'oblige de lui délivrer pour le prochain reſcontre mille livres Sterling dans un fonds d'Angleterre à un prix donné. Si la ſpéculation du donneur de prime ne réuſſit pas, il perd ſa prime, & tout eſt dit; & s'il arrive dans cet intervalle une grande

hauſſe au-delà du prix convenu, il jouït, au moyen de ſa prime, de tout ce bénéfice, ſans avoir riſqué que ſa prime.

On appelle prime à recevoir, quand Paul donne à Pierre une Prime pour que Pierre s'oblige de lui recevoir au reſcontre mille livres d'annuïtés ou d'autres fonds à un prix donné: au moyen de quoi Pierre devient comme l'aſſureur de Paul, & s'oblige à lui bonifier tout ce que ce fonds pourra diminuer, baiſſer, ou perdre dans cet intervalle au-delà du prix convenu.

Quand le reſcontre approche, on prolonge auſſi les primes pour limiter ſa perte. Cette prolongation ou continuation coute toujours davantage que celle du marché ferme; parce qu'en jouïſſant de la chance ſur laquelle on ſpécule, on a l'agrément de limiter ſa perte au moyen de la prime.

Voilà toutes les opérations ſimples du jeu d'actions, dont les diverſes combinaiſons produiſent des calculs curieux & intéreſſans pour les agioteurs & pour les rentiers. J'expoſerai un détail des opérations dont je viens de parler, pour l'uſage de ceux qui ſont curieux de s'inſtruire dans cette partie. Propoſons un exemple.

Suppoſons que Pierre a combiné en Juin 1762 (39), que la paix ſe feroit avant l'hiver. Il ſavoit que cela feroit hauſſer beaucoup les fonds en Angleterre; mais il n'avoit pas aſſez d'argent comptant pour pla-

(39) Ceci a été écrit en 1763.

cer dans ces fonds. Il donne ordre à ſon correſpondant d'acheter à terme 1000 Liv. d'annuïtés de 4 pour ⅌ pour le reſcontre d'Août; ce qu'il a exécuté, ſuppoſons à 82. Au reſcontre d'Août l'annuïté étoit effectivement montée à 88 ſur des bruits de paix. Pierre perſiſtant toujours dans ſes idées quant à la paix, s'arrange avec celui qui a vendu, ou bien avec un autre vendeur (car cela eſt égal), & lui donne une prolongation, c'eſt-à-dire 1. 2. ou 3 pour ⅌ pour n'être obligé de recevoir ces 1000 Liv. qu'au mois de Novembre. Cette prolongation eſt plus ou moins forte, ſelon que l'opinion ou le nombre des ſpéculateurs pour la hauſſe eſt plus ou moins grand, & que l'argent eſt plus ou moins rare. En des tems calmes, la prolongation a une valeur intrinſeque fondée ſur l'intérêt que rapporte le fonds. Par exemple, la prolongation des annuïtés de 4 pour ⅌ doit valoir 1 pour ⅌ chaque reſcontre; ce qui fait les 4 dans l'année: les Indes, qui donnent 6 pour ⅌ (40), doivent valoir 1½ chaque reſcontre; ce qui fait 6 dans l'année, parce que le vendeur bonifie le dividende à l'acheteur; mais lorſque l'opinion eſt grande, comme dans ce moment-ci, on paie le tems & l'eſpérance; & c'eſt pour cela qu'on a donné des prolongations exorbitantes, de 2 & 3 pour ⅌, de ce qui intrinſéquement n'en valoit qu'un.

(40) A préſent en 1770, les Indes donnent 12 pour ⅌.

Il eſt bon d'obſerver que ceux, qui depuis 3 ans ont placé leur argent dans les fonds, ſans en courir le riſque autrement qu'en les vendant, ce qu'on appelle en prolongation de reſcontre en reſcontre aux ſpéculans, ont fait des 10 & 12 pour ℅ de leur argent ſans être nullement taxés d'uſure, ni encourir la moindre cenſure. Les gens les plus auſteres & les plus rigides ont fait & peuvent faire ce Commerce. Ceux qui ont reçu les fonds par voie d'engagement, & qui ne payoient que 4 pour ℅ de l'argent qu'ils avoient pris ſur le dit fonds, profitoient ſur le ſurplus 10 & 12 pour ℅ & au-delà. Il y a eu nombre de perſonnes qui depuis 3 ans, & dans la guerre de mil ſept cent quarante-quatre, ont gagné de groſſes ſommes uniquement en prenant des prolongations.

Pour revenir aux joueurs, on voit qu'un homme qui a ſeulement des reſſources pour faire face aux variations qui peuvent ſurvenir dans le prix des fonds de trois en trois mois, peut acheter ou vendre pour des milliers ſans avoir dans la circulation que 10 ou 15 pour ℅, qui eſt la variation la plus forte qu'il y ait ordinairement dans un reſcontre; à moins qu'il ne ſurvienne quelque grand événement, comme paix ou guerre, changement de dividende ou autre révolution décidée, qui occaſionne ſouvent des caſcades de 30 pour ℅ & au-delà.

Récapitulons maintenant encore une fois tous les partis qu'il y a à prendre pour

celui qui a acheté les 1000 Liv. en queſtion des annuïtés à 82, & que nous ſuppoſons montées à 88. 1°. Il peut les payer en les recevant ſur ſon nom & ſur ſon compte, s'il a en deniers comptant 844 Liv. Sterlings. 2°. Il peut les engager à Amſterdam ou à Londres; il ſuffit qu'il ait ſeulement 200 Liv. Sterlings pour le ſurplus: car on ne donne jamais toute la valeur du fonds qu'on nantit ou qu'on hypotheque, lorſqu'on l'engage. On tire pour lors un gros intérêt du ſurplus. Cette opération eſt très facile en des tems calmes, mais plus difficile depuis trois ans (41), l'argent étant devenu plus rare par les forts engagemens qu'on a faits; & tout le monde préfere d'acheter dans ce moment-ci pour ſon propre compte, plutôt, que de donner ſur le fonds à gage. Cette opération d'engager des fonds eſt très dangereuſe, quand on ne la fait pas avec prudence, & qu'on s'engage au-delà de ſes facultés, ſurtout en des tems critiques, ou lors d'un événement imprévu; mais elle eſt toujours ſûre & lucrative, quand on la fait pour tirer des prolongations ſans courir le haſard du prix des fonds, pourvu qu'on ait affaire à des gens ſolides. La 3me. opération qu'il y a à faire, c'eſt de vendre les 1000 Liv. qu'on a achetées, & liquider ſon reſcontre ſoit avec gain, ſoit avec perte, payant ou recevant les variations; & tout eſt dit. Enfin la 4me. & der-

(41) Il faut toujours ſe rappeller que ceci a été écrit en 1763.

niere opération, qui eſt la plus commune, c'eſt, comme on a vu, de prolonger ſes 1000 Liv. pour le reſcontre ou terme ſuivant, en réglant la variante, & en tâchant d'obtenir cette prolongation au prix le plus gracieux. Cet objet eſt d'autant plus important, qu'il ſe répete quatre fois l'année, ſi la ſpéculation eſt de longue haleine.

Il faut encore obſerver que le prix de la prolongation eſt arbitraire, & ſujet à bien des variations, & où l'agiotage a grande part. Nous ferons ci-aprés une analyſe hiſtorique & plus ample de la nature de la prolongation (qu'on ne ſauroit trop expliquer), & de ce qui s'eſt paſſé en 1748, 55 & 62.

J'ai dit qu'on appelloit les achats & les ventes à terme des *marchés fermes*, pour les diſtinguer des primes. Mais avant de quitter le détail de cette opération appellée par les actioniſtes *marché ferme*, il eſt bon d'obſerver, que tout comme on peut acheter à terme pour la valeur des fonds qui excedent de beaucoup nos facultés actuelles & potentielles, par la reſſource des prolongations, n'ayant au reſcontre à payer que les variations; de même celui qui vend ce qu'il n'a pas, ou pour plus qu'il ne poſſede, a de ſon côté la même reſſource; & ſi la combinaiſon pour la baiſſe manque, & qu'il veuille pouſſer ſa (42) *contremine* en avant, il

(42) On appelle *Contremine*, quand on vend des fonds

prend la prolongation de reſcontre en reſcontre, ce qu'il fait avec avantage ſi la prolongation eſt chere, & avec déſavantage ſi elle eſt mince. Il peut auſſi, en rachetant ſa partie, liquider ſon affaire; & ce ſont les deux ſeuls partis qu'il puiſſe prendre; au lieu que l'amateur ou acheteur en a quatre, comme on a fait voir, ſavoir, de le revendre, de le recevoir, de l'engager, & de le prolonger.

Nous avons dit qu'il y a des primes à recevoir & des primes à délivrer qu'on donne de reſcontre en reſcontre; c'eſt-à-dire pour les termes reſpectifs du 1. Février, du 1. Mai, du 1. Août, & du 1. Novembre.

On a vu ce que c'eſt qu'une prime pour la hauſſe, qui s'appelle à délivrer: Paul croit que les actions des Indes d'Angleterre qui valent actuellement 147 pour le reſcontre de Novembre, augmenteront beaucoup par la paix qu'il croit prochaine, ou par quelque autre événement prêt à éclorre; mais il n'oſe cependant acheter, parce qu'il n'eſt pas ſûr de ſon fait, ou bien parce qu'il n'a pas aſſez de crédit pour acheter à *marché ferme*. Il riſque donc une prime de deux ou de 2 pour °, qu'il donne à Pierre, qui, au moyen de cette prime, s'oblige de lui délivrer 1000. des Indes d'Angleterre au 1. Novembre à 150, s'il l'exige; de ſorte qu'il n'y a que celui qui tire la prime qui

qu'on n'a pas, & qu'on donne des primes pour la baiſſe, c'eſt-à-dire des primes *à recevoir*.

s'engage. Celui qui la donne, a l'option, le jour du 1. Novembre, de ſommer ou de ne pas ſommer celui qui a pris ſa prime, de lui délivrer les 1000. Liv. au reſcontre; & celui qui reçoit la prime fait un contrat, par lequel il s'oblige de délivrer 1000. Liv. dans les Indes au donneur de la dite prime dans le terme convenu.

ANALYSONS préſentement le ſort de cette prime dans tous les cas poſſibles. Il faut d'abord obſerver, que ſi le tems avance au terme du reſcontre, & que l'action ne monte pas, la valeur de la prime tombe, & au lieu de $2\frac{1}{2}$ pour $\frac{0}{0}$ qu'elle a coûté, elle n'en vaudra plus qu'un, & quelquefois moins; pour lors ſi la ſpéculation du donneur ceſſe, il peut encore retirer ſa prime avec perte. Il y a encore une autre opération, qui eſt la plus curieuſe; c'eſt de convertir cette prime *à délivrer*, qui étoit pour la hauſſe, en une prime *à recevoir* pour la baiſſe; & voici comment. On a d'abord cru que l'action monteroit beaucoup; on a donné $2\frac{1}{2}$ à délivrer à 150 : l'action a effectivement pris faveur; mais on a des avis que les cauſes qui devoient produire la hauſſe n'auroient pas lieu, ou que quelque événement ſecret feroit paroli à la bonne nouvelle : on n'a qu'à vendre en marché ferme à la faveur de cette prime pour le même reſcontre 1000. Liv. à 150 pour $\frac{0}{0}$, & l'on convertit par ce procédé la prime, qui étoit *à délivrer*, en prime *à recevoir*; attendu que, malgré la ven-

te effective, on ne ſauroit jamais perdre que la prime, & on a cependant la chance de gagner 10, 20, & 30, ſi l'action venoit à faire une pareille chûte dans l'intervalle du reſcontre. Il y a plus, dans un tems de fermentation on peut opérer l'alternative de ce procédé 3 ou 4 fois dans l'intervalle d'un reſcontre ſur la même prime, tantôt en vendant, tantôt en achetant; ne riſquant jamais que la primitive prime; profitant toujours par des opérations toujours gagnantes. Les agioteurs experts, qui, à la fin de chaque reſcontre, donnent de petites primes *à délivrer* ou *à recevoir* pour le reſcontre ſuivant, glanent toujours, & font ſouvent d'abondantes moiſſons à la faveur de ces petites primes, avec un avantage plus ou moins grand, ſelon les variations & les événemens qui arrivent dans cet intervalle. Ceux qui ſont à l'affût des joueurs, peuvent toujours peloter en attendant partie. Il y a encore d'autres arbitrages, & d'autres combinaiſons lucratives, indépendantes du jeu & des événemens, ſavoir en faiſant deux ou trois opérations ſimultanées, en prenant ou en donnant des primes, & en achetant ou en vendant ſur ces primes. Ceux qui connoiſſent ces calculs, y trouvent ſouvent un avantage de $\frac{1}{4}$, de $\frac{1}{2}$ & de 1 pour $\frac{0}{0}$, & ſouvent une chance *à recevoir*, ou *à délivrer* pour rien. La multiplicité de ces opérations, ſouvent répétées, va plus loin qu'on ne penſe. C'eſt-là le plus grand art de l'expert agioteur,

ou plutôt actioniſte, (car on auroit tort de prendre ce mot tout-à-fait dans l'acception ordinaire & odieuſe.)

Revenons à notre donneur de primes par ſpéculation, & non pas en agioteur. Si avant le 1. Novembre l'action a monté au-delà de 150, par exemple à 155, il peut fondre ou retirer ſa prime de deux façons différentes. Cela mérite encore beaucoup d'attention. La premiere eſt la plus ſimple façon; c'eſt de vendre purement & ſimplement ſon contrat pour de l'argent comptant à raiſon de 5 & peut-être de 6 pour %. Si l'on demande pourquoi cet excédent de 5 à 6 pour %, je réponds, que c'eſt parce que la prime pour la baiſſe *à recevoir* à 150, vaut quelque choſe, nommément ſi le rencontre eſt encore éloigné, & que les événemens ſoient incertains: ce qui fait que la prime à la faveur de laquelle on fait toutes ces opérations, gagne au-delà de la valeur de l'action en réaliſant ſa valeur de 5 pour %, & en ſus la prime *à recevoir*. Ce ſimple énoncé nous indique la ſeconde façon de réaliſer la prime en queſtion, en faiſant ce que l'acheteur du contrat pourroit faire; c'eſt-à-dire, en vendant 1000 Liv. ſur ſa prime à 155. Qu'arrivera-t-il? L'action retombe-t-elle à 150? il a toujours gagné les 5 pour %. Monte-t-elle conſidérablement? Cela ne le regarde pas; car il ſomme celui qui a pris la prime de lui délivrer, ſelon ſon contrat, 1000 Liv. à 150, & il les délivre à celui à qui il a lui-

même vendu à 150 : mais ſi l'action venoit à baiſſer à 140, pour lors il n'eſt plus queſtion de ſa prime, qui étoit comme une ancre pour le mettre à l'abri de l'orage, il ſe trouve donc qu'il gagne 15 pour ⅌ ſur ſa prime primitive, au lieu de 5 ou 6 qu'il pouvoit d'abord avoir gagné lors de la 1ere. opération. Telle eſt la marche de la converſion des primes. On a vu très ſouvent, avec une prime d'un ou deux pour ⅌, gagner 20 ou 30 dans un reſcontre, & cela ſans aucun riſque, à la faveur de la même prime que l'on convertit tantôt pour la hauſſe, & tantôt pour la baiſſe.

La même marche de gradation ſe trouve *vice verſa* dans les primes *à recevoir* ; car ſi l'on a donné d'abord une prime *à recevoir* à 145, & que les actions viennent d'abord à tomber à 140, par une terreur panique, ce qui eſt très commun dans le pays des actions, & qu'à la faveur de cette prime on vienne à acheter pour la réaliſation, & qu'enſuite, comme il arrive ſouvent, les actions viennent à monter à 160, on gagne 20 pour ⅌ & les 5 de la prime, ſans avoir rien à riſquer que la prime, qu'on a convertie de la façon qu'on vient d'expliquer. La prime *à recevoir* eſt encore une prime d'aſſurance pour ceux qui ont des fonds réels, & qui craignent quelqu'événement, & qui ne voulant pas ſe défaire de leurs fonds, ſe mettent à l'abri de l'orage dans le tems de la criſe qu'ils craignent. Dans des tems cal-

mes, ceux qui donnent des primes, ſoit *à recevoir*, ſoit *à délivrer*, par ſpéculation, les perdent ordinairement. Ceux qui ont des fonds réels, prennent quelquefois des primes *à délivrer* à un prix beaucoup plus haut que la valeur actuelle de leurs fonds, & profitent par ce procédé, tous les reſcontres, d'un intérêt double de leur fonds, & ſi le fonds monte, ils ſe trouvent l'avoir vendu à un prix avantageux. Pour lors s'ils ne veulent pas s'en défaire en le tranſportant, ils changent de batterie; ils tirent des prolongations, & en attendant le moment d'une baiſſe, ils prennent des primes *à recevoir* ſur leur partie; ce qui, joint à la prolongation, fait un bon intérêt. Toutes ces reſſources ſont très avantageuſes, & invitent tout le monde à s'intéreſſer dans ces fonds, comme l'expérience le démontre. Les avantages & les reſſources que les particuliers y trouvent, tant pour placer ſolidement leur argent à un bon intérêt, que pour ſatisfaire la paſſion du jeu, favoriſent beaucoup l'Etat & le Gouvernement, qui trouve ſes fonds lorſqu'il en a beſoin.

DÉVELOPPEMENT *des Incidens & Cauſes qui peuvent faire hauſſer ou baiſſer les Actions dans la criſe du reſcontre, indépendamment de tout événement réel & politique.*

CES variations, quoique momentanées, ſont quelquefois aſſez conſidérables, & dignes

gnes d'attention. Pour avoir une idée claire du reſcontre, il faut analyſer d'abord la nature diverſe des procédés qu'on y regle, en ſe rappellant tout ce qu'on a dit ci-deſſus. Nous avons obſervé, qu'il y a des gens qui vendent réellement leur fonds, & le tranſportent dans le terme preſcrit au reſcontre; tout de même qu'il y a des gens qui achetent, pour placer réellement leur argent, ſoit en gardant les fonds effectivement, ſoit en les revendant en prolongation, comme un moyen de faire valoir leur argent. Il y en a même un grand nombre qui ne placent leur argent dans les fonds, que pour jouïr des prolongations avantageuſes, en ſe ſoumettant tous les reſcontres, vis-à-vis des agioteurs, à liquider les variations, ſoit en débourſant ce que le fonds a bonifié, ſoit en recevant ce qu'il a perdu; quoique cela ne les regarde nullement, puiſqu'ils ne perdent ni ne gagnent dans les variantes; cela n'influe que ſur l'intérêt plus ou moins grand de leur débours. Excepté donc ceux qui reçoivent & qui tranſportent réellement les fonds, le reſte, qui compoſe la foule des actioniſtes & des joueurs, n'achete & ne vend que ce qu'on appelle en termes d'art, *du vent;* & ces opérations ſe réduiſent à des eſpeces de gageures, dont on ſe tire de la façon qu'on a vu ci-deſſus. Or qu'arrive-t-il au reſcontre? Le 15 du mois de chaque reſcontre, tous les reſcontrans s'aſſemblent dans une ſalle autour

d'une grande table : il y a tel reſcontrant qui fait le reſcontre de 10 ou 12 perſonnes, & tout cela eſt réglé comme papier de muſique.

Voici le procédé. Le reſcontrant dit : Un tel a vendu 1000 Liv. à un tel qui répond pour lui. Celui qui eſt chargé du reſcontre de l'acheteur, en rend compte : s'il le reçoit lui-même, tout eſt dit, ou s'il a pris la prolongation; car la prolongation ſuppoſe un achat & une vente ſimultanés. Celui qui tire la prolongation, eſt cenſé avoir racheté ſa partie au comptant, & vendu à terme, le vendeur *vice verſâ*, ainſi cette partie eſt éteinte : mais comme le premier acheteur peut avoir revendu cette partie à un autre, & cet autre à un autre, & ainſi par caſcade juſqu'à ce que le vendeur ou l'acheteur trouve une opération finale, c'eſt-à-dire une réception ou tranſport réel, ou factice; c'eſt ce revirement de partie qu'on appelle en reſcontre marier le vendeur au dernier reſſort à l'acheteur. C'eſt une navette, ou un vrai cercle.

Or voici où gît le myſtere du jeu des actioniſtes. S'il arrive dans un reſcontre que parmi des vendeurs il s'en trouve un grand nombre qui aient vendu réellement leur fonds, qui le tranſportent, qui ne veulent pas tirer de prolongations, cela s'appelle en termes d'art, il y a des reſtes, & cela cauſe une baiſſe. Quand c'eſt le contraire, & qu'il y en a plus qui reçoivent

qu'il n'y en a qui tranſportent, cela s'appelle qu'il y a faute, diſette ou manque d'action, & elles augmentent; ceux qui ont vendu ſont obligés d'acheter à tout prix. Mais quand il n'y a point de receveurs à proportion manque d'argent, pour lors la prolongation augmente beaucoup, & les actions baiſſent, ſans autre motif que le grand nombre des tranſports, & l'impuiſſance où ſont les acheteurs d'en recevoir à proportion: ce qui les oblige de vendre à tout prix pour liquider leur reſcontre (43); pour lors des receveurs, ou de nouveaux acheteurs paroiſſent, alléchés par le prix bas du fonds, ou par celui de l'exorbitante prolongation. Si au contraire il y a beaucoup de receveurs réels, avec de l'argent & peu de tranſporteurs effectifs, la prolongation baiſſe, & les vendeurs ne trouvant perſonne qui leur donne des prolongations, ſont obligés d'en acheter à tout prix; & comme cette criſe eſt ſouvent prévue par les actioniſtes, ils font ce qu'on appelle un jeu aux acheteurs ou aux vendeurs pour faire, dans la liquidation du reſcontre, augmenter ou diminuer le fonds, ſans autre cauſe que la poſition du reſcontre, & les facultés des vendeurs vis-à-vis des acheteurs. Les experts jugent l'aſpect du reſcontre, à l'air du bureau, & aux obſervations ſur les opérations faites, qui

(43) Un pareil accident a été une des principales cauſes de la grande baiſſe dans les actions des Indes d'Angleterre en 1769.

ordinairement ſont aſſez connues; on ſe trompe cependant très ſouvent ſur les apparences les mieux combinées. Un reſcontre ou deux avant la paix de 1748, tout le monde étoit acheteur & par conſéquent donneur de prolongation; auſſi a-t-on payé des prolongations exorbitantes, qui ont cependant été très compenſées par la hauſſe que la ſignature des préliminaires a cauſée. Ceux qui ſe ſont contentés de jouïr des prolongations en vendant leur fonds réel ou engagé, ont profité d'un grand intérêt; mais les vendeurs en l'air, ou de vent, qu'on appelle auſſi contremineurs, ont perdu gros, malgré l'avantage immenſe de la forte & uſuriere prolongation.

Au commencement de la guerre de 1755, il eſt arrivé une eſpece de phénomene dans le jeu des actions; & l'on a inventé en Angleterre un nouveau terme pour l'exprimer. Nous ſerons auſſi obligés d'en former un. Voici le fait. La contremine étoit ſi grande, c'eſt-à-dire le nombre des vendeurs, principalement dans les actions des Indes, qu'on avoit peut-être vendu plus d'actions qu'il n'y en a, ou au moins qu'il ne s'en eſt trouvé dans la circulation du jeu; ce qui a fait qu'au lieu que l'acheteur donnoit des prolongations, qu'on appelle à Londres continuation, il en recevoit une du vendeur pour reculer ſon achat au reſcontre prochain; ce qu'on appelle *Backwardation*, comme qui diroit *rétrogradation*; ſi bien que l'a-

cheteur a eu un avantage dans les Indes de 7 à 8 pour ℅ & au-delà, toute chose égale, pendant deux ans, & au grand préjudice des contremineurs, ou vendeurs, qui ont toujours un désavantage vis-à-vis de l'amateur. Celui-ci, avec de l'argent ou du crédit, peut soutenir la gageure, garder son fonds, en tirer un intérêt, & attendre un moment favorable; au lieu que celui qui a vendu un fonds qu'il n'a pas, si le succès ne répond pas d'abord, se mine lui-même, & avec tout l'argent du monde, ne sauroit délivrer ce qu'il n'a pas sans l'acheter. Les contremineurs dans les Indes en 1755, 1756, & 1757, ont été obligés d'emprunter des actions de ceux qui en avoient, en payant de gros intérêts, pour soutenir & pousser leur contremine en avant, le tout sur la crainte de l'expédition de M. de Lally; & ceux qui ont profité de la baisse lors de la prise du Fort St. David, n'ont encore rien gagné, ayant été abîmés par les *Backwardations* ou rétrogradations; je veux parler des anciennes opérations, car les plus proches du rescontre, ont rendu beaucoup, attendu que des primes *à recevoir*, qui n'avoient coûté qu'un & demi pour ℅, ont valu 10, 12 & 15 pour ℅. Il est au contraire arrivé depuis deux ans, que l'argent étant devenu plus rare, a fait augmenter les prolongations, qui ont encore augmenté par l'espérance de la prochaine paix; car cette espérance fait qu'il y a plus d'amateurs, c'est-à-dire de

donneurs de prolongations que de contremineurs.

Il faut encore ajouter que le prix de courtage de chaque mille livres d'un fonds d'Angleterre quelconque, ſoit dans les annuïtés des différens emprunts de 3, $3\frac{1}{2}$ & 4 pour $\frac{0}{0}$, dans les Indes, dans la Banque, dans le Sud, eſt toujours 15 florins tant pour l'achat que pour la vente, ainſi que pour les prolongations & pour les primes qui paſſent 2 pour $\frac{0}{0}$. Quand la prime qu'on donne & qu'on reçoit eſt au deſſous de 2 pour $\frac{0}{0}$, on ne paie que 3 florins 10 ſols. Les Courtiers ne font guere avec d'autres Courtiers: ils cherchent toujours les actioniſtes, qui ſont des ponts de communication, & les entrepôts de toutes les tranſactions; c'eſt qu'ils ont pour lors le courtage de deux côtés; au lieu qu'en faiſant avec le courtier, ils n'ont que le ſimple courtage; & c'eſt un grand déſavantage pour la foule des joueurs, qui enrichiſſent les actioniſtes encore plus que les Courtiers

Il eſt bon d'obſerver, qu'autrefois preſque toutes les opérations ou tranſactions dans les fonds d'Angleterre, que nous appellons jeu d'actions, ſe faiſoient dans les actions de la Banque du Sud, & ſurtout dans les Indes. Il eſt vrai que pour lors le jeu dans les actions de la Compagnie des Indes Orientales & Occidentales d'Hollande étoit plus vif; à peine étoit-il queſtion d'annuïtés. Mais depuis la derniere guerre l'eſprit du jeu s'étant plus

étendu, l'argent étant encore devenu plus abondant, on a trouvé ce cercle trop étroit, & l'on s'eſt jetté dans le vaſte Océan des annuïtés, où les joueurs ſont moins gênés dans les reſcontres. Le jeu dans les annuïtés eſt devenu eſſentiel & néceſſaire, dès que le Gouvernement, au lieu de faire des emprunts de trois millions Sterlings, en a fait d'abord de ſix, puis de huit, & enfin de douze: l'effet eſt devenu la cauſe, & le jeu eſt venu au ſecours de la maſſe qui l'a fait naître; comme je l'ai développé ci-deſſus. C'eſt pourquoi je crois, que ſi la paix continue quelques années, l'abondance d'argent & l'eſprit du jeu pouſſeront les actions des Indes à un prix exorbitant. Car les annuïtés étant une fois à leur taux, après qu'il ne ſera plus queſtion de nouveaux emprunts, elles ne ſeront guere un objet journalier de jeu; tous les joueurs tomberont forcément ſur les Indes, par l'eſpérance de l'augmentation du dividende, & des accidens variés qu'on peut attendre d'une Compagnie Commerçante (44): le volume du fonds ſe trouvera trop mince pour le nombre des joueurs; car il y a beaucoup d'actions en main forte & en main morte, qui ne circulent pas dans la place; ce qui

(44) Cela eſt effectivement arrivé en 1766. Les Actions des Indes ſont montées juſqu'à 280. L'Auteur avoit prédit longtems auparavant cette hauſſe, ſur les progrès qu'il prévoyoit que la Compagnie devoit faire dans l'Indoſtan.

donne beau jeu à ceux qui feront pour la hauſſe, d'autant plus que les progrès que cette Compagnie eſt à même de faire ſont immenſes. Voilà les principaux élémens d'un jeu, qui me paroît influer ſur le Syſtême politique de l'Europe.

MÉTHODE.

Dont on ſe ſert en Hollande pour faire la perception des taxes, & des impôts ſur les biens fonds; & comment on en verſe le provenu dans la Caiſſe de l'Etat.

La perception de la taxe ſur les maiſons ſe fait en Hollande d'une façon très ſimple & à peu de fraix.

Chaque ville a un Etat de toutes les maiſons de ſon diſtrict, ban-lieue ou juriſdiction. On appelle cela le cahier des maiſons. Les maiſons ſont taxées par les Etats des Provinces pour un certain nombre d'années, à proportion du louage que les maiſons ſont ou pourroient faire ſi elles étoient louées.

Les Propriétaires doivent porter les deniers à la maiſon de Ville. Voilà ce qui ſe pratique à Amſterdam: dans les autres Villes, ou diſtricts, on porte les deniers à un Receveur prépoſé, qui les verſe tout ſimplement dans la Caiſſe de l'Etat.

L'Impôt ordinaire ſur les maiſons (& ſur les terres) s'appelle *verponding*. Comme qui diroit autant par livre. Et l'impôt extraordinaire s'appelle centieme, & deux-centieme denier. On accorde une Prime de 4 p. C. de rabais ſur la taxe à ceux qui paient le centieme & le deux-centieme denier dans le premier terme preſcrit.

A Amsterdam ceux qui reſtent en défaut pour le paiement ſont aſſignés deux ou trois fois; après quoi on commence par leur ôter la porte de la maiſon, puis on vend la maiſon par défaut de paiement des Droits; ce qu'on appelle exécution, & qui arrive rarement.

L'Impôt ſur les terres ſe perçoit à-peu-près de la même façon: c'eſt-à-dire, qu'il y a des Tableaux, ou Cahiers, où toutes les terres ſe trouvent taxées, par une évaluation faite par les Etats à l'inſtar des maiſons; c'eſt-à-dire ſur le fermage ou rapport qu'on appelle en Hollande *Louage*: mais les fraix de perception ſont plus forts que ceux des maiſons dans les Villes. Pour faire les recouvremens dans le plat pays, il faut un certain nombre de prépoſés que le Receveur emploie. C'eſt toujours le Receveur qui verſe les deniers dans la Caiſſe de l'Etat.

Les grains de toute eſpece, & autres matieres de conſommation, ſont des objets plus compliqués, dont la perception ſe fait par collecte ou régie. Le froment paie tant par ſac lorſqu'on en fait moudre. Ces objets, qui ſont très conſidérables, étoient autrefois affermés; on a ſubſtitué des collecteurs aux fermiers Cette régie eſt un peu plus lucrative, moins odieuſe, & moins ſujette à des manigances; mais le nombre d'employés n'a pas beaucoup diminué depuis ce changement. Les articles dont l'impôt eſt levé par voie de Collecte, ſont les

grains de toute eſpece, le vin, la biere, en un mot, tout le comeſtible, toute matiere de conſommation. Il y a cependant quelques petites exceptions. Par exemple, le droit ſur le ſel & celui ſur le ſavon, autrefois affermés, ſe perçoivent actuellement par des Collecteurs pour le compte de l'Etat. Mais indépendamment de cet impôt univerſel, chaque famille eſt encore taxée ou cotiſée ſur le nombre de Domeſtiques pour une conſommation idéale de ces deux articles, qui ont déja payé ſourdement pluſieurs droits, ſans compter un ſurcroit d'impôt dans les Villes, qui ont encore les droits municipaux. On paie une pareille taxe pour le Caffé & le Thé. On paie encore une taxe pour les caroſſes & autres voitures, pour chaque cheval & autre bétail. Celà s'appelle le denier de l'oreille & de la corne. La perception de tous ces articles ſe fait à peu de fraix: il n'y a qu'un Receveur dans chaque diſtrict, & un très petit nombre de prépoſés pour faire le recouvrement des deniers.

C'est pour faire la Collecte des matieres de conſommation, qu'on eſt obligé d'employer un très grand nombre de prépoſés. Il y a un Collecteur général pour chaque diſtrict, qui a un grand nombre de ſubalternes; & c'eſt le collecteur général qui verſe les deniers dans la Caiſſe de l'Etat.

Tout ceci n'a lieu que dans la Province de Hollande & de Weſtfriſe; les autres

Provinces ont leurs méthodes particulieres. Il y a même des Provinces où les Fermes ſubſiſtent encore ſur le même pied qu'autrefois.

On peut voir le Placart général & particulier pour la régie des Collectes.

Quant aux droits de la Douane, qu'on appelle en Hollande Droits de l'Amirauté, on n'a qu'à conſulter le Placart du 31e. Juillet 1725, qu'on trouve chez Scheltus.

Chaque Douane des Provinces a ſa Caiſſe particuliere. La perception des Droits à l'Amirauté eſt coûteuſe, difficile & très compliquée. Comme chaque Province agit à ſa tête avec plus ou moins de rigueur, il en réſulte de grands inconvéniens; les fraix de perception ſont toujours inévitables dans les grands articles; on travaille inutilement depuis longtems à en corriger les abus, & à en ſimplifier la régie. Mais on trouvera toujours, que le même homme ne peut pas être en deux lieux à la fois; que preſque tous cherchent à eſcamoter les droits qu'on doit payer; que le nombre des vrais honnêtes gens eſt très petit, tant parmi ceux qui paient, que parmi ceux qui perçoivent les paiemens. Ces abus ne ſe corrigeront jamais entiérement; & un grand nombre d'employés eſt abſolument inévitable.

Les Propriétaires des actions de la Compagnie des Indes Orientales ne reçoivent les dividendes, qu'au préalable ils n'aient payé l'impôt, ou la charge de florins 190 ſur

chaque action à l'Etat; les actions de la Compagnie Occidentale ſont moins chargées.

Les Contracts qu'on nomme obligations à la charge de l'Etat, ont été ſoumis à une eſpece de retenue, ſous la nomination de centieme & deux centieme denier. Ce papier a été regardé comme un bien fonds, & traité ſur le même pied, il y a plus de cent ans que cette taxe à pris ſon origine. On ignoroit pour lors les vrais principes du crédit; les fonds publics ne doivent jamais être chargés; c'eſt contre la bonne foi & le crédit, qui eſt la baſe de la puiſſance d'un Etat.

Tout Impôt qui anéantit une maſſe de valeur en diminuant le numéraire, eſt deſtructif & contraire à la finance: c'eſt attaquer les racines des plantes qu'on a intérêt de cultiver & de conſerver: c'eſt déplumer les aîles des oiſeaux que l'on deſtine à voler: en un mot, c'eſt couper, comme on dit, l'arbre par le tronc pour en cueillir le fruit. Tel eſt, par exemple, le *Belaſting* ou Impôt, dont je viens de parler, de 190 florins ſur les Actions de la Compagnie des Indes en Hollande. Cet Impôt diminue forcément la valeur de chaque Action au-delà de 200 pour 100 (l'intérêt des Actions ayant toujours été conſidéré ſur le taux de 3 pour cent). Or 200 pour 100 ſur chaque Action, fait une valeur de 13 millions de florins de numéraire anéantie, que les Actionnaires rentiers, commerçants, & autres ſujets de la

République ont de moins: les étrangers n'y ont aucun intérêt. Cette force active affoiblie diminue à proportion toutes les facultés de cette classe. Les malheurs & les pertes que la Compagnie a essuyées ; ont été plus sensibles, & même funestes à la fortune des Actionaires, par cette charge accablante, qu'on n'avoit pas tant sentie en des tems plus prospères. Le Capital & les Intérêts étant si prodigieusement diminués, cela a causé la ruïne d'un grand nombre de particuliers, en a fait expatrier d'autres, a beaucoup influé sur des classes subalternes: par conséquent il est clair comme le jour, que le Revenu de l'Etat doit se ressentir de tant de consommations diminuées & supprimées, puisque celles-ci sont les sources de la finance.

Le provenu de ce *Belasting*, ou Impôt ; se monte, il est vrai, à 400 m. florins ; mais il attaque une partie intégrante d'un Revenu ou Rente réelle d'une Classe. On a pris le change en prenant les Actions pour un Bien-fonds : elles sont d'une nature très différente. On ne peut pas regarder non plus ce *Belasting* comme ces Impôts insensibles, que l'on confond avec les prix des choses: celui-ci attaque le nerf, la valeur du fonds, & par conséquent une des sources des Impôts-mêmes, les tarit, & en double & triple les dommages, en ralentissant la circulation. D'abord, si ces 400 m. florins entroient dans les mains des possesseurs des

Actions, il eſt ſans contredit, qu'une grande partie de cette ſomme primordiale arroſeroit annuellement la Caiſſe de l'Etat par les objets de conſommation, de luxe, & de dépenſe: elle augmenteroit encore le Revenu de l'Etat par la Circulation de claſſes ſubalternes, par où cet argent paſſeroit: enfin elle augmenteroit le Revenu du Fiſc par le progrès actif & vivifiant que le numéraire (je veux dire, la plus grande valeur du prix des Actions, les Intérêts englobés) produiroit dans le Commerce, & dans les autres objets que renferme la ſphere de l'activité des Actionaires.

Ce n'eſt pas ici le lieu d'examiner, combien il eſt dur pour les Actionaires, après tant de pertes, de payer le même Impôt, n'ayant qu'un petit dividende, que lorſqu'il étoit du double, & au-delà: il eſt à ſouhaiter qu'on répare cette diſproportion, également nuiſible à l'Etat & aux Particuliers; & il eſt vraiſemblable qu'on la réparera, dès qu'on ſera parvenu à en faire ſentir les inconvéniens. Un Tarif proportionné entre l'Impôt & le Revenu, eſt une choſe ſi juſte, ſi équitable, qu'on ne pourroit rien y objecter: mais il vaudroit encore beaucoup mieux le ſupprimer tout-à-fait, par les raiſons ſuſdites; & s'il falloit abſolument quelque équivalent pour remplacer le *Belaſting*, il ſeroit bien plus convenable de le prendre ſur la conſommation intérieure des Epiceries, & ſur l'exportation de la même denrée. Il

ſeroit très difficile d'imaginer un Impôt moins onéreux que celui-là : la dépenſe que chaque particulier fait dans ſon ménage en Epiceries eſt ſi peu de choſe, qu'un pour Cent plus ou moins ſur la valeur du prix, eſt abſolument imperceptible. La même raiſon milite chez l'étranger : c'eſt une denrée excluſive ; & je ſuis perſuadé que cela ne feroit aucun tort au Commerce, & rapporteroit quaſi l'équivalent de cette charge, auſſi oppreſſive que peu équitable.

ESSAI

SUR LE

LUXE

Publié à Amſterdam en 1762.

AVERTISSEMENT.

L'AUTEUR de cet Eſſai ayant été interrogé par une perſonne de conſidération, ſur la cauſe de la décadence du Commerce dans un certain pays, il a rapporté, entr'autres raiſons, celle du LUXE : ſur quoi on lui a fait ſentir, que des génies du premier ordre étoient perſuadés que le LUXE étoit néceſſaire & même utile, ſur-tout dans un grand Royaume. L'Auteur ne pouvant pas admettre ce ſyſtême ſans de grandes reſtrictions, a été engagé de mettre ſes idées par écrit, ſans conſulter ni analyſer méthodiquement les raiſons de ceux qui ont écrit pour & contre ce ſyſtême. Mais comme ſa mémoire lui peut avoir fourni des expreſſions analogues à ſon objet, ſans être en état d'en citer exactement les ſources, on marquera ces expreſſions par des caracteres *italiques*. Au ſurplus, quoiqu'ordinairement les idées ſe rencontrent quand on traite le même ſujet, on trouvera cependant qu'on a mis la matiere dans un nouveau jour, & qu'il y a dans cet Eſſai des reflets & une perſpective de pratique fondée ſur l'expérience des faits, qui donnent à ces aſſertions une évidence palpable, que les raiſonnemens abſtraits & de pure ſpéculation ne produiſent preſque jamais. L'Auteur connoît trop ſa foibleſſe, pour prétendre entrer en lice avec les grands hommes qui paroiſſent être d'un ſentiment contraire ; il les reconnoît

pour ſes Maîtres en toutes choſes, mais il a en même-tems la franche intrépidité de s'écarter de leur ſyſtême ſur un point eſſentiel aux intérêts du genre humain. Il dit ſon ſentiment en Philoſophe, ſans prétendre faire le cenſeur. Il auroit mauvaiſe grace d'y pretendre. Il eſt auſſi ſévere à lui-même qu'indulgent pour les autres. Par exemple, ſi en parlant d'après ſes obſervations & ſon expérience, il fait voir le préjudice que les ſuperbes maiſons de campagne ont apporté, dans un pays commerçant, aux affaires de leurs poſſeſſeurs, ce n'eſt pas qu'il condamne ce goût; il n'épilogue perſonne. Depuis *Cicéron*, jamais peut-être perſonne n'a plus aimé la vie champêtre que l'Auteur de cet Eſſai; il en connoît tous les agrémens, c'eſt ſon goût favori, ſa paſſion dominante; mais il convient des défauts de ſa maîtreſſe. Il a vu les ravages que ce goût, différent de celui dont *Cicéron* fait l'éloge, a fait dans un pays commerçant (la Hollande.) Il ne blâme pas pour cela ce penchant dans ceux qui ne ſont pas dans le cas dont il eſt queſtion; d'ailleurs ſon intention n'a jamais été de rendre cet Eſſai public. Mais une perſonne reſpectable, à qui l'Auteur ne ſauroit rien refuſer, ayant témoigné que cela lui feroit plaiſir, il n'a pas voulu s'y oppoſer, d'autant plus que s'il ne ſe trompe point dans ſes idées, il eſt très-important pour le Public d'en être inſtruit. *Homo ſum: humani nihil à me alienum puto.*

ESSAI

SUR LE

LUXE.

De toutes les recherches qui exercent les esprits de ce siecle éclairé, peut-être aucune n'est si importante, pour le bien public & pour l'intérêt de l'humanité, que celle qui concerne le Luxe. Il est regardé par les uns comme un des plus grands fléaux, & par d'autres comme la source de l'opulence & de l'industrie.

On a dit, & on a répété depuis longtemps, que l'on dispute souvent faute de s'entendre, & que chacun donne un sens différent aux mots dont on se sert, parce qu'on ne les définit pas également. Cela est vrai quelquefois ; mais cela n'empêche pas qu'il n'y ait des cas, où en prenant tous les mots d'une proposition exactement dans une même acception, il y a néanmoins plusieurs personnes qui raisonnent différemment, & le résultat de leur combinaison se trouve diamétralement opposé. Il est cependant bon de commencer d'abord par définir les mots qui font l'état de la question, nommément quand le sens en est complexe. Tel est le mot Luxe, qui présente un sens vague & indéterminé ; ce qui assurément a contribué à la diversité des sentimens oppo-

ſés qu'il y a ſur cette importante matiere, lorſqu'il eſt queſtion d'examiner s'il eſt utile ou nuiſible à un Etat.

De tout tems on avoit regardé le Luxe comme la cauſe de la corruption des mœurs, & la ruïne des Royaumes; & c'étoit, pour ainſi dire, un axiome irréfragable (45): mais dans ce dernier ſiecle, des eſprits éclairés ont fait à l'envi l'Apologie du Luxe, & ont prétendu qu'il étoit néceſſaire pour faire fleurir un grand Royaume, pour favoriſer le commerce, la circulation, l'induſtrie, les manufactures; & que le Luxe ſeul redreſſoit, pour ainſi dire, l'inégalité des conditions, en mettant à contribution le ſuperflu des uns pour ſubvenir à la néceſſité des autres. C'eſt lui, dit-on, qui enfante tous les rafinemens du bon goût, & développe les talens de tant d'Artiſtes dont l'art & le génie ſont encouragés par la profuſion & la prodigalité que le Luxe introduit. Voilà le beau côté de la médaille. Mais comme ſouvent *ce qu'on voit dans un objet n'eſt pas tout ce qu'on peut y voir*, & qu'une vérité, en nous interceptant la vue d'autres vérités, nous conduit ſouvent à l'erreur, il ſe pourroit faire qu'en approfondiſſant plus la matiere, l'on trouvât que quoique preſque tout ce qu'on vient de dire ſoit vrai juſqu'à un certain point, le mal que le Luxe exceſſif cauſe d'un autre côté

(45) *M. Melon, M. de Voltaire, & M. Hume.*

eſt infiniment plus dangereux; & la ſpéculation confirmera ce que l'expérience de tous les ſiecles nous a démontré. C'eſt une vérité hiſtorique & conſtante, que le trop grand Luxe a toujours été l'avant-coureur de la deſtruction d'un Etat: diſons plus, il en a été preſque toujours la cauſe. Le travail & l'économie ſont les principes de la vraie proſpérité; & l'éclat du faſte & de la magnificence ne ſont ſans cela qu'une fauſſe ſplendeur, qui cache la miſere.

Mais c'eſt ici qu'il faut nous arrêter un moment avant de paſſer plus loin, pour avoir une idée préciſe de ce qu'on entend par le mot Luxe. Si l'on veut déſigner par Luxe tout ce qui excede le néceſſaire phyſique, je ferois l'apologie des Sauvages, en ramenant, pour ainſi dire, les loix de *Licurgue*, ce qui n'eſt pas mon intention. Je conviens encore que ce qui étoit Luxe dans un tems, ne l'eſt plus dans un autre: mais c'eſt dans cette gradation, dont le progrès va à l'infini, qu'il faut avec ſagacité ſaiſir le degré de l'échelon où il dégénere en vice; j'entends un vice politique, qui, loin d'être utile, devient nuiſible à l'Etat. Cette diſtinction eſt encore locale, individuelle, & ſujette à différens temps & époques. Ce qui eſt un Luxe ruïneux dans un pays, ſeroit peut-être utile ou indifférent dans un autre. Un Luxe deſtructif & indécent dans un ordre de la ſociété, eſt honorable, indiſpenſable & utile dans un autre: & enfin dans le mé-

me pays, où un certain Luxe eſt néceſſaire, il peut y avoir des temps où des loix ſomptuaires ſeroient utiles.

Si l'on veut prendre la peine de me ſuivre dans l'analyſe de ces principes, on verra que quoique abſtractivement le Luxe paroiſſe produire certains avantages, l'abus eſt la cauſe des plus grands déſordres. Si la dépenſe, ou le Luxe de chaque particulier, étoit le thermometre de ſa fortune, le degré du Luxe ſeroit aſſurément le ſymptôme de la puiſſance, de la richeſſe, de l'induſtrie & de l'opulence d'un Etat, mais n'en ſeroit pas pour cela la cauſe, & en arrêteroit les progrès. Mais qu'en arrive-t-il lorſque la vanité & l'amour-propre, excité par l'opinion, par la coutume, & par l'orgueil, quelquefois par la néceſſité, fait qu'on veut paroître établi pour s'établir, qu'on aſpire à une conſidération au-delà de ſon état, & qu'on ſe met par ſa dépenſe, pour un temps, au-deſſus de cet état, en ſapant les fondemens d'un édifice commode & néceſſaire, pour en bâtir un plus grand qu'on ne ſera jamais en état d'élever? L'Etat perd la maiſon, & ne gagne pas le palais. Dans un pays où le Luxe regne, cet exemple eſt répété des milliers de fois dans tous les ordres de l'Etat. Le Luxe dont je parle eſt donc celui, qui excite pluſieurs à faire une dépenſe au-delà de ce que leurs facultés ne comportent, par la conſidération attachée à ce Luxe, par le mépris où

tombent ceux qui ne ſont pas en état de la faire, par l'univerſalité de ſon uſage, par l'opinion d'autrui; ce qui fait que le ſuperflu, l'inutile, le frivole, eſt preſque devenu néceſſaire & indiſpenſable. C'eſt dans cet aſpect qu'on peut avoir eu raiſon de dire, *que la félicité & la puiſſance apparente que le* Luxe *communique durant quelques inſtans à une nation, eſt comparable à ces fievres violentes, qui prêtent durant le tranſport une force incroyable aux malades qu'elles dévorent, & ſemblent ne multiplier les forces d'un homme que pour le priver, au déclin de l'accès, & de ces forces-mêmes, & de la vie.* Ce ſont des branches gourmandes qui deſſechent le tronc & épuiſent les racines. Un habile jardinier les retranche. On peut à force d'engrais, de fumier & de ſerres chaudes, avoir une récolte précoce & brillante; mais cette fécondité, qui étonne, s'épuiſe par l'abus de ſes forces; la langueur & la ſtérilité s'enſuivent.

Il eſt encore phyſiquement vrai, qu'un Luxe exceſſif amollit le corps & affoiblit le courage; la molleſſe énerve les uns, & les beſoins exténuent les autres. Les beſoins multipliés ſe tournent en habitude; cette habitude, en diminuant les agrémens de la poſſeſſion, ne diminue pas toujours le déſeſpoir de la privation. Il n'eſt que trop vrai que *l'on eſt ſouvent malheureux de perdre des choſes qu'on n'eſt pas heureux de poſſéder.* Qu'on ne diſe pas que c'eſt un mal individuel,

qui ne regarde pas le public. Quand plusieurs particuliers souffrent, le public s'en ressent toujours. S'il étoit vrai que les biens de ceux qui se ruïnent se trouvassent épars dans les autres individus de l'Etat, la ruïne des malheureux seroit encore nuisible à l'Etat, parce que c'est la multitude des aisés qui en fait l'opulence : mais il est absolument faux que ces biens se retrouvent sur la masse du public. Si les biens de chaque particulier étoient un état d'argent numéraire, cela pourroit être : mais les biens, pour la plupart, sont des biens de convention, factices, artificiels; l'industrie, le crédit, l'opinion, tous êtres de raison, forment, soutiennent, étaient une grande partie des richesses, qui s'évanouïssent, disparoissent, & s'anéantissent avec la ruïne de de leurs premiers possesseurs, & sont perdues pour l'Etat; les biens-fonds même, qui sont les plus solides, dont l'existence semble ne pouvoir s'anéantir, & dont par conséquent les possesseurs paroissent indifférens à l'Etat, ne le sont pas encore, attendu que le dérangement des premiers possesseurs en fait négliger la culture & la valeur, & que l'Etat s'en ressent. D'ailleurs, jamais les terres ne sont mieux cultivées, que lorsqu'elles sont partagées en plusieurs mains. Avec cela, qu'on fasse attention que cent bourgeois aisés sont infiniment plus utiles à un Etat que cent pauvres, ou dix puissamment riches. Cette assertion est si évidente, qu'il

n'eſt pas néceſſaire de la prouver : c'eſt la quantité des ménages qui fait à la longue une dépenſe honnete, ſoutenue & permanente, qui augmente la circulation, l'induſtrie, la conſommation, le commerce, les manufactures, & tous les Arts utiles, *qui ſont les aînés des Arts agréables.* Mais quand un LUXE exceſſif fait que *les Arts ſont lucratifs en raiſon inverſe de leur utilité, les plus néceſſaires deviennent pour lors les plus négligés, & l'Etat ſe dépeuple par la multiplication des ſujets qui lui ſont à charge ;* c'eſt alors que l'on tombe préciſément dans l'inconvénient des Sauvages du Canada, *qui coupent l'arbre par le tronc pour en ôter le fruit.* Ce qui affoiblit chaque membre d'un corps, doit néceſſairement affoiblir tout le corps : or le LUXE exceſſif affoiblit ſans contredit preſque tous les ordres d'un corps politique dans l'état phyſique & dans l'état moral ; par conſéquent il doit miner & détruire la conſtitution de ce corps. Un autre inconvénient qui réſulte du LUXE, c'eſt que, ſelon l'ordre naturel, la propagation de l'eſpece doit augmenter dans un pays, ſi un vice inhérent, phyſique ou moral, ne l'empêche. Nous avons vu, dans des temps où le LUXE ne régnoit que chez les Grands, des eſſains ſortir d'un pays ſans le dépeupler pour s'établir ailleurs ; mais le LUXE des peres, dont l'exemple fâcheux eſt ſouvent tout l'héritage des enfans, les jette forcément dans l'état célibataire en arrêtant les ſources de la

vie & de la propagation. Il eſt clair que par la ſubdiviſion des biens d'un pere à ſes enfans, ces enfans ne ſauroient vivre ſur le même ton que leur pere a vécu, que par une induſtrie économique. Des peres économes, dans un commerce ou dans un trafic lucratif, épargnoient autrefois dequoi établir, faire ſubſiſter chacun de leurs enfans ſur un pied auſſi ſolide qu'étoit le leur, & laiſſoient en mourant à l'Etat le double, le triple, & ſouvent le quadruple de ce qu'il perdoit; ils ne quittoient la ſcene qu'en laiſſant un ou pluſieurs ſubſtituts de la même force qu'eux. L'économie, l'épargne, j'oſe le dire, l'avarice d'un homme qui théſauriſe, n'eſt jamais perdue pour l'Etat, dont l'exiſtence ne doit jamais être conſidérée abſtractivement dans le moment préſent; mais la poſtérité en fait une partie. Les avares & les économes ne renferment pas leur argent dans les coffres, ils le font circuler à l'avantage du contemporain, & de la poſtérité; avec cela des gens économes, ſans autre Luxe qu'une aiſance & une commodité bourgeoiſe, peuvent ſubſiſter d'un commerce & d'un trafic honnête & facile: au lieu que par le ravage que le Luxe fait, le moindre revers, la moindre perte, culbutent la fortune d'un homme; & les moyens ordinaires ne ſuffiſent pas, ils ſont obligés de recourir à des moyens violens & haſardeux. Le commerce & le trafic dégénerent ſouvent en jeu de haſard: le remede eſt pire que le mal; &

l'on ſe ruïne plutôt (46). Je paſſe ſous ſilence combien cette dure néceſſité, d'être & de paroître, corrompt les mœurs, en *réduiſant toutes nos paſſions à la ſoif de l'or*, & cela par l'honneur qui en réſulte. L'effet ſe tourne contre la cauſe. Semblable à ces malheureuſes victimes de l'amour, qui, par un ſentiment d'honneur, étouffent les fruits de leurs paſſions illégitimes & les cris de la Nature, victime de l'honneur on le devient de la honte. Tout conſpire dans le Luxe à corrompre les mœurs: il éclipſe, il étouffe les vertus, ou plutôt les déprave; il ne connoît que les plaiſirs, qui ſont auſſi illuſoires que les honneurs que le Luxe attire. L'eſpérance fait illuſion, & flatte ſur l'avenir, l'eſprit eſt la dupe du cœur. On veut arracher de la conſidération, jouïr du moment préſent, éviter le mépris actuel; toute autre conſidération s'éclipſe; on s'étourdit ſur les ſuites, on ferme les yeux pour ne pas voir, comme ces oiſeaux, qui, pourſuivis par les chaſſeurs, enfoncent la tête dans le ſable, & ſe croient à l'abri du péril dès qu'ils ne le voient plus.

Pour voir par des exemples de fait le tort que le Luxe fait au commerce, l'on n'a

(46) Celui qui conſume peu & lentement, dit un Auteur moderne, ſe contente de petits profits & peut les attendre, *Multi pochi fanno un Aſſai*, a dit la plus économe des nations; mais au contraire celui qui conſomme rapidement & avec profuſion, veut acquérir & recouvrer de même. Si les proverbes n'étoient pas proſcrits, on pourroit citer le proverbe François, auſſi énergique que l'Italien, *les petits ruiſſeaux font les grandes rivieres.*

qu'à jetter les yeux ſur l'état de celui de certain port de mer ſur la Méditerranée, où tout conſpire pour l'avantage de ceux qui s'en mêlent: Qu'on faſſe après cela l'énumération de ceux qui s'y ſont ruïnés; & je défie qui que ce ſoit d'en trouver d'autre cauſe que le Luxe exceſſif. Si l'on avoit fait dans ce port le commerce avec l'eſprit du commerce, cette ville auroit été une pépiniere de richards, où la capitale eût trouvé des recrues pour ceux qui doivent s'y ruïner. Les troncs y reſteroient toujours & s'y multiplieroient. Il y a bien d'autres racines que le Luxe deſſeche & empêche de ſe ramifier en pluſieurs branches. Il y a 70 ans que les plus grands négocians d'une ville, qui a été, & qui eſt encore une des plus commerçantes de l'Europe, (Amſterdam) n'avoient ni jardins, ni maiſons de campagne comparables à celles que leurs commis poſſedent aujourd'hui. La conſtruction & la dépenſe immenſe de l'entretien de ces palais de Fées, ou plutôt de ces gouffres, n'eſt pas le plus grand mal; mais la diſtraction & la négligence que ce Luxe cauſe, portent ſouvent un grand préjudice dans les affaires & dans le commerce. D'abord l'on n'y va que les Dimanches & les jours de Fêtes; puis on s'y plaît, on s'y accoûtume, on y fait un plus long ſéjour, on ſe repoſe ſur les commis des ſoins de ſes affaires, on en perd le fil, l'on ne voit plus par ſes propres yeux; & dès-lors on eſt preſque ruïné.

Les commis ſuivent l'exemple du maître; le déſordre s'en mêle, & renaît dans la ſuite des efforts-mêmes qu'on fait pour le réparer. Qu'on faſſe encore attention, que plus on occupe le temps à gagner de l'argent, moins on a celui de le dépenſer. Mais le Commerçant économe ne le fait pas moins circuler au profit de l'Etat dans le même commerce. Vingt commis, dans un grand comptoir, ſont plus utiles à la ſociété que l'entretien de vingt laquais. Un grand négociant, par la geſtion de ſon commerce, procure le pain à un plus grand nombre de gens, que ne fait le faſte d'un grand ſeigneur. Ce n'eſt pas aux frêlons à ſe nourrir aux dépens des laborieuſes abeilles. C'eſt par le commerce & par l'économie que les fortunes des uns ſe font ſans préjudice de celles des autres; les ſources n'en ſont point ſuſpectes. On ne ſait que trop, que ces fortunes rapides & immenſes qu'on fait par d'autres moyens, ſont regardées comme non utiles au Public; c'eſt, dit-on, une hydropiſie, ce n'eſt pas de l'embonpoint. Des eſprits du premier ordre regardent ces fortunes prodigieuſes & immenſes comme le véhicule & le foyer du Luxe. Ce ſont les modeles dont les copies ſe multiplient pour un temps & diſparoiſſent pour toujours. Le Luxe des grands n'excite point l'envie ni l'émulation: mais l'on ne peut ſouffrir une diſparité auſſi prodigieuſe parmi ſes égaux: delà les efforts d'imitation. Mais comme

il y a plus de grenouilles que de bœufs, le nombre de ceux qui crevent eſt grand. Mais laiſſons-là cette diſcuſſion, & arrêtons-nous à faire voir, que le défaut d'économie, ou plutôt l'abus du Luxe, eſt la cauſe de l'expatriation de bien du monde, & attaque la propagation de tout côté. Un pere, qui a trois ou quatre enfans, & qui conſume tout ſon revenu, qui a élevé & accoûtumé ſes enfans à ce Luxe, les rend malheureux. On veut continuer le même train de vie ſans avoir les mêmes moyens; ce qui eſt la ſource de tant de déſordres. On s'expatrie, on devient célibataire, on tombe dans l'indigence, on augmente le monachiſme, on ſe jette dans le militaire; & c'eſt peut-être le ſeul bien qui en réſulte: mais c'eſt toujours *un corps qui dévore ſes propres membres.*

Si le Luxe étoit plus modéré, & qu'il y eût plus de citoyens aiſés, l'on vendroit à Lyon, par exemple, un tiers plus d'étoffes communes; on y emploieroit plus de monde; on gagneroit davantage ſur le nombre d'étoffes modeſtes, qu'on ne gagnoit ſur les parantes ſuperbes en or & en argent. Il en eſt de même des autres branches de l'induſtrie. La main-d'œuvre, qui ſeroit à meilleur marché ſi le Luxe n'avoit enchéri les choſes de premiere néceſſité, favoriſeroit toutes les manufactures & toutes les fabriques, & augmenteroit beaucoup le commerce au dehors; l'agriculture même s'en reſſen-

ſentiroit. La culture des terres n'eſt jamais négligée par un peuple laborieux, ſobre, tempérant & économe; elle ſuit la population, & la cauſe à ſon tour. Le Luxe ſeul fait négliger ce grand objet. L'on ne ſauroit jamais exagérer combien la culture des terres & la population ſont les premiers objets de l'adminiſtration, & la ſource de la grandeur & de l'opulence d'un Etat. Quand cette vérité deviendroit faſtidieuſe à force d'être répétée, elle ne ſeroit pas moins importante : c'eſt le ſort de toutes les vérités qui deviennent des lieux communs. Mais je demande, quand toute la Halle, les Savoyards & les Fiacres de Paris, répéteroient vingt fois le jour deux & deux font quatre, ſi cela altere la vérité de cette aſſertion? Il en eſt de même de ces vérités injuſtement appellées triviales ; preſque tous les proverbes ſont dans ce cas-là. Eſt-ce que la vérité vieillit & devient ignoble ? Les proverbes la rendent-elle roturiere, pour l'avoir miſe dans la bouche du peuple? Ainſi, quand on le répétera encore autant de fois que cela a été dit, il ne ſera pas moins vrai que le Luxe exceſſif eſt la cauſe de la décadence des Etats ; il étouffe l'eſprit patriotique, fait éclipſer les vertus, ſubſtitue une fauſſe gloire à la véritable. C'eſt lui qui fait qu'il y a tant de Bourgeois, & ſi peu de citoyens. Chacun excédé de ſes propres beſoins, que l'opinion & l'habitude ont multipliés, ne fait pas attention à ceux de

l'Etat. Tous les efforts ſont épuiſés dans le détail du ménage que le Luxe a enfanté; les reſſorts des reſſources ſont preſque uſés dans le particulier; le public les trouve épuiſés. Delà ces emprunts immenſes que l'Etat eſt néceſſité de faire, & dont une puiſſance voiſine paroît abuſer; emprunts inconnus à nos ancêtres, qui maſquent la foibleſſe réelle par des forces apparentes, qui reculent le mal, le pallient, mais ne le guériſſent pas. Cette méthode des emprunts auroit de grands avantages ſi l'on n'en abuſoit pas. Mais le Luxe détruit les moyens qui pourroient le rendre ſalutaire. La création des fonds publics, quand on les fait à propos, & qu'elle n'excede point la ſphere de la puiſſance, eſt une Alchymie réaliſée, dont ſouvent ceux-mêmes qui l'operent n'entendent pas tout le myſtere. Mais un degré trop violent de feu, peut réduire en fumée l'or qui eſt dans le creuſet.

L'analyse de tous ces principes, ou plutôt toutes ces vérités, amplifiées avec des citations *d'Horace*, *de Perſe*, *de Saluſte*, *de Cicéron*, illuſtrées de faits hiſtoriques; tout cela délayé dans des diſſertations particulieres, formeroit un grand volume. Mais je me contenterai de cette eſquiſſe. J'indiquerai ſeulement quelques moyens de ralentir le Luxe relatif (47). Les loix ſomptuaires ne

(47) Un Auteur célebre, (*M. de Mirabeau*) regarde comme une des cauſes du Luxe, l'admiſſion de la jeuneſſe dans la ſociété, & le relâchement de la diſcipline domeſtique. Les inconvéniens de cet uſage y ſont dévcloppés ſupérieurement; & l'on ne ſauroit trop lire cet excellent morceau.

ſeroient pas aſſez efficaces; elles doivent quelquefois ſe reſtreindre à un certain temps, comme les Romains firent dans la ſeconde guerre Punique : avec cela elles ne répondent pas toujours au but qu'on ſe propoſe; on les élude en rafinant ſur un Luxe modeſte, on le rend auſſi couteux qu'un Luxe faſtueux. C'eſt à la légiſlation à prevenir cet abus ; mais le moyen le plus ſpécifique ſeroit celui qui ôteroit, par une ſage Légiſlation, cette ridicule conſidération à un extérieur frivole, & l'attacheroit à un mérite réel, & qui détruiroit ce mépris injuſte où la ſimplicité modeſte eſt tombée par une dépravation de goût & de raiſonnement. Celui, dis-je, qui, par une ſage légiſlation, trouveroit le ſecret de détruire ce preſtige, rendroit un grand ſervice à l'humanité; la vertu & l'émulation renaîtroient, le vice & la fatuité ſe cacheroient. Après la promulgation des loix ſomptuaires, diviſées en pluſieurs claſſes ſelon les différens ordres de l'Etat, on pourroit encore tâcher de diſtinguer la vertu & le mérite par quelque marque équivalente à la ſuppreſſion de l'éclat extérieur, pour pouvoir du moins aſpirer à ce qu'on tâche tant de mériter. Par exemple, tout Négociant, tout Commerçant en détail, tout Trafiquant, tout Manufacturier, tout Artiſte, tout Laboureur, qui feroit voir au Gouvernement qu'il auroit augmenté ſon bien-fonds & ſon patrimoine de la moitié ou d'un quart par des voies honnêtes & lé-

gitimes, auroit une distinction honorable ; par exemple, un Ordre du mérite, qui lui concilieroit l'estime du Prince qui donne le ton, & par-conséquent la considération du contemporain. Tout homme qui, à sa mort, n'auroit point laissé à ses enfans ou à ses héritiers le patrimoine & les biens de son pere, perdroit le titre distinctif, & recevroit quelque légere flétrissure, à moins que des accidens inévitables n'en fussent la cause. Personne presque ne se ruïneroit; mais cette loi tiendroit de la tyrannie, & elle ne sauroit s'établir sans de grandes restrictions. On pourroit établir des loix qui servissent d'obstacles à la folle dépense des particuliers, & au Luxe relatif de ceux qui se ruïnent pour ne point le paroître. On pourroit établir des secours réels, par des banques d'emprunts, pour étayer & relever à temps ceux qui commencent à décheoir, en les mettant à l'abri des Usuriers & des moyens violens qui les écrasent. Leur crédit étant soutenu, leur fortune s'en releveroit, si en même temps on attachoit des distinctions honorables pour ceux qui ont essuyé des pertes & des malheurs accidentels, & qui autoient recours à temps à ces expédiens pour rétablir leur fortune, en faisant en même temps main-basse sur toute dépense inutile & frivole : au moyen de quoi une maison, qui se réduiroit à temps, recevroit les moyens de se rétablir d'une façon aussi honorable qu'utile. Ces expédiens seroient peut-être

plus faciles dans la pratique qu'on ne ſe l'imagine, & d'une utilité prodigieuſe; mais cela ſeroit l'objet d'un traité particulier. On a démontré que l'on eſt univerſellement martyr de l'opinion ; & c'eſt en courant après les honneurs qu'on les perd: c'eſt une idole qu'on encenſe, au haſard d'en devenir la victime. On prend l'ombre pour le corps. Il y a moins de prodigues qu'on ne penſe: on ne ſe ruïne guere que par la crainte d'être ruïné, & de manquer de conſidération dans le Public. Ce ſont là les motifs qui jettent enfin tant de gens dans des entrepriſes haſardeuſes ; comme ces valétudinaires, qui, pour jouïr d'une vigueur que leur conſtitution ne comporte pas, s'abandonnent aux Charlatans, qui en peu de temps détruiſent & leur reſte de ſanté & leur vie; au lieu qu'un bon régime les auroit fait aller juſqu'au bout de leur courſe avec agrément & ſans incommodité. C'eſt-là le grand ſecret de la décadence de tant de familles nobles, bourgeoiſes, commerçantes, trafiquantes; c'eſt là ce qui a ſemé la miſere ſi près de l'opulence.

Coutume, opinion, reine de notre ſort,
Vous réglez des mortels & la vie & la mort.

Chacun fait des efforts pour paroître au-deſſus de ſon état, pour obtenir une conſidération ſupérieure à cet état. Les prudens ſont ceux *qui vivent en pauvres pour paroître*

riches; tant il eſt vrai qu'on préfere ſouvent le moral de l'opinion au bien-être phyſique: c'eſt peut-être le plus grand effort de la vertu & du vice. C'eſt donc dans l'opinion & dans la morale qu'on doit chercher la ſource de ce vice. Les états en étant moins confondus, le Luxe ſe trouveroit plus à ſon aiſe & à ſa place, & le bon goût ſeroit plus délicat, étant moins commun. Aucune branche de l'induſtrie ne ſeroit ſupprimée, mais les fleurs ne prendroient pas la place des fruits. Le Luxe rectifié pourroit même être reſtreint en temps de guerre ſelon les circonſtances; en faiſant ceder l'intérêt particulier au bien public, & en eſſuyant de petits inconvéniens pour en éviter de grands.

Qu'on n'oublie pas que je ſuis convenu, que ce qui eſt Luxe dans un temps, & pour un ordre ou claſſe de gens, ne l'eſt pas pour l'autre: ce ſeroit confondre le Luxe avec la dépenſe. Le Luxe qui détruit une petite République, ne détruiroit peut-être pas un grand Royaume: mais il y a un degré de Luxe nuiſible à la monarchie la plus opulente. L'uſage univerſel du vin eſt un Luxe ruïneux pour l'Angleterre, & ne l'eſt nullement en France. Il y a pluſieurs objets de cette nature. Le détail & l'analyſe de toutes ces diſtinctions eſt peut-être l'objet le plus important pour l'humanité. Je ſuis perſuadé que le bien public, le repos des familles, en dépend, ainſi que la gloire des Souverains, le bien-être de notre ſiecle, & celui de la poſtérité.

LET-

LETTRE

DE

L'AUTEUR À Mr. D.

SUR LE

JEU DES CARTES.

Imprimée à Londres en 1768.

LETTRE

DE

L'AUTEUR À Mr. D.

A La Haie 19 Mai 1767.

CROYEZ-VOUS que la Tolérance s'établira à la fin en Europe? Que les mœurs deviendront plus douces; les hommes moins méchans & moins malheureux? Tantôt je m'en flatte, & puis j'en déſeſpere. Cependant, à tout prendre, il me paroît que le Genre humain (je parle de la petite portion qui occupe notre Europe) s'eſt un peu amélioré. Mais, ce qui peut-être vous ſurprendra, c'eſt que parmi pluſieurs cauſes auxquelles mon imagination attribue cette révolution dans les mœurs, je regarde le goût univerſel du jeu des cartes comme l'un des reſſorts les plus actifs, qui a, pour ainſi dire, refondu le genre humain en Europe. N'allez pas vous imaginer que je n'apperçois pas tout le mal que la fureur du jeu fait dans l'un & dans l'autre ſexe: mais il en eſt réſulté des avantages qui pourroient le balancer, & l'emporter ſur le total.

D'ABORD, voici mon raiſonnement. Avant cette époque les deux ſexes étoient moins unis; je veux dire, qu'ils étoient moins en-

ſemble, en ſociété, en compagnie: les hommes l'étoient davantage; il y avoit des cotteries; on alloit à la taverne; il y avoit plus d'ivrognes, & par conſéquent plus de liaiſons, plus d'amitié. L'ennui, une des plus grandes cauſes du développement de la perfectibilité humaine, excitoit les hommes à cultiver leurs talens, à s'occuper, à étudier, à travailler, à cabaler, à faire des conſpirations. La Politique étoit le ſujet des converſations, que le loiſir & l'ennui enfantoient: on contrôloit le gouvernement, on s'en plaignoit, on conſpiroit, & l'on trouvoit des amis à qui ſe fier: les grandes vertus & les grands vices étoient plus ordinaires. D'un autre côté, les regards des hommes ne ſe raſſaſiant pas des appas des femmes vis-à-vis un tapis verd au moyen du taliſman des cartes, l'amitié & l'amour étoient des paſſions. A préſent, graces aux Cartes, on n'eſt guere que galant; on a beaucoup de connoiſſances, & pas un ami; nombre de maîtreſſes, & pas une amante. Un Mahométan, qui contempleroit avec des yeux Aſiatiques nos grandes Aſſemblées, auroit la malice de croire que les Bachas Européens ont leur Serrail en commun. Vous trouverez donc que le jeu, qui méle, & confond les hommes & les femmes dans la ſociété encore plus que les cartes, doit forcément ralentir l'énergie de l'amour. Ajoutez à cela que les efforts pour fuir l'ennui ſe trouvent ralentis par cet amuſement. Du relâchement

de ces trois reſſorts combinez-en les effets, & calculez-en les réſultats. La vie plus ſédentaire à laquelle cet éternel amuſement réduit les deux ſexes, amollit le Corps; d'où réſulte en Phyſique & en Morale un ſyſtême nouveau de mœurs, de tempérament, & de conſtitution. La magie du jeu des Cartes forme un foyer commun de preſque toutes les paſſions en mignature: elles y trouvent, pour ainſi dire, toutes leur aliment. Il eſt vrai que preſque tout y eſt microſcopique, & plus illuſoire encore que l'illuſion commune. L'idée confuſe de bonheur & de malheur s'y trouve; la vanité même y eſt intéreſſée: le jeu paroît établir une égalité illuſoire entre les joueurs; c'eſt le véhicule qui raſſemble dans la ſociété les individus les plus diſcordants; l'avarice & l'ambition en ſont les mobiles; le goût univerſel du plaiſir ſe flatte de ſe ſatisfaire par cet amuſement. Les Dames étant de la partie, l'amour doit en être. La ſphere de nos paſſions ſe trouve rétrécie, concentrée, & confinée à une petite orbite. Toutes les paſſions s'enchaînent pour ainſi dire elles-mêmes, s'évaporent & s'épuiſent loin de leur ſource & de leur but. L'ennui, le loiſir, la pareſſe, l'avarice, l'ambition, & l'oiſiveté, dévorent en commun une nourriture creuſe, qui énerve leur force & leur activité; & comme de la fermentation de ces grandes paſſions il réſulte d'ordinaire plus de mal que de bien, le genre humain a plus

gagné que perdu. Il n'y a plus de grandes vertus; mais auſſi l'on ceſſe de voir de grands crimes: les aſſaſſinats, les empoiſonnemens, & toutes les horreurs des guerres civiles ſont incompatibles dans une nation, où les hommes, & les femmes perdent une ſi grande partie de leur tems au Jeu des Cartes.

On ſe plaint avec raiſon que l'on ne voit plus de ces génies créateurs & dévorants, non plus que de ces individus héroïques, dont le patriotiſme & la vertu ennobliſſoient l'eſpece l'humaine. Mais que ces préſens du ciel ont toujours été rares! Au lieu que cette complication de forfaits & d'horreurs, qui déshonorent la nature humaine, étoit ſi commune autrefois, qu'elle n'étonnoit preſque plus. *Un méchant, un ennemi*, dit Zoroaſtre, *trouve cent fois par jour l'occaſion de nuire; & un homme vertueux ne trouvera quelquefois pas dans une année l'occaſion de faire du bien à ſon ami.* La foule du genre humain ſe croit diſpenſée d'imiter & de ſuivre les grands modeles, dont elle ſe ſent incapable; mais elle n'a que trop de propenſion à ſe laiſſer entraîner au torrent des mauvais exemples. Vous ſentez, Monſieur (quelque éloignés que ces principes paroiſſent de ma theſe) combien on peut les appliquer pour appuyer mon ſyſtême. L'ivreſſe d'un amuſement frivole, qui trompe & qui élude l'effet des paſſions, affoiblit l'enthouſiaſme du cœur & de l'eſprit. Les vertus ſont par-là ſouvent élaguées; mais

les vices, & ſurtout les crimes, qui ſont en plus grand nombre, le ſont davantage. Ainſi je ne contredis nullement ce que j'ai appris de mes maîtres: je ſai encore par cœur une tirade de Mr. Diderot ſur les paſſions; voici ſes propres paroles.

„ On déclame ſans fin contre les paſſions: „ on leur impute toutes les peines de l'hom- „ me; & l'on oublie qu'elles ſont auſſi la „ ſource de tous ſes plaiſirs. Il n'y a que „ les paſſions, & les grandes paſſions, qui „ puiſſent élever l'ame aux grandes choſes: „ ſans elles, plus de ſublime, ſoit dans les „ mœurs, ſoit dans les ouvrages. Les beaux „ arts retournent en enfance, & la vertu „ devient minutieuſe. Les paſſions ſobres „ font les hommes communs. L'amitié n'eſt „ que circonſpecte, ſi les périls d'un ami „ me laiſſent les yeux ouverts ſur les miens. „ Les paſſions amorties dégradent les hom- „ mes extraordinaires. La contrainte a- „ néantit la grandeur & l'énergie de la na- „ ture.

En admettant & en adoptant ces ſublimes idées, je crois pouvoir avancer, que les Cartes ont cependant préparé l'eſprit & le cœur humain, à recevoir les impreſſions que les progrès des connoiſſances & des lumieres devoient opérer ſur le gouvernement & les mœurs. Peut-être, avec le tems, pourra-t-on ſe paſſer de cet échafaudage, & pour lors la vertu & la raiſon pourront prendre un plus grand eſſor. Ce paradoxe ne me

paroît pas indigne de vos réflexions. Je voudrois qu'on en fît un Programme Académique, ſavoir: *Si l'invention du Jeu des Cartes, le progrès de cet amuſement, & ſon univerſalité, ont contribué à changer les mœurs en Europe.* Une plume ſavante & érudite pourroit diſſerter amplement ſur les Jeux des anciens, leur nature, leurs effets, & leurs différences eſſentielles des Jeux qui occupent actuellement les ſociétés; puis, en arrivant à l'époque de Charles VI, lorſqu'on inventa le jeu des Cartes, ſuivre ſes progrés, & obſerver les nuances inſenſibles des mœurs qui ont ſuivi, pour ainſi dire, ces progrès. Dites-moi, je vous prie, votre ſentiment là-deſſus; & ſoyez perſuadé que je ſuis votre admirateur, ainſi que v. t. h. & t. o. ſ.

P. S. Comme mon Programme raiſonné pourroit tomber un jour en des mains moins indulgentes que les vôtres, permettez, Monſieur, que j'ajoute quelque éclairciſſement à ce nouveau Syſtême; ce qui le rendra moins paradoxe. Je mets en fait, qu'il a fallu la concurrence de pluſieurs cauſes pour polir l'Europe, & adoucir les mœurs au point actuel: mais je préſume que parmi les cauſes ſaillantes, connues, & avouées, il peut ſe trouver une cauſe obſcure, ſubalterne, imperceptible, qui, agiſſant plus univerſellement, & ſans ceſſe, peut avoir ſervi tantôt d'éperon, & tantôt de frein aux autres. Cette cauſe pourroit bien être le Jeu des

Cartes. Je n'admets pas moins pour cela les cauſes ſuivantes, pour avoir fait beaucoup de bien à l'Europe.

I. L'ABOLITION du Gouvernement féodal. Cela a tiré du cahos les principes du Gouvernement.

II. LA découverte de l'Amérique, en augmentant le commerce, l'or, l'argent & l'induſtrie, a prodigieuſement multiplié en Europe le nombre des aiſés & des riches, & a, par un effet des cauſes ſecondes, contribué à rétablir une plus grande égalité parmi les hommes; ce qui n'a pas peu concouru à faire éclorre cette liberté qui s'eſt élevée de tous côtés ſur les débris du Deſpotiſme & de la Barbarie: & cela a compenſé tout le mal que cette découverte a d'ailleurs cauſé au genre humain; ſi quelque choſe peut compenſer la dépopulation qu'on a apporté du nouveau monde juſque dans la ſource du plaiſir & de l'exiſtence. Les mœurs atroces ſe ſont humaniſées. J'ai encore prouvé cette theſe ailleurs, dans un Ecrit qui n'eſt pas imprimé (47).

III. L'IMPRIMERIE, le progrès des arts & des ſciences, en répandant les lumieres & les connoiſſances, ne pouvoient qu'adoucir les mœurs.

IV. LA triſte expérience commence à détromper les Princes, & les Sujets, du Machiavelliſme ſpirituel, qui ne trouve plus

(47) Dans l'Ouvrage même que l'on publie ici.

tant de ſectateurs. On eſt trop éclairé pour ſe battre pour des Syllogiſmes & pour des queſtions abſtraites. Il eſt à croire, que lorſqu'on aura épuiſé toutes les erreurs politiques & morales, on s'approchera davantage d'un état plus parfait. Les hommes reconnoîtront un jour, qu'ils ſe donnent trop de peine pour être méchants & malheureux, & qu'il eſt beaucoup plus facile d'être vertueux & heureux, autant que notre nature le comporte. Les Princes reviennent de plus en plus du Machiavelliſme. Je crois avoir démontré quelque part (48), que les Intérêts des Princes, bien entendus, ne ſe croiſent pas; & je ſuis perſuadé qu'il en eſt de-même des particuliers. Ces principes une fois bien développés, & ſervant de baſe à l'éducation publique & univerſelle, pourroient un jour nous faire plaindre par une poſtérité plus heureuſe; & *l'ætas parentum* d'Horace ſeroit vrai en raiſon inverſe.

(48) Dans la *Lettre ſur la Jalouſie du Commerce.*

FIN.

TABLE DES MATIERES.

Acte de la Navigation, s'il eſt ruïneux pour l'Angleterre, Page 7
Actionaires, différens des *Actioniſtes*, 40 *n.*
Actions des Compagnies orientale & occidentale en Hollande & en Angleterre, & leurs dividends, ce que c'eſt, 83, 84. ne ſont pas des Papiers, 82. Comment transférables en Hollande, *ibid.* Celles de la Compagnie orientale n'y valent pas toutes également, 64. Ce que c'eſt que le Commerce ou Jeu d'Actions, 291. Incidens & cauſes qui font hauſſer ou baiſſer les Actions dans la criſe du reſcontre, indépendamment de tout événement réel, 304. V. *Jeu d'Actions.*
Actioniſtes, V. *Agioteurs.*
Afrique, la civiliſer, 270
Agioteurs. Déclamations mal-fondées contr'eux, 7. Leur utilité, 63 *& ſuiv.* Leur métier n'eſt dangereux que pour eux-mêmes, 65
Agriculture, grand objet pour un Etat, mais point l'unique, 165. Voyez *Terres. Cultivateurs. Revenu.*
Allemagne. Ses richeſſes tournent au profit des nations commerçantes, 45. Elle commence à ſe paſſer de la Hollande, 251
Amérique, a renchéri en Europe les denrées & la main-d'œuvre, 53. a tout changé en Europe, 57, 58. Ce qui arrivera lorſqu'elle n'y enverra plus de tréſors, 264. A quoi elle pourra ſervir un jour, 220
Amſterdam. Suites qu'auroit ſa décadence, 240. n'eſt plus l'étape de l'Indigo & des autres drogues pour la teinture, 251. Son Luxe, 334
Angleterre. Son produit territorial & ſon Commerce mal ſupputés dans le Bilan, 1. Ce qu'elle a gagné par l'union avec l'Ecoſſe, 2. Si elle a déchu par l'avénement du Roi Guillaume, 7. Si ſa dépenſe eſt plus forte que ſa recette, 8. Si ſon Commerce ne ſe fait qu'en diminution de ſon Revenu, *ibid.* Son principal avantage ſur toutes les nations, 14. Symptomes de ſa richeſſe préſente, 15 *& ſuiv.* 22. S'inquiete mal à propos de ſa Dette, 44. Comment elle a pu faire ces immenſes emprunts, 54 *& ſuiv.* 61, 64. Son crédit

conſtant, 38, 75, 76, 98. Elle ne peut point faire banqueroute, 38, 41. Il n'eſt point ruïneux pour elle de payer des Intérêts à l'étranger, 62. Vraie cauſe de ſes derniers ſuccès, 66, 67, Elle les doit auſſi en partie à la perte de Minorque, 259. Avantages phyſiques & moraux qu'elle a pour entretenir la population, 70 *& ſuiv.* Elle n'eſt rien moins qu'en décadence, 77. Il eſt faux qu'elle achete plus qu'elle ne vend, 88. N'a jamais violé la bonne foi au ſujet de ſes fonds publics, 102. Il eſt faux qu'elle emprunte pour payer les Intérêts des anciennes dettes, 114. Combien elle a payé en 1770 de ces dettes, *ibid. n.* Devroit être plus œconome dans ſes dépenſes publiques, 126, *& ſuiv.* Plus riche, plus cultivée, & plus peuplée à proportion que la France, 168, 216. Pourquoi moins dépeuplée, 183, 185. Avantage que ſon crédit lui donne ſur la France, 171. Aura toujours beſoin des vins & des denrées de la France, 236. Comment elle a peuplé ſes Colonies, ſans trop s'affoiblir, 197. Comment ſon Commerce avec les Colonies pourra toujours lui être avantageux, 260. A beſoin de veiller à ſon Commerce & à ſa conſervation, 275. Par conſéquent une marine ſupérieure lui eſt néceſſaire, 261, 276, 277, 278. Son Commerce eſt à ſon apogée, 256. un plus grand lui nuiroit, 257. deviendroit malheureuſe ſi elle l'avoit tout, 263. Doit ſa premiere grandeur à la culture des grains, & à la prime de leur exportation, 284. Plan d'agriculture qui lui conviendroit, 196. Il lui manque de défricher & peupler entiérement ſon ſol en Europe, 197.

Anglois mangent plus de viande que de pain, 9.

Annates, ruïneuſes pour la France, 179.

Annuïtés. Nature de celles d'Angleterre, 40 *& ſuiv.* & fondemens de leur crédit, 41, 42. Tous les ordres en Angleterre y ſont intéreſſés, 38, 39. En 1763 elles ſauverent les Négociants d'Amſterdam, 18, 19. Celles de quatre pour cent rembourſées en 1750, comment, 101. Peu de gens connoiſſent le Commerce qui s'en fait, 32. Leur différence d'avec celles de la France, 31, *n.* V. *Fonds publics. Dette nationale. Papiers. Billets. Circulation. Emprunts. Finance. Intérêts.*

Arabie déſerte, autrefois fertile, 222.

Argent. Celui de toute l'Europe n'égale pas le numéraire qui ſe dépenſe par an à Paris, ou à Londres, 155. V. *Eſpeces. Monnoie. Métaux.*

Avare, auſſi utile aujourd'hui à l'Etat que celui qui dépenſe, 73, 74.

B.

Banques, augmentent par le crédit les eſpeces courantes, 18. Ce qui leur a donné l'exiſtence, 56.

Banque d'Amſterdam. Tout l'argent s'y trouve effectivement, & en eſpeces, 14.

Banque d'Angleterre, n'a rien de commun avec la Dette nationale, 36. 38. Ses actions, différentes de ſes billets, 38. V. *Papiers.*

Banque *du million* en Angleterre. Ses Actions valent moins que les autres, pourquoi, 64.

Banquiers ne ſauroient tous à la fois déſerter d'un Etat, 214.

Baviere. Sa dévaſtation s'eſt fait ſentir à tout le Commerce de l'Europe, 269.

Berkeley, Evêque de Cloyne, ſon ſentiment ſur la Dette nationale, 13. & ſur la Banque d'Amſterdam, 14.

Beſtiaux, ſecond genre de richeſſes dans un Etat, 153.

Bilan général & raiſonné de l'Angleterre; critique de cet Ouvrage, 1-29, 39, 76, 77, 85 *& ſuiv.* 93 *& ſuiv.* 149, 152.

Billets circulants comme l'argent, le multiplient & le fixent, 18, 21. produiſent & entretiennent l'induſtrie, 23.

Bleds. Importance pour la France de leur exportation, 199, 200. V. *Grains.*

Bois-Guillebert, Auteur du *Détail de la France.* Extrait critique de cet Ouvrage, 186 *& ſuiv.* 191 *& ſuiv.* 199 *& ſuiv.* 203 *& ſuiv.*

Buffon (*Mr. de*) cité ſur la Guerre, 228.

C.

Cabotage, ne convient pas à un grand Royaume, 242. Les Hollandois le font au meilleur marché, 254, 255.

Cadaſtre, ne peut jamais être exact, 178. Voyez *Deſcription.*

Caiſſe d'amortiſſement; ce que c'eſt, 42. *n.* Voyez *Fonds d'Amortiſſement.*

Canada, n'eſt pas entiérement perdu pour le Commerce de la France, 234, 238.

Capitale, doit être proportionnée au reſte de l'Etat, 164, 288.

Capitation, ne peut jamais être qu'un Impôt de ſupplément, 166. V. *Taxe univerſelle.*

Caractériſtiques de l'état préſent de la Grande Bretagne. Extrait critique de cet Ouvrage, 13 *& ſuiv.*

Cartes, voyez *Jeu*.
Change, désavantageux à l'Angleterre vis-à-vis de presque toutes les places de Commerce en Europe, 6. n'est nullement un signe de sa décadence, 89.
Charges, septieme genre de biens dans un Etat, 155.
Cherté. Vraie cause de celle des denrées, 53, 131. & de la main-d'œuvre, 25, 26, 53, 62. Dans tout Etat elle suit la richesse, 168.
Chine, trop peuplée, 217.
Circulation étonnante de la monnoie, 33 *& suiv.* 47, 49, 50, 205. On n'en connoît pas encore tous les mysteres, 135. Elle procure à tous, avec les mêmes especes, une jouïssance successive réelle, 163. & fait la solide richesse d'un Etat, 184. Celle que causent les Fonds publics, réparent en quelque façon les dévastations de la guerre & de l'intolérance, 188, 189.
Clergé, s'il possede le tiers des Revenus de la France, 178. Total de son Revenu, 179. Disproportion énorme dans la distribution de ce Revenu, 180.
COLBERT. Etat de la France sous lui, 190.
Collatéral, Voyez *Droit*.
Collecteurs, substitués aux Fermiers en Hollande, 141.
Colonies, si elles sont avantageuses à leur métropole, 4, 5. Comment juger de l'importance & de l'utilité d'une Colonie, 261, 287. Comment les Angloises se sont peuplées sans trop affoiblir l'Angleterre, 197. La crainte que celles-ci ne se rendent indépendantes, est chimérique pour le présent, 198.
Commerce. Sa vraie origine, 230. Comparé à un jeu, 231. L'opulence & la puissance qu'il procure, est plus précaire que celle que donne le sol, 235. Commerce universel exclusif, chimere, 90, 94, 232, 234. Le Commerce a ses bornes, 257. Tout Commerce ne convient pas à tous, 282. Lequel est le plus essentiel à un grand pays, 26. Un Commerce étendu ne sauroit se faire avec de l'argent comptant, 21. Le Commerce intérieur, peut suffire à une nation agricole, 168. De quelle importance est à l'Angleterre le Commerce avec les Colonies, 70. Celui de l'Angleterre est à son apogée, 256. Celui de France le fut, 187.
Commerce excentrique, ou des Colonies, quand nécessaire, 287.
Commerce des Indes, s'il est destructif, 262 *& suiv.* voyez *Indes*.

Commerçant, avec vingt Commis, par la geſtion de ſon Commerce, nourrit plus de gens qu'un grand Seigneur avec vingt Laquais & tout ſon faſte, 335.
Compagnies des Indes, trop multipliées en Europe, 88. Celle d'Hollande enrichit encore l'Etat, en appauvriſſant les Actionnaires, 87. Celle d'Angleterre n'y envoie pas tant d'eſpeces qu'on le croit, 85. Si elle eſt avantageuſe à la Nation Angloiſe, 5. Voyez *Indes*.
CONDAMINE (Mr. *De la*) cité ſur la miſere des Eſpagnols au Pérou, 145, 146.
Conquêtes, ne compenſent pas les maux qu'elles ont cauſés, 261. Leur folie, 267 *& ſuiv.* 274.
Contremine, terme du Jeu d'Actions, 298.
Coquilles, monnoie des Indiens, 149.
Cornouailles, ſes riches mines ne l'enrichiſſent pas, 272.
Corporations. Ce qu'on entend par ce terme, 38.
Corvées, en France, détruiſent une des ſources de ſon opulence, 50.
Crédit. Sans lui, point de proſpérité, 167. Un rien le ſoutient ou le renverſe, 76. Ce n'eſt pas lui, mais le manque de crédit qui fait tort à la France, 171. Moyen de l'y rétablir, 173, 174. Fondemens de celui des Fonds publics, 172. Celui de l'Angleterre n'a jamais chancelé, 38, 75, 76, 98. Son effet étonnant, 47, 49.
Cultivateurs. Il en faut peu pour nourrir beaucoup de conſommateurs, 215.

D.

Denrées, leur prix triplé, pourquoi, 55. Voyez *Cherté*.
Dépenſes. Différence eſſentielle entre celles d'un Etat & celles d'un particulier, 210. Dépenſe annuelle de chaque individu Anglois, 28, 29. Dépenſe publique, Voyez *Oeconomie*.
Deſcription des Provinces de la France, faite par ordre de Louïs XIV, 176, 177.
Detail de la France, Voyez *Bois-Guillebert*.
Dettes publiques s'il eſt vrai qu'elles ne ſoient jamais utiles, 27.
Dette nationale de l'Angleterre. Pour combien les étrangers y ſont intéreſſés, 1 *note* 2e., 8. Enrichit la nation, 14, 44, 68. Surpaſſe tout l'argent de l'Europe entiere, 19. Si l'on peut lui aſſigner des limites, 22. Projet mal conçu de l'éteindre, 23. Calcul illuſoire pour la payer, 27, 28, 29. Bien des gens en Angleterre même en ignorent la nature, 42. Elle eſt inexigible, 38. Raiſon de ceux qui la croient pernicieuſe à l'Etat, 43.

Son montant, 45. Inconvéniens prétendus qui en réſultent réfutés, 43 *& ſuiv.* 53 *& ſuiv.* 62 *& ſuiv.* Elle doit avoir pourtant ſes bornes, 68 *& ſuiv.* L'un de ſes plus grands inconvéniens, 69. Principes ſelon leſquels on pourroit trouver ſes juſtes bornes, 70. Il eſt bon de la réduire en tems de paix, 74 *& ſuiv.* Par-là même qu'elle n'eſt pas exigible, elle eſt preſque non exiſtante pour l'Angleterre, 104. Les Intérêts ſeuls peuvent lui être à charge, *ibid.* pas autant pourtant qu'on le croiroit, *ibid.* Opération propoſée pour en effacer d'abord douze millions & plus, 107 *& ſuiv.* Autres moyens de la diminuer, 110 *& ſuiv.* 116 *n*, 120. Mauvais conſeil de paſſer l'éponge deſſus, 120 *& ſuiv.* Combien on en a payé en 1770, 114, *n.* Elle doit toujours être libérée au point de pouvoir diminuer les Impôts, 161, 163. Mais, quand on le pourroit, on ne devroit pas la rembourſer entiere 175. Dans quel cas la même choſe ſeroit vraie à l'égard de celle de la France, 176. Elle a fait hauſſer le prix des terres en Angleterre, 208. Elle favoriſe la population & la culture des terres, 211. & remplit en quelque façon les vues qu'avoient les anciens en voulant établir la Loi agraire, ou le partage égal des biens, 212, 213. V. *Annuités. Fonds publics. Billets. Circulation. Emprunts. Finance. Intérêts. Papiers.*

Dette non fondée, comment payée derniérement en Angleterre, 114.

Dialogues ſur le Commerce des bleds. Jugement de ce Livre, 226.

DIDEROT (Mr.) cité ſur les paſſions, 347.

Domeſtiques, devroient être taxés en Angleterre, 111, *n.*

Douane. L'augmentation de ſes Revenus n'eſt pas toujours avantageuſe à l'Etat, 26. V. *Importation.*

Droit ſur les ſucceſſions collatérales. On feroit bien de l'introduire en Angleterre, 110 *& ſuiv.*

Droit de mutation, trop fort, introduit en France, 116. Autre propoſé pour l'Angleterre, 116, 117, *n.*

E.

Ecoſſe. Ce qu'elle a gagné par ſon union avec l'Angleterre, 3, 15.

Egliſe, V. *Clergé.*

Emprunts d'un Etat, doivent être nationaux, 172. Commencement des emprunts publics, 138. Ils ſont avantageux, 209 *& ſuiv.* enrichiſſent un Etat, s'ils ſont

faits à propos & bien employés, 51, 60. Comment l'Angleterre en a pu faire de ſi immenſes, 47, 54 *& ſuiv.* 61, 64, 65. Il eſt faux qu'elle en fait de nouveaux pour payer les intérêts des anciens, 114. V. *Dette nationale. Finance. Fonds publics. Circulation. Billets. Intérêts. Papier.*

Ennui, a fait les grands hommes en tout genre, 344.

Eſpagne. Pourquoi ſes tréſors ne l'ont pas enrichie, 144. Elle n'en eſt que la Gardienne, 255. Elle ſeroit plus riche avec plus de peuple & moins d'argent, 146. Pluſieurs cauſes de ſa dépopulation, 201 *& ſuiv.*

Eſpagnols. Leur miſere au Pérou & au Mexique, 145.

Eſpeces. Leur rareté n'eſt point une marque de diſcrédit & de décadence, 18, 23, 37, 90 *& ſuiv.* Leur circulation étonnante, 33. Pourquoi celles d'Angleterre vont au creuſet, 90, *n.* Il n'y a pas dans l'univers la moitié de celles qui ſe dépenſent dans un an à Paris, 34. Proportion qu'il doit y avoir entre les eſpeces courante & les papiers de crédit, 147 *& ſuiv.* V. *Métaux.*

Etat, où tout le monde fût riche, ne ſauroit ſubſiſter, 257, 263 comparé à une piramide, 257. V. *Harmonie.*

Etrangers dans un Etat, dixieme genre de ſes biens, 156.

Europe. Son ſyſtême actuel, 264.

Exportation. Chez quelles nations elle peut être le thermometre du Commerce, 159. La prime d'exportation pour le grain en Angleterre ne diminue point le Revenu de l'Etat, 160. V. *Bleds.*

F.

Fabriquants, ne ſauroient déſerter d'un Etat en corps, 214.

Fermiers, abolis en Hollande, mais non les Fermes, 141.

Fermiers généraux en France, bien différents de ceux d'autrefois, 141. On leur impute à tort les malheurs de la France, 140, 170.

Finance, auſſi néceſſaire à un Etat que le manger l'eſt à l'homme, 165. On n'en connoît pas encore tous les principes, 161. Quel en eſt le vrai ſecret, 157. Etat de la Finance Angloiſe en 1770, 128-129. Hiſtoire de la Finance Françoiſe, 199. Voyez *Fonds d'Amortiſſement.*

Fonds publics, ſixieme genre des biens d'un Etat, 154. Nouveauté de leur création, 138. Fondemens de leur crédit, 172. Leur différence d'avec les Papiers de Banque & de Crédit, 148. Leur baiſſe n'eſt pas une marque infaillible de diſcrédit, 37. Déclama-

tions mal fondées contre leurs poſſeſſeurs, 39, 40. 63. Ils entretiennent le patriotiſme, plutôt que de l'éteindre, 39, 40, *n.* Augmentent les richeſſes, le Commerce, l'induſtrie, & ſont néceſſaires, 161. Leur création, faite à propos, & modérée, eſt une Alchymie réaliſée, 338. *L'Eſpagne* ni le *Portugal* n'ont jamais imaginé d'en créer. 144 Nature des Fonds publics d'*Hollande*, 77 *& ſuiv.* & raiſons de leur énorme crédit, 81 *& ſuiv.* Fonds publics d'*Angleterre*, comment transférables, 82. grand avantage de pouvoir les engager ou hypothéquer, 77 *& ſuiv.* abus de cette pratique, 78 *n.* Ceux d'*Angleterre* & d'*Hollande* ne ſont point en papier, comme on le croit en France, 80. Fonds publics *François*, en 1755 ſe ſoutinrent mieux que ceux d'Angleterre, 98. Ce qui les fit tomber enſuite, 99, 100. Leur crédit a ſouffert des Remontrances Parlementaires, 113. ainſi que ceux en Angleterre des Ecrits des Frondeurs, *ibid.* Voyez *Dette nationale Annuités. Billets. Circulation. Emprunts. Finance. Intérêts. Papiers.*

Fonds d'amortiſſement. Ce que c'eſt, 42, *n.* utile & néceſſaire, 74, 75. créé en France, y avoit accrédité le papier, 99. mieux manié en Angleterre, 99. avec lui le crédit a diſparu en France, 99 doit être permanent en paix & en guerre, 100, 102. *& ſuiv.* Grands & étonnants effets qu'il a produits en Angleterre, 105. & qu'il peut encore y produire, 106. Il augmente à meſure qu'on l'emploie, 105. Il étoit plus conſidérable en Angleterre avant la derniere guerre, 105, 106. Employé derniérement à payer la Dette non fondée, la Liſte civile, & les Non-valeurs, 114, 115. Opération propoſée pour en employer avantageuſement une partie, 107 *& ſuiv.* Fonds d'amortiſſement auxiliaire & permanent propoſé, 110, 111, 115.

France. Epoque de ſa grandeur, 2. Ses objets de culture, 9, 10, 12. Pourquoi moins abondante en grains que l'Angleterre, 10, 11. Si elle eſt près de ſa ruïne, 131. Ce n'eſt pas les Impôts, mais les Guerres qui l'ont dérangée, 150. Son Revenu, 157. A ſuccombé dans la derniere guerre faute de crédit, 171. Moyen de le rétablir, 173, 174. La France agrandie n'a pas plus d'habitans que ci-devant, 182. Son Commerce à ſon apogée, quand, 187. Seul moyen de le relever, *ibid.* Ce qu'elle étoit du tems de Sul-

ly, 188, 189 de Richelieu, 189. de Colbert, 190. Moyens de remettre en valeur ſes terrains abandonnés, 195 *& ſuiv.* Hiſtoire de ſa Finance, 199. Diverſes cauſes de ſa dépopulation, 202 *& ſuiv.* Elle profite encore des Provinces qu'elle a perdues en Amérique, 234 *& ſuiv.* 238. La Pêche lui eſt néceſſaire, 239. Elle a tout ce qu'il faut en elle pour être heureuſe & opulente, 255. Deviendroit malheureuſe ſi elle avoit tout, 263. Doit avoir les principales Colonies à Sucre, 265. Pourroit ſe paſſer de Commerce excentrique & de Colonies, 275, 281 *& ſuiv.* Dans quel ſens elle a beſoin d'une Marine, 276, 277, 281 *& ſuiv.*

François, mangent plus de pain que de viande. 9.

Frederic Guillaume II. *Roi de Pruſſe.* Ce qu'il fit de ſes Etats, 196, 197.

Frondeurs en Angleterre. Leur autorité eſt équivoque, 77. Leurs Ecrits font tort aux fonds publics, & gênent les opérations de Finances, 113.

G.

Grains. Importance de leur Exportation, 199, 200. S'il dépend de la France de fermer aux Anglois cette ſource de richeſſes, 9 *& ſuiv.* Ce qui vaudroit encore mieux que leur Exportation, pour l'un & l'autre Royaume, *ibid.* Pourquoi plus abondants en Angleterre qu'en France, 10. Ne ſont point renchéris en Angleterre depuis l'inſtitution de la prime d'exportation, 160. Les Grains & cette Prime ſont l'une des principales ſources de la grandeur de l'Angleterre, 284. Pourriroient, faute de conſommateurs, ſi toutes les terres de l'Europe étoient cultivées, 217, 218.

Grenade & *Grenadilles*, Iſles achetées deux fois par les Anglois, 236 *& ſuiv.*

Guerres. Le plus grand des fléaux, 169 Détruiſent les Etats, 183. Leur inutilité, 267, 273, 286. On feroit mieux d'en laiſſer décider le ſujet au ſort, 285. Ne ſauroient ſe faire aujourd'hui ſans emprunts, 27. Pourquoi leurs ravages ſont ſitôt réparés aujourd'hui, 49. V. *Paix.*

H.

Hambourg, entrepôt du Nord, 242. Tort qu'elle fait à Amſterdam, 251.

Harmonie politique, qui doit régner dans un Etat, 217 *& ſuiv.* 256 *& ſuiv.* 263. & entre les Etats, 265,

266, 286. V. *Etats. Intérêts des Puiſſances.*
Hoeke. Son calcul des richeſſes préſentes de l'Angleterre 16.
Hollande. De quelle nature eſt ſa puiſſance, 263. Dépenſe plus pour ſon territoire qu'il ne lui rend, 94. Elle eſt avantageuſe à tous ſes voiſins, *ibid.* Toute l'Europe eſt intéreſſée à ſa conſervation 233, 241, 243 *& ſuiv.* 255, 264. Chef-d'œuvre de l'induſtrie & du travail, 241. Eſpece de création & de phénomene politique, 159, 243. Son numéraire artificiel ſoutient celui de la France & de l'Angleterre, 244. Son Commerce eſt précaire, 246. Cauſes qui l'ont fait fleurir d'abord, 246 *& ſuiv.* Celles de ſon déclin, 250 *& ſuiv.* Le Luxe lui eſt mortel, l'œconomie néceſſaire, 254. Quoique plus peuplée à proportion qu'aucune autre contrée de l'Europe, elle pourroit l'être le double plus qu'elle ne l'eſt, 217, Sans produit territorial, 134 *& ſuiv.* On y paie plus d'Impôt qu'en France & en Angleterre, *ibid.* Les Moluques lui étoient néceſſaires, 232, 233. La Pêche du Hareng & le Commerce des Epiceries lui ſont eſſentiellement néceſſaires, 239, 242. Il convient à l'Europe qu'elle conſerve les Epiceries & la Canelle, 263. Elle n'exiſte que par-là, par le crédit & par la Circulation, 240. Elle eût pu encore conſerver le Bréſil, ſans préjudice au Commerce de l'Europe, 147. Inconvénient qu'y occaſionna en 1747 la collecte du Don gratuit, 139. Comment on y leve les Taxes & Impôts ſur les Biens-fonds, 313 *& ſuiv.*
Hollandois, les Facteurs, Aſſociés, Banquiers de l'Europe, 240. Font le Cabotage au meilleur marché, 255.
Hume (Mr.) ſon ſentiment ſur le Crédit public & ſur les papiers circulants, réfuté, 18 *& ſuiv.* 121 *& ſuiv.*

I.

Jardins, ruïnent bien des maiſons, 334.
Jeu d'Actions, utile à l'Angleterre, 63 *& ſuiv.* Voyez *Actions.*
Jeu de Cartes, a refondu le genre humain, 343. rapproché les deux ſexes, *ibid.* amolli le corps, 345. énervé les paſſions, *ibid.* Grace à lui il n'y a plus que des hommes médiocres, 346.
Importation. Chez quelles nations on peut la charger, 159. Le droit d'importation à la Douane eſt quelquefois illuſoire, 253, 260. Reſtitution du Droit d'Importation en Angleterre, 254.
Impôts. Qui, dans l'Etat, les paie en dernier reſſort, 51. Tournent au profit de l'induſtrie, *ibid. & ſuiv.* Plus

forts en Hollande qu'en Angleterre ou en France, 73. Impôts insensibles, les meilleurs, 133, 135, 160, 161. Se levent en Angleterre d'une maniere plus simple & moins coûteuse qu'en France, 142. N'ont point ruïné la France, 150, pourquoi, 155. Rentrent dans la main d'où ils sortent, 157, 161. A qui convient l'Impôt par tête, & à qui l'Impôt sur les marchandises, 160. Les Impôts ne doivent pas être trop multipliés, 161. Impôts de profit, d'encouragement, sur les entrées, sur les sorties, 226. Les Impôts font sentir la décadence, mais ne la causent pas, 184. Les contradictions les rendent plus onéreux, & moins utiles, 167. Dans quel tems on pourroit en abolir quelques-uns en Angleterre, 110. Voyez *Droits. Taxes.*

Impôts d'*Hollande.* Méthode de les y lever, 313 *& suiv.* Impôt ordinaire sur les maisons, 313. Extraordinaire du centieme & deux-centieme denier, 313. 316. Impôt sur les terres, 314. Sur les matieres de consommation, 314, 315. sur le sel & le savon, 315. sur les Domestiques, le Café, & le Thé, *ibid.* sur les Actions des Indes orientales & occidentales, 313. Ce dernier Impôt est démontré destructif, & contraire à la Finance, 317 *& suiv.* Quel équivalent pourroit le remplacer, 319, 320.

Indes. Si les Romains y firent un Commerce ruïneux, 85, 86. Si le Commerce qu'on y fait aujourd'hui est destructif, 262 *& suiv.* Elles sont une source de richesses pour l'Angleterre, 86. Voyez *Compagnies.*

Industrie doit le tribut à l'Etat, ainsi que les Biens-fonds, 162.

Intérêt de l'argent, n'est point défendu comme usure dans la Loi de Dieu, 211 *& suiv.* est nécessaire & utile, comme l'Usure est destructive, 213. Les Intérêts ne ruïnent point ceux qui les paient, 209 *& suiv.* payés exactement, ils contribuent beaucoup au crédit, 83. Mauvaise méthode en France de les payer par ordre alphabétique, *ibid.* L'Intérêt bas de l'argent est un signe de prospérité publique, 22, 23. Il diminuera encore en Angleterre & en Hollande, 74. Surquoi il faut assigner les Intérêts des Fonds publics, 172. ils le sont en Angleterre sur des hypotheques solides, 39, 41. On ne doit jamais les réduire sans présenter le remboursement du Capital, 173.

Intérêts des Puiſſances, dans le fonds ne ſe croiſent pas, 229 *& ſuiv.* 238.
Irlande. Sa proſpérité actuelle, 3. Elle abonde en vivres, & la moitié de ſes habitans meurt de faim, 272.
Juifs. Ce que la Loi leur ordonnoit & défendoit par rapport à l'uſure, 211 *& ſuiv.*

L.

Laines. Grande ſource de richeſſes, 154.
Lettres de Change, circulent comme l'argent, 35.
Liſte civile, à la charge du fonds d'amortiſſement, 115.
Livres, huitieme genre des biens d'un Etat, 155.
Loix ſomptuaires, leur inſuffiſance, 338, 339.
Lombard. Un tel établiſſement ſeroit utile à la France, 36.
Louis XIV. Deſcription qu'il fit faire de ſes provinces, 176, 177. Comment il put faire de ſi fortes levées, 274.
Louis XV. Si, avec plus de numéraire, il eſt moins riche que ſes prédéceſſeurs, 131.
Luxe. Sentimens partagés ſur ſes effets, 325 *& ſuiv.* Ce qu'on entend par ce mot, 327. Sa définition, 328. Les meilleurs moyens de le réprimer, 339 *& ſuiv.* Funeſtes effets du Luxe exceſſif, 328 *& ſuiv.* Il ruïne les nations, 174. Détruit les Etats, 125, 126. eſt pernicieux à la Dette nationale, 73. Le Luxe d'oſtentation & de frivolité anéantit le Luxe néceſſaire & ſolide, 6. Trouver le terme moyen entre le Luxe exceſſif & l'honnête dépenſe, 174. Luxe modeſte, auſſi couteux que le faſtueux, 339. Luxe exceſſif des Anglois, ſa cauſe, 5, 6.

M.

Magazins, cinquieme genre de biens dans un Etat, 154.
Main d'œuvre, pourquoi ſi chere aujourd'hui, 25, 26, 53, 62, *n.*
Maiſons, quatrieme genre des biens d'un Etat, 154.
Maiſons de Campagne, Luxe ruïneux, 334.
Manufactures, neuvieme genre des biens d'un Etat, 156. dont ils augmentent conſidérablement le Revenu, 163, 260. C'eſt elles qui ſouffrent le plus par les Impôts, 167. Ce qu'on dit de la décadence des manufactures Angloiſes, eſt peu ſûr, 24 *& ſuiv.* Leur différence d'avec celles de France, 26.
Marché ferme. Terme du Jeu d'Actions, 292, 298.
Marine. Celle des anciens comparée à la nôtre, 279. Peu d'influence de la marine moderne ſur les Con-

quêtes en terre ferme, 280. Ne peut s'établir qu'aux dépens des forces de terre, 283.
Métaux trop abondants entant que signes, ont besoin d'autres signes représentatifs pour accélérer leur circulation, 54, 55, 59. Leur avilissement a triplé le prix des denrées, 55. V. *Especes. Or. Argent.*
Meubles, huitieme genre des biens d'un Etat, 155.
Militaire. Corps qui dévore ses membres, 336.
Mines, onzieme genre des biens d'un Etat, 156.
Minorque. Sa perte fut avantageuse aux Anglois, 259.
MIRABEAU (Mr. le *Marquis de*). Sa *Théorie de l'Impôt*, critiquée, 129 *& suiv.* 149 *& suiv.* 151, 157, 162 *& suiv.* 186 *& suiv.* 200, 203 *& suiv.* 207 *& suiv.* 214 *& suiv.* 219.
Moluques, seroient inutiles au Portugal, 232. Nécessaires à la Hollande, *ibid.*
Monnoie. Abus par rapport à celle d'Angleterre, 50. *n.* Voyez. *Métaux. Especes. Argent.*
MONTESQUIEU (Mr. le *Président de*) cité sur la véritable richesse, 61. sur la rareté & l'abondance de l'argent, 92, 93. sur les Impôts, 160, 175. sur Richelieu, 190. sur le Luxe, 218, 219.
Morue. Article considérable pour le Commerce des Anglois, 5.
Mutation, V. *Droits.*

N.

Négociants, ne sauroient déserter d'un Etat en corps, 214.
Non-valeurs, à la charge du Fonds d'amortissement, 115.

O.

Obligations. V. *Fonds publics.*
Oeconomie, nécessaire dans les dépenses publiques, 126 *& suiv.*
Oisiveté, n'est pas toujours à charge à l'Etat, 166, 214 *& suiv.*
Or & argent. Leur valeur n'est qu'arbitraire, & de convention, 149. Leur masse en Europe a perdu en profondeur ce qu'elle a gagné en superficie, 283. V. *Métaux. Espece. Monnoie.*

P.

Paix. Toutes les Puissances ont intérêt à l'entretenir, 261. Heureux effet de la longue Paix qui a suivi la guerre de la succession, 277. & de toute Paix suivie d'une bonne administration, 165. C'est le seul moyen de relever la France, 187. V. *Guerre.*
Papiers publics, sixieme genre de biens dans un Etat,

154. Leur fonction dans la circulation des eſpeces, 59. En France on donne mal à propos ce nom à tout fonds public, 80. Le Papier de Banque & de Crédit ne doit point être confondu avec celui qui forme les Fonds publics, 148. Proportion que doit avoir le Papier de Crédit avec la maſſe des eſpeces courantes, 147 *& ſuiv.* V. *Annuités. Fonds publics. Billets. Circulation. Emprunts. Finance.*

Parlement en France devroit créer & garantir les Fonds publics, 172. Ses Remontrances les ont décrédités, 113.

Pauvres, doivent faire le grand nombre dans un Etat, 256, 257. V. *Harmonie*, *Etat.*

Pêcheries, troiſieme genre de biens dans un Etat, 154. Pêche de la Morue, article conſidérable pour le Commerce des Anglois, 5. néceſſaire à la France, 239. celle du hareng à la Hollande, *ibid.*

PETTY (*le Chev.*) Son ſentiment ſur la population, 185.

Peuple. Son nombre fait la richeſſe & la puiſſance des Etats, 183 *& ſuiv.*

Pierreries, huitieme genre des biens d'un Etat, 155.

Population, la premiere & la plus importante manufacture d'un Etat, 9. peut devenir trop forte, 217, 220. *& ſuiv.* 223 *& ſuiv.* Avantages phyſiques & moraux de celle d'Angleterre, 70 *& ſuiv. n.*

Portugal. Pourquoi ſes tréſors ne l'ont pas enrichi, 144 *& ſuiv.* Il en a trop, 232. Il ſeroit plus riche avec plus de peuple & moins d'or, 146. Avec le Bréſil il ne devoit point avoir les Moluques & Ceylan, 147, 232.

Prime d'exportation pour le grain, eſt regagnée avec uſure par l'Angleterre, 160.

Prime à délivrer, & *à recevoir.* Termes du Jeu d'Actions, 293, 294.

Prolongation. Terme du Jeu d'Actions, 292.

R.

Réduction d'Intérets comment faite en Angleterre, 101. On s'y eſt mal pris en France, 115. *& ſuiv.*

Rembourſement du Capital offert en Angleterre à ceux qui ſe refuſeroient à la réduction, 101. Conduite différente de la France, 102. On ne doit jamais rembourſer ni tontines ni viagers, 118.

Remontrances des Parlemens de France au ſujet des Impôts, ont fait tort au crédit des Papiers Royaux, 113. Remontrances des Négocians Hollandois au ſujet

Prince Stadhouder, 246 *& ſuiv.*
Rentes viageres propoſées pour éteindre d'abord une partie conſidérable de la Dette nationale en Angleterre, 107 *& ſuiv.* V. *Viagers.*
Rentiers oiſifs, ne ſont point inutiles à l'Etat, 166, 214 *& ſuiv.*
Reſcontre. Terme du Jeu d'Actions, 291, 292.
Rétrogradation. Terme du Jeu d'Actions, 309.
Revenu Territorial, n'eſt pas à beaucoup près toute la richeſſe d'un Etat, 93, 94. V. *Agriculture.*
RICHELIEU. Etat de la France ſous lui, 189.
Riches, en plus grand nombre à-préſent qu'autrefois, 55, 58. Tous ne peuvent pas l'être dans un Etat, 256, 257, 263.
Richeſſe d'un Etat ne ſauroit croître à l'infini, 257. Ses ſymptomes ſouvent équivoques, 260. Enumération de toutes les richeſſes d'un Etat, 153 *& ſuiv.*
Romains. Cauſes de leur décadence, 86, 87.
ROUSSEAU (Mr. *J. J.*) cité ſur la folie des Conquêtes, 267 *& ſuiv.* ſur l'homme naturel oppoſé à l'artificiel, 271.
ROUSSEAU (*le Poëte*) cité ſur la raiſon qui égare, & l'inſtinct qui conduit, 270.
Ruïné. Le numéraire de celui qui l'eſt ne ſe trouve point en entier ſur la maſſe du public, 174, 330.

S.

Subſides de la Grande-Bretagne en 1770, & les moyens, 128 — 129.
Succeſſions collatérales devroient être taxées en Angleterre, 110 *& ſuiv.*
Suiſſe, Pourquoi l'on n'y paie point d'Impôts, 175.
SULLY. Situation où il trouva la France, 188.

T.

Tabac, l'un des Articles qui enrichiſſent l'Angleterre, 5.
Taxes. Il n'y a que le cultivateur qui en ſouffre dans un Etat, 50. Projet chimérique de les réduire toutes à une ſeule, 133, 135. Où cette Taxe univerſelle par capitation pourroit avoir lieu, 137. Quand elle ne ſeroit pas impoſſible, elle ſeroit dangereuſe, 139 *& ſuiv.* 152. Il ne faut pas multiplier les Taxes ſans néceſſité, 147. Marche qu'elles doivent ſuivre, 157. On devroit introduire en Angleterre une Taxe ſur les Domeſtiques, 111, *n.* & redreſſer celle ſur les Terres, 111. Méthode de lever les Taxes en

Hollande, 313 *& suiv.* V. *Impôts. Droits.*
Terre, couverte d'une croute végétale, qui s'épuise par la culture, 222. ne doit point être habitée partout, *ibid.*
Terres labourables, & paturages, doivent être en proportion, 12. Leur produit n'est pas la seule richesse d'un Etat, 152. Mais c'est la premiere en rang, 153. La Dette publique a fait hausser le prix des Terres en Angleterre, 208. Si toutes celles de l'Europe étoient cultivées, il n'y auroit pas assez de consommateurs, 217, 218. Les Terres ne sont point taxées en Angleterre sur un pied juste & égal, 112. V. *Agriculture. Revenu.*
Testament politique de Vauban, Voyez *Bois-Guillebert.*
Théorie des Impôts, voyez Mr. de *Mirabeau.*
Tontines, devoient être exemptes en France du dixieme, 117 *& suiv.* ne doivent jamais être remboursées, 118 *& suiv.*
Tournay. Comment on paya la Garnison durant le siege de cette Place, 34.
Trésor public, nuisible, 144, 170.

V.

Vaisseaux, cinquieme genre des biens d'un Etat, 154.
Vaisselle, huitieme genre des biens d'un Etat, 155.
Vent. Terme du Jeu d'Actions, 305.
Viagers, ne doivent jamais être chargés, ni remboursés, 118 *& suiv.* ne sont point préjudiciables à la postérité, ni à l'Etat, 119, *n.*
Villes, sont utiles & nécessaires, 218.
Voltaire (Mr. *de*) cité sur les Finances Françoises, 171. sur la description des Provinces par ordre de Louïs XIV, 176 *& suiv.* sur le Clergé de France, 178 *& suiv.* sur la population de l'Angleterre, 185. sur l'Usure, 211. sur l'inutilité des guerres, 267. sur les Rois & leurs Ministres, 272, 273.
Vraisemblable, souvent faux en Politique, 258.
Usure, voyez *Intérêt.*

FIN.